



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXII^e Année

Tome II N^{os} 1-2 - Juillet-Août 1987

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 L'évolution structurelle de l'économie belge
(première partie).
- 37 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats des mois de mai et juin 1987.
- 1 Statistiques.
- 167 Législation économique.
- 183 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

L'EVOLUTION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE BELGE

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION GENERALE

1. Dans l'analyse des évolutions économiques et financières, l'attention se porte souvent, de façon primordiale, sur l'explication des mouvements à court terme, influencés essentiellement par des fluctuations et des mesures de politique conjoncturelles. On ne peut toutefois perdre de vue qu'entretemps se produisent aussi des glissements structurels, en d'autres termes, que des tendances à long terme s'inscrivent dans de nombreuses données économiques et financières. Il est donc très important d'analyser régulièrement les causes et les relations de ces mouvements à long terme. La Banque a déjà entrepris de pareilles études : c'est ainsi qu'elle a analysé, dans sa série d'articles sur « L'essoufflement de l'économie belge dans la décennie passée », quelles étaient les causes principales de la perte de compétitivité subie par l'économie belge entre le début et la fin des années septante¹. La présente étude est également de ce type : elle vise directement à examiner comment l'économie belge s'est comportée, au cours des dernières décennies, par rapport à un certain nombre d'autres économies, et ce dans les divers domaines de la vie économique et financière.

2. La présente étude se distingue toutefois de la série d'articles précités sous deux aspects importants : son objectif est différent et son champ d'application est plus large.

Une première différence réside manifestement dans l'intention de l'étude. Les articles sur « L'essoufflement de l'économie belge dans la décennie passée » avaient pour but de donner une explication de la forte détérioration du solde des opérations courantes de l'U.E.B.L. avec l'étranger de 1970-73 jusqu'à la fin des années septante. Le phénomène à expliquer était donc très précis et l'objectif direct de l'étude aussitôt défini. La présente étude, en revanche, n'a pas, pour point de départ, une évolution déterminée qu'il convient d'expliquer ; son but immédiat est de détecter les évolutions structurelles (souvent mal connues) dans

¹ Cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LV^e année, tome II, n° 3, septembre 1980 ; n° 5, novembre 1980 ; LVI^e année, tomes I, n°s 5-6 et II, n° 1, mai-juin-juillet 1981.

les diverses données économiques et financières, d'en donner, si possible, une explication cohérente et d'en tirer quelques conclusions marquantes. Les conditions fondamentales de fonctionnement de l'économie belge se sont-elles modifiées? Peut-on trouver dans les évolutions à long terme l'explication de quelques faiblesses ou atouts? Des changements structurels sont-ils apparus exigeant des adaptations à long terme dont il conviendrait de tenir compte dans la politique économique globale? Voilà quelques questions importantes auxquelles ce dossier peut apporter des éléments de réponse.

D'autre part, l'objectif de la présente étude est plus vaste : non seulement, celle-ci couvre une période plus étendue — à savoir celle comprise entre le début des années soixante et la période 1982-84, soit près d'un quart de siècle —, mais en outre, elle traite de tous les aspects importants de l'économie, ainsi qu'il ressort, ci-après, du bref aperçu de sa structure :

- I. Les principaux changements structurels dans l'ensemble du monde industrialisé
 1. L'internationalisation
 2. La « tertiarisation »
 3. L'« étatisation »

- II. Les évolutions structurelles des principales variables macro-économiques en Belgique
 1. L'activité économique
 2. Le marché de l'emploi
 3. Prix et coûts
 4. Revenus, dépenses et comptes des secteurs économiques
 5. Taux d'intérêt

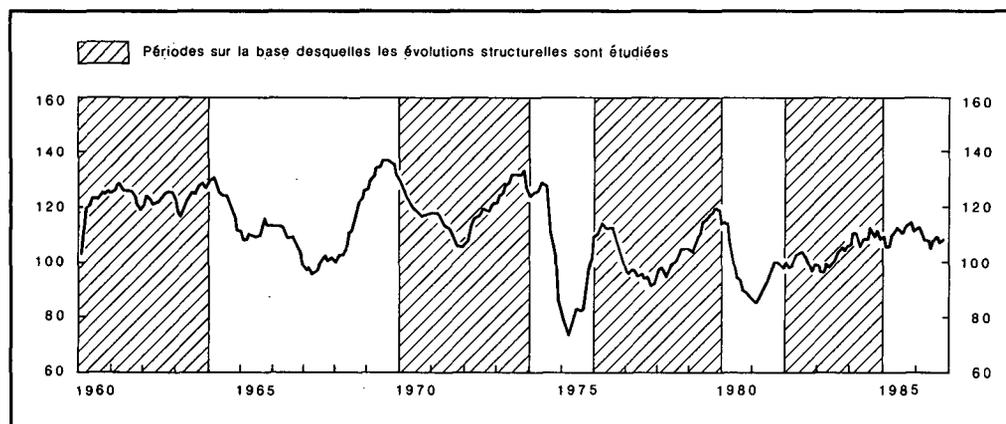
- III. Les évolutions structurelles des opérations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger
 1. Synthèse de la balance des paiements
 2. Opérations courantes
 3. Mouvement des capitaux
 4. Cours de change

3. Dans la plupart des tableaux et graphiques, l'évolution structurelle de l'économie belge est décrite :

- en comparant la situation pendant *quatre périodes, à savoir les années 1960-63, 1970-73, 1976-79 et 1982-84*. Il s'agit de quatre périodes de plusieurs années, afin d'éviter que la comparaison puisse être faussée par des mouvements accidentels se produisant au cours d'une seule année. Les périodes ont été choisies de manière à être quasi neutres d'un point de vue conjoncturel : ainsi qu'il ressort du graphique 1, les périodes en question comprennent chacune une phase, d'importance à peu près égale, de hausse et de baisse de la conjoncture en Belgique. Seule la dernière période, soit 1982-84, ne

COURBE SYNTHETIQUE DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

(Juillet 1974 - juin 1981 = 100)



laisse apparaître qu'une légère hausse de la conjoncture, mais cette tendance n'est pas très accentuée; signalons que cette période a 1984 pour année finale, celle-ci étant la dernière année pour laquelle une série complète de données pour la Belgique et d'autres pays est disponible;

- non seulement en examinant les évolutions en Belgique, mais aussi en les comparant à celles d'autres pays. Il est, en effet, nécessaire de disposer d'un ou plusieurs termes de référence. Dans la plupart des tableaux et graphiques, les prestations d'un bloc de *cinq économies européennes* — à savoir la République Fédérale d'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et les Pays-Bas, soit les cinq principaux partenaires commerciaux européens de la Belgique¹ — sont comparées à celles des *Etats-Unis* et du *Japon*, afin de situer les prestations européennes dans le contexte mondial. Les évolutions de la Belgique sont commentées en les comparant à celles de ses partenaires européens; outre le bloc précité de cinq économies européennes, un autre terme de référence est également utilisé dans la plupart des tableaux ou graphiques, pour autant qu'il contribue à une comparaison judicieuse et que les données soient disponibles: un ensemble de *quatre petites économies* (Pays-Bas, Danemark, Autriche, Suède)². Les totaux des données des deux termes de référence européens tiennent implicitement compte de l'importance relative de chacun des pays dans la donnée étudiée: ainsi, par exemple, pour le calcul du produit national brut, des diverses catégories de valeur ajoutée, de dépenses et de revenus, les données nationales respectives ont été converties en une monnaie commune et additionnées.

¹ Les cinq pays cités représentaient, en 1985, 67 p.c. du commerce extérieur de L'U.E.B.L.

² Par conséquent, les Pays-Bas apparaissent dans les deux termes de référence: à la fois dans les « cinq économies européennes » et dans les « quatre petites économies ».

4. Bien que de grands efforts aient été déployés en la matière, on ne peut prétendre que le présent dossier repose sur une banque de données entièrement cohérente d'un point de vue statistique. Ceci s'explique par divers facteurs : dans un certain nombre de cas, le matériel statistique pour la période antérieure à 1970 est moins précis, et pour certaines données, il n'existe même pas sous une forme cohérente et harmonisée ; pour les données relatives aux pays autres que la Belgique, il n'a pas été possible de recourir systématiquement à une seule source, comme, par exemple l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, aussi, dans un certain nombre de cas, a-t-il fallu utiliser d'autres sources (par exemple, la Communauté Economique Européenne ou des sources nationales) ; le fait également que la présente étude couvre une période très longue peut impliquer que des imperfections d'ordre statistique de certaines séries deviennent plus importantes. De plus, dans le cas de certaines séries statistiques, il convient d'émettre des réserves méthodologiques spécifiques, sur lesquelles nous insisterons, si nécessaire. On peut affirmer, néanmoins, que ces réserves n'empêchent pas de se faire une idée des grandes tendances structurelles.

5. Afin de rendre le dossier plus accessible, les principales constatations, explications et conclusions sont résumées, par thème, sous le titre « Résumé », au début du texte traitant de ce thème.

6. La première partie de l'étude, qui fait l'objet de la présente publication, comprend l'introduction générale, le chapitre I et les sections 1 et 2 du chapitre II. Les sections 3, 4 et 5 du chapitre II ainsi que le chapitre III et les conclusions seront publiés ultérieurement.

CHAPITRE I

LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS STRUCTURELS DANS L'ENSEMBLE DU MONDE INDUSTRIALISE

Au cours des dernières décennies, un certain nombre de tendances structurelles se sont incontestablement profilées dans, pour ainsi dire, tous les pays industrialisés. Parmi ces tendances, trois, très importantes, sont décrites dans ce chapitre ; il s'agit, succinctement, de l'internationalisation, de la « tertiarisation » et de l'« étatisation ».

1. L'internationalisation

Résumé : Toutes les économies industrielles sont devenues plus ouvertes. En Belgique, de même, le degré d'ouverture a progressé fortement, pour atteindre aujourd'hui un niveau très élevé. L'interdépendance des mouvements conjoncturels et le poids de la contrainte extérieure ont dès lors aussi augmenté.

Tableau 2

EVOLUTION DU DEGRE D'OUVERTURE¹

A. En pour cent

	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Etats-Unis	4,78	5,64	7,67	7,20
(p.m. sur base des importations)	(4,11)	(5,73)	(8,71)	(8,96)
Japon	8,66	9,75	10,84	12,67
Cinq économies européennes ²	15,58	18,02	21,26	22,80
Quatre petites économies ²	23,73	25,48	26,85	31,46
dont : Pays-Bas	31,46	31,56	32,71	38,38
Suède	18,19	20,20	21,99	25,99
Autriche	19,81	23,60	24,86	27,46
Danemark	22,92	21,48	21,72	26,94
Belgique	28,67	35,08	35,96	43,18

B. En indice 1970-73 = 100

	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Etats-Unis	84,8	100,0	136,0	127,7
(p.m. sur base des importations)	(71,7)	(100,0)	(152,0)	(156,4)
Japon	88,8	100,0	111,2	133,0
Cinq économies européennes ²	86,5	100,0	118,0	126,5
Quatre petites économies ²	93,1	100,0	105,5	123,5
dont : Pays-Bas	99,7	100,0	103,3	121,6
Suède	90,0	100,0	108,9	128,7
Autriche	83,9	100,0	105,3	116,4
Danemark	106,7	100,0	101,1	125,4
Belgique	81,7	100,0	102,5	123,1

Sources : O.C.D.E., Comptabilités nationales.

¹ Exportations de biens et services (excl. revenus de facteurs) par rapport à l'ensemble des ressources (c.à.d. la somme du P.I.B. et des importations de biens et services) de la période considérée, à prix et taux de change courants. L'exercice similaire effectué en divisant les importations de biens et services par cette même somme donne des résultats très proches pour tous les pays à l'exception des Etats-Unis, raison pour laquelle pour ce dernier pays le tableau cite les deux séries (les chiffres entre parenthèses ayant trait au rapport entre les importations de biens et services et l'ensemble des ressources).

² Y compris le commerce bilatéral entre les pays concernés. Il s'agit donc de chiffres « non consolidés ». Si l'on avait, au contraire, considéré ces groupes de pays comme une seule zone, on aurait dû éliminer leur commerce bilatéral, de sorte qu'on aurait obtenu des degrés d'ouverture nettement moins élevés.

Le degré d'ouverture des économies, dont l'évolution est retracée au tableau 2, est mesuré au moyen du rapport entre les exportations de biens et services et le total des ressources de l'économie, c'est-à-dire la somme du produit intérieur brut et des importations de biens et services. Ce rapport permet de montrer quelle part des ressources est affectée à la satisfaction de la demande étrangère.

On constate que le degré d'ouverture des différentes économies est à peu près inversement proportionnel à leur étendue : c'est ainsi que le degré d'ouverture est plus grand dans les quatre petites économies et qu'il est considérablement plus important encore en Belgique. Ce dernier phénomène peut s'expliquer par différents facteurs : la situation géographique de la Belgique, qui assure à ce pays

un hinterland très étendu ; le fait que deux des quatre petites économies (à savoir la Suède et l'Autriche) ne font pas partie de la Communauté Economique Européenne et ont donc subi moins que la Belgique les impulsions à l'internationalisation ayant leur origine dans la création d'un marché commun ; l'implantation massive, en Belgique, d'entreprises étrangères (cf. les importants investissements étrangers dans notre pays dans les années soixante), qui a donné lieu à des flux commerciaux entre la Belgique et l'étranger.

Fait significatif : le degré d'ouverture a augmenté dans tous les pays ou zones, dans les grandes économies comme dans les petites. Il y a une exception de taille à cette tendance, c'est l'évolution du degré d'ouverture des Etats-Unis entre 1976-79 et 1982-84 : le rapport des exportations des Etats-Unis à l'ensemble des ressources de ce pays est revenu de 7,67 à 7,20 p.c. entre ces deux périodes. Toutefois, lorsqu'on calcule le degré d'ouverture sur la base du rapport entre les importations de biens et services et les ressources totales, qui sont égales aux dépenses finales (rapport permettant de mesurer quelle part de ces dépenses donne lieu directement ou indirectement à des importations), il apparaît que ce degré d'ouverture a continué à augmenter au cours de cette période. Les causes de cette augmentation générale du degré d'ouverture sont assurément multiples. Citons la spécialisation plus poussée des productions des divers pays, favorisée par l'amélioration considérable des possibilités physiques de transport et des moyens de communication ; au sein de la Communauté Economique Européenne, le processus de libéralisation des échanges commerciaux a aussi joué un rôle important. Le degré d'ouverture de la Belgique, qui était déjà le plus élevé de tous les pays ou zones considérés en 1960-63 — abstraction faite des Pays-Bas —, a encore augmenté fortement depuis lors ; la progression fut particulièrement vive dans les années soixante, en raison notamment des investissements étrangers très importants réalisés au cours de cette période.

La hausse générale du degré d'ouverture a bien entendu des implications non négligeables. Elle a pour conséquence que la contrainte extérieure a gagné partout en importance. La plupart des pays doivent tenir compte de plus en plus de ce qu'une part importante de leur production est écoulee à l'étranger et inversement, de ce qu'une fraction substantielle des dépenses nationales donne lieu à des importations. L'intensification des flux commerciaux internationaux accroît également, en principe, l'interdépendance des mouvements conjoncturels. Ces considérations valent davantage encore pour un pays comme la Belgique, dont la croissance économique dépend plus fortement qu'ailleurs de la demande étrangère de ses produits. Il est dès lors primordial que les conditions d'expansion de celle-ci soient réunies, en particulier grâce au maintien d'une compétitivité solide au sens large du terme : sur ce plan, les évolutions structurelles, qualitatives et, bien entendu, de coûts et de prix, ainsi que de rentabilité jouent un très grand rôle. D'autre part, un grand degré d'ouverture peut aussi fournir certains avantages spécifiques : dans une petite économie ouverte, un déficit des comptes extérieurs peut être combattu avec des résultats meilleurs et plus rapides au moyen d'une limitation des dépenses intérieures ; en outre, les marchés extérieurs constituent une clientèle très large moins rapidement saturée. Mais ces avantages sont aussi relatifs : maintenir la croissance des dépenses intérieures au-dessous du

taux d'augmentation de ces dépenses à l'étranger peut difficilement devenir une politique permanente et, en ce qui concerne les vastes débouchés étrangers, beaucoup dépend, bien entendu, de la mesure dans laquelle on est implanté sur ces marchés. Lorsqu'un pays, comme la Belgique, a fortement concentré ses exportations sur une zone géographique relativement limitée (les pays européens voisins), le grand degré d'ouverture offre peut-être moins de possibilités d'expansion vers d'autres marchés — il est d'ailleurs plus difficile pour une petite économie que pour un grand pays, de couvrir aussi efficacement tous les marchés — mais il détermine une grande dépendance conjoncturelle.

2. La « tertiarisation »

Résumé : Le poids des services dans l'emploi a augmenté partout. Cette progression a été moins importante dans la valeur ajoutée à prix constants ; il en résulte que la productivité apparente a augmenté plus lentement dans le secteur tertiaire que dans la plupart des autres secteurs. Dans la mesure où la « tertiarisation » conduit à augmenter les prix à la production plus dans un pays que dans les autres et à détériorer la compétitivité, son effet bénéfique sur l'emploi peut être annihilé.

Une deuxième tendance structurelle générale des pays industrialisés est l'importance croissante des services. Cela apparaît en tout cas clairement lorsqu'on analyse, au tableau 3a, l'évolution de l'emploi par branche d'activité : dans tous les pays ou zones, la part des services dans l'emploi a augmenté fortement, en particulier au détriment du secteur « agriculture, sylviculture et pêche » et de l'industrie manufacturière. Pour ainsi dire partout, une expansion s'est produite, tant des services marchands que des services non marchands (c'est-à-dire ceux produits par les pouvoirs publics). La seule exception est constituée par les Etats-Unis, où la part des services non marchands n'a pas progressé. Par ailleurs, on constate que plus une économie est petite, plus la part des services non marchands y est élevée (à l'exception des Etats-Unis), ce qui pourrait être dû au fait qu'un minimum de services publics est toujours nécessaire, quelles que soient les dimensions du pays en question. Il faut, toutefois, tenir compte, d'autre part, de différences institutionnelles entre les pays : par exemple, il est possible qu'un certain nombre de services médicaux, qui, en Belgique, appartiennent aux services marchands, relèvent des services publics dans d'autres pays (par exemple, les pays scandinaves).

Quoi qu'il en soit, la tendance à l'expansion de l'ensemble du secteur des services est évidente. Elle est due non seulement à l'augmentation des prestations de services collectifs, mais aussi au besoin accru de services qui sont complémentaires aux biens dont la demande a progressé (par exemple, l'entretien de véhicules), à l'expansion des services de transport, résultant notamment de l'internationalisation croissante, au développement des prestations de services financiers, au plus grand nombre de services dans le domaine des loisirs et peut-être aussi, tout simplement, au fait qu'un certain nombre d'activités de services, qui étaient accomplies autrefois au sein de l'industrie, sont à présent

Tableau 3 a

EMPLOI PAR BRANCHES D'ACTIVITE*(En pour cent de l'emploi total)*

	Etats-Unis				Japon				Cinq économies européennes				Trois petites économies ¹				Belgique			
	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Agriculture, sylviculture et pêche.....	n.	4,1	3,6	3,1	n.	17,4	14,2	11,5	15,1	9,4	7,7	6,8	n.	8,3	6,9	6,2	8,8	4,4	3,3	2,9
Produits énergétiques.....	n.	1,2	1,3	1,6	n.	0,7	0,7	0,7	2,3	1,7	1,7	1,7	n.	0,9	0,9	1,0	3,6	2,0	1,6	1,5
Industrie manufacturière...	n.	22,0	20,4	18,5	n.	26,6	24,4	24,4	30,0	29,6	27,4	24,4	n.	25,2	22,3	20,1	30,7	29,9	25,4	21,9
Bâtiments et génie civil ..	n.	5,2	5,1	5,1	n.	8,7	9,8	9,4	8,5	8,9	8,2	7,5	n.	9,5	8,3	6,9	7,7	8,2	8,2	6,2
Services.....	n.	67,5	69,5	71,8	n.	46,5	51,0	54,2	44,2	50,4	55,2	59,6	n.	56,2	61,6	65,9	49,1	55,5	61,6	67,5
dont :																				
Services marchands.....	n.	43,3	45,6	48,2	n.	39,1	42,7	45,6	30,6	34,8	37,6	40,7	n.	36,5	37,6	38,4	34,3	37,8	41,5	45,3
Services non marchands ...	n.	24,2	23,9	23,6	n.	7,4	8,3	8,6	13,6	15,6	17,6	18,9	n.	19,7	24,0	27,5	14,8	17,7	20,1	22,2
Total.....	n.	100,0	100,0	100,0	n.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	n.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : C.E.E., O.C.D.E.

¹ Danemark, Pays-Bas et Suède; les données concernant l'Autriche ne sont pas disponibles.

Tableau 3b

PART DES DIVERSES BRANCHES D'ACTIVITE DANS LA VALEUR AJOUTEE TOTALE A PRIX ET TAUX DE CHANGE CONSTANTS¹

(En pour cent du P.I.B.)

	Etats-Unis				Japon				Cinq économies européennes				Trois petites économies ²				Belgique			
	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Agriculture, sylviculture et pêche.....	4,9	3,8	3,4	3,5	n.	5,7	4,5	3,5	5,6	4,3	3,8	4,1	n.	4,7	4,4	5,3	5,1	3,4	2,7	3,1
Produits énergétiques.....	4,2	4,4	4,2	4,2	n.	2,7	2,5	2,5	4,9	5,2	5,6	5,8	n.	3,6	4,3	3,9	4,7	4,6	5,4	5,2
Industrie manufacturière...	23,0	24,2	24,5	23,0	n.	30,1	32,5	40,1	27,0	29,3	28,7	27,1	n.	22,8	21,8	21,7	20,6	25,4	25,7	25,4
Bâtiments et génie civil ..	7,2	5,8	4,8	3,9	n.	9,6	8,7	6,5	8,7	8,0	6,5	5,7	n.	8,5	6,9	5,9	8,1	7,4	7,3	5,3
Services.....	61,2	62,2	64,4	66,8	n.	55,4	56,2	56,1	52,3	50,9	52,9	55,4	n.	52,9	55,6	57,4	53,9	54,1	54,4	56,4
dont :																				
Services marchands.....	43,9	45,7	48,6	51,4	n.	45,6	46,1	46,6	37,3	37,8	39,9	42,4	n.	36,6	38,5	39,0	40,6	40,6	40,5	42,4
Services non marchands ...	17,3	16,5	15,7	15,5	n.	9,8	10,1	9,5	15,0	13,1	13,0	12,9	n.	16,3	17,1	18,3	13,3	13,5	13,8	14,0
Total des branches.....	100,6	100,4	101,1	101,4	n.	103,4	104,4	108,7	98,5	97,7	97,4	98,1	n.	92,5	92,9	94,2	92,4	94,9	95,4	95,4
P.I.B. ³	100,0	100,0	100,0	100,0	n.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	n.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : C.E.E., O.C.D.E.

¹ Valeur ajoutée en volume aux prix du marché et aux taux de change de 1975.² Danemark, Pays-Bas et Suède; les données concernant l'Autriche sont disponibles pour la valeur ajoutée mais elles n'ont pas été indiquées ici pour permettre la comparaison avec les tableaux 3a et 3c.³ Le total de la valeur ajoutée des branches diffère du P.I.B. : pour obtenir celui-ci, on ajoute à ce total les taxes à l'importation ainsi que l'écart statistique entre l'optique valeur ajoutée et les optiques revenus et dépenses du P.I.B.; on en soustrait d'autre part les services bancaires imputés. Dans les pays de la C.E.E., on ajoute en plus au montant obtenu les recettes de la T.V.A.; cette différence explique pourquoi le total de la valeur ajoutée des branches est inférieur au P.I.B. dans les pays de la C.E.E. alors qu'il lui est supérieur ailleurs.

confiées de plus en plus à des entités distinctes (filiales par exemple). Ce dernier phénomène se produit peut-être davantage aux Etats-Unis qu'ailleurs, ce qui expliquerait, en partie, la part importante des services marchands dans l'emploi de ce pays. En Belgique, où la part des services dans l'emploi a augmenté de plus de 18 points au cours de la période considérée, cette progression a, pour contrepartie partielle, une forte réduction (de 9 points) de l'emploi dans l'industrie manufacturière, évolution sur laquelle nous reviendrons dans la suite de cet article.

La part des services dans la valeur ajoutée à prix constants (tableau 3b), a augmenté beaucoup moins que leur part dans l'emploi¹. De plus, la part de l'industrie manufacturière dans cette valeur ajoutée est restée à peu près stable ou a même augmenté, sur l'ensemble de la période, dans la plupart des pays ou zones. Que les services aient accru beaucoup plus fortement leur part dans l'emploi que dans la production permet de déduire que la productivité apparente, c'est-à-dire la valeur ajoutée par personne occupée, a progressé plus lentement dans ce secteur. Ceci est confirmé par les données du tableau 3c. Celles-ci doivent être examinées avec les réserves nécessaires (en effet, elles ne reflètent pas seulement des évolutions « réelles » de productivité, mais sont influencées, entre autres, par la disparition des unités de production les moins productives et n'ont, en outre, qu'une signification limitée dans le cas des services non marchands), mais leur tendance donne cependant une indication dénuée d'ambiguïté. Il est clair, en effet, que la croissance de la productivité apparente des services est généralement plus faible que celle de l'ensemble de l'économie et qu'elle est partout inférieure à celle de l'industrie manufacturière. En Belgique, la valeur ajoutée par personne occupée, dans le secteur des services, n'est passée que de 74,6 en 1960-63 à 112,9 en 1982-84 (indice 1970-73 = 100), tandis qu'elle a plus que triplé dans le secteur « agriculture, sylviculture et pêche » (peut-être à la suite, notamment, de la disparition d'un certain nombre de très petites exploitations, mais également en raison de l'utilisation de moyens de production plus nombreux et plus efficaces), qu'elle a quintuplé dans le secteur de l'énergie (en raison du remplacement d'une partie de la production de charbon par des centrales nucléaires) et qu'elle a plus que triplé dans l'industrie manufacturière, où le processus de rationalisation s'est accompagné d'un dégageant massif de personnel.

Le fait que l'évolution de la productivité soit plus lente dans les services que dans de nombreuses autres branches d'activité a, sans aucun doute, quelques implications importantes.

Dans la mesure où les facteurs de production engagés dans ces secteurs de services (salariés, indépendants, fonctionnaires,...) bénéficient d'une évolution de

¹ Dans ce tableau, ainsi que dans un certain nombre d'autres qui suivent, les produits intérieurs bruts à prix constants des cinq économies européennes et des quatre (ou trois) petites économies ont été additionnés en passant par une conversion en une monnaie commune aux cours de change de 1975. Cette formule de conversion est quelque peu arbitraire : on aurait pu également se baser sur les cours d'une autre année ou sur les cours actuels ; les résultats des diverses méthodes ne s'écartent, toutefois, que très faiblement les uns des autres.

Tableau 3c

EVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTEE¹ PAR PERSONNE OCCUPEE*(Indices 1970-73 = 100)*

	Etats-Unis				Japon				Cinq économies européennes				Trois petites économies ²				Belgique			
	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Agriculture, sylviculture et pêche.....	n.	100,0	107,7	130,0	n.	100,0	116,8	136,4	52,1	100,0	127,8	172,2	n.	100,0	126,7	180,2	48,4	100,0	123,4	174,4
Produits énergétiques.....	n.	100,0	90,1	76,8	n.	100,0	111,5	136,2	47,0	100,0	135,1	153,9	n.	100,0	133,5	116,1	37,1	100,0	172,4	191,3
Industrie manufacturière...	n.	100,0	115,2	121,2	n.	100,0	144,5	215,7	59,8	100,0	124,0	144,2	n.	100,0	121,8	144,0	52,1	100,0	141,2	178,5
Bâtiments et génie civil ..	n.	100,0	88,4	74,3	n.	100,0	99,0	93,1	73,6	100,0	104,3	106,8	n.	100,0	103,4	114,7	77,5	100,0	116,7	125,1
Services.....	n.	100,0	106,0	107,9	n.	100,0	113,4	129,1	76,3	100,0	111,6	118,8	n.	100,0	108,6	111,5	74,6	100,0	107,5	112,9
dont :																				
Services marchands.....	n.	100,0	106,5	107,9	n.	100,0	113,6	130,0	72,3	100,0	115,0	124,1	n.	100,0	115,1	121,2	73,0	100,0	107,8	114,7
Services non marchands ..	n.	100,0	101,8	102,6	n.	100,0	112,4	124,8	87,5	100,0	103,6	105,2	n.	100,0	97,6	97,3	78,0	100,0	107,5	109,1
Total des branches.....	n.	100,0	106,3	107,9	n.	100,0	123,4	155,5	65,5	100,0	117,5	130,0	n.	100,0	113,6	122,5	64,4	100,0	119,1	132,0
P.I.B. ³	n.	100,0	105,6	105,8	n.	100,0	122,2	147,8	65,1	100,0	117,7	129,0	n.	100,0	112,9	120,2	66,1	100,0	118,5	131,0

Sources : C.E.E., O.C.D.E.

¹ Valeur ajoutée en volume aux prix du marché et aux taux de change de 1975.² Danemark, Pays-Bas et Suède; les données concernant l'Autriche ne sont pas disponibles.³ Voir la note 3 du tableau 3b.

Tableau 3 d

PART DES DIVERSES BRANCHES D'ACTIVITE DANS LA VALEUR AJOUTEE TOTALE A PRIX ET TAUX DE CHANGE COURANTS

(En pour cent du P.I.B.)

	Etats-Unis				Japon				Cinq économies européennes				Trois petites économies ¹				Belgique			
	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Agriculture, sylviculture et pêche.....	4,2	3,5	3,4	2,8	n.	5,6	4,7	3,3	6,8	4,6	3,7	3,2	n.	4,8	4,1	4,1	5,8	3,7	2,4	2,3
Produits énergétiques.....	4,1	3,4	4,5	5,8	n.	3,0	3,1	4,1	6,1	5,2	5,5	6,5	n.	3,3	4,9	6,6	7,0	4,7	4,8	5,1
Industrie manufacturière..	27,9	24,7	23,8	20,6	n.	34,0	29,1	29,7	31,3	30,1	28,2	25,6	n.	23,2	19,7	18,1	27,6	28,3	23,8	22,0
Bâtiments et génie civil ..	4,7	5,1	4,8	4,2	n.	8,3	8,9	7,7	7,0	7,6	6,7	6,1	n.	8,2	7,2	6,2	6,7	6,9	7,3	5,7
Services.....	59,3	63,7	64,7	67,5	n.	53,1	57,6	59,2	45,4	49,6	53,0	56,2	n.	51,3	56,1	56,5	50,0	52,1	56,8	60,0
dont :																				
Services marchands.....	45,8	47,3	48,7	51,4	n.	45,2	47,3	48,6	35,0	37,6	39,6	42,0	n.	36,4	38,5	38,7	39,6	40,0	42,3	44,8
Services non marchands ..	13,4	16,5	16,0	16,2	n.	7,9	10,4	10,5	10,5	12,0	13,3	14,2	n.	15,0	17,6	17,7	10,4	12,1	14,5	15,2
Total des branches.....	100,1	100,4	101,0	100,9	n.	104,1	103,5	104,0	96,7	97,0	97,0	97,6	n.	90,9	92,0	91,4	97,1	95,7	95,1	95,0
P.I.B. ²	100,0	100,0	100,0	100,0	n.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	n.	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : C.E.E., O.C.D.E.

¹ Danemark, Pays-Bas et Suède; les données concernant l'Autriche sont disponibles pour la valeur ajoutée, mais elles n'ont pas été indiquées ici pour permettre la comparaison avec les tableaux 3a et 3c.² Voir la note 3 du tableau 3b.

revenus proche de celle des facteurs de production d'autres secteurs, comme l'industrie, la hausse des prix à la production doit, en effet, y apparaître normalement plus importante. Ceci est confirmé par l'examen du tableau 3d, lequel reprend la part des diverses branches d'activité dans la valeur ajoutée à prix courants. On constate, en effet, que la part des services dans cette valeur ajoutée augmente partout plus rapidement que leur part dans la valeur ajoutée à prix constants; on observe le contraire pour l'industrie manufacturière. En Belgique, par exemple, la part des services dans la valeur ajoutée à prix courants a augmenté de 10 points au cours de la période considérée, contre une hausse de 2,5 points seulement de leur part dans la valeur ajoutée à prix constants. La comparaison des deux données indique que les termes de l'échange intérieurs ont manifestement évolué au profit des services et au détriment des secteurs industriels.

D'autre part, on peut affirmer que l'évolution plus lente de la productivité dans le secteur des services peut avoir des conséquences favorables pour l'emploi : une même augmentation de la valeur ajoutée à prix constants donne lieu, dans le secteur tertiaire, à un emploi supplémentaire plus important que dans le secteur industriel. Rappelons, par exemple, que la progression de l'emploi aux Etats-Unis, au cours des dernières années, s'est précisément localisée, dans une large mesure, dans le secteur des services. Cet effet bénéfique sur l'emploi peut toutefois être menacé dans la mesure où la « tertiarisation » mettrait en péril le maintien de la compétitivité. Celle-ci peut être compromise lorsque le glissement vers le secteur des services donne lieu à des hausses de coûts plus importantes dans l'économie.

3. L'« étatisation »

Résumé : La part des dépenses et recettes publiques dans le P.N.B. a augmenté pour ainsi dire partout, en raison de l'octroi accru de services collectifs et des conséquences de la crise économique. Le comportement et la politique du secteur « Etat » exercent, de ce fait, une influence plus marquée sur l'économie.

Une troisième tendance qui a caractérisé presque tous les pays industrialisés est l'importance croissante de l'emprise de l'Etat sur l'économie. Cette tendance ressort des graphiques 4a et 4b, qui indiquent respectivement l'évolution du total des recettes publiques et celle du total des dépenses publiques (à l'exclusion des octrois de crédits et participations des pouvoirs publics aux autres secteurs, ce en vue de permettre la comparaison internationale) par rapport au P.N.B. depuis 1970; on ne dispose pas de données harmonisées pour les années antérieures.

Sans consacrer, dès à présent, une étude à l'évolution spécifique des diverses catégories de recettes et dépenses publiques¹, on peut constater, sur la base de ces graphiques, que ces recettes et dépenses sont devenues partout structurelle-

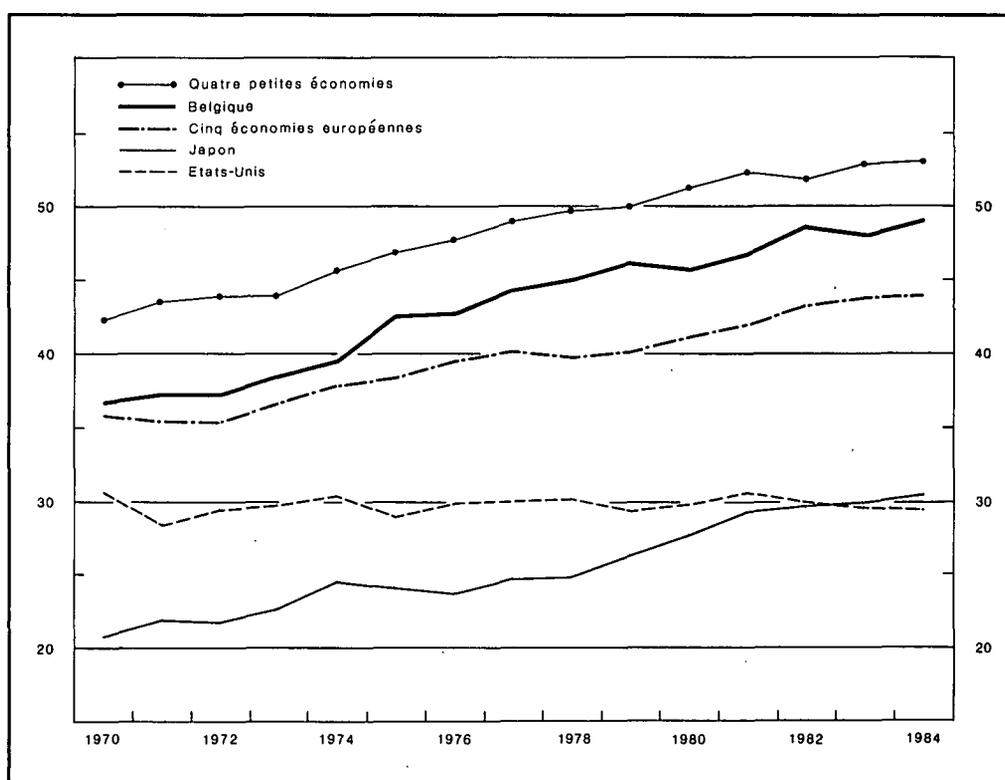
¹ Cette étude trouve sa place dans l'analyse du compte des divers secteurs économiques (chapitre II, section 4), qui couvre aussi l'évolution structurelle des besoins nets de financement des pouvoirs publics.

ment plus importantes, à l'exception des Etats-Unis. On remarque également que l'expansion, surtout en ce qui concerne les dépenses publiques, a été la plus forte en Belgique et dans les autres petites économies, où leur niveau était pourtant déjà le plus élevé. Les causes de cette expansion sont certainement multiples.

Graphique 4 a

EVOLUTION DES RECETTES TOTALES DES POUVOIRS PUBLICS

(En pour cent du P.N.B.)



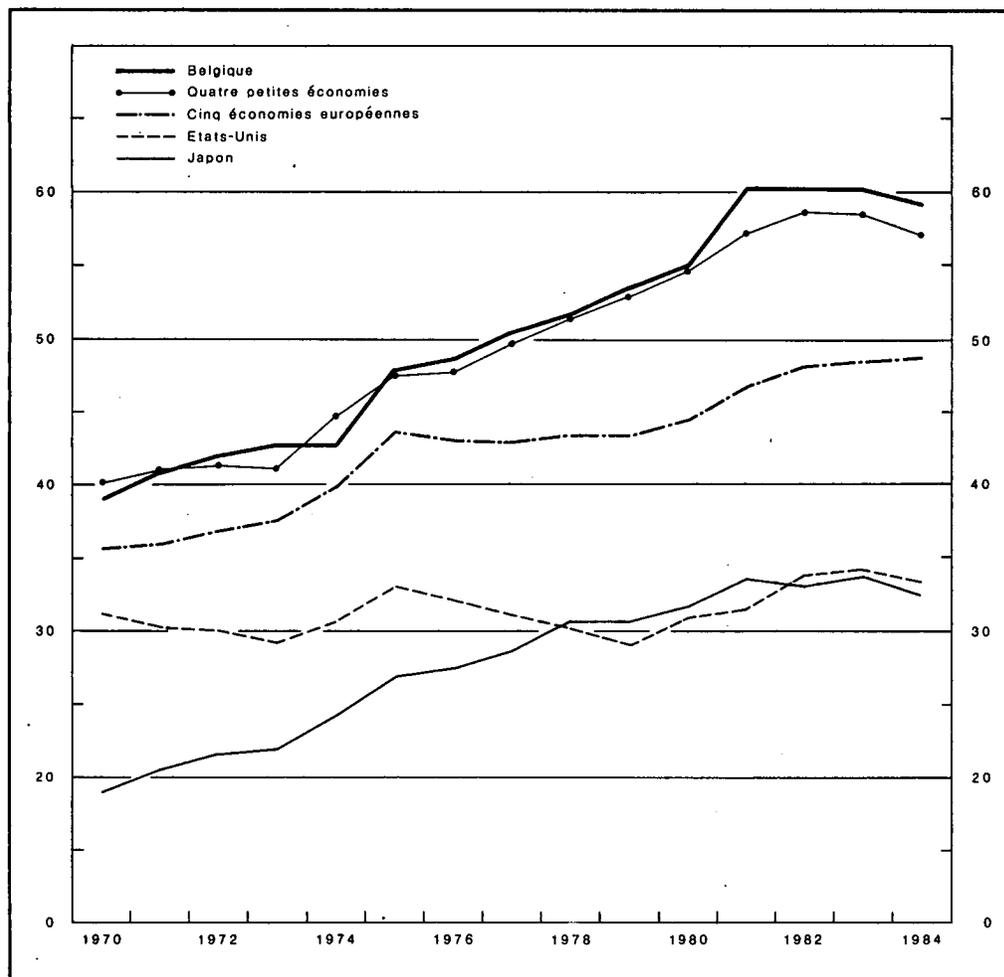
Sources : I.N.S., B.N.B., C.E.E., O.C.D.E.

Deux, en tout cas, sont importantes : d'une part, la présence accrue des pouvoirs publics dans la vie économique et sociale, qui s'exprime essentiellement dans la consommation publique (administration, enseignement, ...) et qui peut être le résultat de divers facteurs : une politique délibérée, la pression croissante de divers groupes sociologiques, une certaine réaction à la perte d'emplois dans d'autres secteurs (industrie), ... ; d'autre part, la crise économique (ralentissement de la croissance, augmentation du chômage) qui a incité les pouvoirs publics à faire davantage de transferts aux particuliers (indemnités de chômage, intérêts sur la dette publique, ...) et aux entreprises (subventions, ...). Comme

Graphique 4 b

EVOLUTION DES DEPENSES TOTALES DES POUVOIRS PUBLICS ¹

(En pour cent du P.N.B.)



Sources : I.N.S., B.N.B., C.E.E., O.C.D.E.

¹ Non compris octrois de crédits et prises de participations.

il apparaîtra encore plus loin, le flux croissant de dépenses publiques, non couvert par un flux correspondant de recettes, a contribué dans tous les pays ou zones à une augmentation relative du revenu disponible des particuliers.

Quoi qu'il en soit, cette « étatisation » des économies a, bien entendu, aussi un certain nombre d'implications importantes, qui ne s'expriment peut-être pas toutes en termes de relations économiques. Elle a notamment pour conséquence que le comportement de l'Etat, qui n'obéit pas aux mêmes lois que celui des particuliers et des entreprises, a un effet plus marqué sur l'économie ; il en va de même de la politique budgétaire (politique fiscale, répartition des charges fiscales et parafiscales, politique de dépenses, ampleur du déficit à financer, couverture de ce déficit, ...), dont l'importance s'en trouve accrue.

CHAPITRE II

LES EVOLUTIONS STRUCTURELLES DES PRINCIPALES VARIABLES MACRO-ECONOMIQUES EN BELGIQUE

1. L'activité économique

Résumé : La croissance économique de la Belgique s'est ralentie après 1970-73. Cette évolution se retrouve dans la plupart des économies, et elle n'a pas été beaucoup plus accentuée en Belgique qu'ailleurs en Europe. Celle-ci, par contre, a pris du retard par rapport aux Etats-Unis et au Japon, notamment en matière d'investissements. La valeur ajoutée par l'économie européenne a reculé par rapport à celles de ces deux pays dans beaucoup de branches importantes. En Belgique, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et celle des services non marchands ont crû, en volume, tendanciellement plus vite que chez les partenaires européens, l'inverse étant vrai pour les services marchands.

Il n'est pas illogique que dans une comparaison à long terme des prestations de l'économie belge avec celles d'autres pays, l'attention se porte en premier lieu sur le taux de croissance de l'activité économique. En effet, la croissance économique détermine, avec l'évolution de la population, le rythme de l'accroissement du niveau de vie.

Le tableau 5 fournit dans sa partie supérieure les taux de *croissance* des divers pays ou groupes de pays, sur l'ensemble de la période considérée. Les indices de disparité, dans la partie inférieure du tableau, cumulent les écarts de croissance entre zones ou pays, et indiquent, par référence à la période 1970-73, si le produit intérieur brut des économies européennes a augmenté ou diminué relativement à ceux des Etats-Unis et du Japon, et si celui de la Belgique a augmenté ou diminué relativement à ceux des économies européennes et des quatre petites économies.

On constate que la croissance du P.I.B. à prix constants s'est ralentie après 1970-73 dans les pays examinés. La cassure est devenue visible après le premier choc pétrolier, mais les causes plus fondamentales du ralentissement général de la croissance étaient sans doute déjà visibles antérieurement : saturation de certaines composantes de la demande globale (celles liées au développement du parc automobile et aux dépenses militaires notamment), apparition de nouveaux pays concurrents en dehors de la zone O.C.D.E., etc ; le quadruplement des prix des produits pétroliers, qui a constitué une perturbation de l'offre globale, a vraisemblablement accentué l'effet de ces évolutions sur la croissance. La Belgique n'a pas fait exception : son rythme de croissance, qui avoisinait les 5 p.c. dans les années soixante et au début des années septante, se situe entre 1 et 1,5 p.c. en moyenne depuis lors, à l'exception de la période 1976-79. On notera enfin les taux de croissance très élevés au Japon, bien que l'expansion économique s'y soit aussi nettement ralentie depuis le milieu des années septante.

Par rapport à ce dernier pays, les cinq économies européennes sont en recul tout au long de la période. Par contre, leur croissance a dépassé celle des Etats-Unis entre 1960-63 et 1974-75, mais cette évolution s'est renversée par la

Tableau 5

PRODUIT INTERIEUR BRUT A PRIX CONSTANTS

(Aux prix et taux de change de 1975)

	1960-63	1964-69	1970-73	1974-75	1976-79	1980-81	1982-84
1. Taux de croissance annuels moyens (en pour cent)							
Etats-Unis	+ 3,6	+ 4,5	+ 3,4	- 0,8	+ 4,4	+ 1,5	+ 2,3
Japon	+ 11,3	+ 10,6	+ 7,5	+ 0,7	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,9
Cinq économies européennes	+ 5,3	+ 4,6	+ 4,5	+ 0,2	+ 3,6	+ 0,5	+ 1,2
Quatre petites économies	+ 4,8	+ 4,9	+ 4,2	+ 1,7	+ 2,6	+ 0,4	+ 1,5
Belgique	+ 4,9	+ 4,7	+ 5,3	+ 1,3	+ 2,7	+ 1,2	+ 1,0
2. Evolution relative (Indices de disparité ¹ 1970-73 = 100)							
Cinq économies européennes/ Etats-Unis	94,4	93,5	100,0	101,8	99,3	98,2	97,1
Cinq économies européennes/ Japon	162,4	124,9	100,0	97,3	93,6	85,2	79,8
Belgique/ Cinq économies européennes	96,9	97,5	100,0	103,0	101,0	101,5	100,9
Belgique/Quatre petites économies	98,6	97,6	100,0	102,1	101,9	103,8	102,5

Source : O.C.D.E.

¹ Rapport des indices du P.I.B. à prix constants.

suite. Le supplément de croissance que la Belgique avait accumulé entre 1960-63 et 1974-75 par rapport aux économies européennes s'est quelque peu réduit depuis lors, mais le recul est resté très limité.

Le tableau 6 permet d'apprécier les évolutions des *différentes catégories de dépenses* à prix constants entre 1960-63 et 1982-84. On a comparé les prestations des cinq économies européennes globalement par rapport à celles des Etats-Unis et du Japon, puis celles de la Belgique par rapport aux cinq économies européennes et aux quatre autres petites économies. On constate d'abord, à partir de ce tableau, que la croissance du P.I.B. entre 1960-63 et 1982-84 en a doublé le niveau, tant dans les cinq économies européennes qu'en Belgique. Dans les cinq économies européennes, les grandes catégories des dépenses intérieures ont évolué grosso modo en parallèle avec le produit intérieur; en Belgique, par contre, la consommation publique a crû davantage et les investissements moins que le P.I.B. Par ailleurs, les flux d'échanges extérieurs en volume, tant à l'exportation qu'à l'importation, ont presque doublé partout, leur niveau en fin de période étant proche du quadruple de celui qu'ils avaient atteint en début de période; ce mouvement très différencié reflète l'accroissement substantiel, durant la période, du degré d'ouverture des économies, qui a déjà été commenté au premier chapitre.

Tableau 6

EVOLUTION DES DIFFERENTES CATEGORIES DE DEPENSES A PRIX CONSTANTS

(Aux prix et taux de change de 1975)

	Cinq économies européennes									Belgique								
	Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)								Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)							
		par rapport aux Etats-Unis				par rapport au Japon					par rapport aux cinq économies européennes				par rapport aux quatre petites économies			
		1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79		1982-84	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Consommation privée	209,2	95,9	100,0	98,9	94,5	144,5	100,0	91,7	83,8	199,5	105,7	100,0	102,9	100,5	103,3	100,0	102,3	106,8
Consommation publique	186,3	95,6	100,0	106,9	103,1	126,7	100,0	89,8	81,9	234,4	82,9	100,0	106,7	104,3	89,5	100,0	104,7	99,7
Formation brute de capital (à l'exclusion des stocks)	180,8	94,3	100,0	92,3	91,6	219,4	100,0	88,9	82,5	156,3	102,3	100,0	114,0	88,6	107,8	100,0	113,7	104,3
dont :																		
Logement	n.	n.	100,0	94,9	106,5	n.	100,0	79,1	87,7	n.	n.	100,0	149,3	78,2	n.	100,0	154,9	89,0
Autres	n.	n.	100,0	91,7	89,0	n.	100,0	92,3	82,6	n.	n.	100,0	102,5	90,8	n.	100,0	101,2	108,5
Exportations de biens et services	375,6	86,2	100,0	97,6	108,3	190,9	100,0	80,7	62,2	385,9	91,9	100,0	94,1	94,5	94,6	100,0	103,1	103,2
Importations de biens et services	348,8	98,3	100,0	104,1	93,4	159,7	100,0	97,2	106,7	347,7	99,4	100,0	104,6	97,6	99,5	100,0	109,7	113,3
Produit intérieur brut	200,3	94,4	100,0	99,3	97,1	162,4	100,0	93,6	79,8	206,6	96,9	100,0	101,0	100,9	98,6	100,0	101,9	102,5

Source : O.C.D.E.

Le déficit de croissance que les cinq économies européennes ont enregistré entre 1970-73 et 1982-84 par rapport aux Etats-Unis s'explique par un recul relatif de la consommation privée et des investissements autres que le logement, l'expansion de la consommation publique en Europe ayant en revanche été plus soutenue. Ces évolutions défavorables aux cinq économies européennes ont été compensées en partie en fin de période par l'accroissement relatif de leurs exportations et la limitation relative de leurs importations, phénomène à mettre en relation avec la plus forte croissance et la perte de compétitivité (hausse du dollar) des Etats-Unis.

Le recul tendanciel des économies européennes par rapport au Japon se marque quant à lui dans toutes les composantes des dépenses et particulièrement dans les exportations.

L'évolution relative du P.I.B. de la Belgique par rapport à celui de ses cinq principaux partenaires européens résulte de mouvements très différenciés selon les catégories de dépenses. De 1970-73 à 1976-79, toutes les catégories de dépenses intérieures se sont accrues plus fortement, cette expansion étant compensée par la faiblesse relative des exportations et la poussée des importations. On pourra vérifier plus loin que c'était la période au cours de laquelle les dépenses intérieures étaient entretenues par l'expansion des revenus des particuliers et des dépenses publiques, tandis que la compétitivité se détériorait. Depuis cette période, les impulsions se sont inversées : comparativement aux partenaires européens, les consommations et surtout les investissements se sont réduits ; les exportations se sont maintenues, mais les importations ont reculé.

Jusqu'en 1976-79, la croissance des dépenses intérieures belges a été le plus souvent supérieure à celle des quatre petites économies ; mais, contrairement à ce qui ressortait de la comparaison avec les cinq économies européennes, les exportations belges se sont accrues davantage. Depuis lors, la consommation privée et la formation brute de capital, à l'exclusion du logement, ont continué à enregistrer un taux de croissance plus élevé, mais les autres catégories de dépenses intérieures ont été moins dynamiques.

Comme la comparaison de la Belgique avec les cinq économies européennes révèle une faiblesse relative des investissements depuis 1976-79, et comme la formation brute de capital en Europe enregistre elle-même un recul relatif par rapport aux évolutions constatées aux Etats-Unis et surtout au Japon, il paraît intéressant d'examiner dans quelle branche ces divergences se localisent. Le tableau 7 donne l'évolution de la *formation brute de capital fixe à prix constants par branche*.

On constate que, sur l'ensemble de la période considérée, les investissements de la branche énergie ont crû le plus rapidement, tant dans les cinq pays européens qu'en Belgique, sous l'influence d'investissements importants dans le pétrole et l'électricité. La branche bâtiments et génie civil et l'industrie manufacturière ont accru leurs investissements le moins rapidement.

Par rapport aux Etats-Unis, les économies européennes ont investi à un rythme relativement peu soutenu depuis 1970-73, mis à part l'expansion de fin de période dans le logement et l'ensemble constitué par l'agriculture, la sylvicul-

Tableau 7

EVOLUTION DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE A PRIX CONSTANTS PAR BRANCHE
(Aux prix et taux de change de 1975)

	Cinq économies européennes									Belgique				
	Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)								Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)			
		par rapport aux Etats-Unis				par rapport au Japon					par rapport aux cinq économies européennes			
		1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-83 ¹	1960-63	1970-73	1976-79		1982-83 ¹	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Agriculture, sylviculture et pêche	122,8	n.	100	87,1	131,3	n.	100	74,4	69,1	147,9	91,2	100	123,2	109,8
Produits énergétiques	201,4	n.	100	97,1	n.	n.	100	93,3	88,1	180,1	73,7	100	84,2	65,9
Industrie manufacturière	128,3	n.	100	67,2	68,2	n.	100	104,9	66,3	127,9	106,1	100	87,7	105,7
Bâtiments et génie civil	110,2	n.	100	76,2	63,0	n.	100	79,4	48,3	109,7	113,7	100	130,3	113,2
Services marchands	200,5	n.	100	92,6	85,4	n.	100	89,5	83,6	154,0	123,3	100	130,0	94,6
dont :														
<i>Logement</i>	<i>n.</i>	<i>n.</i>	<i>100</i>	<i>91,9</i>	<i>114,8</i>	<i>n.</i>	<i>100</i>	<i>79,4</i>	<i>82,5</i>	<i>n.</i>	<i>n.</i>	<i>100</i>	<i>152,6</i>	<i>77,5</i>
<i>Autres services marchands</i>	<i>n.</i>	<i>n.</i>	<i>100</i>	<i>94,6</i>	<i>75,1</i>	<i>n.</i>	<i>100</i>	<i>100,8</i>	<i>86,7</i>	<i>n.</i>	<i>n.</i>	<i>100</i>	<i>111,7</i>	<i>102,6</i>
Services non marchands	162,3	n.	100	124,3	136,6	n.	100	64,8	51,5	170,1	85,7	100	108,2	89,8
Total des branches ²	175,1	n.	100	93,0	93,7	n.	100	86,8	74,6	155,5	102,7	100	113,4	91,2

Source : C.E.E.
¹ Les données pour les Etats-Unis et le Japon ne sont disponibles que jusqu'en 1983.

² Les valeurs des indices diffèrent de celles reproduites au tableau 6 (rubrique « Formation brute de capital ») car elles sont empruntées à des sources statistiques différentes.

ture et la pêche. La branche des services non marchands constitue une exception, où ces économies ont investi relativement plus rapidement qu'aux Etats-Unis depuis 1970-73. Il est cependant à noter que c'est dans cette branche que la comparaison des données est la plus difficile à assurer, particulièrement lorsqu'il s'agit de comparer les économies européennes à celle des Etats-Unis¹. Par rapport au Japon, le rythme de croissance de la formation de capital est en recul dans toutes les branches, depuis 1970-73.

Comparés à ceux des économies européennes, les investissements de la Belgique n'évoluent pas, dans la plupart des branches, selon une tendance bien précise : les expansions relatives sont suivies de reculs relatifs et inversement. Il est frappant de constater que les investissements belges ont évolué globalement de manière plus dynamique que ceux des partenaires européens entre 1970-73 et 1976-79 et au contraire plus faiblement par la suite, tandis que les investissements dans l'industrie manufacturière ont présenté un profil inverse : ils se sont accrus plus rapidement, relativement aux économies européennes, après 1976-79 qu'entre 1970-73 et 1976-79. On examinera dans la section sur le marché du travail dans quelle mesure l'expansion des investissements manufacturiers au cours de la dernière période a été le fait d'investissements de rationalisation.

Il a été indiqué que le P.I.B. avait doublé, entre le début et la fin de la période considérée, dans les cinq économies européennes, comme en Belgique. Cet accroissement a affecté cependant différemment les diverses *branches d'activité* (voir tableau 8). Celles qui ont crû partout plus que la moyenne, sont la branche énergie, comprenant les produits pétroliers raffinés, et les services marchands. Celles qui, partout, ont augmenté moins que la moyenne, sont l'agriculture, la sylviculture et la pêche ainsi que le bâtiment et génie civil. En ce qui concerne les autres branches (l'industrie manufacturière, les services non marchands), on remarquera qu'elles ont progressé plus vite que la moyenne en Belgique, au contraire des autres pays.

Par rapport aux Etats-Unis, les cinq économies européennes tendent à perdre du terrain depuis 1970-73 dans l'industrie manufacturière et les services marchands. Dans les autres branches, aucune tendance précise ne se dessine, sauf en ce qui concerne l'énergie où les cinq économies européennes croissent tendanciellement plus vite qu'aux Etats-Unis.

Par rapport au Japon, le recul des cinq économies européennes est général, sauf en agriculture, sylviculture et pêche. Il est le plus marqué dans l'industrie manufacturière.

L'évolution relative de la valeur ajoutée à prix constants de la Belgique et des cinq économies européennes, selon les branches, fait apparaître certaines tendances de longue période. Ainsi, il apparaît que l'industrie manufacturière belge croît plus rapidement que celle des cinq économies européennes, tout au

¹ La comptabilité nationale américaine n'enregistre pas de dépenses d'investissements à la branche des services non marchands, les pouvoirs publics étant réputés ne procéder qu'à des dépenses de consommation, de sorte que l'harmonisation de cette rubrique par les organismes internationaux est plus difficile à effectuer.

Tableau 8

EVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTEE A PRIX CONSTANTS PAR BRANCHE

(Aux prix et taux de change de 1975)

	Cinq économies européennes									Belgique				
	Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)								Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)			
		par rapport aux Etats-Unis				par rapport au Japon					par rapport aux cinq économies européennes			
		1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79		1982-84	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Agriculture, sylviculture et pêche	146,0	95,4	100	98,1	100,8	n.	100	102,7	121,7	124,2	111,0	100	89,3	94,4
Produits énergétiques	234,2	94,9	100	113,8	115,2	n.	100	105,7	93,0	228,7	105,2	100	111,6	102,7
Industrie manufacturière	200,0	92,1	100	95,9	93,9	n.	100	82,9	53,9	252,6	86,0	100	104,5	108,6
(p.m. production industrielle) ¹	(168,9)	(108,9)	(100)	(89,9)	(82,4)	(211,8)	(100)	(93,4)	(75,2)	(198,9)	(90,3)	(100)	(102,5)	(106,3)
Bâtiments et génie civil	131,5	84,3	100	98,4	102,9	n.	100	81,5	82,8	133,5	98,7	100	121,9	100,1
Services marchands	227,0	97,5	100	98,5	96,4	n.	100	95,2	85,4	214,1	99,1	100	95,5	93,5
Services non marchands	172,0	104,1	100	103,7	101,8	n.	100	88,8	79,0	215,9	84,3	100	104,5	105,9
Total des branches (hors ajustements statistiques)	200,0	95,3	100	98,4	95,4	n.	100	90,7	75,1	205,7	98,3	100	102,0	101,1
Produit intérieur brut ²	199,4	95,2	100	99,3	96,6	n.	100	91,6	77,9	204,8	97,7	100	101,0	100,4

Source : C.E.E.

¹ Industrie manufacturière uniquement.

² Les valeurs des indices diffèrent légèrement de celles reproduites au tableau 6 car elles sont empruntées à des sources statistiques différentes. Voir également la note 3 du tableau 3b.

long de la période. Cette évolution est confirmée par celle de la production industrielle¹. On observe aussi un progrès continu des services non marchands. Par contre, les services marchands sont marqués par une évolution relative inverse. Dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche ainsi que dans l'énergie et le bâtiment et génie civil, les mouvements relatifs sont assez erratiques.

2. Le marché de l'emploi

Résumé : Le chômage a augmenté beaucoup plus fortement dans les pays européens, et surtout en Belgique, qu'aux Etats-Unis et au Japon, malgré une progression nettement moindre de la population active. L'emploi a, en effet, évolué de manière beaucoup plus défavorable en Europe. En Belgique, l'emploi s'est développé un peu mieux, au cours de l'ensemble de la période, que dans les cinq économies européennes, mais depuis les années septante, il s'est relativement détérioré, surtout dans l'industrie manufacturière, où les effectifs ont été fortement réduits par le biais d'un processus important de rationalisation.

L'évolution de l'activité économique, commentée à la première section, et celle de la productivité déterminent les variations de l'emploi, c'est-à-dire de la demande de travail. De son côté, l'évolution de l'offre de main-d'œuvre — la population active — dépend de l'évolution démographique (population en âge de travailler) et du taux d'activité. On étudiera dans cette section les évolutions structurelles de ces données ainsi que celles du chômage.

2.1. L'offre de main-d'œuvre

La *population en âge de travailler* est définie par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques comme étant la population comprise, tant pour les hommes que pour les femmes, entre 15 et 64 ans, c'est-à-dire entre l'âge de la fin de la scolarité obligatoire dans la plupart des pays occidentaux et celui qui correspond en principe au début de la retraite. Dans les économies européennes, elle s'est accrue de 14,9 p.c. sur l'ensemble de la période (tableau 9a). Cet accroissement a cependant été nettement inférieur à celui observé aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, au Japon. En Belgique, l'augmentation a encore été plus faible que dans les autres économies européennes (+ 11,6 p.c. sur toute la période). Entre 1970-73 et 1976-79 toutefois, cette tendance s'est légèrement inversée.

Le *taux d'activité* est défini ici comme le rapport de l'effectif de la population active totale à celui de la population en âge de travailler, telle qu'elle est définie par l'O.C.D.E. La population active correspond au total des personnes occupées majoré du nombre de chômeurs; celui-ci influence par conséquent le taux d'activité.

¹ A noter que la production industrielle, qui incorpore la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière et ses inputs, y compris les inputs provenant de l'industrie elle-même, a crû moins rapidement que la valeur ajoutée à prix constants, ce qui reflète en principe un accroissement de l'efficacité du processus de production en termes de quantités d'inputs par unité produite.

Tableau 9a

EVOLUTION DE LA POPULATION EN AGE DE TRAVAILLER, DU TAUX D'ACTIVITE ET DE LA POPULATION ACTIVE

	Cinq économies européennes									Belgique								
	Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)								Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)							
		par rapport aux Etats-Unis				par rapport au Japon					par rapport aux cinq économies européennes.				par rapport aux quatre petites économies			
		1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79		1982-84	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Population en âge de travailler ¹	114,9	112,2	100,0	93,1	91,4	112,4	100,0	97,4	98,1	111,6	101,8	100,0	101,1	98,2	104,3	100,0	100,1	98,2
Taux d'activité ²	95,3	105,8	100,0	95,4	90,9	99,2	100,0	100,8	97,3	104,5	93,4	100,0	100,9	102,5	94,9	100,0	99,6	98,7
Population active ³	109,4	118,6	100,0	88,7	83,1	111,6	100,0	98,2	95,4	116,6	95,1	100,0	102,0	101,4	99,1	100,0	99,8	96,9

Source : O.C.D.E.

¹ Population entre 15 et 64 ans.² Le taux d'activité est égal au rapport de la population active à la population en âge de travailler.³ Chômeurs compris.

Tableau 9b

EVOLUTION DU TAUX D'ACTIVITE (GLOBAL ET PAR SEXE)¹

	Etats-Unis				Japon				Cinq économies européennes				Quatre petites économies				Belgique			
	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Taux d'activité :																				
— global	65,8	67,2	70,5	73,0	74,9	71,7	71,2	72,7	68,9	66,6	66,6	65,7	68,4	67,1	68,0	68,8	61,1	63,2	63,8	63,9
— masculin	89,4	85,3	84,8	84,3	91,5	89,8	89,3	88,8	n.	89,0	85,5	81,7	n.	87,4	85,0	81,9	86,5	85,3	81,5	78,1
— féminin	42,9	49,8	56,7	62,0	59,0	54,3	53,5	56,7	n.	44,8	48,1	49,8	n.	47,0	50,9	55,6	36,2	41,3	46,0	49,7

Source : O.C.D.E.

¹ Le taux d'activité est égal au rapport de la population active (y compris les chômeurs) à la population en âge de travailler, exprimé en pour cent.

Dans les cinq économies européennes, le taux d'activité a diminué de façon continue par rapport aux Etats-Unis et depuis 1976-79 par rapport au Japon. En Belgique, par contre, il a augmenté par rapport aux pays de la C.E.E., l'essentiel de ce mouvement s'étant produit au cours des années soixante. Ces évolutions relatives sont confirmées au tableau 9b, qui donne le taux d'activité dans les différents pays ou groupes de pays : aux Etats-Unis et au Japon, il s'élevait à environ 73 p.c. en 1982-84, contre 66 à 69 p.c. dans les groupes de pays européens et 64 p.c. en Belgique. Le même tableau montre que les évolutions du taux d'activité global sont le résultat de mouvements, le plus souvent de sens opposé, des taux d'activité par sexe. Ainsi, le taux d'activité masculin s'est partout réduit au cours de la période tandis que le taux d'activité féminin s'accroissait de façon générale si l'on excepte le Japon.

La baisse du taux d'activité masculin s'explique par le développement des systèmes de retraite, par l'abaissement de l'âge de la retraite et l'augmentation de celui de la fin de la scolarité obligatoire¹. Aux Etats-Unis, la baisse du taux d'activité masculin s'est produite surtout au cours des années soixante et s'est atténuée par la suite. Au Japon, l'évolution a été similaire à celle enregistrée aux Etats-Unis, mais l'ampleur en a été plus réduite. En Europe, la diminution du taux d'activité masculin a été, dans les années septante, plus marquée qu'aux Etats-Unis ou au Japon, de sorte que le niveau atteint en 1982-84 était nettement inférieur à celui de ces pays. La Belgique enregistrait déjà le taux le plus bas parmi les pays ou groupes de pays étudiés en 1960-63 ; la diminution conséquente, qui a eu lieu surtout depuis 1970-73, résulte principalement de la mise sur pied de programmes de préretraite comme c'est sans doute le cas également dans les autres pays européens.

Le mouvement de hausse du taux d'activité féminin a été important dans tous les pays à l'exception du Japon. Dans ce pays, le taux d'activité féminin, très élevé dans les années soixante, a diminué jusqu'en 1976-79 en partie par suite du processus d'ajustement par lequel est passé le marché du travail au cours de la récession qui a suivi le premier choc pétrolier, processus qui a principalement affecté le travail féminin. La plus forte hausse de ce taux a été enregistrée aux Etats-Unis, où il atteignait d'ailleurs le niveau le plus élevé en 1982-84 (62 p.c.). Dans les cinq économies européennes, l'expansion est restée plus modérée malgré le fait que le travail à temps partiel y ait exercé un attrait plus grand (cf. tableau 11 qui sera commenté ci-après). En Belgique, le taux d'activité féminin a progressé fortement depuis 1960-63 (+ 13,5 points), et s'est ainsi rapproché du taux des cinq économies européennes, mais est par contre resté sensiblement inférieur à celui des quatre petites économies. Dans ces pays,

¹ On notera que des mesures de ce type peuvent avoir des effets différents selon que la tranche d'âge de la population à laquelle elles se rapportent est plus ou moins importante ; dès lors, l'impact d'une même mesure sur le taux d'activité peut être plus grand dans un pays que dans un autre.

Tableau 10

EVOLUTION RELATIVE DE L'EMPLOI

	Cinq économies européennes									Belgique								
	Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)								Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)							
		par rapport aux Etats-Unis				par rapport au Japon					par rapport aux cinq économies européennes				par rapport aux trois petites économies ¹			
		1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79		1982-84	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Agriculture, sylviculture et pêche	44,1	n.	100,0	82,5	75,0	n.	100,0	94,9	97,1	34,5	118,7	100,0	92,2	92,8	n.	100,0	87,6	85,1
Produits énergétiques	71,9	n.	100,0	75,7	56,9	n.	100,0	87,4	82,4	43,7	135,1	100,0	87,1	82,1	n.	100,0	78,4	66,5
Industrie manufacturière	83,4	n.	100,0	89,2	78,2	n.	100,0	96,6	81,1	73,7	98,7	100,0	91,8	87,3	n.	100,0	93,9	88,2
Bâtiments et génie civil	91,0	n.	100,0	83,0	70,9	n.	100,0	77,5	72,4	82,8	93,8	100,0	108,8	85,4	n.	100,0	110,5	98,1
Services	136,3	n.	100,0	94,8	88,2	n.	100,0	95,4	91,1	141,7	97,3	100,0	101,3	101,1	n.	100,0	99,0	98,6
dont :																		
<i>Services marchands</i>	132,9	n.	100,0	91,3	83,3	n.	100,0	94,4	90,0	136,2	98,4	100,0	101,7	100,8	n.	100,0	103,6	107,5
<i>Services non marchands</i>	143,8	n.	100,0	101,9	98,6	n.	100,0	96,4	94,0	154,2	94,9	100,0	100,6	101,8	n.	100,0	91,5	85,7
Total	100,5	n.	100,0	89,1	79,2	n.	100,0	95,2	89,4	103,3	96,1	100,0	100,3	98,8	n.	100,0	97,8	95,3

Sources : C.E.E., O.C.D.E.

¹ Danemark, Pays-Bas et Suède; les données concernant l'Autriche ne sont pas disponibles.

l'emploi à temps partiel représente une très grande proportion dans l'emploi féminin (41,7 p.c. en 1983, contre 28,1 p.c. dans les cinq économies européennes et 19,7 p.c. en Belgique; cf. tableau 11).

Sous l'action de la hausse de la population en âge de travailler, la *population active* s'est accrue dans les cinq économies européennes et en Belgique; cette influence a été accentuée ou atténuée selon que le taux d'activité haussait ou diminuait.

Malgré la baisse du taux d'activité, la population active dans la C.E.E. s'est accrue de 9,4 p.c. sur l'ensemble de la période. Cet accroissement a été nettement inférieur à celui qui a été observé aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, au Japon. En effet, aux Etats-Unis, la hausse du taux d'activité s'est jointe à celle de la population en âge de travailler tandis qu'au Japon et en Europe, la hausse de celle-ci a eu pour seule origine l'évolution démographique.

En Belgique, la population active a crû à un rythme supérieur à celui des cinq économies européennes jusqu'en 1976-79, en raison de la hausse du taux d'activité. Depuis lors, la baisse relative de la population en âge de travailler enregistrée en ce pays a dépassé l'effet de l'écart entre les évolutions des taux d'activité en Belgique et dans les pays de la C.E.E., de sorte que la population active en Belgique a progressé à un rythme légèrement moindre que dans les cinq économies européennes. Par rapport aux petites économies, le rythme d'expansion en Belgique a été plus faible dès 1976-79 en raison de la moindre croissance de la population en âge de travailler et du taux d'activité.

2.2. *L'emploi*

L'évolution de l'*emploi*, basée sur le nombre de personnes occupées, a été très différente dans les cinq pays européens, d'une part, et aux Etats-Unis et au Japon, de l'autre. Bien qu'il y ait eu une légère création d'emplois entre 1960-63 et 1982-84 (+ 0,5 p.c.) (tableau 10), les cinq économies européennes ont réalisé des performances très médiocres en matière d'emploi par rapport aux résultats obtenus aux Etats-Unis et au Japon. Dans toutes les branches, l'évolution a été plus défavorable que dans ces deux pays. Il importe toutefois de souligner que les Etats-Unis et le Japon ont enregistré des taux de croissance démographiques plus élevés que dans les pays européens; cette poussée démographique a entraîné une certaine augmentation de l'emploi.

Sur l'ensemble de la période étudiée, l'emploi a connu en Belgique une évolution plus favorable que dans les cinq économies européennes. Cette meilleure performance s'est réalisée presque entièrement durant les années soixante, lorsque le P.I.B. en Belgique s'accroissait plus que celui de ses partenaires (voir la première partie de ce chapitre). Par contre, à partir de 1976-79, la Belgique a enregistré une destruction d'emplois plus importante que celle qui s'est produite dans les cinq pays de la C.E.E. Depuis 1970-73, la dégradation de l'emploi a encore été plus sensible si on la compare à l'évolution de l'emploi dans les petites économies.

Dans l'interprétation de ces données, il faut tenir compte de ce que chaque personne occupée y est comptée comme une unité quel que soit le nombre d'heures prestées, autrement dit, que le travail soit à temps plein ou à temps partiel. Ainsi, il est intéressant d'examiner au tableau 11 les données disponibles concernant le *travail à temps partiel*, qui portent sur la période 1973-83.

Tableau 11

EVOLUTION DE L'EMPLOI A TEMPS PARTIEL

(Données en pour cent)

	Etats-Unis	Japon	Cinq économies européennes	Quatre petites économies	Belgique
Part du travail à temps partiel dans l'emploi total					
1973	14,0	7,9	10,2	12,8	3,8
1979	14,4	9,6	10,7	16,0	6,0
1983	14,4	10,5	12,3	20,0	8,1
Part du travail à temps partiel dans l'emploi féminin					
1973	23,8	14,7	24,6	31,5	10,2
1979	24,1	18,4	25,5	36,5	16,5
1983	23,3	21,1	28,1	41,7	19,7

Source : O.C.D.E., Perspectives de l'emploi (données en provenance des enquêtes sur la population active effectuées par l'Office de Statistique des Communautés Européennes).

Dans tous les pays, la proportion du travail à temps partiel augmente. Aux Etats-Unis, cette augmentation est restée très faible alors qu'elle a été de plus de 2 points dans les cinq économies européennes. Dans les quatre petites économies, la hausse a été très sensible. En Belgique enfin, elle a également été importante, bien que le niveau atteint en 1983 se situe encore nettement en deçà de celui des autres pays. Ainsi, le travail à temps partiel a certainement contribué plus fortement à l'expansion de l'emploi en Europe qu'aux Etats-Unis, mais encore plus nettement dans les petites économies. Dès lors, les conclusions du tableau 10 sur l'emploi ne sont pas sensiblement affectées par les données en matière de temps partiel : l'avance des Etats-Unis et du Japon par rapport à l'Europe ne semble pas imputable à une plus forte expansion du travail à temps partiel, et dans les années septante, l'emploi s'est détérioré en Belgique par rapport aux cinq économies européennes, malgré l'expansion plus importante du travail à temps partiel. En revanche, la détérioration relative de la Belgique par rapport aux petites économies semble s'expliquer en partie par l'accroissement plus rapide du travail à temps partiel dans ces économies.

L'examen de l'emploi par branche montre que, par rapport aux Etats-Unis, l'emploi européen s'est dégradé le plus dans le secteur des produits énergétiques.

Tableau 12

EVOLUTION RELATIVE DE LA VALEUR AJOUTEE¹ PAR PERSONNE OCCUPEE

	Cinq économies européennes									Belgique								
	Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)								Indices (1960-63 = 100)	Indices de disparité (1970-73 = 100)							
		par rapport aux Etats-Unis				par rapport au Japon					par rapport aux cinq économies européennes				par rapport aux trois petites économies ²			
		1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79		1982-84	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84	1960-63	1970-73	1976-79	1982-84
Agriculture, sylviculture et pêche	330,3	n.	100,0	118,7	132,5	n.	100,0	109,5	126,3	360,4	92,8	100,0	96,5	101,3	n.	100,0	97,3	96,8
Produits énergétiques	327,5	n.	100,0	150,0	200,3	n.	100,0	121,1	113,0	515,1	79,0	100,0	127,7	124,3	n.	100,0	129,1	164,7
Industrie manufacturière	241,0	n.	100,0	107,7	118,9	n.	100,0	85,9	66,8	342,8	87,1	100,0	113,8	123,8	n.	100,0	115,9	123,9
Bâtiments et génie civil	145,0	n.	100,0	118,1	143,7	n.	100,0	105,4	114,8	161,5	105,2	100,0	111,8	117,1	n.	100,0	112,9	109,0
Services	155,7	n.	100,0	105,3	110,1	n.	100,0	98,4	92,0	151,5	97,7	100,0	96,3	95,0	n.	100,0	99,0	101,3
dont :																		
Services marchands	171,6	n.	100,0	107,9	115,0	n.	100,0	101,2	95,4	157,2	100,9	100,0	93,8	92,5	n.	100,0	93,7	94,6
Services non marchands	120,2	n.	100,0	101,8	102,5	n.	100,0	92,2	84,3	140,0	89,1	100,0	103,8	103,7	n.	100,0	110,2	112,2
Total des branches	198,3	n.	100,0	110,5	120,4	n.	100,0	95,3	83,6	204,9	98,3	100,0	101,4	101,6	n.	100,0	104,9	107,7
P.I.B. ³	198,3	n.	100,0	111,5	122,0	n.	100,0	96,3	87,2	198,2	101,6	100,0	100,6	101,6	n.	100,0	105,0	109,1

Sources : C.E.E., O.C.D.E.

¹ Valeur ajoutée en volume aux prix du marché et aux taux de change de 1975.² Danemark, Pays-Bas et Suède ; les données concernant l'Autriche ne sont pas disponibles.³ Voir la note 3 du tableau 3b.

L'industrie pétrolière américaine s'est, en effet, fortement développée depuis le premier choc pétrolier. L'emploi européen s'est, également, nettement détérioré par rapport aux Etats-Unis et au Japon dans l'industrie manufacturière et le bâtiment et génie civil. La dégradation relative est beaucoup moins prononcée dans les services, et surtout dans les services non marchands.

Par rapport aux cinq économies européennes, les seules branches où la Belgique a enregistré une évolution légèrement plus favorable de l'emploi sont les services marchands et surtout les services non marchands. Dans toutes les autres branches d'activité, l'évolution de l'emploi a été moins favorable en Belgique. Par rapport aux petites économies européennes, la dégradation relative est plus générale (par rapport à la période 1970-73) puisque seuls les services marchands font exception.

Le rapprochement de l'évolution de la valeur ajoutée, commentée à la première section, avec celle de l'emploi, donne une indication de l'évolution de la productivité du travail. Mesurée par la *valeur ajoutée par personne occupée*, celle-ci a doublé sur l'ensemble de la période aussi bien dans les cinq économies européennes qu'en Belgique (tableau 12). Les progrès les plus importants se sont manifestés dans les branches produits énergétiques, agriculture, sylviculture et pêche et dans l'industrie manufacturière. Comme il a déjà été signalé dans les commentaires des tableaux 3a-b-c-d, les gains de productivité sont nettement moins importants dans les services.

La productivité dans les cinq économies européennes a poursuivi son avance relative par rapport aux Etats-Unis tout au long de la période observée et ce, dans tous les secteurs. Par contre, elle a, dans l'ensemble de l'économie, crû moins rapidement qu'au Japon ; la dégradation relative sectorielle la plus importante de la productivité européenne s'est produite dans l'industrie manufacturière (plus de 30 p.c. de diminution par rapport à 1970-73) ; la productivité européenne a progressé, par contre, plus rapidement que celle du Japon dans les branches de l'agriculture, sylviculture et pêche, du bâtiment et génie civil et des produits énergétiques.

En Belgique, les gains de productivité ont été, dans l'ensemble de l'économie, légèrement plus rapides que ceux des cinq économies européennes. Cette progression plus rapide se retrouve dans l'ensemble des branches de l'économie, à l'exception des services marchands. Ces constatations restent valables si l'on compare la Belgique aux petites économies européennes, à l'exception toutefois de la branche agriculture, sylviculture et pêche, où la progression de la productivité a été plus faible en Belgique. L'évolution moins rapide de la productivité par personne occupée dans les petites économies peut cependant trouver une explication dans l'accroissement plus important du travail à temps partiel.

L'élément le plus frappant de l'analyse du tableau 12 est sans doute la forte croissance de la productivité en Belgique, surtout dans l'industrie manufacturière. Pour vérifier dans quelle mesure cet accroissement est le résultat d'investissements de rationalisation détruisant des emplois, une double approche a été suivie au tableau 13.

Tableau 13

**RAPPORT ENTRE LA FORMATION NETTE DE CAPITAL FIXE DE L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE^{1 2}
ET LA VARIATION DE LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES, A PRIX COURANTS³**

	Etats-Unis			Japon			Cinq économies européennes			Trois petites économies ⁴			Belgique		
	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83
	n.	1,0	n.	n.	1,5	1,7	1,6	1,1	1,0	n.	1,0	1,1	1,4	1,1	2,8

**RAPPORT ENTRE LA VARIATION DE L'EMPLOI ET LE VOLUME DE LA FORMATION BRUTE
DE CAPITAL FIXE AUX PRIX DE 1975^{2 3}**

(En hommes par millions d'Ecus constants de 1975)

	Etats-Unis			Japon			Cinq économies européennes			Trois petites économies ⁴			Belgique		
	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83	1960-63 à 1970-73	1970-73 à 1976-79	1976-79 à 1982-83
1. Total des entreprises	n.	7,8	n.	n.	3,5	3,6	- 0,7	- 1,4	- 2,1	n.	- 1,1	- 3,0	0,9	- 1,2	- 3,6
2. Industrie manufacturière	n.	4,7	n.	n.	- 2,9	4,0	1,2	- 8,1	- 17,0	n.	n.	n.	1,8	- 13,0	- 15,9

Source : C.E.E.

¹ Formation brute de capital fixe moins amortissements.

² Pour calculer la formation de capital fixe dans l'intervalle entre deux périodes, on ajoute à la moitié de la somme des flux annuels d'investissements enregistrés pendant les deux périodes de référence, l'ensemble des flux d'investissements qui se sont produits pendant les années séparant les deux périodes de référence.

³ La dernière période considérée est 1982-1983, les données relatives à l'année 1984 n'étant pas encore disponibles.

⁴ Pays-Bas, Danemark, Suède; les données pour l'Autriche ne sont pas disponibles.

La première a consisté à calculer le *rapport entre le volume de la formation nette de capital fixe*¹ et la *variation de la valeur ajoutée* des entreprises à prix courants. Ce rapport, qui ne peut être calculé que sur la base de données à prix courants pour l'ensemble des entreprises — les amortissements à déduire n'étant disponibles qu'à prix courants sans ventilation détaillée par branche —, a été utilisé pour se rapprocher du concept « capital output ratio », c'est-à-dire du rapport du stock de capital à la valeur ajoutée. Si le rapport en question est élevé, cela peut signifier que l'investissement est destiné surtout à substituer du capital au travail, puisque l'augmentation de la valeur ajoutée est faible par rapport à l'investissement ; il s'agit donc principalement d'investissements de rationalisation.

Une comparaison dans le temps des évolutions du rapport investissements nets/variation de la valeur ajoutée permet de constater que celui-ci était relativement élevé dans les années soixante, puisqu'il s'est affaibli dans la première partie des années septante. Il en a été de même en Belgique, mais dans ce pays la valeur de ce rapport s'est accrue fortement entre 1976-79 et 1982-83, ce qui suggère que les progrès de la productivité peuvent s'y expliquer plus qu'ailleurs par des investissements de rationalisation.

Une deuxième approche a consisté à calculer le *rapport entre la variation de l'emploi dans les entreprises et le volume de la formation brute de capital fixe* : moins ce rapport est élevé, plus les investissements ont normalement servi à économiser le facteur travail. On constate que ledit rapport calculé pour l'ensemble des entreprises s'est généralement réduit, sauf au Japon, et a enregistré des résultats négatifs de plus en plus grands en valeur absolue dans les pays européens. En Belgique, ce rapport a atteint une valeur négative très importante et nettement plus importante, en valeur absolue, que dans les cinq économies européennes entre 1976-79 et 1982-83 : la destruction d'emplois par millions d'investissements en Ecus constants de 1975 y a été importante. Limitées à la seule industrie manufacturière, les valeurs du rapport en question suggèrent logiquement des rationalisations encore plus importantes. En Belgique, le rapport est devenu négatif et très élevé en valeur absolue ; il a aussi été plus élevé en valeur absolue que le rapport, lui aussi négatif, observé dans les cinq économies européennes entre 1970-73 et 1976-79. Dans la période ultérieure, il est resté fort important mais ne s'est plus différencié du rapport comparable établi pour les cinq économies européennes.

Les résultats des deux approches suggèrent clairement que l'accroissement sensible de la productivité en Belgique, au cours des années septante et au début des années quatre-vingt, a été, plus que chez l'ensemble de ses partenaires, le fait d'un effort de rationalisation, qui contribue largement à expliquer la forte dégradation relative de l'emploi en Belgique, surtout dans le secteur manufacturier. Dès lors, il est probable que l'évolution favorable de la productivité apparen-

¹ C'est-à-dire la formation brute de capital sous déduction des amortissements, notion qui s'apparente plus à celle d'accroissement du stock de capital qu'à celle de formation brute.

te du travail, telle qu'elle apparaît au tableau 12, a été en partie compensée par une moins bonne performance en matière de productivité du facteur « capital », dont les coûts par unité produite (amortissements, ...) pourraient s'être aggravés plus en Belgique qu'ailleurs.

2.3. Le chômage

La première partie du tableau 14 a été établie sur la base de données nationales sur le chômage tandis que, dans la deuxième partie, ce sont les données standardisées de l'O.C.D.E. qui ont été utilisées. Les résultats ainsi obtenus ne coïncident pas exactement, mais comme on peut en juger pour la période 1970-73, l'écart n'est pas très important.

Tableau 14

EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE¹

(En pour cent de la population active)

	Etats-Unis	Japon	Cinq économies européennes	Quatre petites économies	Belgique
1960-63	5,7	1,4	1,9	1,4	2,4
1970-73	5,2	1,3	2,7	1,6	2,1
Taux de chômage standardisés					
1970-73	5,2	1,3	2,9	1,8 ²	2,4
1976-79	6,6	2,1	5,3	3,3 ²	7,5
1982-84	8,8	2,2	9,7	7,6 ²	13,4

Sources : C.E.E., O.C.D.E.

¹ Les taux de chômage standardisés par l'O.C.D.E. (qui adapte les données autant que nécessaire afin de les faire correspondre à la définition internationale établie par le Bureau International du Travail et d'en assurer la continuité dans le temps) ne sont disponibles qu'à partir de la période 1970-73 ; pour les périodes 1960-63 et 1970-73, le tableau reprend les taux de chômage non standardisés.

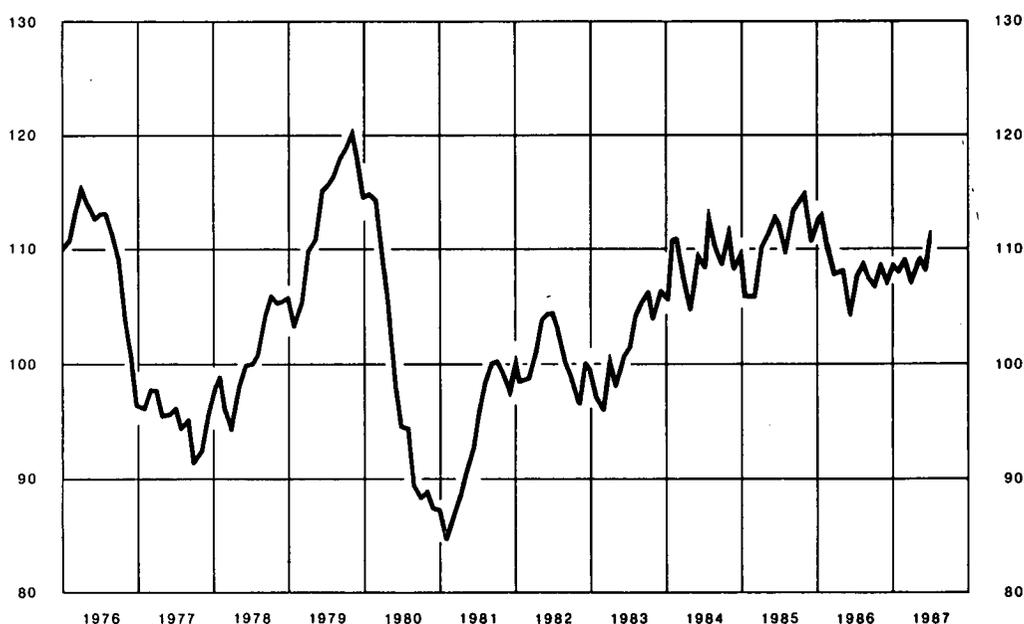
² Autriche, Pays-Bas et Suède ; les données concernant le Danemark ne sont pas disponibles.

Aux Etats-Unis et au Japon, la forte hausse de la population active a été compensée, en grande partie, par une création vigoureuse d'emplois. Au Japon, le chômage a été quasiment stabilisé puisque le taux de chômage, déjà le plus faible des pays ou groupes de pays étudiés, en 1960-63, a progressé de 0,8 point seulement sur l'ensemble de la période. Aux Etats-Unis, le taux de chômage était, en 1960-63, le plus élevé ; mais, par la suite, ce taux n'a pas subi d'augmentation comparable à celles qui ont été enregistrées dans les pays européens.

En Belgique, le taux de chômage s'est très fortement accru (11 points sur l'ensemble de la période étudiée) par rapport aux autres pays ou groupes de pays. Par rapport aux partenaires de la C.E.E., cette détérioration s'explique surtout par la hausse plus rapide de la population active, et, par rapport aux petites économies, par la détérioration de l'emploi.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES MOIS DE MAI ET JUIN 1987
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire de l'évolution du mois de mai 1987 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque a baissé en mai de 0,95 point et s'établit dès lors à 108,56 points. La conjoncture de ces derniers mois reste caractérisée par des oscillations sans tendance marquée.

Le recul de mai est dû à un affaiblissement de la conjoncture dans l'industrie manufacturière et dans le commerce, qui n'a été que partiellement compensé par une évolution en sens inverse dans l'industrie de la construction.

Commentaire de l'évolution du mois de juin 1987 :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque s'est relevée en juin de 2,98 points et s'établit dès lors à 111,54 points, soit le niveau le plus élevé atteint depuis le début de l'année 1986. Cette hausse est localisée à la fois dans l'industrie manufacturière, notamment dans les commandes à l'exportation, et, dans une mesure légèrement moindre, dans le commerce. Dans l'industrie de la construction, en revanche, la conjoncture s'est affaiblie.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Population, emploi, chômage			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
2. Pêche maritime	III - 2	5. Cours de change effectifs	X - 5
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
V. — Services.			
1. Transports :		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	1. Encours :	
b) Navigation maritime	V - 1b	a) au 31 décembre 1983	XII - 1a
c) Navigation intérieure	V - 1c	b) au 31 décembre 1984	XII - 1b
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	2. Mouvements en 1984	XII - 2
3. Commerce intérieur :		3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	a) au 31 décembre 1983	XII - 3a
b) Ventes à tempérament	V - 3b	b) au 31 décembre 1984	XII - 3b
4. Chambres de compensation :		4. Mouvements en 1984 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Nombre d'opérations	V - 4a	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
b) Montant des opérations	V - 4b	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	2. Bilans :	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Prix à la consommation en Belgique :		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	4. Stock monétaire :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	b) Total	XIII - 4b
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b

6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.333,8	1.388,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	61,0	62,9	64,5
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	353,5	379,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	426,3	464,9	513,4	566,7	605,7	617,8	658,9	691,8
5. Corrections et compléments	64,4	69,7	74,4	79,2	94,1	109,0	118,3	127,8
Ajustement statistique	7,5	- 9,5	0,1	- 25,9	4,7	30,2	8,2	12,9
<i>Total ...</i>	1.777,8	1.900,1	2.073,0	2.155,9	2.297,7	2.402,6	2.535,6	2.664,8
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	50,7	46,4	48,8	57,2	64,1	74,5	74,1	72,2
2. Professions libérales ¹	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,7	138,3	148,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	236,6	256,6	277,6
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,6	15,5	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,6
Ajustement statistique	1,6	- 1,9	...	- 4,9	0,8	5,8	1,6	2,5
<i>Total ...</i>	384,8	390,4	396,0	408,3	434,4	465,4	496,1	531,9
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	201,9	240,5	285,9	327,3	374,8	404,1	462,6	508,2
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,4	143,0	156,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	60,5	58,7	64,3	77,2	102,6	124,9	151,8	171,7
<i>Total ...</i>	336,2	377,7	435,2	503,4	586,1	654,4	757,4	836,8
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	27,1	28,9	24,4	13,2	34,7	52,5	88,5	129,9
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,2	135,2	148,6
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,5	- 4,6	3,3	11,2
<i>Total ...</i>	- 1,8	3,4	20,4	30,8	45,8	26,9	36,5	47,2
G. Intérêts de la dette publique	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,2	- 395,4	- 448,7	- 509,3
Revenu national net au coût des facteurs	2.469,1	2.627,8	2.827,2	2.910,0	3.144,4	3.320,6	3.600,6	3.849,9
H. Amortissements	281,4	302,5	312,1	332,1	367,3	401,7	420,7	440,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.750,5	2.930,3	3.139,3	3.242,1	3.511,7	3.722,3	4.021,3	4.290,4
I. Impôts indirects	363,9	387,7	412,1	435,8	476,0	509,7	529,5	557,4
J. Subventions	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,4	- 53,6	- 59,3	- 67,7	- 71,0
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

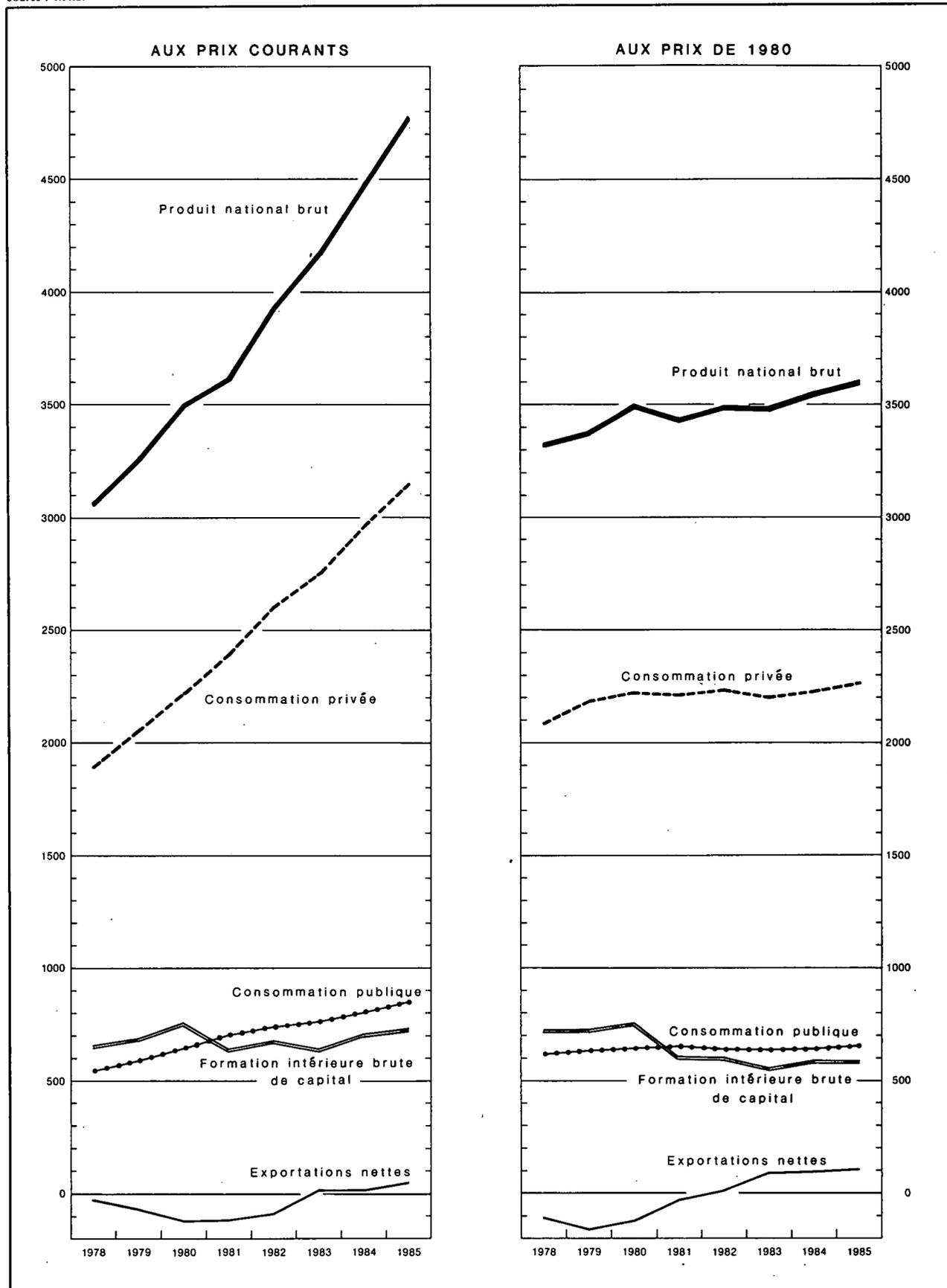
Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. Agriculture, sylviculture et pêche	78,6	75,6	79,4	88,6	97,7	110,6	113,1	115,4
2. Industries extractives	17,1	15,9	18,6	20,1	25,1	24,8	26,6	25,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	147,0	151,1	157,4	164,6	188,7	201,4	215,6	229,5
b) Textiles	37,1	37,7	40,5	39,2	42,0	45,8	51,1	50,8
c) Vêtements et chaussures	23,1	23,4	22,7	22,9	25,7	23,8	24,2	25,4
d) Bois et meubles	36,7	37,8	41,1	39,9	41,2	39,2	40,1	41,7
e) Papier, impression, édition	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	52,2	56,4	55,0
f) Industrie chimique et activités connexes	82,6	101,5	100,0	90,0	112,1	120,8	133,0	139,0
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,5	36,7	39,1	33,4	36,3	37,6	41,4	38,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	51,4	59,4	54,7	54,4	58,4	62,8	74,1	68,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	269,2	274,2	288,1
j) Industries non dénommées ailleurs ...	108,0	116,0	122,6	121,6	132,8	146,2	158,6	166,9
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>805,8</i>	<i>849,7</i>	<i>870,7</i>	<i>839,5</i>	<i>943,3</i>	<i>999,0</i>	<i>1.068,7</i>	<i>1.103,1</i>
4. Construction	228,5	233,7	263,0	229,8	238,0	234,6	236,1	248,1
5. Electricité, gaz et eau	93,5	105,8	109,6	120,7	121,2	147,9	163,0	188,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	571,5	612,8	669,7	701,2	782,0	855,9	888,1	969,4
b) Services financiers et assurances	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	213,4	249,5	278,9
c) Immeubles d'habitation	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,9	277,9
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>842,8</i>	<i>913,7</i>	<i>998,8</i>	<i>1.089,0</i>	<i>1.215,7</i>	<i>1.303,5</i>	<i>1.395,5</i>	<i>1.526,2</i>
7. Transports et communications	234,8	255,5	279,6	285,1	304,1	318,7	359,5	384,3
8. Services	838,4	903,7	983,7	1.062,2	1.139,0	1.200,1	1.274,3	1.349,7
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,0	4,3	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 45,1	- 48,6	- 45,1	- 53,3	- 61,7	- 62,7	- 72,1	- 78,1
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 32,0	- 34,8	- 47,2	- 53,6	- 66,7	- 69,4	- 77,6	- 85,9
Ajustement statistique	- 8,9	- 8,8	3,2	12,7	11,2	- 3,2	17,7	28,1
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.057,5	3.265,7	3.519,4	3.645,6	3.972,4	4.209,4	4.510,9	4.812,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	10,1	- 3,5	- 18,3	- 23,1	- 38,3	- 36,7	- 27,8	- 35,3
Produit national brut aux prix du marché ..	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	365,4	379,8	399,7	411,4	469,5	514,1	557,9	585,1
2. Boissons	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,5	123,4	129,3
3. Tabac	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4
4. Vêtements et effets personnels	147,5	160,7	183,2	186,2	209,9	215,8	220,5	232,9
5. Loyers, taxes, eau	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,5	341,1	366,1
6. Chauffage et éclairage	99,5	116,8	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	231,5
7. Articles ménagers durables	187,8	194,1	218,2	222,0	231,7	234,8	245,8	259,9
8. Entretien de la maison	82,1	88,2	94,8	100,2	107,8	115,3	122,1	127,8
9. Soins personnels et hygiène	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	304,9	325,2	345,4
10. Transports	212,1	233,4	254,7	274,5	300,7	327,0	350,9	372,5
11. Communications : P.T.T.	16,1	17,4	18,6	19,9	22,0	23,9	26,6	28,8
12. Loisirs	164,6	178,2	195,7	208,9	231,7	250,8	270,7	286,6
13. Enseignement et recherches	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1
14. Services financiers	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	115,9	136,7	153,0
15. Services divers	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,7	24,9	28,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8
Ajustement statistique	- 0,1	15,2	- 2,5	14,3	- 13,2	- 26,6	- 22,2	- 35,3
<i>Total ...</i>	<i>1.892,6</i>	<i>2.054,6</i>	<i>2.223,0</i>	<i>2.397,7</i>	<i>2.602,5</i>	<i>2.749,5</i>	<i>2.958,7</i>	<i>3.149,1</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	391,8	426,5	471,3	517,8	549,3	559,1	589,0	622,3
2. Achats courants de biens et services	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	153,1	159,4	171,5
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
4. Loyer payé	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,5	6,1	6,7
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3
6. Amortissement mobilier et matériel	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2	4,5
<i>Total ...</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>740,6</i>	<i>761,3</i>	<i>800,5</i>	<i>850,3</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,1
2. Industries extractives	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	5,0
3. Industries manufacturières	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	126,7	139,4	151,0
4. Construction	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	13,0
5. Electricité, gaz et eau	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	45,5	50,4
6. Commerce, banques, assurances	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	114,3
7. Immeubles d'habitation	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,2	153,1
8. Transports et communications	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	96,6	101,8	96,8
9. Pouvoirs publics et enseignement	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,5
10. Autres services	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3
11. Variations de stocks	8,4	19,9	29,2	- 6,1	7,7	- 21,3	1,1	- 7,7
Ajustement statistique .....	...	5,1	- 0,8	3,8	- 3,4	- 6,2	- 5,3	- 8,2
<i>Total ...</i>	<i>655,3</i>	<i>686,5</i>	<i>756,7</i>	<i>641,9</i>	<i>675,6</i>	<i>642,5</i>	<i>705,3</i>	<i>728,6</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	114,1	134,4	211,9	350,7	405,2	326,5	387,1	465,6
2. Exportations de biens et services	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.715,0	3.003,5	3.384,8	3.556,9
Exportations totales	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.703,2	3.120,2	3.330,0	3.771,9	4.022,5
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	104,0	137,9	230,2	373,8	443,5	363,2	414,9	500,9
4. Importations de biens et services	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,3	2.947,4	3.338,4	3.472,8
Importations totales	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.823,1	3.204,8	3.310,6	3.753,3	3.973,7
Exportations nettes	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,9	- 84,6	19,4	18,6	48,8
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

Source : I.N.S.

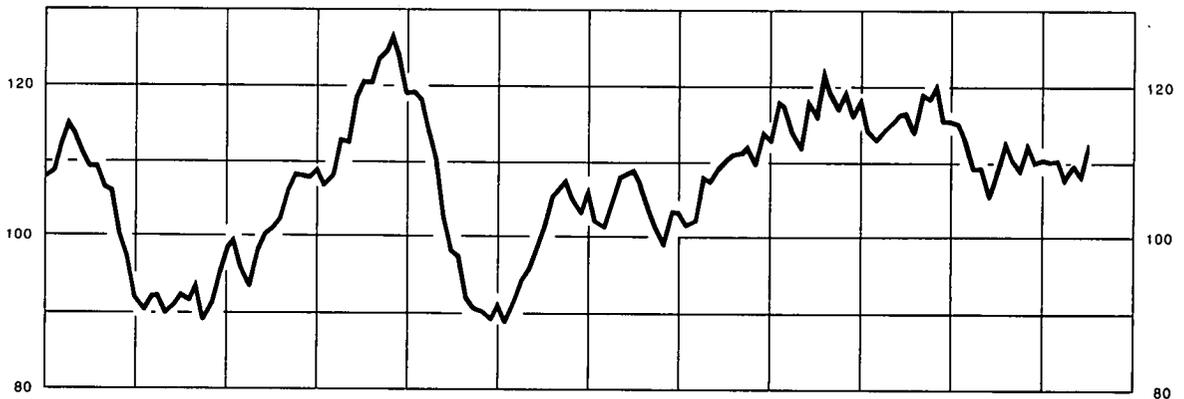
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	99	100	98	102	101	103	105
2. Boissons	91	94	100	96	98	97	95	95
3. Tabac	96	100	100	98	105	102	103	97
4. Vêtements et effets personnels	88	91	100	98	104	100	97	96
5. Loyers, taxes, eau	93	97	100	104	106	108	110	113
6. Chauffage et éclairage	102	105	100	97	95	92	95	103
7. Articles ménagers durables	88	90	100	99	99	94	94	96
8. Entretien de la maison	97	99	100	100	102	101	101	100
9. Soins personnels et hygiène	96	98	100	104	106	108	108	109
10. Transports	98	102	100	98	98	98	100	101
11. Communications : P.T.T.	89	96	100	107	107	108	110	116
12. Loisirs	92	96	100	101	107	107	108	107
13. Enseignement et recherches	96	98	100	102	104	106	108	111
14. Services financiers	85	94	100	110	115	108	115	122
15. Services divers	99	105	100	98	97	97	102	106
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	95	100	105	93	92	93	94
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	94	100	116	139	164	169	164
<i>Total ...</i>	94	98	100	100	101	99	100	102
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	95	98	100	102	101	101	103	103
2. Achats courants de biens et services	103	102	100	101	96	96	95	98
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	91	95	100	97	92	89	88	91
<i>Total ...</i>	96	98	100	101	100	100	100	102
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	119	107	100	88	90	89	92	92
2. Industries extractives	86	103	100	93	101	136	140	137
3. Industries manufacturières	77	78	100	90	103	102	109	115
4. Construction	108	113	100	110	84	62	77	86
5. Electricité, gaz et eau	110	110	100	93	94	89	95	101
6. Commerce, banques, assurances	91	100	100	89	94	97	106	114
7. Immeubles d'habitation	117	101	100	59	55	54	53	56
8. Transports et communications	90	90	100	111	104	93	95	88
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	89	92	100	88	80	69	63	53
10. Enseignement	94	95	100	98	90	88	74	69
11. Autres services	85	101	100	94	87	88	94	95
<i>Total ...</i>	96	96	100	80	80	73	77	77
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	59	66	100	158	170	129	145	166
2. Exportations de biens et services	89	96	100	103	105	109	114	116
Exportations totales ...	86	93	100	108	111	111	116	121
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	49	62	100	155	171	132	143	165
4. Importations de biens et services	90	98	100	99	98	98	103	105
Importations totales ...	86	95	100	104	105	101	107	110
Produit national brut aux prix du marché	95	97	100	99	100	100	102	103

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

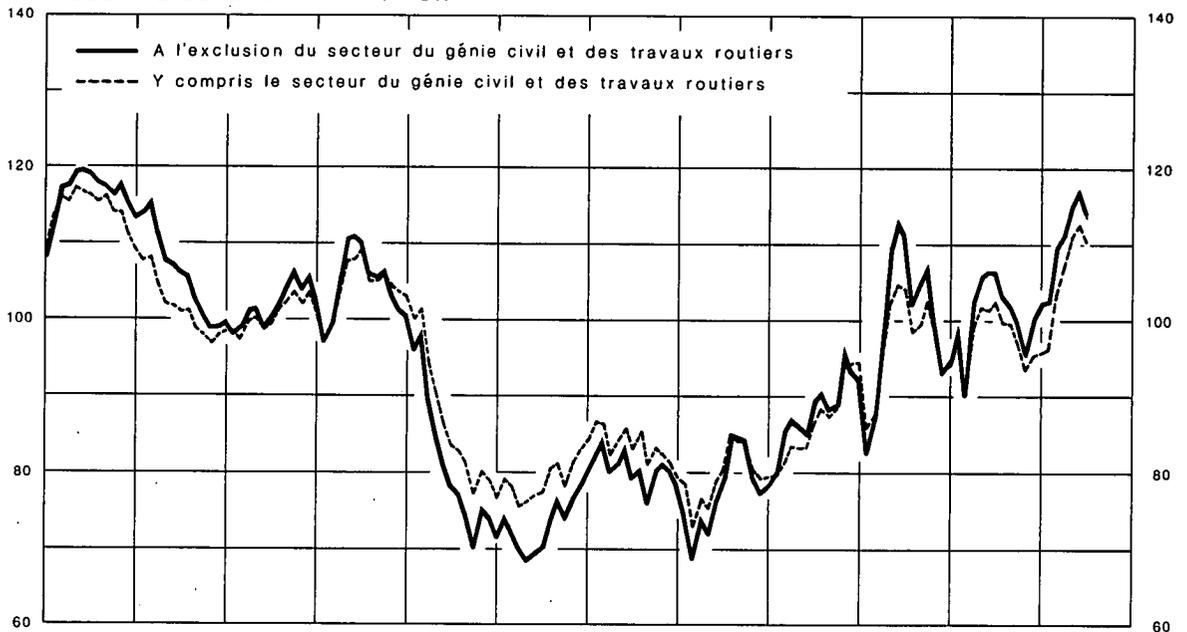
Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

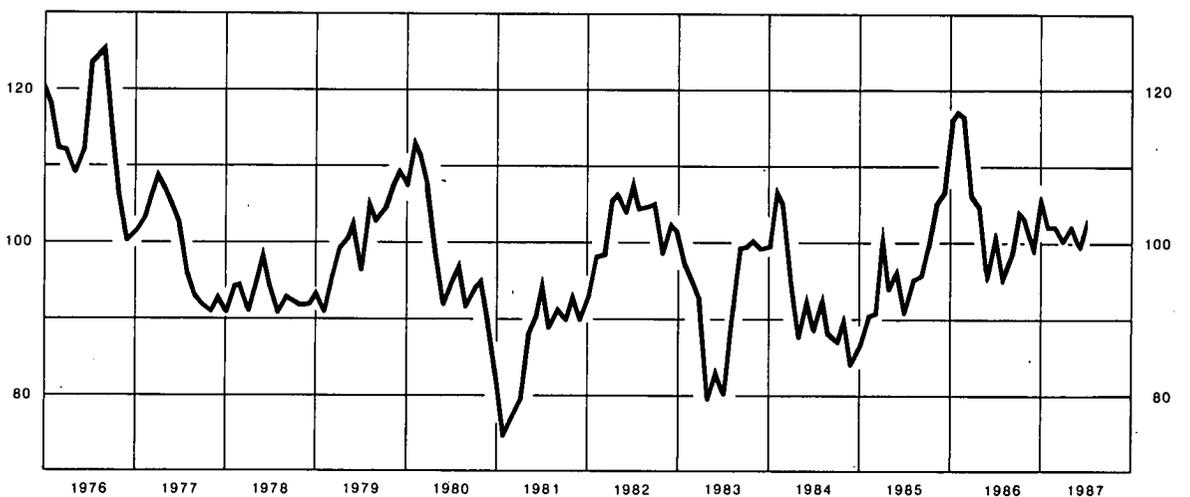
INDUSTRIE MANUFACTURIERE



INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION



COMMERCE



I - 4a. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1984 Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	109,46	105,84	104,97	108,24	101,80
Mai	106,19	106,46	96,19	104,73	101,66
Juin	109,32	106,42	101,56	107,72	102,55
Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42
Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85
1987 Janvier	110,36	102,68	102,26	107,99	96,24
Février	110,47	109,95	102,39	109,18	103,68
Mars	107,91	111,40	100,17	107,27	107,26
Avril	109,81	115,44	102,19	109,51	111,04
Mai	108,55	117,19	99,97	108,56	112,58
Juin	112,71	114,26	103,34	111,54	110,25

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1984 Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	100,92	119,85	99,71	116,14	116,62	106,52	117,66	109,46
Mai	98,09	105,48	94,81	118,36	120,17	105,04	117,53	106,19
Juin	101,15	109,94	107,55	125,97	123,64	103,74	110,52	109,32
Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37
Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57
1987 Janvier	98,49	106,68	108,74	119,76	137,58	106,71	117,29	110,36
Février	101,78	111,98	106,66	128,34	136,31	103,62	107,10	110,47
Mars	100,53	110,11	103,82	117,01	115,79	102,61	118,50	107,91
Avril	102,06	111,99	103,20	123,59	122,83	102,01	120,68	109,81
Mai	103,86	110,12	98,54	117,37	119,14	105,67	117,09	108,55
Juin	104,67	115,76	114,60	123,61	124,74	103,49	117,87	112,71

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin
Ensemble des industries	- 29	- 25	- 29	- 31	- 27	- 34	- 33	- 34	- 35	- 32	+ 10	+ 8	+ 9	+ 11	+ 9
I. Biens de consommation	- 21	- 12	- 31	- 31	- 32	- 23	- 11	- 24	- 23	- 28	+ 11	+ 7	+ 11	+ 14	+ 12
II. Biens d'investissement	- 44	- 36	- 35	- 41	- 28	- 55	- 49	- 51	- 54	- 42	+ 16	+ 1	+ 8	+ 17	+ 3
III. Biens intermédiaires	- 31	- 28	- 30	- 32	- 29	- 37	- 43	- 37	- 40	- 36	+ 7	+ 11	+ 8	+ 9	+ 7
Industrie textile	- 47	- 50	- 38	- 38	- 38	- 53	- 55	- 43	- 41	- 45	+ 18	+ 23	+ 20	+ 19	+ 24
dont : Laine	- 70	- 61	- 58	- 60	- 56	- 71	- 59	- 50	- 51	- 47	+ 32	+ 22	+ 5	+ 11	+ 5
Coton	- 54	- 66	- 45	- 46	- 40	- 68	- 76	- 64	- 66	- 56	+ 18	+ 26	+ 32	+ 29	+ 29
Bonneterie	- 40	- 38	- 16	- 18	- 15	- 58	- 53	- 21	- 26	- 13	+ 16	+ 21	+ 34	+ 29	+ 54
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 25	- 7	- 37	- 36	- 34	- 30	- 34	- 21	- 24	- 23	+ 8	- 10	+ 3	0	+ 5
dont : Chaussures	- 74	- 59	- 55	- 40	- 34	- 91	- 62	- 98	- 97	- 99	- 25	- 51	- 4	+ 15	+ 11
Habillement	- 15	+ 4	- 33	- 35	- 35	- 26	- 29	- 15	- 19	- 17	+ 11	- 2	+ 5	- 2	+ 5
Industrie du bois et du meuble en bois	- 28	- 27	- 16	- 20	- 13	- 39	- 41	- 27	- 34	- 26	+ 33	+ 32	+ 7	+ 13	0
dont : Bois	- 29	- 10	+ 5	+ 3	- 2	- 49	- 40	- 1	- 10	- 18	+ 26	+ 25	- 2	- 1	- 4
Meubles en bois	- 27	- 39	- 31	- 37	- 20	- 33	- 41	- 41	- 47	- 29	+ 38	+ 36	+ 14	+ 24	+ 3
Papiers et cartons	- 5	- 6	- 30	- 31	- 16	- 23	- 22	- 46	- 59	- 11	- 11	+ 3	+ 14	+ 12	+ 4
dont : Production de papier et carton	- 13	- 10	- 33	- 38	- 18	- 29	- 30	- 54	- 70	- 13	- 8	+ 6	+ 33	+ 33	+ 16
Transformation de papier et carton	0	- 1	- 28	- 26	- 15	- 4	- 1	- 24	- 27	- 6	- 16	0	+ 1	- 3	- 4
Industrie du cuir	- 80	- 72	- 67	- 64	- 64	- 87	- 81	- 77	- 75	- 77	+ 16	+ 52	+ 16	+ 3	+ 57
Transformation de matières plastiques	- 39	- 41	- 11	- 16	- 14	- 13	- 42	- 3	- 5	0	- 16	- 6	+ 6	+ 18	+ 1
Raffinage de pétrole	+ 86	+ 53	+ 13	0	+ 40	+ 86	+ 53	+ 2	- 40	0	0	- 47	0	0	0
Production et première transformation des métaux	- 44	- 39	- 41	- 42	- 44	- 46	- 54	- 48	- 49	- 52	+ 3	+ 16	- 1	- 4	- 3
dont : Métaux ferreux	- 43	- 39	- 44	- 48	- 44	- 49	- 58	- 53	- 55	- 56	- 4	+ 14	- 7	- 9	- 6
Métaux non ferreux	- 54	- 42	- 27	- 16	- 40	- 25	- 30	- 22	- 18	- 23	+ 20	+ 20	+ 15	+ 11	+ 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 30	- 15	- 9	- 23	+ 6	- 51	- 28	- 34	- 47	- 16	+ 12	- 2	+ 7	+ 23	- 2
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 28	- 13	- 8	- 22	+ 7	- 60	- 23	- 33	- 42	- 21	+ 11	- 8	+ 3	+ 18	- 3
Industrie chimique	- 1	0	+ 9	+ 9	+ 7	- 1	0	+ 9	+ 6	+ 11	- 1	0	- 2	+ 2	+ 1
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	+ 23	- 90	- 92	- 90	0	0	- 89	- 100	- 74	+ 30	+ 34	+ 90	+ 92	+ 90
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 33	- 25	- 46	- 44	- 50	- 18	- 8	- 37	- 24	- 42	+ 1	- 5	+ 19	+ 42	+ 9
Construction de machines et de matériel mécanique	- 40	- 38	- 38	- 44	- 27	- 49	- 46	- 40	- 41	- 31	+ 25	- 13	- 3	+ 4	- 7
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 52	- 100	- 82	- 100	- 50	- 100	- 100	- 83	- 100	- 51	+ 49	+ 2	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	—	—	- 33	0	0
Machines textiles	0	0	- 24	- 24	- 24	0	- 6	- 23	- 23	- 23	—	—	—	—	—
Moteurs, compresseurs, pompes	- 58	- 24	- 39	- 39	- 34	- 49	- 19	- 33	- 27	- 34	+ 6	- 6	+ 7	+ 12	- 6
Construction électrique et électronique	- 52	- 50	- 67	- 69	- 62	- 69	- 67	- 88	- 92	- 84	+ 23	+ 24	+ 21	+ 21	+ 22
dont : Construction électrique d'équipement	- 50	- 51	- 52	- 56	- 45	- 81	- 75	- 81	- 86	- 76	+ 32	+ 34	+ 29	+ 29	+ 30
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 62	- 60	- 99	- 99	- 99	- 59	- 58	- 100	- 100	- 100	+ 11	+ 10	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	+ 38	0	0	0	0	+ 38	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 76	- 69	- 82	- 75	- 90	- 81	- 77	- 88	- 83	- 93	- 18	- 2	+ 8	- 47	+ 36
dont : Construction navale	- 95	- 90	- 92	- 93	- 93	- 100	- 100	- 97	- 96	- 98	—	—	—	—	—
Construction de cycles et motocycles	+ 21	+ 36	- 33	+ 13	- 79	- 12	- 12	- 52	0	- 100	- 18	- 2	+ 8	- 47	+ 36

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Ensemble des industries	17	16	13	20	23	70	69	71	69	70	5	6	4	3	2	5	5	3	5	2
I. Biens de consommation	17	16	12	24	27	64	58	62	67	65	12	12	12	4	5	7	8	1	6	1
II. Biens d'investissement	15	18	11	12	21	74	75	80	75	70	3	3	2	4	2	4	4	5	7	5
III. Biens intermédiaires	14	15	14	16	15	72	71	71	70	74	2	1	2	1	1	3	3	3	2	1
Industrie textile	20	21	16	12	17	72	68	71	79	70	4	4	6	4	4	4	2	4	3	4
dont : Laine	20	34	19	11	17	66	62	61	77	72	3	1	11	1	1	13	3	3	5	5
Coton	7	12	10	10	10	92	82	84	88	87	1	1	2	1	1	1	2	4	1	1
Bonneterie	34	24	5	5	16	46	46	78	70	49	11	14	6	11	10	3	3	7	9	14
Industrie des chaussures et de l'habillement	22	21	14	16	19	54	57	76	74	70	15	12	9	8	12	1	0	0	0	0
dont : Chaussures	14	16	9	9	20	86	61	91	91	80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	23	22	15	18	18	48	56	73	70	68	18	14	11	10	15	2	0	0	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	11	28	32	23	34	82	63	57	67	59	2	5	5	4	3	2	4	4	4	0
dont : Bois	18	24	37	25	35	72	63	47	56	57	1	0	1	2	1	4	9	6	10	0
Meubles en bois	7	31	28	21	33	89	64	64	75	60	2	8	8	6	5	0	1	2	0	1
Papiers et cartons	14	31	22	26	23	70	57	59	68	67	11	4	4	4	4	5	6	5	3	2
dont : Production de papier et carton	17	51	25	39	30	63	49	43	58	68	20	0	0	3	0	5	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	13	15	20	16	17	75	64	71	76	67	4	7	7	6	7	5	11	8	6	4
Industrie du cuir	8	28	28	78	28	84	64	64	14	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	45	13	29	73	54	46	84	68	27	46	1	0	0	0	0	0	3	3	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	4	4	4	4	3	74	68	71	70	77	0	0	0	0	0	0	1	2	0	1
dont : Métaux ferreux	6	5	6	4	4	73	71	69	73	74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	0	1	0	0	0	74	56	77	56	94	0	0	0	0	0	0	5	8	0	3
Industrie des produits minéraux non métalliques	25	35	18	19	33	61	50	63	61	48	1	0	3	4	4	14	13	16	17	16
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	23	26	15	15	33	61	58	64	64	47	1	0	3	5	4	16	15	18	19	18
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	95	97	96	96	0	0	0	0	0	2	2	2	2	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	69	96	96	96	90	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	31	4	4	4	4
Fabrication d'ouvrages en métaux	18	15	12	11	15	71	82	86	85	79	3	2	1	4	2	3	2	3	18	1
Construction de machines et de matériel mécanique	22	19	20	18	30	72	76	78	67	67	3	5	2	5	1	0	0	0	6	2
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	100	82	82	0	100	0	0	0	0	0	0	18	18	0	0	0	0	0	0	0
Machines textiles	74	76	76	76	76	26	24	24	24	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	1	4	4	22	30	78	96	96	78	70	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	8	6	0	15	10	71	77	67	72	90	4	4	0	2	0	1	1	1	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	6	11	0	18	10	88	86	91	82	90	6	6	0	4	0	1	1	1	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	12	0	0	10	11	49	56	20	53	89	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	25	0	0	70	70	37	29	29	30	30	38	41	41	0	0	38	41	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	12	12	12	7	6	88	88	88	92	94	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	98	100	0	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	69	70	70	36	36	31	30	30	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1986			1987		1986			1987		1986		1987		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin
Ensemble des industries	+ 26	+ 29	+ 23	+ 29	+ 26	79,0	79,2	78,1	78,1	79,0	3,12	3,17	3,11	3,17	3,01
I. Biens de consommation	+ 14	+ 16	+ 13	+ 26	+ 22	83,1	84,6	83,7	82,8	83,7	2,49	2,50	2,65	2,75	2,50
II. Biens d'investissement	+ 39	+ 44	+ 35	+ 43	+ 29	73,6	74,4	71,6	73,0	74,1	4,36	4,45	4,15	4,27	4,00
III. Biens intermédiaires	+ 39	+ 38	+ 36	+ 43	+ 41	76,7	75,0	71,8	73,9	75,1	3,24	3,35	3,34	3,37	3,32
Industrie textile	+ 41	+ 41	+ 37	+ 38	+ 41	73,3	74,8	71,9	72,1	74,5	1,90	1,86	1,95	1,96	1,94
dont : Laine	+ 39	+ 44	+ 54	+ 41	+ 49	71,9	74,6	67,2	73,5	72,8	1,79	1,75	1,55	1,55	1,57
Coton	+ 55	+ 45	+ 39	+ 44	+ 48	70,7	74,0	71,3	70,0	71,6	1,91	1,85	2,07	2,02	2,05
Bonneterie	+ 22	+ 28	+ 22	+ 33	+ 22	73,0	74,6	68,9	70,5	72,8	1,99	1,86	2,38	2,42	2,33
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 36	+ 35	+ 29	+ 39	+ 26	82,1	82,5	79,1	79,8	78,3	2,09	2,22	2,00	2,05	1,90
dont : Chaussures	+ 55	+ 50	+ 36	+ 40	+ 42	73,2	74,0	70,7	68,4	68,0	1,78	1,74	1,72	1,84	1,97
Habillement	+ 32	+ 32	+ 28	+ 39	+ 22	83,9	84,3	80,8	82,3	80,5	2,15	2,32	2,06	2,09	1,89
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 40	+ 33	+ 29	+ 22	+ 27	82,5	83,7	84,7	80,9	84,4	1,66	1,61	1,59	1,57	1,56
dont : Bois	+ 27	+ 30	+ 4	+ 7	+ 9	83,5	83,3	85,5	79,8	84,8	1,97	2,08	1,91	1,87	1,76
Meubles en bois	+ 49	+ 35	+ 46	+ 32	+ 40	81,7	83,9	84,2	81,6	84,0	1,44	1,27	1,37	1,35	1,41
Papiers et cartons	+ 5	+ 28	+ 22	+ 32	+ 33	82,9	83,0	81,8	85,5	84,4	1,52	1,63	1,59	1,52	1,72
dont : Production de papier et carton	+ 6	+ 35	+ 25	+ 42	+ 23	89,2	89,8	83,9	91,5	87,5	1,80	1,82	1,77	1,64	1,83
Transformation de papier et carton	+ 5	+ 23	+ 20	+ 23	+ 40	78,1	77,8	80,3	81,0	82,0	1,32	1,49	1,45	1,43	1,63
Industrie du cuir	+ 22	+ 14	+ 14	+ 72	+ 92	88,2	78,1	81,2	73,3	78,0	1,99	2,04	2,15	2,15	2,16
Transformation de matières plastiques	+ 23	+ 37	+ 18	+ 11	+ 3	82,7	80,0	83,6	80,9	82,8	2,89	3,26	3,21	3,17	3,21
Production et première transformation des métaux	+ 58	+ 54	+ 56	+ 67	+ 64	71,8	70,8	60,9	67,0	68,7	1,86	1,80	1,92	1,87	1,92
dont : Métaux ferreux	+ 68	+ 65	+ 68	+ 79	+ 74	69,4	68,4	56,7	63,9	66,1	1,76	1,70	1,82	1,76	1,81
Métaux non ferreux	+ 5	+ 2	+ 3	+ 7	+ 16	83,7	82,6	81,9	82,9	81,4	2,38	2,34	2,42	2,42	2,49
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 21	+ 10	+ 16	+ 7	- 11	83,0	84,4	80,0	82,4	85,8	1,71	1,78	1,96	1,93	2,05
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 15	+ 9	+ 14	+ 8	- 14	82,6	83,8	78,7	81,4	85,4	1,66	1,72	1,92	1,88	2,04
Industrie chimique	+ 18	+ 13	+ 4	+ 6	+ 5	79,0	78,3	81,0	81,1	81,5	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	+ 64	0	0	100,0	99,6	100,0	100,0	99,3	2,40	2,67	2,14	2,03	2,36
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 39	+ 30	+ 39	+ 70	+ 60	73,9	73,1	72,6	74,0	74,1	3,83	3,83	3,90	4,08	3,72
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 26	+ 45	+ 26	+ 38	+ 26	73,6	74,8	69,3	71,5	72,3	4,54	4,94	4,60	4,55	4,56
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 51	+ 99	+ 51	+ 99	+ 99	61,1	70,6	43,4	61,5	64,1	7,05	7,05	7,09	7,12	7,07
Machines-outils	0	0	0	0	- 82	93,8	98,1	98,1	94,0	98,1	6,33	6,11	6,80	6,92	6,72
Machines textiles	0	+ 24	+ 24	+ 20	+ 24	92,1	87,4	87,7	86,6	85,2	5,28	4,99	5,29	5,29	5,28
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 10	+ 62	+ 13	+ 42	+ 38	74,7	65,2	66,1	65,5	65,0	3,66	5,57	3,42	3,46	3,40
Construction électrique et électronique	+ 20	+ 50	+ 25	+ 38	+ 29	81,0	81,9	82,5	78,1	77,4	5,85	5,88	5,76	5,82	5,60
dont : Construction électrique d'équipement	+ 54	+ 80	+ 42	+ 63	+ 46	75,4	76,2	76,6	71,5	71,8	5,36	5,54	4,59	4,63	4,46
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 39	0	0	0	0	89,4	91,3	92,4	88,7	86,2	7,29	7,29	8,94	9,06	8,71
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 38	- 41	- 41	0	0	94,3	96,4	96,7	98,5	98,5	2,60	2,60	2,34	2,51	2,00
Construction d'autre matériel de transport	+ 82	+ 82	+ 82	+ 80	+ 82	57,3	57,1	54,8	50,8	48,4	6,40	6,24	5,13	6,25	4,22
dont : Construction navale	+ 94	+ 95	+ 95	+ 95	+ 95	46,2	43,5	41,9	39,2	36,1	1,19	1,04	0,18	0,21	0,15
Construction de cycles et motocycles	+ 15	+ 13	+ 13	0	+ 13	86,4	86,6	86,1	78,6	87,1	2,48	2,64	2,57	2,64	2,10

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Mai	Jun	2 ^e trim.	Mai	Jun	Mai	Jun	2 ^e trim.	Mai	Jun	Mai	Jun	2 ^e trim.	Mai	Jun
Ensemble des industries	- 13	- 14	- 9	- 13	- 10	- 12	- 13	- 13	- 12	- 14	- 5	- 3	+ 6	+ 5	+ 7
I. Biens de consommation	+ 13	+ 1	- 9	- 14	- 3	+ 6	+ 5	- 18	- 18	- 18	+ 10	+ 15	+ 7	+ 0	+ 10
II. Biens d'investissement	- 30	- 21	- 16	- 22	- 18	- 16	- 15	- 15	- 16	- 16	+ 4	+ 2	+ 5	+ 6	+ 4
III. Biens intermédiaires	- 26	- 21	- 6	- 8	- 5	- 26	- 27	- 8	- 6	- 9	- 26	- 20	+ 10	+ 10	+ 11
Industrie textile	- 20	- 10	- 20	- 28	- 14	- 15	- 20	- 15	- 13	- 19	- 12	- 15	+ 3	0	+ 11
dont : Laine	- 26	- 17	- 43	- 54	- 26	- 29	- 34	- 29	- 25	- 29	- 15	- 24	- 16	- 24	- 3
Coton	- 36	- 30	- 25	- 34	- 12	- 25	- 37	- 20	- 20	- 25	- 31	- 28	0	- 1	+ 1
Bonneterie	- 18	- 6	- 14	- 26	- 26	0	- 25	- 7	0	- 23	- 1	+ 6	+ 9	+ 13	+ 11
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 2	- 5	- 12	- 14	- 3	+ 7	+ 12	- 6	- 11	- 3	+ 8	+ 15	+ 12	+ 15	+ 14
dont : Chaussures	- 22	+ 8	- 28	- 27	- 25	+ 27	+ 22	- 7	+ 3	- 19	0	+ 10	0	0	0
Habillement	+ 2	- 8	- 9	- 11	+ 1	+ 2	+ 11	- 5	- 13	0	+ 9	+ 16	+ 16	+ 19	+ 17
Industrie du bois et du meuble en bois	- 19	- 13	- 6	- 11	+ 2	- 3	0	- 5	- 15	+ 6	+ 5	+ 7	+ 12	+ 14	+ 11
dont : Bois	- 27	+ 3	+ 8	+ 9	+ 13	- 2	+ 2	+ 6	+ 8	+ 8	- 2	+ 2	+ 18	+ 25	+ 13
Meubles en bois	- 13	- 25	- 16	- 25	- 6	- 4	- 1	- 13	- 30	+ 4	+ 11	+ 13	+ 7	+ 5	+ 9
Papiers et cartons	0	+ 10	- 5	+ 1	- 8	+ 12	+ 9	0	6	+ 3	- 2	+ 15	+ 4	- 1	+ 14
dont : Production de papier et carton	- 28	+ 8	- 6	- 5	+ 8	+ 26	+ 16	- 6	0	0	+ 11	+ 46	+ 21	+ 16	+ 33
Transformation de papier et carton	+ 21	+ 11	- 3	+ 5	- 20	+ 1	+ 3	+ 4	+ 9	+ 5	- 13	- 9	- 9	- 12	0
Industrie du cuir	- 62	- 50	- 3	- 8	0	- 80	- 61	- 44	- 64	- 63	- 50	+ 8	+ 5	+ 8	+ 8
Transformation de matières plastiques	- 10	+ 12	- 8	- 14	- 3	- 5	- 30	- 13	- 24	- 2	- 43	- 13	+ 7	+ 5	+ 8
Raffinage de pétrole	+ 18	- 100	+ 13	+ 40	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 47	- 35	- 2	- 8	+ 1	- 52	- 52	- 7	- 4	- 8	- 44	- 41	+ 22	+ 24	+ 21
dont : Métaux ferreux	- 46	- 36	0	- 8	+ 3	- 61	- 62	- 8	- 4	- 9	- 55	- 46	+ 24	+ 26	+ 25
Métaux non ferreux	- 50	- 27	- 9	- 8	- 11	- 5	0	- 5	- 5	0	+ 11	- 13	+ 9	+ 18	+ 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 1	+ 5	+ 12	+ 4	+ 12	- 10	- 15	- 6	- 6	- 7	+ 21	+ 20	+ 3	0	+ 4
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 1	+ 1	+ 10	+ 3	+ 9	- 6	- 13	- 4	- 5	- 5	+ 23	+ 22	+ 1	0	+ 2
Industrie chimique	+ 3	- 12	+ 4	+ 8	- 7	0	0	+ 1	+ 1	0	- 8	- 4	+ 2	0	+ 5
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 19	0	+ 1	0	+ 30	0	0	0	0	0	0	0	- 21	- 62	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 23	- 23	- 18	- 34	+ 3	- 8	- 2	- 20	- 24	- 14	+ 13	+ 14	- 13	- 23	- 10
Construction de machines et de matériel mécanique	- 30	- 16	- 26	- 33	- 33	- 17	- 7	- 12	- 16	- 18	+ 8	+ 12	- 3	- 3	- 5
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 98	- 98	- 83	- 100	- 99	+ 2	- 48	- 49	- 49	- 99	0	0	- 17	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	+ 22	- 100	0	0	0	+ 22	+ 22	+ 6	0	0
Machines textiles	- 52	0	- 8	- 24	0	0	0	- 5	- 20	+ 4	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	- 18	- 5	- 25	- 39	- 30	- 5	+ 17	- 16	- 14	- 24	0	+ 3	- 3	+ 2	- 11
Construction électrique et électronique	- 20	- 6	- 22	- 20	- 36	- 16	- 27	- 28	- 15	- 36	0	- 11	+ 18	+ 28	+ 17
dont : Construction électrique d'équipement	- 50	- 28	- 26	- 30	- 34	- 18	- 23	- 23	- 22	- 19	- 4	- 21	+ 26	+ 40	+ 25
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 49	+ 49	- 23	- 11	- 47	- 13	- 38	- 41	0	- 80	+ 11	+ 11	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 63	0	0	0	0	+ 38	+ 38	- 33	- 29	- 42	0	+ 25	+ 10	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 63	- 59	- 56	- 49	- 67	- 50	- 41	- 53	- 41	- 61	- 16	- 22	+ 7	- 3	- 1
dont : Construction navale	- 78	- 76	- 64	- 64	- 64	- 69	- 61	- 52	- 48	- 53	- 76	- 77	- 7	- 6	- 14
Construction de cycles et motocycles	+ 36	+ 51	+ 27	+ 69	- 34	- 15	0	+ 10	+ 69	- 36	+ 36	0	+ 11	0	+ 34

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1984 Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49
Mai	96,37	100,63	97,75	119,04	112,12	110,79	117,19	106,02
Juin	102,02	101,03	101,79	122,70	110,26	105,77	119,76	107,64
Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50
Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85
1987 Janvier	96,47	110,74	104,90	117,48	118,05	101,22	116,61	106,90
Février	97,09	108,92	101,19	125,58	119,83	96,26	112,50	106,10
Mars	96,35	107,95	101,09	116,90	110,25	97,66	123,39	105,33
Avril	101,03	112,73	102,05	121,42	109,99	99,58	121,49	107,82
Mai	97,28	108,75	103,53	124,94	116,08	101,01	121,17	107,80
Juin	101,77	117,70	116,03	127,08	111,09	96,62	110,24	109,44

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1984 Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75
Mai	93,20	106,74	82,55	109,82	110,15	88,86	115,59	98,85
Juin	99,48	112,73	115,42	111,53	107,17	87,13	95,63	103,00
Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74
Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66
1987 Janvier	90,97	107,91	86,87	100,88	103,37	113,30	103,09	100,80
Février	100,58	122,78	88,60	133,47	119,81	117,92	114,08	112,72
Mars	99,57	118,56	91,02	114,18	98,76	118,27	115,86	107,84
Avril	101,01	99,66	90,72	115,42	95,60	117,91	140,87	107,45
Mai	106,71	93,99	86,87	106,97	90,33	120,40	118,53	104,18
Juin	101,65	99,69	113,73	100,31	88,30	116,16	130,10	106,70

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1984 Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74
1987 Janvier ¹	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ La publication de la valeur chiffrée de la courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des

firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1986		1987			1986		1987		
	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 24	- 23	- 23	- 23	- 21	+ 9	+ 9	+ 9	+ 9	+ 7
I. Biens de consommation	- 16	- 17	- 29	- 24	- 38	+ 9	+ 7	+ 6	+ 5	+ 6
II. Biens d'investissement	- 48	- 45	- 38	- 37	- 27	+ 14	+ 10	+ 20	+ 21	+ 13
III. Biens intermédiaires	- 13	- 11	- 5	- 9	- 1	+ 5	+ 6	+ 4	+ 5	+ 1
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 30	- 28	- 38	- 40	- 39	+ 16	+ 16	+ 22	+ 21	+ 21
Industrie de la transformation du bois	- 26	- 30	- 19	- 25	- 12	+ 37	+ 37	+ 13	+ 20	+ 4
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 3	+ 1	- 16	- 15	- 9	- 31	- 8	- 7	- 13	- 24
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	0	- 4	+ 8	+ 9	+ 10	0	- 2	- 4	0	- 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 11	- 9	- 6	- 4	+ 2	- 8	- 11	- 1	+ 4	- 8
Industrie des fabrications métalliques	- 38	- 37	- 40	- 36	- 42	+ 10	+ 9	+ 12	+ 9	+ 12
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 42	- 36	- 41	- 43	- 41	+ 10	+ 13	+ 5	+ 5	+ 7
I. Biens de consommation	- 46	- 7	- 15	- 17	- 33	- 2	+ 17	+ 16	+ 13	+ 21
II. Biens d'investissement	- 34	- 26	- 28	- 35	- 22	+ 35	+ 12	- 3	- 2	- 2
III. Biens intermédiaires	- 47	- 47	- 51	- 52	- 54	- 5	+ 4	+ 5	+ 4	+ 6
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 61	- 27	- 67	- 58	- 69	0	- 3	- 5	- 3	- 11
Industrie de la transformation du bois	- 53	- 21	- 47	- 32	- 84	- 8	+ 25	+ 12	+ 18	+ 3
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 15	- 15	- 61	- 74	- 41	+ 18	- 4	+ 40	+ 40	+ 39
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 14	- 12	+ 15	+ 11	+ 8	- 13	- 11	- 1	0	+ 6
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 22	- 10	- 6	- 20	+ 3	+ 46	+ 12	+ 13	+ 30	+ 8
Industrie des fabrications métalliques	- 37	- 29	- 38	- 40	- 36	+ 27	+ 23	+ 10	+ 9	+ 12
BRUXELLES² (19 communes)										
Ensemble des industries	- 59	- 44	*	*	*	+ 40	+ 43	*	*	*
I. Biens de consommation			*	*	*			*	*	*
II. Biens d'investissement	- 76	- 56	*	*	*	+ 50	+ 17	*	*	*
III. Biens intermédiaires	- 23	+ 7	*	*	*			*	*	*
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 31	- 42	*	*	*	- 37	- 11	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	- 64	- 49	*	*	*	+ 52	+ 50	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

² La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1986			1987		1986			1987		1986		1987		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 28	+ 33	+ 32	+ 30	+ 27	80,9	80,6	79,5	78,7	80,3	3,15	3,18	3,21	3,26	3,15
I. Biens de consommation	+ 12	+ 16	+ 19	+ 16	+ 15	86,7	88,2	87,4	86,2	86,9	2,96	2,96	3,09	3,18	2,92
II. Biens d'investissement	+ 46	+ 50	+ 47	+ 51	+ 36	74,4	73,8	70,6	69,1	72,2	4,23	4,26	4,30	4,37	4,25
III. Biens intermédiaires	+ 37	+ 42	+ 34	+ 18	+ 23	81,9	79,5	81,3	81,3	81,9	4,11	4,26	4,22	4,27	4,19
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 35	+ 32	+ 38	+ 37	+ 34	80,1	79,8	76,1	76,7	76,9	2,13	2,20	2,09	2,10	2,03
Industrie de la transformation du bois	+ 40	+ 33	+ 34	+ 27	+ 32	83,0	84,1	85,2	81,5	84,8	1,80	1,64	1,73	1,67	1,68
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 2	+ 18	+ 8	+ 13	+ 29	82,5	82,5	85,6	86,7	85,3	1,83	1,85	1,87	1,81	2,04
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 25	+ 31	+ 38	+ 15	+ 12	84,8	82,1	76,6	77,4	83,0	2,33	2,32	2,75	2,78	2,84
Industrie des fabrications métalliques	+ 26	+ 33	+ 31	+ 35	+ 26	80,1	80,1	79,2	77,9	79,7	4,16	4,18	4,25	4,36	4,10
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 37	+ 41	+ 44	+ 43	+ 48	76,7	75,0	71,7	72,2	72,5	3,07	3,15	2,47	2,64	2,28
I. Biens de consommation	+ 40	+ 73	+ 50	+ 16	+ 34	77,6	73,4	72,6	78,4	78,9	1,37	1,61	1,63	1,60	1,57
II. Biens d'investissement	+ 33	+ 22	+ 30	+ 33	+ 37	78,8	77,3	77,3	74,0	74,0	5,01	5,16	3,72	4,18	3,25
III. Biens intermédiaires	+ 64	.	.	+ 71	+ 71	67,9	67,2	59,8	65,1	66,0	1,51	1,54	1,49	1,44	1,51
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 37	+ 55	+ 62	+ 60	+ 59	60,2	61,5	54,7	59,8	56,2	1,45	1,44	1,33	1,45	1,33
Industrie de la transformation du bois	+ 31	+ 88	+ 90	+ 23	+ 89	69,5	68,6	66,5	66,2	68,5	1,40	2,18	0,93	0,91	0,82
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 41	+ 38	+ 35	+ 36	+ 53	83,7	83,6	73,6	81,8	79,1	1,29	1,35	1,17	1,05	1,45
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 34	- 25	- 25	- 9	- 14	86,2	88,7	90,3	81,8	82,2	1,90	1,74	1,74	1,71	1,73
Industrie des fabrications métalliques	+ 41	+ 42	+ 50	+ 53	+ 55	76,3	74,3	70,8	70,2	70,8	5,28	5,42	3,95	4,37	3,50
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 68	+ 65	+ 34	*	*	79,6	80,9	77,3	*	*	3,97	4,25	*	*	*
I. Biens de consommation .....	.	.	.	*	*	.	.	.	*	*	.	.	*	*	*
II. Biens d'investissement	+ 78	+ 78	+ 21	*	*	79,0	82,1	79,9	*	*	5,29	5,50	*	*	*
III. Biens intermédiaires	+ 40	+ 54	+ 58	*	*	81,8	76,3	68,6	*	*	1,63	1,77	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 14	+ 12	+ 45	*	*	80,8	80,1	81,7	*	*	1,19	1,64	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	+ 81	+ 81	+ 33	*	*	79,1	81,0	76,8	*	*	4,67	4,96	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin	Mai	Juin	2 ^e trim.	Mai	Juin
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 10	- 10	- 11	- 9	- 18	- 9	- 10	- 17	- 16	- 18	- 6	+ 4	+ 10	+ 8	+ 10
I. Biens de consommation	+ 16	+ 2	- 5	- 2	- 14	- 2	- 5	- 22	- 22	- 20	+ 5	+ 19	+ 9	+ 2	+ 9
II. Biens d'investissement	- 41	- 34	- 27	- 30	- 30	- 24	- 23	- 28	- 27	- 30	- 6	- 3	+ 10	+ 12	+ 6
III. Biens intermédiaires	- 10	- 2	- 2	0	- 8	- 3	- 7	- 4	- 4	- 5	- 15	- 6	+ 11	+ 11	+ 13
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 10	- 5	- 11	- 14	- 5	- 7	- 7	- 14	- 15	- 15	- 2	+ 2	+ 5	+ 2	+ 12
Industrie de la transformation du bois	- 18	- 17	- 12	- 19	- 2	- 3	+ 1	- 11	- 25	+ 3	+ 8	+ 11	+ 11	+ 10	+ 11
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 4	0	- 1	+ 2	- 26	+ 9	+ 9	+ 7	+ 18	+ 4	+ 5	+ 8	- 2	- 5	- 4
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 5	- 9	+ 5	+ 11	- 6	+ 2	- 5	- 2	- 4	0	- 14	- 5	+ 4	+ 2	+ 7
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 28	- 18	- 7	- 2	- 5	- 15	- 20	+ 9	+ 8	+ 5	+ 12	+ 4	+ 2	0	+ 1
Industrie des fabrications métalliques	- 13	- 18	- 22	- 18	- 35	- 17	- 18	- 34	- 28	- 40	- 6	+ 5	+ 12	+ 9	+ 7
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 22	- 29	- 7	- 18	- 4	- 31	- 29	- 7	- 10	- 7	- 13	- 14	+ 7	+ 8	+ 8
I. Biens de consommation	+ 10	+ 3	+ 4	- 9	+ 10	- 13	- 10	- 11	- 15	- 8	+ 5	+ 7	+ 9	- 2	+ 14
II. Biens d'investissement	- 6	- 11	- 7	- 20	- 10	- 8	- 4	- 8	- 18	- 7	+ 16	+ 8	- 1	+ 4	+ 3
III. Biens intermédiaires	- 40	- 47	- 3	- 12	+ 4	- 49	- 51	- 6	- 2	- 6	- 39	- 33	+ 16	+ 17	+ 15
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 19	- 59	- 46	- 45	- 43	- 19	- 31	- 24	- 17	- 18	- 29	- 26	- 23	- 25	- 17
Industrie de la transformation du bois	+ 2	- 16	- 5	- 8	- 1	- 3	- 16	+ 2	- 7	+ 7	+ 19	0	+ 7	+ 11	+ 3
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 3	+ 12	- 2	- 13	+ 26	+ 28	+ 5	- 10	- 2	- 2	+ 27	+ 63	+ 3	+ 7	+ 19
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	0	- 22	+ 5	+ 9	- 8	- 15	- 12	0	0	0	- 20	- 8	+ 2	+ 4	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 19	+ 15	+ 26	+ 12	+ 22	- 2	0	- 10	- 11	- 10	+ 33	+ 37	+ 7	0	+ 10
Industrie des fabrications métalliques	- 13	- 20	- 16	- 30	- 20	- 21	- 12	- 9	- 17	- 9	+ 7	- 2	- 1	+ 3	- 1
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries	- 23	+ 18	*	*	*	- 10	- 3	*	*	*	+ 3	+ 6	*	*	*
I. Biens de consommation			*	*	*			*	*	*			*	*	*
II. Biens d'investissement	- 23	+ 26	*	*	*	- 11	- 1	*	*	*	0	+ 7	*	*	*
III. Biens intermédiaires	- 13	+ 18	*	*	*	- 3	0	*	*	*	- 2	+ 1	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	+ 8	+ 33	*	*	*	- 25	0	*	*	*	- 34	+ 2	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	- 19	+ 23	*	*	*	- 9	- 1	*	*	*	+ 1	+ 6	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	caractéristiques	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1984 Juin	96,39	88,16	105,06	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	91,71	103,28	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	92,80	93,15	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	97,49	85,43	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	105,28	93,27	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	109,46	89,97	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	103,87	85,13	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	99,07	78,32	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	96,20	99,15	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	103,40	104,82	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	119,29	110,44	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	111,05	118,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	117,51	114,89	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	109,23	105,02	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	112,84	109,20	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	107,09	114,68	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	94,79	99,76	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	97,18	96,00	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	101,04	99,77	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,57	101,42	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	109,03	112,28	126,61	99,82	100,03	86,29	105,84	94,94	96,66	89,82	87,29	92,38	101,80
Mai	114,31	118,77	117,38	109,24	92,66	82,31	106,46	96,97	90,07	87,30	87,15	90,47	101,66
Juin	110,61	113,03	113,31	111,94	96,32	92,36	106,42	96,27	100,15	91,21	84,19	93,53	102,55
Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42
Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85
1987 Janvier	93,62	112,00	116,86	99,01	93,96	99,29	102,68	84,26	80,80	83,73	71,49	81,23	96,24
Février	104,82	113,80	124,72	102,18	110,67	104,01	109,95	98,89	90,25	88,59	72,04	89,05	103,68
Mars	106,10	112,89	124,37	96,05	120,54	108,24	111,40	105,62	104,77	98,71	71,33	97,60	107,26
Avril	124,28	120,08	127,49	104,16	109,03	101,47	115,44	104,80	111,88	102,66	73,53	100,76	111,04
Mai	121,38	120,43	135,73	111,47	108,84	103,69	117,19	105,73	113,47	104,22	72,83	101,81	112,58
Juin	121,92	116,54	126,93	99,95	111,95	102,95	114,26	102,88	118,71	100,63	71,81	100,90	110,25

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1986		1987		
	Mai	Juin	2 ^e trimestre	Mai	Juin
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 5	+ 8	+25	+17	+16
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 4	+ 2	+28	+19	+19
Bâtiments non-résidentiels	+ 8	+23	+19	+12	+10
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	+12	+27	+19	+14	+14
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 31	- 26	- 28	- 26	- 27
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 24	- 21	- 31	- 28	- 29
Bâtiments non-résidentiels	- 47	- 38	- 25	- 23	- 24
Génie civil et travaux routiers	- 45	- 50	- 58	- 60	- 50
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 16	- 13	0	- 2	+ 4
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 21	- 18	- 1	- 4	+ 3
Bâtiments non-résidentiels	- 7	- 5	+ 2	0	+ 5
Génie civil et travaux routiers	- 11	- 19	- 24	- 25	- 29
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 9	+12	+13	+10	+18
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 9	+ 9	+13	+10	+20
Bâtiments non-résidentiels	+ 8	+16	+13	+13	+14
Génie civil et travaux routiers	-15	-15	-16	-15	-14

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1984 Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,03	113,04	103,06	107,86	104,97
Mai	83,50	100,29	98,43	101,67	96,19
Juin	108,37	103,98	99,29	96,11	101,56
Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02
Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28
1987 Janvier	89,31	102,54	96,70	120,53	102,26
Février	93,79	102,91	91,02	123,49	102,39
Mars	86,23	101,87	94,79	117,92	100,17
Avril	91,53	102,98	92,00	123,52	102,19
Mai	89,79	105,09	93,90	112,33	99,97
Juin	102,94	104,56	95,93	111,63	103,34

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1978	+ 3,0	+ 2,6	- 2,7	- 2,6	+ 3,5	- 1,2
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	
1986	+ 11,9	+ 21,0	! + 12,2		+ 11,5	
1987	! + 13,9	* + 12,6				

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n^o 6, juin 1986 : * Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique *.

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.831 ³	9.843 ³	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	.
population active ²	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202	*4.212
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12	- 3
Hommes	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30	- 19
Femmes	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18	+ 16
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 32	+ 17	+ 12	+ 23	+ 19	+ 13	+ 5	- 4
Hommes	+ 16	+ 12	+ 14	+ 22	+ 19	+ 13	+ 6	- 2
Femmes	+ 16	+ 5	- 1	+ 1	0	- 1	- 1	- 2
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 26	- 1	+ 5	+ 1	- 3	- 12	- 17	+ 1
Hommes	- 1	- 23	- 25	- 28	- 28	- 31	- 36	- 17
Femmes	+ 27	+ 22	+ 30	+ 29	+ 25	+ 20	+ 18	+ 18
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0	+ 28	+ 25
2.1 les entreprises								
+ 12	- 11	- 78	- 55	- 33	- 6	+ 21	+ 17	
— agriculture, sylviculture et pêche ..								
0	- 6	- 3	- 3	- 1	0	- 1	0	
— industrie ⁶								
- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13	- 9	
— construction								
+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14	0	+ 2	
— services								
+ 37	+ 24	+ 2	+ 2	+ 6	+ 16	+ 36	+ 24	
2.2 les services non-marchands ⁷								
+ 33	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8	+ 7	+ 8	
2.3 l'étranger ⁸								
- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1	0	0	
3. Chômage (1 - 2) ⁹ :								
Total	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28
Hommes	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21
Femmes	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Données adaptées par la Banque, compte tenu des résultats du recensement de 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁸ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³		
	Chômeurs complets indemnisés		Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifications reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale											à aptitude partielle ou très réduite
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
	milliers d'unités								milliers d'unités		
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)		
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7	
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9	
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4	
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0	
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2	
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0	
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4	
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1			
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,3	58,6	13,8	17,7	
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7	
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,2	32,8	14,2	18,7	
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,9	44,3	12,7	20,7	
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5	
1986 1 ^{er} trimestre	137,3	289,2	33,8	42,8	19,0	522,1	12,5	53,7	16,0	19,2	
2 ^e trimestre	123,5	281,7	32,8	28,8	16,6	483,4	12,2	58,1	15,0	19,3	
3 ^e trimestre	117,6	282,3	32,5	79,5	16,9	528,8	12,1	61,0	13,2	19,2	
4 ^e trimestre	118,4	288,3	31,9	77,3	16,8	532,7	12,3	61,5	11,0	13,2	
1987 1 ^{er} trimestre	131,0	292,8	31,5	41,6	14,5	511,4	12,3	64,1	13,5	12,6	
2 ^e trimestre	116,4	285,2	31,3	27,5	12,5	472,9	11,9	65,4	17,3	14,2	
1986 Juin	118,5	280,0	32,5	30,7	16,2	477,9	12,3	59,0	15,7	21,0	
Juillet	120,5	283,5	32,8	68,7	17,1	522,6	12,1	60,3	14,4	21,7	
Août	116,9	282,4	32,8	83,0	16,3	531,4	12,1	61,0	10,3	19,1	
Septembre	115,5	281,1	31,9	86,7	17,2	532,4	12,2	61,8	15,0	16,9	
Octobre	119,4	287,9	31,9	83,4	17,4	540,0	12,3	62,3	13,7	14,8	
Novembre	114,7	284,8	31,7	76,9	16,9	525,0	12,3	60,6	10,1	12,9	
Décembre	121,1	292,2	32,1	71,6	16,3	533,3	12,4	61,6	9,2	11,9	
1987 Janvier	133,1	296,9	32,0	53,3	15,2	530,5	12,3	64,1	11,2	11,9	
Février	130,8	291,4	31,2	40,5	14,5	508,4	12,3	63,3	14,1	12,8	
Mars	129,1	290,0	31,2	31,1	13,8	495,2	12,2	64,9	15,2	13,2	
Avril	123,4	287,5	31,3	27,1	12,9	482,2	12,0	65,6	17,7	14,0	
Mai	116,0	284,9	31,3	25,8	12,5	470,5	11,9	64,9	16,6	14,0	
Juin	109,8	283,3	31,3	29,5	12,2	466,1	11,9	65,8	17,7	14,6	

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaisonnalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)}}{\text{colonne (g)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaisonnalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	182	179	166	170	187	177	180	181
Autres céréales panifiables	21	19	15	14	16	16	16	17
Céréales non panifiables	195	193	191	177	170	168	149	152
Betteraves sucrières	116	117	130	124	109	117	118	113
Autres plantes industrielles	10	10	9	12	14	17	16	13
Pommes de terre	36	38	34	37	34	36	41	40
Autres plantes et racines tuberculifères	19	18	16	17	15	15	15	14
Prés et prairies	710	702	697	691	686	678	669	661
Cultures maraîchères	19	18	23	28	25	25	27	23
Cultures fruitières	12	12	11	11	11	11	11	11
Divers	112	112	117	123	133	136	148	158
Total ...	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	953	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257
Avoine	119	109	109	153	80	92	94	59
Orge	767	807	752	745	670	873	685	793
Autres céréales	140	124	120	138	123	155	137	148
Betteraves sucrières	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886
Pommes de terre	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.522	1.401
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	981	976	969	968	984	994	973	947
Autres bovidés	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113
Porcs	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	919	952	974	941	979	1.036	1.033	1.053

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

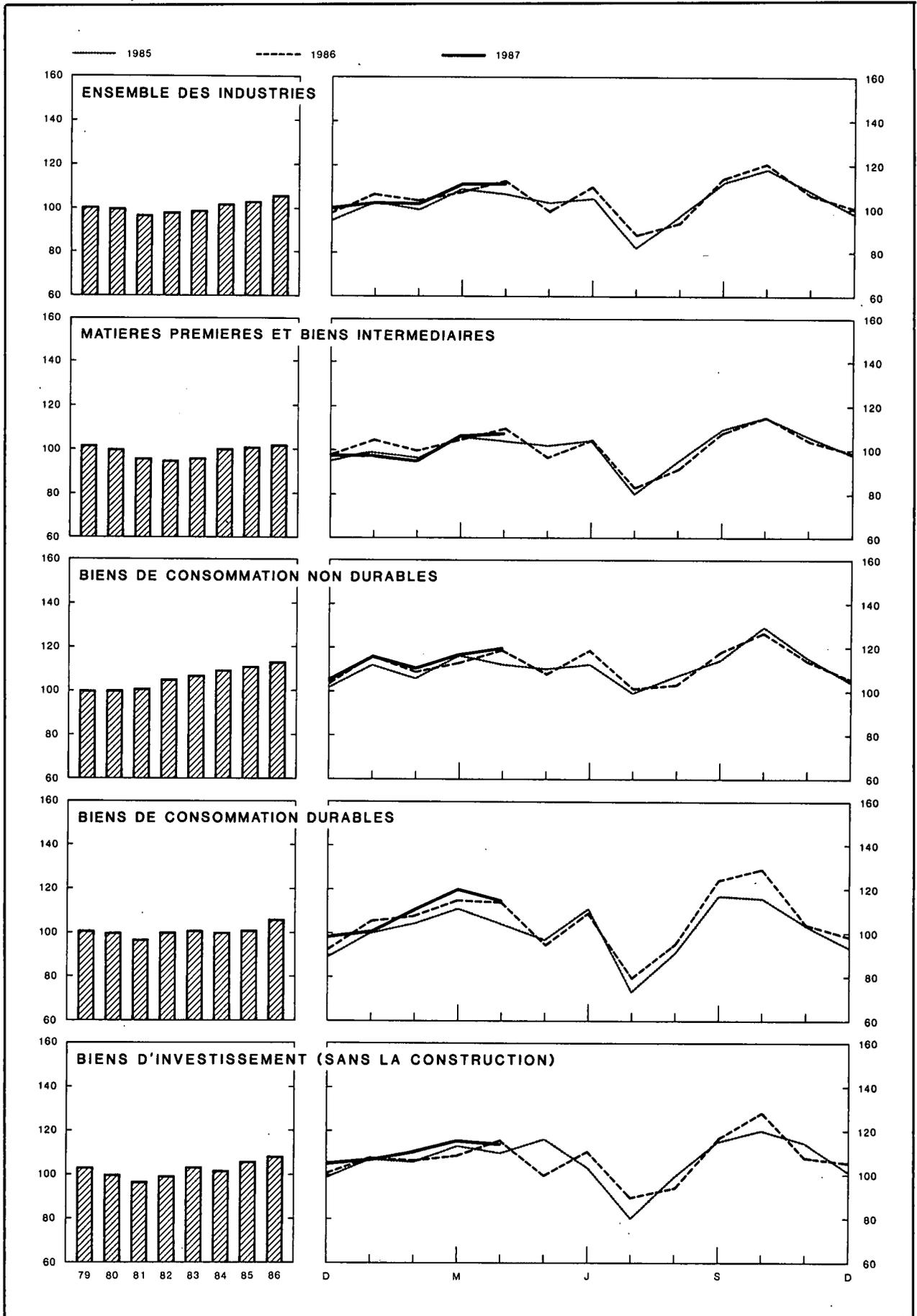
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Poissons de fond	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0
Poissons pélagiques	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1
Crustacés et mollusques	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6
Total ...	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'invest- issement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1986 et 1987	100,0	97,3	2,7	56,3	18,4	13,1	12,2	—	—
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	76	101	113	105	107	92	100
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	108	85	89
2 ^e trimestre	105	105	92	103	112	101	107	95	98
3 ^e trimestre	97	97	80	94	107	93	98	86	86
4 ^e trimestre	108	109	85	106	116	104	111	95	100
1986 1 ^{er} trimestre	107	107	76	104	113	108	108	87	95
2 ^e trimestre	106	107	72	103	115	105	107	96	104
3 ^e trimestre	98	99	72	94	109	99	99	88	93
4 ^e trimestre	109	109	82	104	115	109	113	96	107
1987 1 ^{er} trimestre	106	107	61	100	114	111	111	86	98
1986 Avril	112	114	64	109	119	113	113	101	107
Mai	99	100	64	96	108	95	101	88	97
Juin	108	109	87	105	118	108	107	99	108
Juillet	85	86	58	81	103	78	83	71	80
Août	96	97	68	93	107	95	98	87	91
Septembre	113	114	90	108	118	123	117	104	108
Octobre	120	119	96	113	127	126	124	108	115
Novembre	105	106	81	102	113	101	108	93	103
Décembre	101	102	70	98	106	99	106	87	102
1987 Janvier	103	104	65	98	116	101	107	81	93
Février	103	104	71	96	111	111	111	84	96
Mars	112	114	46	107	116	120	116	95	106
Avril	112	113	75	108	120	115	114	100	111

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1986 et 1987 ¹	31,1	15,4	5,5	2,4	2,6	9,9	8,3	4,9	5,1	4,7	3,0	2,6	2,2	1,0
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	82	93	98	119	109	72	105	100	99	115	108	73
1985 1 ^{er} trimestre	108	121	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	105	120	95	100	104	115	99	83	108	102	85	120	109	37
3 ^e trimestre	98	108	84	90	89	113	97	77	88	84	93	108	115	55
4 ^e trimestre	111	119	89	104	102	130	119	76	109	104	88	109	106	58
1986 1 ^{er} trimestre	109	123	88	104	105	108	123	57	114	97	108	113	107	67
2 ^e trimestre	106	124	81	97	103	119	106	80	111	104	92	122	110	74
3 ^e trimestre	100	110	80	83	85	118	96	75	90	90	101	108	113	78
4 ^e trimestre	110	122	79	89	99	130	111	77	106	109	94	116	102	72
1987 1 ^{er} trimestre	111	120	75	94	104	112	125	59	107	102	107	119	107	75
1986 Avril	113	130	89	108	112	122	117	81	120	108	103	127	107	75
Mai	100	118	69	90	88	112	98	79	101	89	78	108	114	75
Juin	106	125	84	92	110	123	102	80	114	117	95	132	108	71
Juillet	82	98	73	70	66	113	92	65	67	76	74	92	113	82
Août	99	108	77	82	81	115	94	79	84	81	101	105	112	79
Septembre	119	123	88	98	108	124	102	81	119	115	129	126	113	72
Octobre	120	134	81	100	103	147	109	86	122	126	120	132	98	62
Novembre	105	122	79	85	98	129	108	78	103	97	83	109	106	76
Décembre	104	111	77	83	96	112	115	68	94	103	78	108	101	79
1987 Janvier	107	115	78	95	101	115	133	49	101	90	90	114	99	85
Février	110	116	59	90	102	108	116	56	106	104	111	117	109	68
Mars	117	128	87	99	110	113	127	73	115	111	119	126	113	71
Avril	114	129	85	.	109	124	111	88	113	117	99	129	108	75

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Imports- tions de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production		Consom- mation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321	
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515	
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.047	4.626	
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697	
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208	
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105	
4 ^e trimestre	1.540	1.252	216	677	216	869	505	491	503	1.237	5.052	
1986 1 ^{er} trimestre	1.785	1.593	210	946	283	1.026	484	451	548	1.246	5.230	
2 ^e trimestre	1.963	1.496	236	772	306	519	414	417	385	1.033	4.491	
3 ^e trimestre	2.071	1.271	231	665	199	463	417	409	416	842	4.084	
4 ^e trimestre	1.923	1.346	248	682	263	773	395	406	515	1.065	4.698	
1987 1 ^{er} trimestre	2.024	1.394	217	823	205	1.114	418	390	408	955	5.329	
1986 Avril	1.987	1.729	236	956	364	756	464	472	309	978	4.962	
Mai	2.006	1.468	244	775	276	389	406	373	351	923	4.166	
Juin	1.896	1.290	228	584	279	384	373	406	495	1.197	4.344	
Juillet	2.190	1.154	232	597	168	370	408	396	363	807	3.922	
Août	2.095	1.456	234	836	205	438	425	416	367	608	3.981	
Septembre	1.927	1.202	227	563	225	587	417	415	518	1.111	4.348	
Octobre	1.656	1.273	256	571	269	625	412	420	584	1.051	4.613	
Novembre	2.020	1.185	223	573	241	759	384	383	521	818	4.588	
Décembre	2.094	1.580	265	901	278	951	390	416	440	1.327	4.893	
1987 Janvier	2.323	1.473	225	841	248	1.140	410	*357	504	*1.262	5.651	
Février	1.852	1.261	198	782	154	996	396	*396	514	* 784	4.948	
Mars	1.898	1.449	229	846	214	1.095	449	*418	206	* 818	5.388	
Avril						642	431	*426	398	*1.133	4.723	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1979	1.120	855	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	784	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	* 22,2	* 61,7	* 83,9	* 84,6
1985 1 ^{er} trimestre	891	659	21,4	59,8	81,1	78,5
2 ^e trimestre	940	731	21,8	61,5	83,3	82,8
3 ^e trimestre	840	616	19,3	49,2	68,5	68,8
4 ^e trimestre	891	658	24,5	62,9	87,3	90,1
1986 1 ^{er} trimestre	864	676	* 23,6	* 63,4	* 87,0	* 84,5
2 ^e trimestre	786	613	* 21,7	* 63,1	* 84,8	* 88,9
3 ^e trimestre	807	574	* 20,3	* 53,5	* 73,8	* 72,9
4 ^e trimestre	780	586	* 23,4	* 66,6	* 90,0	* 91,9
1987 1 ^{er} trimestre	736	550				
1986 Avril	878	679	* 21,6	* 66,0	* 87,6	* 91,9
Mai	692	508	* 20,5	* 57,2	* 77,7	* 78,0
Juin	789	653	* 23,0	* 66,0	* 89,0	* 96,9
Juillet	741	496	* 18,2	* 44,9	* 63,1	* 59,1
Août	849	524	* 19,3	* 48,0	* 67,3	* 65,8
Septembre	831	716	* 23,3	* 67,6	* 90,9	* 93,8
Octobre	802	669	* 23,1	* 72,3	* 95,4	* 100,3
Novembre	776	568	* 22,5	* 62,9	* 85,4	* 85,8
Décembre	762	520	* 24,6	* 64,7	* 89,3	* 89,6
1987 Janvier	764	561	* 19,2	* 58,8	* 78,0	* 74,8
Février	593	450	* 22,2	* 65,1	* 87,3	* 86,4
Mars	852	640				
Avril	839	655				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	55
1986 .....	.	2,5	1.536	2,0	1.275	.	0,6	2.115	0,5	1.673	* 55
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—
4 ^e trimestre	1,9	2,2	1.319	2,4	1.386	0,4	0,6	2.399	0,6	1.882	—
1986 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.417	1,6	980	0,3	0,5	1.917	0,3	1.431	—
2 ^e trimestre	2,1	2,9	1.746	2,7	1.760	0,4	0,6	2.313	0,6	2.384	—
3 ^e trimestre .....	.	2,4	1.567	2,1	1.311	.	0,7	2.157	0,5	1.414	—
4 ^e trimestre .....	.	2,3	1.413	1,8	1.050	.	0,6	2.072	0,4	1.464	—
1987 1 ^{er} trimestre .....	.	2,9	1.807	.	.	.	0,6	2.386	.	.	—
1986 Mars	1,9	2,2	1.422	2,6	1.578	0,3	0,6	2.003	0,5	1.878	54
Avril	2,3	2,7	1.636	2,8	1.825	0,4	0,6	2.845	0,6	2.352	* 54
Mai	1,7	2,1	1.410	2,6	1.710	0,4	0,5	1.554	0,5	1.952	* 54
Juin	2,3	3,8	2.191	2,7	1.745	0,4	0,8	2.540	0,6	2.849	* 54
Juillet	2,1	2,7	1.760	2,0	1.285	0,5	0,7	2.145	0,4	1.540	* 55
Août .....	.	2,0	1.460	2,1	1.316	.	0,6	1.919	0,5	1.304	* 55
Septembre .....	.	2,5	1.482	2,1	1.333	.	0,7	2.407	0,5	1.398	* 55
Octobre .....	.	2,2	1.434	1,8	1.130	.	0,6	2.046	0,4	1.449	* 55
Novembre .....	.	2,1	1.267	1,5	880	.	0,6	1.992	0,3	1.044	* 56
Décembre .....	.	2,6	1.537	2,0	1.140	.	0,6	2.177	0,5	1.898	* 56
1987 Janvier .....	.	2,5	1.460	2,2	1.321	.	0,6	2.169	0,7	2.683	* 55
Février .....	.	2,7	1.729	1,6	930	.	0,6	2.150	0,5	1.423	* 56
Mars .....	.	3,6	2.233	.	.	.	0,6	2.839	.	.	* 55

¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

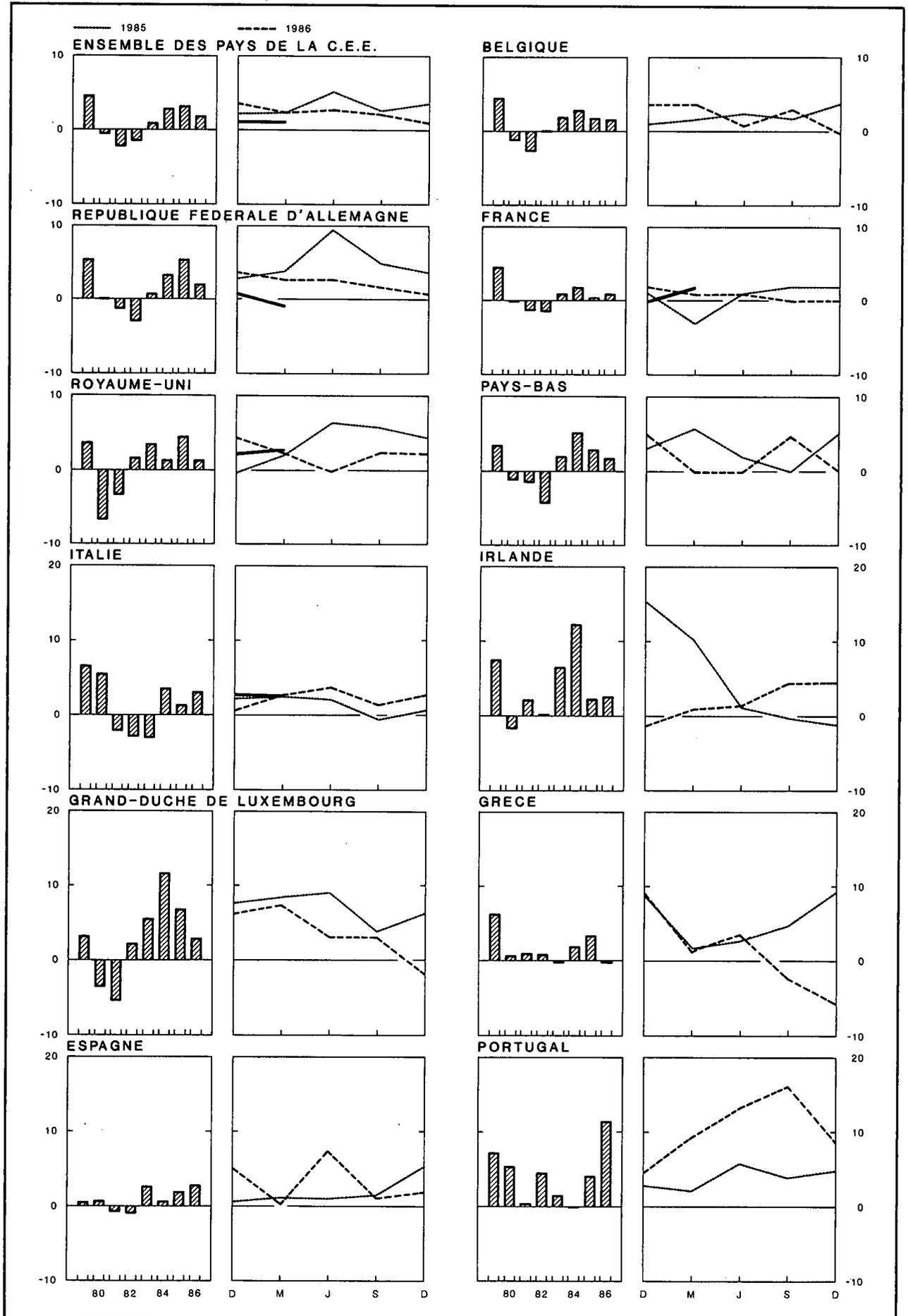
désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1979	101	102	100	100	107	101	95	102	103	99	99	95
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	98	97	99	99	97	98	98	102	94	101	99	100
1982	96	97	96	97	98	94	95	105	96	102	98	105
1983	97	99	96	98	102	96	92	111	102	101	101	107
1984	100	102	100	99	103	101	96	125	114	104	101	107
1985	103	104	105	99	108	104	97	128	121	107	104	111
1986	106	106	107	100	110	106	100	132	125	107	107	124
1985 1 ^{er} trimestre	102	102	103	98	106	107	97	131	120	104	103	108
2 ^e trimestre	103	103	104	99	109	104	97	128	121	106	102	111
3 ^e trimestre	104	105	106	101	108	102	97	124	121	110	104	111
4 ^e trimestre	104	107	106	100	108	105	96	129	124	112	106	115
1986 1 ^{er} trimestre	104	106	106	99	109	107	99	132	129	105	103	118
2 ^e trimestre	106	104	107	100	109	104	100	130	125	109	109	125
3 ^e trimestre	106	107	108	101	111	107	98	130	125	108	105	129
4 ^e trimestre	106	106	107	100	111	105	99	135	122	106	108	124
1987 1 ^{er} trimestre	106	.	105	101	112	.	102	.	.	.	.	.
1986 Mars	105	108	106	100	109	106	101	135	124	103	100	121
Avril	108	103	109	104	111	108	102	134	121	113	114	125
Mai	103	102	105	99	109	100	97	124	128	105	103	122
Juin	106	106	108	102	108	104	101	130	124	110	111	129
Juillet	107	111	109	103	110	106	99	123	124	119	108	129
Août	105	107	108	103	111	106	98	133	128	100	100	127
Septembre	106	104	107	103	111	109	98	134	122	105	108	130
Octobre	106	106	108	103	111	105	99	137	122	105	109	125
Novembre	106	107	107	101	111	107	100	136	130	106	109	123
Décembre	105	105	105	101	111	104	99	132	115	106	106	125
1987 Janvier	104	105	104	99	111	109	99	130	.	102	103	.
Février	107	105	106	102	113	108	102	.	.	113	111	.
Mars	106	.	104	103	113	.	104	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs		Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1985 1 ^{er} trimestre	538	669	5.919	1.497	1.156	383	82
2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1986 1 ^{er} trimestre	541	654	5.688	1.596	1.058	393	82
2 ^e trimestre	456	583	4.945	1.292	830	456	91
3 ^e trimestre	499	621	5.152	1.293	1.054	581	102
4 ^e trimestre	527	616	5.254	1.415	976	424	90
1987 1 ^{er} trimestre	519	578	5.018	1.281	921	401	79
1986 Mai	318	384	3.195	862	392	438	91
Juin	514	674	5.790	1.490	985	515	97
Juillet	504	628	5.019	1.103	1.058	588	104
Août	467	567	4.669	1.303	942	619	105
Septembre	526	667	5.768	1.474	1.161	535	97
Octobre	562	686	5.828	1.493	1.032	455	93
Novembre	523	603	5.092	1.396	966	393	88
Décembre	496	559	4.843	1.357	931	423	89
1987 Janvier	508	495	4.370	1.244	751	450	82
Février	512	569	5.027	1.291	967	367	78
Mars	538	669	5.657	1.309	1.045	385	77
Avril	* 528	575	4.817	1.267	699	509	90
Mai	* 526	669	5.827	1.434	1.436	506	92

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	13.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	13.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	* 7.943	* 434
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015	1.903	1.552	499	3.642	385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095	3.925	3.052	1.997	1.976	621	3.434	437	312	8.131	470
1986 1 ^{er} trimestre ..	10.189	3.789	3.095	1.791	1.612	346	3.471	325	272	7.019	383
2 ^e trimestre ..	10.819	4.468	2.952	1.767	1.570	444	3.373	504	252	8.789	481
3 ^e trimestre ..	10.783	4.536	2.624	1.611	1.265	338	3.512	434	282	7.578	422
4 ^e trimestre ..	10.537	4.302	3.485	1.741	1.599	504	3.553	402	280	* 8.387	* 449
1987 1 ^{er} trimestre ..		4.464	2.890		1.686	572		444	304		
1986 Avril	10.750	4.052	2.964	1.833	1.654	656	3.325	589	298	9.228	489
Mai	10.851	5.437	3.174	1.747	1.294	276	3.326	417	269	8.353	475
Juin	10.857	3.914	2.717	1.721	1.762	400	3.468	506	190	8.785	479
Juillet	10.796	4.346	2.939	1.559	1.158	429	3.515	451	299	6.727	361
Août	10.897	3.982	2.150	1.540	886	184	3.272	316	244	7.515	426
Septembre	10.655	5.281	2.784	1.735	1.750	400	3.750	535	302	8.493	479
Octobre	10.901	4.192	4.221	1.978	2.288	780	3.885	459	305	8.900	485
Novembre	10.341	4.413	3.087	1.424	1.452	272	3.671	442	256	8.169	427
Décembre	10.368	4.302	3.147	1.821	1.058	460	3.104	306	280	* 8.093	* 435
1987 Janvier	10.663	4.186	2.741	1.620	1.295	753	3.278	344	324		
Février	10.101	4.278	2.918		1.953	307		506	271		
Mars		4.929	3.011		1.810	657		483	317		
Avril		4.438	3.223		1.349	391		468	389		

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.214	1.477	64	259	91	99	66
1985 1 ^{er} trimestre	663	296	37	79	46	42	40
2 ^e trimestre	2.172	1.381	76	207	131	123	82
3 ^e trimestre	5.182	3.863	93	536	161	179	101
4 ^e trimestre	926	430	43	135	64	48	68
1986 1 ^{er} trimestre	724	312	38	113	46	46	57
2 ^e trimestre	2.186	1.422	79	214	106	124	71
3 ^e trimestre	4.995	3.721	88	567	148	172	75
4 ^e trimestre	951	451	51	142	62	55	59
1987 1 ^{er} trimestre	708	320	41	110	43	42	48
1986 Mars	894	403	47	113	70	66	58
Avril	1.244	733	59	107	71	64	64
Mai	2.821	1.869	113	283	126	173	72
Juin	2.493	1.665	65	252	121	135	77
Juillet	7.196	5.521	94	929	146	193	75
Août	5.894	4.533	110	553	168	215	68
Septembre	1.895	1.108	60	219	130	107	82
Octobre	1.140	499	67	179	92	80	73
Novembre	840	384	51	105	57	49	57
Décembre	873	471	34	143	38	36	47
1987 Janvier	628	277	33	109	29	36	46
Février	632	265	41	106	39	38	45
Mars	865	419	48	115	60	51	53

¹ Y compris les nuitées de camping.

² L'I.N.S. publie uniquement des chiffres définitifs pour les données annuelles.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : *Statistiques du commerce.*

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	* 134	140	125	32	* 140	* 141	* 135	* 135	* 138	* 97
1985 1 ^{er} trimestre	125	128	119	49	129	117	115	136	127	90
2 ^e trimestre	141	137	123	51	141	148	135	143	142	99
3 ^e trimestre	131	129	125	50	134	127	135	131	132	93
4 ^e trimestre	148	149	134	49	148	169	155	142	150	105
1986 1 ^{er} trimestre	* 129	134	120	36	* 136	* 122	* 119	* 141	* 133	* 93
2 ^e trimestre	* 138	140	125	34	* 142	* 146	* 134	* 142	* 141	* 100
3 ^e trimestre	* 126	134	125	29	* 135	* 135	* 131	* 123	* 130	* 92
4 ^e trimestre	* 143	152	129	27	* 148	* 163	* 156	* 133	* 147	* 104
1987 1 ^{er} trimestre	* 124	135	118	22	* 126	* 134	* 128	* 131	* 129	* 91
1986 Avril	* 138	141	122	36	* 138	* 151	* 128	* 147	* 141	* 99
Mai	* 138	142	130	35	* 146	* 149	* 130	* 139	* 141	* 100
Juin	* 139	137	122	31	* 143	* 138	* 142	* 139	* 141	* 100
Juillet	* 123	138	127	32	* 132	* 135	* 136	* 119	* 129	* 92
Août	* 120	130	126	31	* 135	* 116	* 118	* 121	* 125	* 88
Septembre	* 135	135	121	25	* 139	* 153	* 137	* 128	* 137	* 97
Octobre	* 140	149	127	29	* 145	* 163	* 141	* 135	* 144	* 102
Novembre	* 123	135	116	26	* 133	* 137	* 129	* 118	* 128	* 91
Décembre	* 167	173	145	27	* 167	* 188	* 198	* 146	* 169	* 119
1987 Janvier	* 121	144	125	23	* 129	* 147	* 123	* 122	* 129	* 91
Février	* 113	125	111	21	* 121	* 106	* 121	* 120	* 119	* 84
Mars	* 138	136	118	22	* 128	* 150	* 139	* 150	* 140	* 99
Avril	* 144	150	124	24	* 133	* 190	* 138	* 139	* 144	* 101

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1983 2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9
2 ^e semestre	1.369	679	410	280	95,3	5,6	53,1	36,6	29,1	2,9	15,4	10,8
1986 1 ^{er} semestre	1.468	712	433	323	108,2	5,9	59,4	42,9	41,1	3,7	19,8	17,6

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1983 2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5
2 ^e semestre	65	55	6	4	1,0	0,2	0,4	0,4
1986 1 ^{er} semestre	71	58	7	6	1,3	0,2	0,7	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1983 2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
2 ^e semestre	684	4	1	0	65	18	5	147	97	6	324	17
1986 1 ^{er} semestre	762	4	1	0	105	22	6	176	101	8	318	21
Crédits accordés (milliards de francs)												
1983 2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1
2 ^e semestre	29,1	2,3	0,5	0,2	15,3	2,3	0,2	0,3	0,8	2,2	3,9	1,1
1986 1 ^{er} semestre	41,1	2,4	0,5	0,2	25,8	3,1	0,2	0,3	0,8	2,7	3,8	1,3

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1985 2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1986 1 ^{er} trimestre	2	329	8	15.609	17.968	1	33.917	1.056	34.973
2 ^e trimestre	1	323	8	17.458	18.006	2	35.798	1.012	36.810
3 ^e trimestre	2	328	7	17.367	18.006	3	35.713	924	36.637
4 ^e trimestre	2	296	8	18.222	20.068	12	38.608	931	39.539
1987 1 ^{er} trimestre	2	324	8	17.354	20.575	5	38.268	916	39.184
2 ^e trimestre	2	300	8	19.113	20.514	2	39.939	915	40.854
1986 Juin	1	330	7	16.638	18.939	2	35.917	1.067	36.984
Juillet	2	414	7	18.201	19.352	2	37.978	1.058	39.036
Août	1	261	6	15.546	16.014	6	31.834	814	32.648
Septembre	2	310	7	18.354	18.652	2	37.327	900	38.227
Octobre	2	338	7	18.381	20.024	29	38.781	987	39.768
Novembre	2	244	11	16.213	17.837	2	34.309	777	35.086
Décembre	2	306	7	20.073	22.342	3	42.733	1.030	43.763
1987 Janvier	1	341	9	17.316	20.531	3	38.201	921	39.122
Février	2	291	7	16.042	19.763	9	36.114	850	36.964
Mars	2	341	7	18.704	21.431	2	40.487	978	41.465
Avril	1	316	7	19.239	20.350	1	39.914	936	40.850
Mai	2	271	8	17.225	18.324	4	35.834	781	36.615
Juin	2	313	8	20.876	22.866	2	44.067	1.029	45.096

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

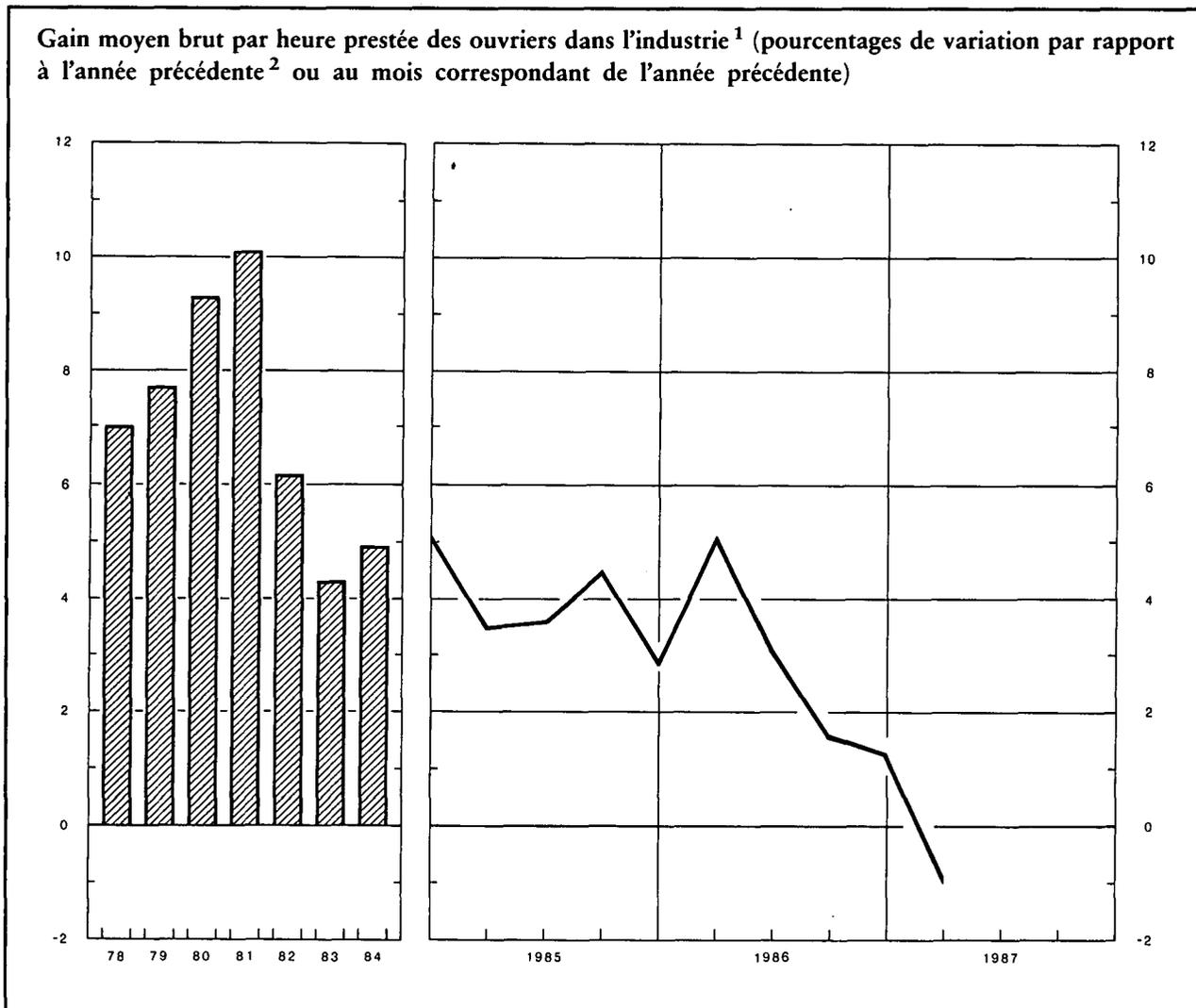
Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1985 2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1986 1 ^{er} trimestre	286	6	1.196	823	6.560	1.041	9.912	708	10.620
2 ^e trimestre	302	6	1.153	876	6.611	1.097	10.045	709	10.754
3 ^e trimestre	284	6	1.022	737	6.035	1.004	9.088	639	9.727
4 ^e trimestre	273	5	1.060	639	6.535	1.131	9.643	662	10.305
1987 1 ^{er} trimestre	296	5	1.318	831	6.988	1.056	10.494	667	11.161
2 ^e trimestre	280	6	1.128	855	7.194	1.139	10.602	688	11.290
1986 Juin	319	6	936	840	6.488	1.078	9.667	706	10.373
Juillet	290	7	985	896	6.275	1.171	9.624	686	10.310
Août	252	5	991	585	5.326	874	8.033	590	8.623
Septembre	310	6	1.091	729	6.504	967	9.607	642	10.249
Octobre	269	5	1.070	613	6.883	1.282	10.122	672	10.794
Novembre	206	4	785	565	5.770	1.027	8.357	552	8.909
Décembre	345	5	1.326	739	6.951	1.085	10.451	762	11.213
1987 Janvier	270	5	1.780	860	7.517	1.175	11.607	693	12.300
Février	282	5	1.056	760	6.351	1.030	9.484	648	10.132
Mars	337	6	1.118	872	7.095	963	10.391	661	11.052
Avril	278	5	1.184	710	7.236	1.371	10.784	710	11.494
Mai	259	6	864	910	6.342	845	9.226	591	9.817
Juin	302	6	1.335	946	8.005	1.200	11.794	764	12.558

¹ Nombre de chambres en activité : depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203	197	202	213	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208	199	205	218	208,5	204,5	193,5	189,5
1985 Mars	198	195	200	208	203,1	199,5	189,2	185,4
Juin	201	195	201	211	204,1	200,5	190,0	186,3
Septembre	202	198	203	212	207,3	203,7	193,1	189,3
Décembre	209	199	205	219	208,4	204,4	193,5	189,5
1986 Mars	209	199	205	219	208,4	204,5	193,5	189,5
Juin	206	199	205	217	208,4	204,5	193,5	189,5
Septembre	205	198	204	215	208,6	204,6	193,5	189,5
Décembre	212	199	204	223	208,7	204,6	193,5	189,5
1987 Mars	* 207	* 200	* 206	* 220	209,6	205,8	193,8	189,8

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1984	1984	1985	1985	1986	1984	1984	1985	1985	1986
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	282	283	290	295	297	68,9	69,5	71,3	72,6	73,1
<i>Industrie extractive</i>	321	320	328	333	333	68,2	72,1	74,2	72,6	69,1
<i>Bâtiment et génie civil</i>	279	281	286	291	291	65,9	65,7	67,1	68,2	68,5
<i>Industrie manufacturière</i>	280	282	289	294	296	69,1	69,6	71,4	72,9	73,7
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	289	288	297	301	299	67,2	66,6	68,3	70,0	70,7
Construction de machines et de matériel mécanique	292	293	300	305	309	69,4	70,0	71,6	73,2	74,1
Construction électrique et électronique	286	286	294	298	296	71,8	72,0	73,2	75,2	75,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	295	299	305	307	308	68,9	68,4	71,0	72,9	72,8
Construction d'autre matériel de transport .	293	297	307	313	313	71,0	70,8	73,1	75,4	76,1
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	269	269	276	277	281	63,8	64,0	65,5	67,6	70,6
Métallurgie de base	353	343	359	363	362	82,7	83,3	86,0	87,1	87,8
Industrie chimique	328	331	338	345	347	77,9	79,6	80,5	82,0	83,6
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	267	268	273	278	280	64,5	65,3	66,2	67,9	68,4
Industrie textile	236	239	246	251	252	60,7	61,6	63,3	64,8	65,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	291	294	301	306	308	71,7	71,8	73,7	75,2	75,0
Industrie du bois	255	258	261	262	269	56,5	56,7	58,1	59,1	59,4
Industrie des chaussures et de l'habillement .	213	215	219	222	223	49,4	50,4	51,3	52,5	52,7
Industrie du papier, imprimerie et édition .	300	302	311	317	321	66,0	67,1	68,9	70,4	71,3
Raffineries de pétrole	425	446	460	486	485	100,8	102,6	107,9	107,0	111,6
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	82,9	84,9	85,7	88,1	89,0

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	*143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	*159,1	136,1	*161,3
1985 2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1986 1 ^{er} trimestre	*182,7	120,1	119,0	86,1	89,0	147,9	120,9	123,6	126,9	107,4	*219,3	132,7	*227,5
2 ^e trimestre	*136,1	117,6	110,4	82,4	86,2	134,6	123,1	130,4	126,4	102,9	*146,8	133,2	*148,1
3 ^e trimestre	*124,5	113,0	101,2	66,7	81,2	127,6	122,0	131,7	121,9	101,3	*131,2	138,0	*130,6
4 ^e trimestre	*129,7	113,8	97,9	65,7	84,3	120,8	125,8	138,4	122,0	103,6	*139,0	140,4	*138,8
1987 1 ^{er} trimestre	*146,1	115,8	90,7	64,6	85,3	107,1	134,9	151,9	127,6	107,9	*163,8	147,7	*165,4
2 ^e trimestre	*148,4	121,1	91,1	68,8	92,7	103,1	144,4	166,3	138,3	103,3	*164,3	150,5	*165,6
1986 Juin	*129,0	114,2	103,1	79,2	85,9	122,6	122,6	131,6	124,8	100,1	*137,6	133,3	*138,0
Juillet	*115,1	111,7	100,3	72,4	84,6	121,4	120,4	130,0	121,1	99,0	*117,1	136,7	*115,2
Août	*125,1	111,8	99,0	64,1	80,5	125,1	121,6	131,2	120,5	102,6	*132,8	138,1	*132,3
Septembre	*133,4	115,5	104,3	63,6	78,5	136,2	124,0	133,9	124,1	102,4	*143,8	139,2	*144,3
Octobre	*129,7	114,9	101,2	65,4	81,9	128,0	125,4	137,4	122,1	103,8	*138,3	140,9	*138,0
Novembre	*129,1	113,7	98,9	66,4	86,2	121,5	125,0	137,6	120,9	103,3	*138,2	139,9	*138,0
Décembre	*130,2	112,7	93,8	65,3	84,7	113,0	127,0	140,3	123,0	103,6	*140,4	140,4	*140,4
1987 Janvier	*145,1	114,0	91,9	64,6	86,7	108,9	130,8	146,9	124,1	105,1	*163,3	146,6	*164,9
Février	*146,4	116,1	91,2	63,5	85,4	108,7	135,1	152,3	126,9	108,6	*164,1	148,4	*165,6
Mars	*146,8	117,2	88,9	65,7	83,7	103,6	138,8	156,4	131,9	110,1	*164,1	148,0	*165,6
Avril	*147,8	119,5	89,6	66,4	88,3	103,1	142,3	163,3	133,4	108,8	*164,3	150,2	*165,6
Mai	*148,9	122,4	93,6	71,0	94,4	105,9	144,3	167,2	139,5	101,2	*164,4	151,7	*165,6
Juin	*148,5	121,5	90,2	68,9	95,5	100,2	145,3	168,4	142,1	99,9	*164,2	149,7	*165,6

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Vége- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1986	149,0	142,1	144,3	140,2	150,7	158,6	153,5	144,3	151,5	149,9	162,5	134,9	149,3	171,6	162,9
1985 2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1986 1 ^{er} trimestre ..	152,8	148,4	148,0	148,6	153,8	161,3	157,9	146,8	153,2	158,2	172,5	135,5	152,9	174,7	162,5
2 ^e trimestre ..	149,2	141,8	142,9	140,8	151,1	158,6	154,3	144,5	151,5	151,0	162,7	135,1	149,3	172,4	163,1
3 ^e trimestre ..	147,2	141,3	144,2	138,6	148,7	155,9	151,0	143,0	150,8	143,5	156,9	134,6	145,7	169,6	163,0
4 ^e trimestre ..	146,8	137,1	142,1	132,6	149,3	158,5	150,8	143,0	150,4	146,7	157,8	134,2	149,5	169,7	163,0
1987 1 ^{er} trimestre ..	145,8	144,1	135,5	127,8	148,5	156,5	149,0	143,3	149,5	145,4	156,6	132,5	150,4	166,7	163,0
2 ^e trimestre ..	144,7	132,7	139,4	126,7	147,8	154,5	149,2	143,0	149,6	144,1	158,5	130,7	153,6	164,1	163,0
1986 Juin	148,9	141,9	144,5	139,4	150,6	159,0	153,3	143,9	151,0	150,7	161,6	135,7	147,8	170,3	163,1
Juillet	148,3	142,8	143,7	142,0	149,7	159,0	151,5	143,0	151,0	147,1	156,6	134,7	148,8	170,3	163,1
Août	147,0	142,8	144,2	141,5	148,1	154,1	150,6	142,8	150,6	141,0	156,6	134,3	143,5	168,9	163,0
Septembre	146,3	138,2	144,7	132,4	148,4	154,7	150,8	143,0	150,7	142,3	157,5	134,7	144,9	169,7	163,0
Octobre	146,6	137,3	141,1	133,8	149,0	157,6	150,5	142,8	150,5	145,5	157,3	134,2	148,1	169,6	163,0
Novembre	147,1	137,8	143,0	133,1	149,4	158,5	150,8	143,2	150,6	146,6	158,0	134,3	149,3	170,1	163,0
Décembre	146,9	136,3	142,2	130,9	149,6	159,5	150,9	143,0	150,1	148,0	158,1	134,2	151,1	169,4	163,0
1987 Janvier	146,3	135,9	144,0	128,7	149,0	157,5	149,6	143,6	149,9	146,7	157,8	132,4	149,8	169,4	163,0
Février	145,4	135,3	143,4	128,1	148,0	155,7	148,6	143,0	149,3	143,9	155,7	132,4	150,1	165,4	163,0
Mars	145,7	135,2	145,0	126,6	148,4	156,4	148,9	143,2	149,3	145,5	156,4	132,7	151,2	165,4	163,0
Avril	144,3	133,1	140,8	126,2	147,2	152,7	148,4	143,2	149,3	142,4	157,3	129,6	152,4	165,9	163,0
Mai	144,6	132,2	138,3	126,7	147,9	154,8	149,4	142,8	149,6	144,2	159,2	130,8	153,6	162,8	163,0
Juin	145,2	132,8	139,1	127,1	148,4	156,1	149,8	143,0	149,8	145,9	159,1	131,7	154,9	163,5	163,0

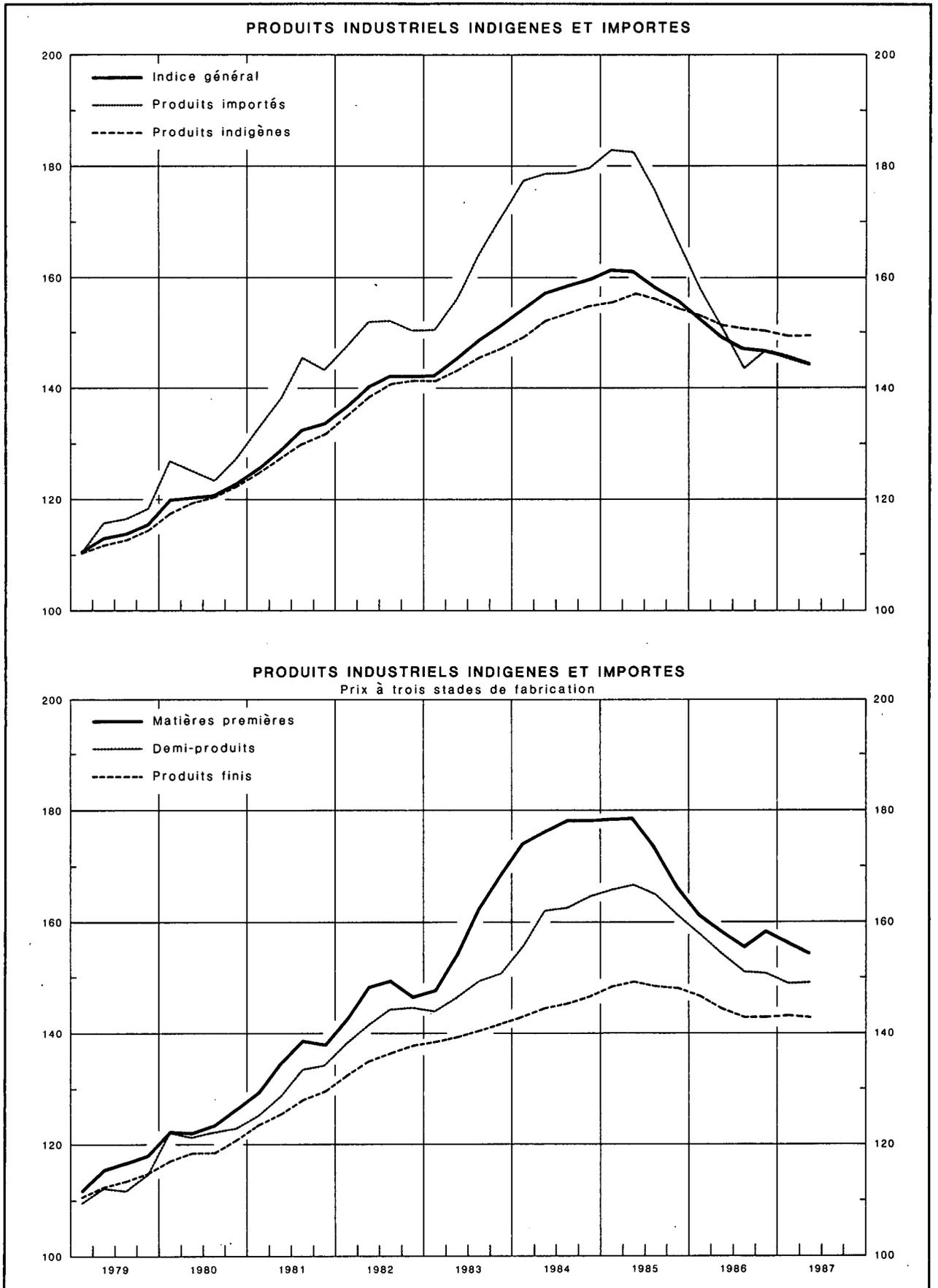
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

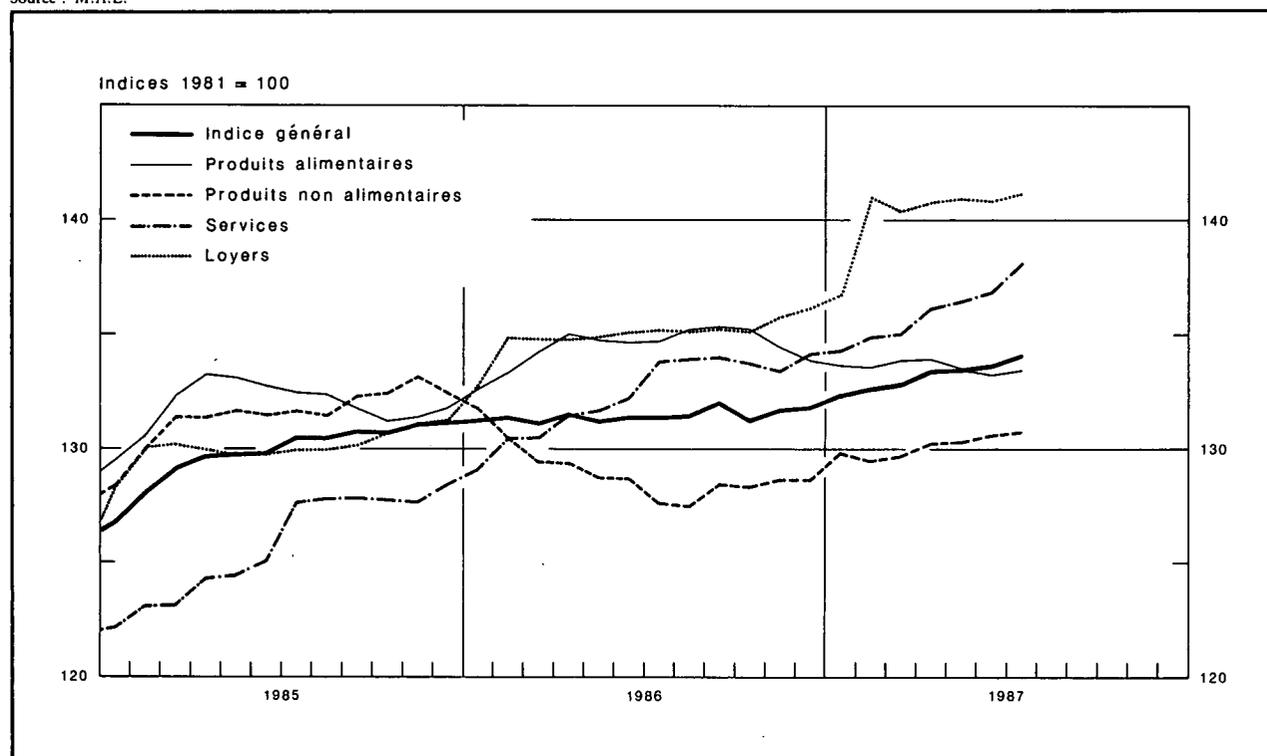
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	133,40	130,58	130,01	134,11
2 ^e trimestre	131,44	134,79	128,96	131,78	134,85
3 ^e trimestre	131,67	135,07	127,88	133,93	135,19
4 ^e trimestre	131,84	134,48	128,59	133,79	135,71
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	133,69	129,69	134,75	139,35
2 ^e trimestre	133,53	133,56	130,41	136,52	140,87
1986 Juillet	131,44	134,68	127,64	133,79	135,14
Août	131,56	135,20	127,51	133,98	135,18
Septembre	132,02	135,32	128,49	134,01	135,26
Octobre	131,87	135,20	128,37	133,77	135,23
Novembre	131,77	134,41	128,69	133,44	135,73
Décembre	131,88	133,84	128,70	134,17	136,16
1987 Janvier	132,43	133,63	129,90	134,31	136,73
Février	132,69	133,57	129,51	134,91	140,92
Mars	132,83	133,88	129,67	135,03	140,40
Avril	133,44	133,92	130,25	136,19	140,77
Mai	133,50	133,51	130,37	136,49	140,95
Juin	133,65	133,25	130,62	136,88	140,88
Juillet	134,12	133,47	130,74	138,10	141,18

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

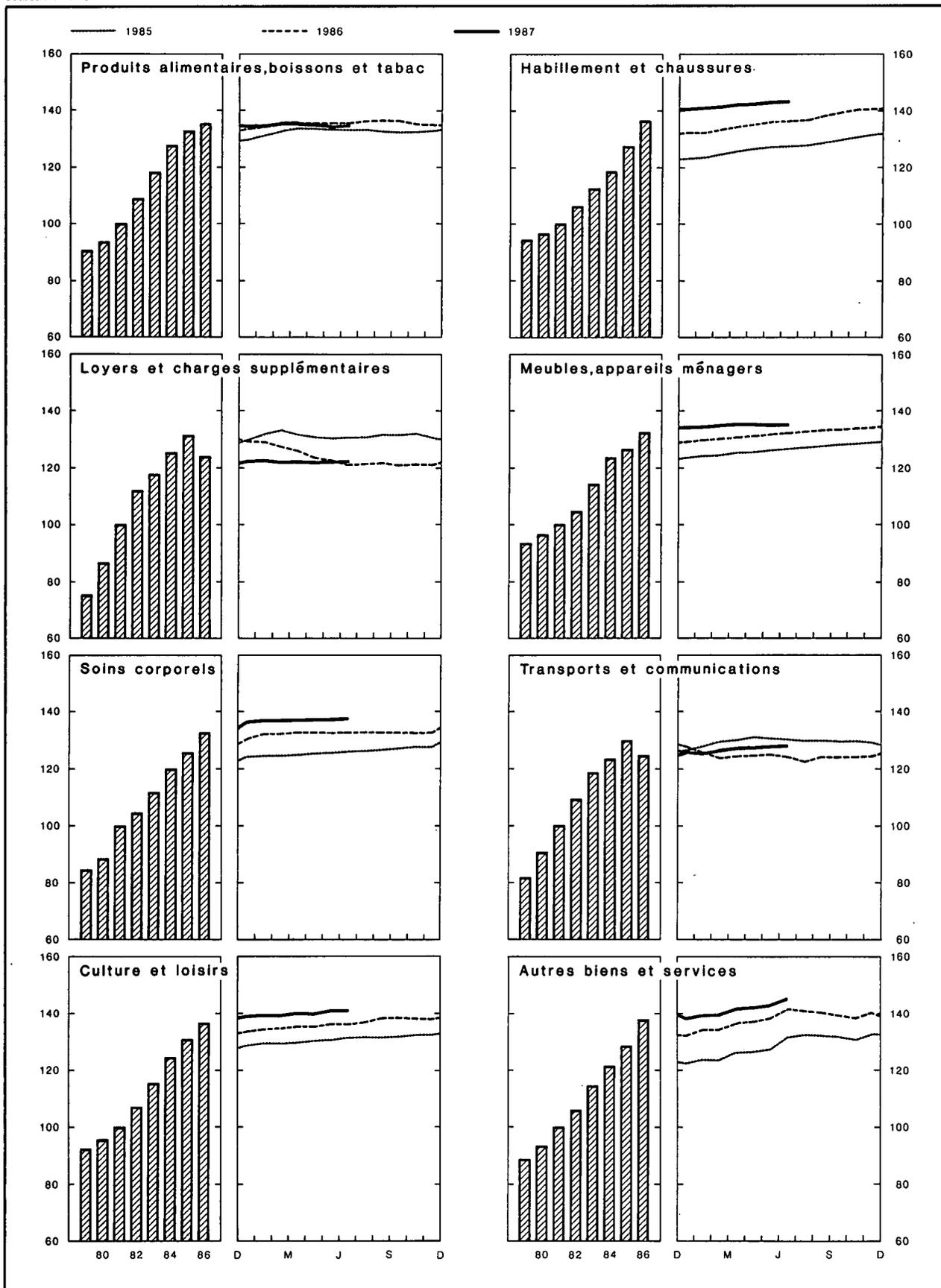
à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1985 4 ^e trimestre	130,98	132,40	130,83	131,31	128,64	127,28	129,63	132,35	131,65
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	134,38	132,60	128,80	130,05	131,73	125,92	134,46	133,90
2 ^e trimestre	131,44	135,79	135,33	124,28	131,52	132,55	124,63	135,84	137,39
3 ^e trimestre	131,67	136,17	137,04	121,62	132,90	132,64	123,75	137,31	140,89
4 ^e trimestre	131,84	135,64	140,24	121,26	134,05	132,91	124,25	138,29	139,36
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	135,01	141,23	122,59	134,81	136,87	126,16	139,46	139,28
2 ^e trimestre	133,53	135,07	142,78	122,32	135,29	137,20	127,80	140,44	142,68
1986 Juillet	131,44	135,79	136,24	121,26	132,47	132,58	124,16	136,31	141,33
Août	131,56	136,29	136,72	121,64	132,95	132,58	122,90	137,25	141,01
Septembre	132,02	136,42	138,16	121,95	133,28	132,76	124,19	138,38	140,32
Octobre	131,87	136,32	139,41	121,06	133,72	132,86	124,14	138,53	139,45
Novembre	131,77	135,57	140,45	121,46	134,09	132,89	124,19	138,26	138,50
Décembre	131,88	135,03	140,85	121,27	134,34	132,98	124,43	138,08	140,13
1987 Janvier	132,43	134,85	140,89	122,64	134,55	136,67	126,07	139,28	138,42
Février	132,69	134,89	141,10	122,94	134,84	136,94	125,85	139,58	139,64
Mars	132,83	135,30	141,71	122,19	135,04	136,99	126,55	139,51	139,77
Avril	133,44	135,39	142,31	122,43	135,18	137,04	127,58	140,15	142,04
Mai	133,50	135,04	142,88	122,29	135,35	137,23	127,81	140,08	142,62
Juin	133,65	134,79	143,15	122,24	135,33	137,32	128,00	141,08	143,38
Juillet	134,12	134,99	143,21	122,50	135,38	137,69	128,27	141,20	145,85

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

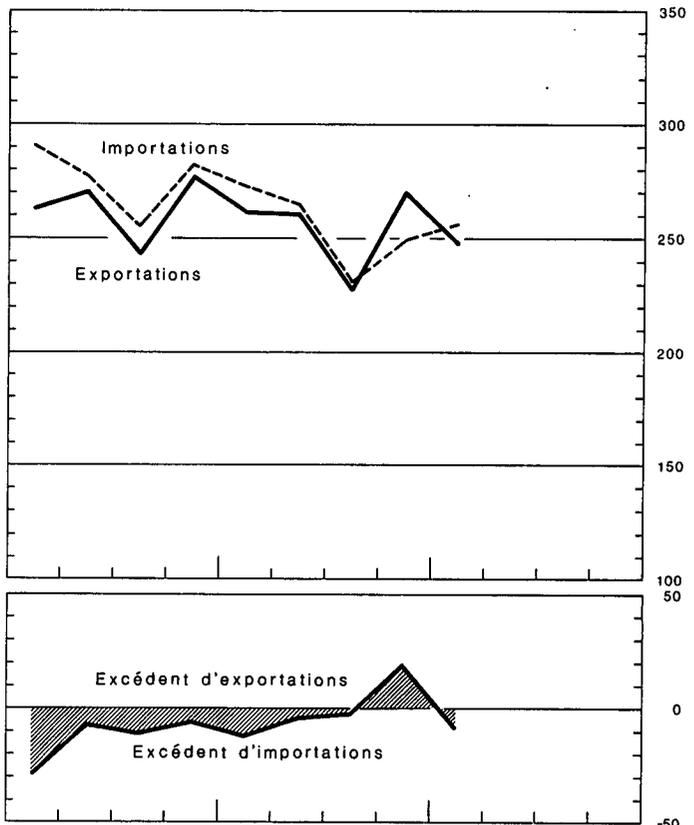
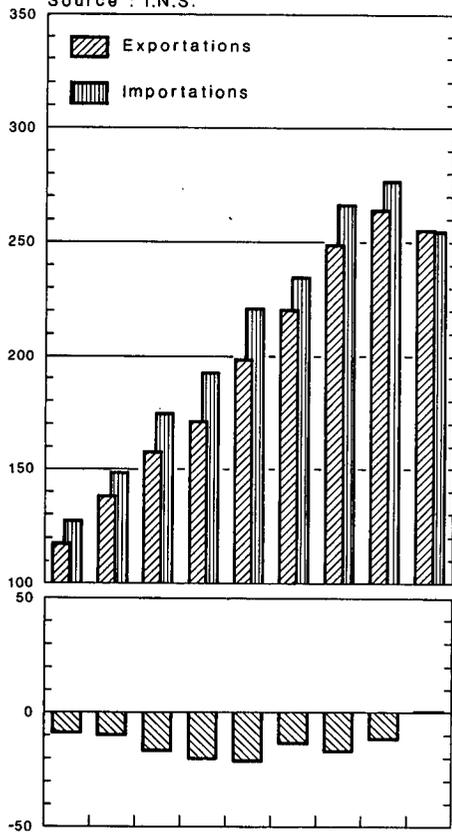
1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

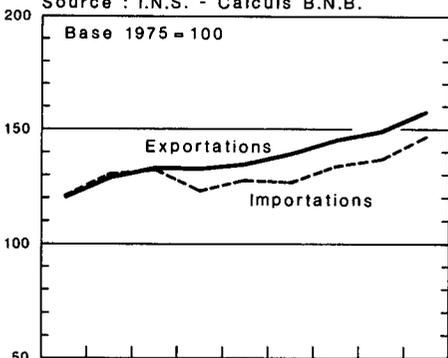
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles en milliards de francs

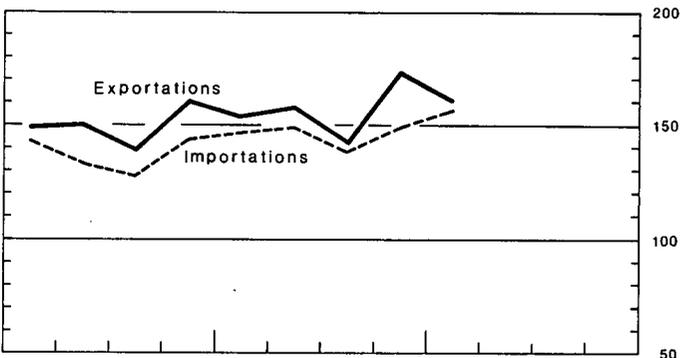


Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

Base 1975 = 100



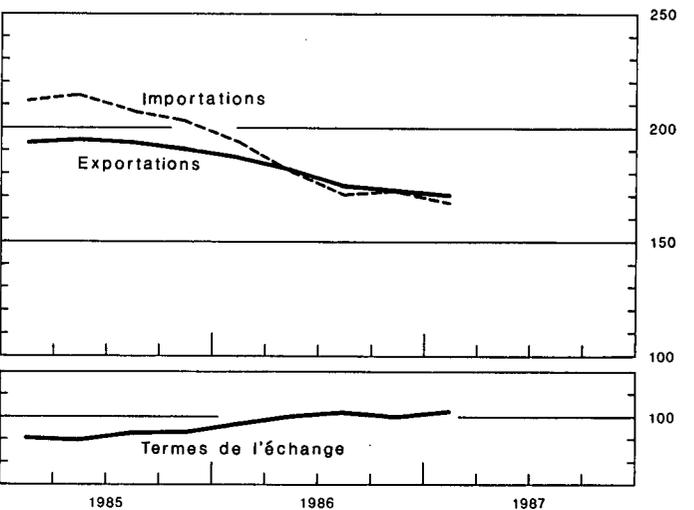
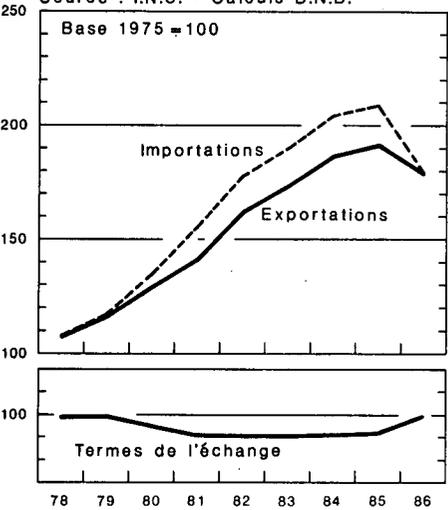
INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

Base 1975 = 100



78 79 80 81 82 83 84 85 86

1985 1986 1987

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986	255,2	255,6	+ 0,4	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1985 1 ^{er} trimestre	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,4	244,9	- 10,5	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,7	277,3	- 5,4	98	143,9	160,8	203,7	190,6	93,6
1986 1 ^{er} trimestre	273,1	262,0	- 11,1	96	146,8	154,7	193,7	187,8	97,0
2 ^e trimestre	265,8	261,6	- 4,2	99	149,7	158,7	181,2	181,6	100,2
3 ^e trimestre	231,6	228,4	- 3,2	99	138,4	143,0	170,9	175,0	102,4
4 ^e trimestre	250,1	270,5	+ 20,4	108	149,7	173,7	172,4	172,7	100,2
1987 1 ^{er} trimestre	257,7	248,4	- 9,3	96	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
1986 5 premiers mois	269,9	263,3	- 6,6	98					
6 premiers mois	269,5	261,8	- 7,7	97	148,3	156,7	187,4	184,7	98,6
7 premiers mois	264,1	263,5	- 0,6	100					
8 premiers mois	256,4	251,1	- 5,3	98					
9 premiers mois	256,8	250,6	- 6,2	98	145,0	152,1	181,9	181,5	99,8
10 premiers mois	258,5	257,2	- 1,3	100					
11 premiers mois	256,2	255,5	- 0,7	100					
12 mois	255,2	255,6	+ 0,4	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1987 1 ^{er} mois	229,6	220,6	- 9,0	96					
2 premiers mois	248,7	234,0	- 14,7	94					
3 premiers mois	257,7	248,4	- 9,3	96	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
4 premiers mois	258,2	253,1	- 5,1	98					
5 premiers mois	255,2	252,9	- 2,3	99					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidé- rur- giques	Textiles	Produits chimi- ques	Métaux non fer- reux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pé- trollière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
1986 5 premiers mois	77,07	18,29	19,83	44,23	10,26	14,56	14,13	12,98	10,91	5,98	4,45	2,92	1,15	3,46	0,90	0,69	1,08	1,02	0,75	0,36	17,29	262,31
6 premiers mois	77,50	18,47	19,48	43,73	9,95	14,32	14,66	12,78	10,88	5,91	4,42	2,90	1,15	3,32	0,91	0,71	1,00	1,07	0,74	0,36	16,74	268,00
7 premiers mois	77,71	18,25	19,72	44,12	10,04	14,44	15,38	12,61	11,12	5,94	4,42	2,94	1,14	3,45	0,94	0,72	0,97	1,05	0,76	0,36	16,84	262,92
8 premiers mois	74,21	17,34	18,62	42,32	9,47	14,03	14,21	11,95	10,82	5,74	4,19	2,85	1,08	3,23	0,92	0,72	0,95	1,00	0,74	0,35	16,04	250,78
9 premiers mois	74,60	17,38	18,63	41,92	9,33	14,07	14,89	11,44	10,70	5,78	4,26	2,85	1,09	3,15	0,93	0,75	0,95	0,99	0,74	0,36	15,59	250,40
10 premiers mois	76,78	17,54	19,47	43,00	9,63	14,38	15,15	11,50	11,10	5,97	4,42	2,99	1,11	3,31	0,97	0,79	0,97	1,02	0,76	0,38	15,82	257,06
11 premiers mois	76,47	17,33	19,46	42,58	9,48	14,32	15,21	11,33	10,98	5,97	4,44	2,99	1,11	3,24	0,97	0,79	0,95	1,00	0,76	0,38	15,69	255,45
12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables		dura- bles					
													combustibles		pro- duits chimi- ques	pro- duits métal- liques		autres pro- duits	alimentaires					autres	
													liquides	autres					pro- duits ani- maux						pro- duits végé- taux
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09
4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1985				1986				1987
									1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	229,2	235,5	224,1	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6
Biens de consommation	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	182,9	181,0	181,7	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2
Biens d'équipement	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	175,0	174,5	174,7	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6
Ensemble ...	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	211,5	214,9	207,8	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	168,5	171,4	170,9	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7
Fabrications métalliques	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	189,0	194,3	193,2	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2
Métaux non ferreux	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	221,5	228,9	215,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5
Textiles	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	165,4	165,7	167,3	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0
Produits chimiques	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	181,4	185,2	185,4	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3
Industrie houillère	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	237,0	237,9	238,5	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9
Industrie pétrolière	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	406,6	396,3	398,9	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3
Verres et glaces	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	144,1	146,8	149,4	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6
Produits agricoles	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	161,1	165,6	157,5	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5
Ciments	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	197,3	189,0	186,1	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	208,5	204,3	211,6	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6
Carrières	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	195,3	201,3	199,5	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5
Céramiques	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	242,6	239,2	244,3	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7
Bois et meubles	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,3	157,2	155,3	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	245,7	255,6	249,7	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0
Papier et livres	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	165,2	165,0	166,0	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7
Tabacs manufacturés	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	222,3	224,6	224,6	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4
Caoutchouc	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	190,5	196,8	199,6	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6
Industries alimentaires	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	148,9	151,0	146,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5
Divers	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	270,6	251,0	251,7	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1
Ensemble ...	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	193,4	195,5	193,8	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE²																	
Ensemble ...	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	91,4	91,0	93,3	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1985				1986				1987
									1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	139,6	125,6	121,1	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8
Biens de consommation	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	150,5	144,1	139,9	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0
Biens d'équipement	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	136,7	149,3	137,5	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7
Ensemble ...	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	143,0	133,5	128,4	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	110,6	115,0	95,9	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3
Fabrications métalliques	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	146,5	151,6	129,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0
Métaux non ferreux	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	150,2	138,8	129,9	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6
Textiles	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	140,4	144,8	125,4	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5
Produits chimiques	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	213,7	218,3	201,7	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6
Industrie houillère	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	179,5	186,0	194,7	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5
Industrie pétrolière	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	105,6	71,1	107,3	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2
Verres et glaces	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	189,6	197,1	182,3	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8
Produits agricoles	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	155,6	164,2	181,5	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6
Ciments	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	136,5	260,6	245,6	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	69,7	117,1	111,5	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8
Carrières	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	100,4	132,1	130,0	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9
Céramiques	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	117,6	147,3	137,6	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9
Bois et meubles	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	150,5	169,6	146,2	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	99,9	95,9	84,4	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2
Papier et livres	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	175,7	176,4	167,2	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8
Tabacs manufacturés	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	131,0	126,9	103,0	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4
Caoutchouc	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	147,7	150,9	136,8	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5
Industries alimentaires	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	230,3	248,3	235,7	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9
Divers	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	128,3	125,7	108,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5
Ensemble ...	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	149,7	150,4	139,5	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1986	59,1	50,3	- 8,8	40,4	51,2	+10,8	45,6	38,4	- 7,2
1985 1 ^{er} trimestre	59,1	47,7	-11,4	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,4	-18,7
2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,3	51,2	+ 7,9	50,5	36,8	-13,7
3 ^e trimestre	52,8	48,1	- 4,7	36,2	44,6	+ 8,4	47,8	36,6	-11,2
4 ^e trimestre	61,1	50,2	-10,9	44,7	55,6	+10,9	51,5	40,6	-10,9
1986 1 ^{er} trimestre	61,4	50,1	-11,3	42,5	54,0	+11,5	50,6	39,0	-11,6
2 ^e trimestre	60,4	54,2	- 6,2	41,5	52,7	+11,2	46,3	39,9	- 6,4
3 ^e trimestre	53,7	46,0	- 7,7	36,2	44,2	+ 8,0	41,4	35,0	- 6,4
4 ^e trimestre	60,7	51,2	- 9,5	41,5	53,9	+12,4	44,0	39,8	- 4,2
1987 1 ^{er} trimestre	62,4	50,2	-12,2	40,4	51,9	+11,5	43,9	37,2	- 6,7
1986 4 premiers mois	62,0	52,7	- 9,3	43,2	55,4	+12,2	50,9	40,2	-10,7
5 premiers mois	60,8	51,7	- 9,1	41,8	53,9	+12,1	49,4	40,0	- 9,4
1987 4 premiers mois	63,3	51,5	-11,8	41,0	53,2	+12,2	44,3	38,3	- 6,0
5 premiers mois	62,7	51,4	-11,3	40,2	52,9	+12,7	44,0	38,1	- 5,9
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,2	+ 0,9	184,2	186,8	+ 2,6
1985 1 ^{er} trimestre	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,8	180,5	-15,3
2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,4	+ 0,1	173,1	169,7	- 3,4
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,8	26,7	- 0,1	197,8	194,7	- 3,1
1986 1 ^{er} trimestre	10,6	15,8	+ 5,2	23,1	23,1	0,0	196,1	191,4	- 4,7
2 ^e trimestre	11,0	15,2	+ 4,2	22,1	22,2	+ 0,1	188,4	193,7	+ 5,3
3 ^e trimestre	10,9	11,9	+ 1,0	19,5	20,7	+ 1,2	168,1	166,2	- 1,9
4 ^e trimestre	10,8	16,8	+ 6,0	20,6	23,0	+ 2,4	185,6	195,7	+10,1
1987 1 ^{er} trimestre	11,1	16,8	+ 5,7	22,3	19,2	- 3,1	187,9	185,3	- 2,6
1986 4 premiers mois	10,9	16,1	+ 5,2	23,6	23,5	- 0,1	198,4	197,5	- 0,9
5 premiers mois	10,6	15,6	+ 5,0	22,8	22,7	- 0,1	193,1	193,4	+ 0,3
1987 4 premiers mois	11,1	17,3	+ 6,2	20,9	19,7	- 1,2	188,3	190,3	+ 2,0
5 premiers mois	10,9	17,1	+ 6,2	20,5	20,0	- 0,5	185,8	189,8	+ 4,0

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce (depuis 1981), Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,8	13,5	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	5,9	- 0,9
1985 1 ^{er} trimestre	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,3	7,2	- 2,1
1986 1 ^{er} trimestre	14,7	13,5	- 1,2	6,9	1,9	- 5,0	10,1	7,2	- 2,9
2 ^e trimestre	14,7	13,4	- 1,3	8,5	2,4	- 6,1	7,2	6,1	- 1,1
3 ^e trimestre	10,5	12,1	+ 1,6	7,0	2,3	- 4,7	4,7	5,0	+ 0,3
4 ^e trimestre	11,5	15,1	+ 3,6	5,9	2,8	- 3,1	5,3	5,5	+ 0,2
1987 1 ^{er} trimestre	15,0	12,2	- 2,8	6,0	2,1	- 3,9	6,9	4,4	- 2,5
1986 4 premiers mois	14,7	14,0	- 0,7	7,6	2,1	- 5,5	9,4	7,4	- 2,0
5 premiers mois	14,1	13,5	- 0,6	7,6	2,1	- 5,5	9,3	7,1	- 2,2
1987 4 premiers mois	14,3	12,1	- 2,2	6,6	2,1	- 4,5	6,3	4,4	- 1,9
5 premiers mois	13,8	12,2	- 1,6	6,8	2,2	- 4,6	6,3	4,5	- 1,8
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	225,9	227,2	+ 1,3	22,1	21,1	- 1,0	6,6	5,3	- 1,3
1985 1 ^{er} trimestre	248,6	225,8	- 22,8	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
2 ^e trimestre	238,3	233,1	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	7,9	6,9	- 1,0
3 ^e trimestre	218,1	212,4	- 5,7	25,4	24,7	- 0,7	11,1	5,9	- 5,2
4 ^e trimestre	248,8	243,8	- 5,0	25,1	24,2	- 0,9	8,0	7,0	- 1,0
1986 1 ^{er} trimestre	240,6	230,8	- 9,8	25,3	22,6	- 2,7	6,5	6,3	- 0,2
2 ^e trimestre	235,0	234,2	- 0,8	23,6	19,5	- 4,1	6,5	5,6	- 0,9
3 ^e trimestre	204,5	203,7	- 0,8	20,0	18,9	- 1,1	6,8	4,4	- 2,4
4 ^e trimestre	223,8	240,1	+ 16,3	19,4	23,2	+ 3,8	6,6	4,8	- 1,8
1987 1 ^{er} trimestre	229,4	222,8	- 6,6	21,4	19,7	- 1,7	5,2	4,2	- 1,0
1986 4 premiers mois	244,0	238,4	- 5,6	25,4	23,0	- 2,4	6,6	6,5	- 0,1
5 premiers mois	237,6	233,0	- 4,6	25,1	21,9	- 3,2	6,5	6,1	- 0,4
1987 4 premiers mois	230,4	227,9	- 2,5	21,1	19,2	- 1,9	5,5	4,3	- 1,2
5 premiers mois	227,8	227,9	+ 0,1	21,2	19,2	- 2,0	5,7	4,2	- 1,5

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur*. — *Statistiques Economiques belges 1970-1980*. — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE)*, *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.)*, *Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes)*.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	* 1985		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 94,2	- 73,9	2.882,5	2.906,6	- 24,1
1.12 Travail à façon	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	108,1	52,0	+ 56,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	12,8	—	+ 12,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	164,6	138,4	+ 26,2
1.3 Autres frais de transport	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	76,1	81,2	- 5,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	98,7	121,7	- 23,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	1.209,6	1.217,5	- 7,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	78,8	16,8	+ 62,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	25,4	20,5	+ 4,9
1.72 Autres	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	251,2	270,0	- 18,8
Total 1	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	4.907,8	4.824,7	+ 83,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	36,5	43,9	- 7,4
2.2 Transferts publics	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	49,8	84,2	- 34,4
Total 2	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	86,3	128,1	- 41,8
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 22,1	- 2,6	4.994,1	4.952,8	+ 41,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,6	+ 88,1	195,7	174,2	+ 21,5
3.12 Avoirs	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	0,3	5,6	- 5,3
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	+ 1,7	7,8	10,5	- 2,7
Total 3	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	203,8	190,3	+ 13,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	- 1,9	—	28,1	- 28,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	+ 7,0	13,0	17,6	- 4,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	2,5	15,3	- 12,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 90,4	- 110,5	—	122,1	- 122,1
4.2312 Investissements directs ..	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	20,8	34,5	- 13,7
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	3,9	4,8	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	4,0	—	+ 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	- 1,2	20,5	—	+ 20,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	73,7	16,8	+ 56,9
4.2323 Immeubles	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	6,9	3,0	+ 3,9
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	+ 6,6	+ 8,0	+ 18,8	—	7,2	+ 7,2
Total 4	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 40,8	- 85,0	145,3	249,4	- 104,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 11,1	+ 10,3	- 27,7	- 11,9	- 20,9	- 9,5	—	7,4	- 7,4
Total 1 à 5	- 115,5	- 73,4	- 89,6	- 1,3	- 54,9	- 14,0	5.343,2	5.399,9	- 56,7
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	—	—	- 10,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	—	—	- 7,0
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	—	—	- 29,2
6.2122 Monnaies étrangères	- 60,5	- 38,5	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	—	—	- 6,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	—	—	+ 0,1
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	—	—	- 0,4
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	—	—	+ 4,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	—	—	- 8,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	<i>(+ 4,5)</i>	<i>(+ 4,5)</i>	<i>(+ 4,4)</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1984			* 1985				* 1986	
	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	+ 2,2	- 12,0	- 36,7	+ 9,5	+ 0,5	- 6,1	- 28,0	+ 0,2	+ 19,4
1.12 Travail à façon	+ 21,2	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5	+ 16,0	+ 23,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7	+ 3,4
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7	+ 7,1
1.3 Autres frais de transport	+ 1,4	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8	- 3,6	- 3,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 3,5	- 12,1	+ 2,6	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6	- 4,3	- 5,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 11,3	+ 1,3	+ 11,0	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7	- 4,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 13,2	+ 13,9	+ 14,4	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8	+ 18,1
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 2,0	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,0
1.72 Autres	- 4,8	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,9	- 3,4	- 1,1
Total 1	+ 31,9	+ 1,7	+ 21,2	+ 25,8	+ 21,4	+ 22,2	+ 13,7	+ 41,5	+ 57,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5	- 2,1	- 1,2
2.2 Transferts publics	- 10,5	- 8,3	- 10,2	- 9,9	- 7,5	- 5,0	- 12,0	- 9,3	- 7,9
Total 2	- 13,8	- 11,7	- 11,0	- 10,5	- 9,6	- 7,2	- 14,5	- 11,4	- 9,1
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 18,1	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8	+ 30,1	+ 48,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 33,8	+ 12,1	- 14,5	+ 22,6	- 22,0	- 3,5	+ 24,4	+ 41,6	- 15,8
3.12 Avoirs	- 1,7	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0	- 0,5	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,3	- 1,5	- 1,4	- 0,8	- 1,7
Total 3	+ 32,1	+ 10,5	- 15,4	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 19,0	+ 40,3	- 17,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 34,1	+ 23,7	+ 11,8	- 18,1	- 22,6	+ 2,9	+ 9,7	- 12,1	- 16,3
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	- 0,2	- 3,5	- 1,4	+ 0,5	- 2,9	- 1,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 15,2	+ 5,5	- 1,1	- 2,0	- 0,6	- 7,2
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 27,5	- 19,8	- 27,7	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 27,8	- 38,7	- 57,4
4.2312 Investissements directs ..	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5	- 31,7
4.2313 Immeubles	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,7
4.2314 Autres	+ 3,1	- 9,0	+ 3,4	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 10,9	- 9,9	- 6,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3	+ 13,5
4.2322 Investissements directs ..	- 2,7	+ 7,6	+ 16,5	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3	+ 1,6
4.2323 Immeubles	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,4
4.2324 Autres	+ 9,4	- 2,1	- 3,2	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 7,5	+ 4,0	+ 8,5
Total 4	- 63,1	+ 0,6	+ 0,6	- 26,8	- 19,3	- 63,2	+ 5,2	- 50,1	- 97,4
5. Erreurs et omissions	- 2,1	+ 2,2	+ 7,5	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	- 13,6	+ 1,5	+ 7,0
Total 1 à 5	- 15,0	+ 3,3	+ 2,9	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 9,8	+ 21,8	- 59,9
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 5,8	+ 3,8	- 5,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,8
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8	- 58,9
6.2122 Monnaies étrangères	- 36,1	- 27,3	- 6,0	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 3,1	- 15,3	- 24,0
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2	+ 0,1
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,4	+ 0,4	- 0,3
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	- 7,3	+ 0,3
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	+ 2,4	+ 27,9
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1986			* 1986		
	1 ^{er} trimestre			2 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	694,8	694,6	+ 0,2	695,5	676,1	+ 19,4
1.12 Travail à façon	28,7	12,7	+ 16,0	36,8	13,5	+ 23,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	10,7	—	+ 10,7	3,4	—	+ 3,4
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	37,5	30,8	+ 6,7	36,6	29,5	+ 7,1
1.3 Autres frais de transport	15,5	19,1	- 3,6	15,7	19,2	- 3,5
1.4 Déplacements à l'étranger	16,4	20,7	- 4,3	26,2	31,7	- 5,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	284,2	282,5	+ 1,7	271,1	275,8	- 4,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	20,7	4,9	+ 15,8	22,1	4,0	+ 18,1
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,7	5,0	+ 1,7	6,4	5,4	+ 1,0
1.72 Autres	68,1	71,5	- 3,4	65,8	66,9	- 1,1
Total 1	1.183,3	1.141,8	+ 41,5	1.179,6	1.122,1	+ 57,5
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,9	10,0	- 2,1	8,1	9,3	- 1,2
2.2 Transferts publics	13,8	23,1	- 9,3	15,0	22,9	- 7,9
Total 2	21,7	33,1	- 11,4	23,1	32,2	- 9,1
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.205,0	1.174,9	+ 30,1	1.202,7	1.154,3	+ 48,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	136,4	94,8	+ 41,6	61,9	77,7	- 15,8
3.12 Avoirs	0,0	0,5	- 0,5	0,0	0,4	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics	0,1	0,9	- 0,8	0,5	2,2	- 1,7
Total 3	136,5	96,2	+ 40,3	62,4	80,3	- 17,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	12,1	- 12,1	—	16,3	- 16,3
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	4,0	6,9	- 2,9	2,2	3,9	- 1,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	5,5	6,1	- 0,6	3,6	10,8	- 7,2
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	38,7	- 38,7	—	57,4	- 57,4
4.2312 Investissements directs ..	6,9	8,4	- 1,5	3,5	35,2	- 31,7
4.2313 Immeubles	1,1	1,3	- 0,2	0,8	1,5	- 0,7
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	—	9,9	- 9,9	—	6,4	- 6,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	11,3	—	+ 11,3	13,5	—	+ 13,5
4.2322 Investissements directs ..	14,9	15,2	- 0,3	13,2	11,6	+ 1,6
4.2323 Immeubles	1,4	0,6	+ 0,8	1,0	0,6	+ 0,4
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	4,0	—	+ 4,0	8,5	—	+ 8,5
Total 4	49,1	99,2	- 50,1	46,3	143,7	- 97,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	1,5	—	+ 1,5	7,0	—	+ 7,0
Total 1 à 5	1.392,1	1.370,3	+ 21,8	1.318,4	1.378,3	- 59,9
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 3,8	—	—	- 5,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,2	—	—	+ 0,8
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	+ 39,8	—	—	- 58,9
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 15,3	—	—	- 24,0
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 2,2	—	—	+ 0,1
6.222 Autres	—	—	+ 0,4	—	—	- 0,3
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 7,3	—	—	+ 0,3
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 2,4	—	—	+ 27,9
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	* 1985	* 1986	* 1985			* 1986				* 1987
	Année		2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 47,4	+ 25,4	- 24,3	- 3,7	- 12,6	- 9,4	+ 5,2	+ 29,6	—	- 24,5
1.12 Travail à façon	+ 56,1	+ 77,8	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5	+ 16,0	+ 23,3	+ 19,6	+ 18,9	+ 13,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 12,8	+ 26,4	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7	+ 3,4	+ 5,5	+ 6,8	+ 3,1
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 26,2	+ 29,1	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7	+ 7,1	+ 7,4	+ 7,9	+ 8,0
1.3 Autres frais de transport	- 5,1	- 16,5	- 0,5	- 1,8	- 1,8	- 3,6	- 3,5	- 4,1	- 5,3	+ 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 23,0	- 30,9	- 2,5	- 15,6	- 0,6	- 4,3	- 5,5	- 19,3	- 1,8	- 5,7
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 7,9	+ 4,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7	- 4,7	+ 4,6	+ 3,3	- 3,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 62,0	+ 71,4	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1	+ 18,4	+ 17,6
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,9	+ 6,0	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,4
1.72 Autres	- 18,8	- 16,6	- 7,4	- 3,0	- 2,9	- 3,4	- 1,1	- 5,2	- 6,9	- 0,7
Total 1	+ 59,8	+ 177,0	- 3,4	+ 24,6	+ 29,1	+ 31,9	+ 43,3	+ 58,7	+ 43,1	+ 9,8
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 7,4	- 5,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5	- 2,1	- 1,2	- 0,5	- 1,8	- 1,4
2.2 Transferts publics	- 34,4	- 37,7	- 7,5	- 5,0	- 12,0	- 9,3	- 7,9	- 11,7	- 8,8	- 14,9
Total 2	- 41,8	- 43,3	- 9,6	- 7,2	- 14,5	- 11,4	- 9,1	- 12,2	- 10,6	- 16,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 18,0	+ 133,7	- 13,0	+ 17,4	+ 14,6	+ 20,5	+ 34,2	+ 46,5	+ 32,5	- 6,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 21,5	+ 67,3	- 22,0	- 3,5	+ 24,4	+ 41,6	- 15,8	+ 10,6	+ 30,9	- 15,4
3.12 Avoirs	- 5,3	- 6,1	- 0,8	- 0,5	- 4,0	- 0,5	- 0,4	- 0,8	- 4,4	- 0,7
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,7	- 13,6	+ 0,3	- 1,5	- 1,4	- 0,8	- 1,7	- 1,5	- 9,6	- 2,2
Total 3	+ 13,5	+ 47,6	- 22,5	- 5,5	+ 19,0	+ 40,3	- 17,9	+ 8,3	+ 16,9	- 18,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 4,8	- 7,4	+ 2,2	+ 0,5	- 5,7	- 2,5	- 2,1	- 0,1	- 2,7	+ 0,6
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 4,6	- 4,7	- 3,5	- 1,4	+ 0,5	- 2,9	- 1,7	+ 3,1	- 3,2	- 3,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 12,8	- 23,4	+ 5,5	- 1,1	- 2,0	- 0,6	- 7,2	- 8,5	- 7,1	- 6,1
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 122,1	- 166,7	- 34,1	- 38,6	- 27,8	- 38,7	- 57,4	- 48,7	- 21,9	- 31,7
4.2312 Investissements directs ..	- 13,7	- 72,7	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5	- 31,7	- 2,3	- 37,2	- 9,9
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 2,4	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 0,6	- 0,9	- 0,4
4.2314 Autres	+ 4,0	- 23,8	- 3,6	+ 4,9	+ 10,9	- 9,9	- 6,4	- 3,0	- 4,5	- 16,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 20,5	+ 47,0	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3	+ 13,5	+ 9,2	+ 13,0	+ 12,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 56,9	+ 28,2	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3	+ 1,6	+ 3,5	+ 23,4	+ 11,9
4.2323 Immeubles	+ 3,9	+ 2,6	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,0
4.2324 Autres	- 7,2	+ 29,4	+ 20,2	- 26,9	- 7,5	+ 4,0	+ 8,5	- 1,6	+ 18,5	+ 6,5
Total 4	- 80,8	- 193,9	+ 5,5	- 65,6	- 10,2	- 40,5	- 83,2	- 48,7	- 21,5	- 34,9
5. Erreurs et omissions	- 7,4	+ 11,2	- 5,8	+ 14,6	- 13,6	+ 1,5	+ 7,0	+ 15,8	- 13,1	+ 3,6
Total 1 à 5	- 56,7	- 1,4	- 35,8	- 39,1	+ 9,8	+ 21,8	- 59,9	+ 21,9	+ 14,8	- 56,1
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 10,1	- 3,8	- 9,1	- 0,3	- 5,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2	+ 0,4	- 0,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	- 7,0	+ 7,4	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,8	- 0,8	+ 7,2	- 3,7
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	- 29,2	+ 0,4	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8	+ 16,7	- 10,3
6.2122 Monnaies étrangères	- 6,6	+ 2,0	- 0,2	- 28,7	+ 3,1	- 15,3	- 24,0	+ 50,4	- 9,1	- 43,1
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	+ 0,1	- 1,3	0,0	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2	- 1,4	- 0,8
6.222 Autres	- 0,4	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	0,0	+ 0,2
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	+ 4,9	- 13,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	- 7,3	+ 0,3	- 5,9	- 0,6	- 1,5
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 8,4	+ 7,2	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7	+ 1,6	+ 3,5
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, jusqu'au quatrième trimestre 1986 des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1983	1984	* 1985	* 1986	* 1986			* 1987
					2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	.	+ 48,4	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	- 42,6	- 1,5	+ 18,0	+ 133,7	+ 34,2	+ 46,5	+ 32,5	- 6,5
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5	+ 47,6	- 17,9	+ 8,3	+ 16,9	- 18,3
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 92,4	+ 68,1	+ 26,1	+ 10,4	- 55,2	- 11,5	+ 19,0	- 10,0
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	- 27,1	+ 27,1	0,0	- 2,8
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 10,9	- 0,1	+ 12,1	+ 11,2	+ 4,6	+ 6,7	- 5,6	+ 6,4
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 20,5	+ 1,1	- 23,3	.	- 14,2	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	+ 2,5	- 3,0	- 4,8	- 7,4	- 2,1	- 0,1	- 2,7	+ 0,6
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 22,8	- 83,1	- 76,0	- 186,5	- 81,1	- 48,6	- 18,8	- 35,5
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 74,2	- 280,0	- 16,7	- 245,5	- 109,7	- 58,9	- 64,0	+ 95,0
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 79,3	- 7,8	- 210,6	- 160,8	+ 169,0	- 29,1	- 99,7	- 38,6
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 93,6	+ 279,2	+ 28,0	+ 281,0	+ 145,7	+ 49,1	+ 71,9	- 100,2
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 98,9	+ 27,1	+ 238,4	+ 193,2	- 162,8	+ 25,5	+ 97,5	+ 70,5
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	- 40,9	+ 33,2	+ 29,6	- 0,6	+ 59,2	- 2,9	- 16,7	+ 10,1
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	- 2,0	+ 12,2	- 25,5	- 14,2	+ 64,6	- 4,9	- 0,9	+ 34,0
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 19,8	- 32,9	- 39,8	- 40,4	+ 44,3	- 23,1	- 15,6	+ 56,0
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 17,6	- 31,5	- 2,3	- 18,2	- 70,8	+ 8,5	+ 3,1	- 65,9
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 20,9	- 9,5	- 7,4	+ 11,2	+ 7,0	+ 15,8	- 13,1	+ 3,6
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 7,4	+ 13,7	+ 9,0	- 7,5	- 1,1	- 6,0	- 2,2	+ 2,3
Total 1 à 7⁴ ...	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 0,8	+ 2,4	+ 1,6	+ 0,7
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 4,6	+ 3,1	- 8,3	+ 0,6	- 0,4	- 4,6	+ 3,3	- 1,4
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.32 Autres	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 19,2	- 11,3	- 31,6	+ 4,7	+ 27,8	- 20,4	- 0,4	+ 6,1
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	- 27,1	+ 27,1	0,0	- 3,1
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	+ 0,1	+ 0,6	- 0,7	+ 1,9	+ 0,5	+ 0,3	- 1,3	- 0,1
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,3

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1984 9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
1986 3 premiers mois	30,0	20,2	10,7	9,4	3,6	2,0	0,3	76,2	18,2	5,6
6 premiers mois	29,6	20,5	11,0	9,6	3,5	2,2	0,4	76,8	17,6	5,6
9 premiers mois	29,6	21,0	11,2	9,4	3,4	2,4	0,4	77,4	16,7	5,9
Recettes d'exportations										
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,6	10,0	4,1
1984 9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5
1986 3 premiers mois	36,4	18,4	16,5	7,4	4,1	3,0	0,6	86,4	9,9	3,7
6 premiers mois	36,3	18,9	15,7	7,6	4,2	2,9	0,6	86,2	9,8	4,0
9 premiers mois	36,3	19,0	15,5	7,7	4,1	2,8	0,6	86,0	9,9	4,1

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXI^e année, tome II, n° 3, septembre 1986 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1984 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais ²	1 Ecu ³
1978	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	60,36	—
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
1986 Année	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	43,79
du 1-1 au 3-4	48,12	20,46	25,64	6,66	69,29	3,00	34,26	18,13	6,49	24,31	32,58	5,56	291,27	6,56	9,13	31,47	0,87	62,01	44,35
du 7-4 au 1-8	45,33	20,46	27,26	6,40	68,41	2,98	32,79	18,16	6,33	24,82	32,12	5,51	291,16	6,11	8,86	30,37	0,81	61,90	43,89
du 4-8 au 31-12 ..	41,99	20,75	26,61	6,34	60,83	3,00	30,30	18,38	6,07	25,30	31,26	5,50	295,00	5,66	8,55	28,51	0,66	56,80	43,37

¹ Pour les périodes composant les années 1978 à 1985, veuillez consulter les publications antérieures.

² Le punt irlandais est coté en Bourse à partir du 13 mars 1979.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu
1985 2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1986 1 ^{er} trimestre	48,12	20,46	25,58	6,66	69,22	3,00	34,24	18,13	6,48	24,30	32,58	5,56	291,26	6,56	9,13	31,46	0,87	62,02	44,35
2 ^e trimestre	45,88	20,41	26,99	6,42	69,13	2,98	33,15	18,12	6,37	24,58	32,10	5,52	290,53	6,20	8,93	30,62	0,82	62,00	43,92
3 ^e trimestre	43,12	20,67	27,66	6,36	64,244	3,00	31,14	18,33	6,19	25,56	31,88	5,49	293,87	5,84	8,67	29,35	0,72	58,73	43,65
4 ^e trimestre	41,67	20,78	26,02	6,34	59,53	3,00	30,10	18,39	6,03	25,07	30,98	5,51	295,35	5,58	8,49	28,14	0,63	56,60	43,28
1987 1 ^{er} trimestre	38,13	20,73	24,91	6,22	58,81	2,92	28,49	18,36	5,86	24,67	29,57	5,49	294,73	5,42	8,36	26,92	0,45	55,33	42,85
2 ^e trimestre	37,43	20,73	26,25	6,21	61,49	2,88	28,11	18,39	5,94	25,12	29,68	5,51	294,90	5,58	8,52	26,68	0,34	55,46	43,04
1986 Juillet	44,34	20,58	27,94	6,40	66,95	3,00	32,13	18,27	6,28	25,39	32,23	5,50	292,74	5,94	8,75	29,89	0,77	61,65	43,88
Août	42,73	20,71	27,73	6,35	63,47	3,01	30,76	18,37	6,16	25,71	31,84	5,50	294,39	5,81	8,66	29,31	0,71	57,51	43,61
au 1 ^{er} août	43,12	20,71	28,11	6,37	64,33	3,01	31,24	18,38	6,20	25,92	32,00	5,48	294,60	5,84	8,67	29,55	0,75	61,21	43,74
du 4 au 29	42,71	20,71	27,71	6,35	64,43	3,01	30,74	18,37	6,16	25,70	31,83	5,50	294,38	5,81	8,66	29,29	0,71	57,32	43,60
Septembre	42,26	20,72	27,33	6,33	62,23	3,00	30,48	18,35	6,12	25,59	31,55	5,48	294,54	5,76	8,61	28,85	0,69	56,91	43,45
Octobre	41,60	20,76	26,64	6,34	59,34	3,00	29,96	18,37	6,04	25,36	31,22	5,51	295,13	5,66	8,51	28,33	0,64	56,57	43,25
Novembre	42,04	20,78	25,82	6,35	59,82	3,00	30,35	18,39	6,04	24,96	30,92	5,51	295,27	5,58	8,49	28,16	0,64	56,62	43,32
Décembre	41,42	20,81	25,52	6,34	59,50	3,00	30,03	18,41	6,00	24,86	30,78	5,50	295,68	5,51	8,46	27,91	0,61	56,61	43,27
1987 Janvier	38,59	20,77	24,95	6,23	58,13	2,93	28,33	18,41	5,84	24,76	29,80	5,48	295,12	5,38	8,32	27,11	0,50	55,52	42,86
du 1 ^{er} au 9	40,07	20,83	25,30	6,27	59,20	2,97	29,16	18,45	5,93	24,80	30,50	5,50	295,83	5,44	8,42	27,59	0,57	56,36	43,14
du 12 au 31	37,99	20,74	24,82	6,21	57,70	2,92	28,00	18,40	5,80	24,74	29,52	5,47	294,84	5,36	8,28	26,92	0,47	55,19	42,74
Février	37,82	20,71	24,64	6,22	57,71	2,91	28,34	18,34	5,81	24,53	29,38	5,48	294,38	5,40	8,30	26,71	0,44	55,12	42,71
Mars	37,99	20,71	25,10	6,22	60,47	2,91	28,79	18,34	5,92	24,72	29,52	5,50	294,68	5,49	8,44	26,94	0,42	55,34	42,98
Avril	37,53	20,72	26,28	6,22	61,16	2,90	28,48	18,37	5,94	25,10	29,55	5,50	294,76	5,54	8,50	26,79	0,37	55,37	43,04
Mai	37,00	20,74	26,41	6,20	61,89	2,87	27,62	18,40	5,93	25,26	29,61	5,51	294,99	5,57	8,52	26,72	0,34	55,48	43,06
Juin	37,72	20,73	26,09	6,21	61,48	2,86	28,18	18,41	5,95	25,01	29,86	5,51	294,97	5,62	8,53	26,55	0,32	55,53	43,01
Juillet	38,30	20,74	25,50	6,23	61,64	2,86	28,89	18,42	5,95	24,94	30,18	5,47	294,95	5,67	8,55	26,53	0,31	55,57	43,05

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges
1979	37,86
1980	38,04
1981	43,71
1982	50,43
1983	54,64
1984	59,18
1985	60,12
1986	52,33
1985 2 ^e trimestre	61,69
3 ^e trimestre	59,11
4 ^e trimestre	56,55
1986 1 ^{er} trimestre	54,05
2 ^e trimestre	53,23
3 ^e trimestre	51,85
4 ^e trimestre	50,27
1987 1 ^{er} trimestre	48,08
2 ^e trimestre	48,44
1986 Juillet	52,72
Août	51,63
Septembre	51,16
Octobre	50,41
Novembre	50,47
Décembre	49,99
1987 Janvier	48,26
Février	47,73
Mars	48,22
Avril	48,47
Mai	48,33
Juin	48,51
Juillet	48,62

Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
	Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
48,12	48,70	48,72	+ 2,75	+ 1,77
45,88	46,19	46,25	+ 0,90	+ 0,81
43,12	43,55	43,58	+ 1,00	+ 0,93
41,67	42,00	42,01	+ 1,46	+ 1,24
38,13	38,55	38,62	+ 1,55	+ 1,23
37,43	37,59	37,63	- 0,13	- 0,13
44,34	44,70	44,76	+ 0,48	+ 0,47
42,73	43,14	43,17	+ 1,19	+ 1,09
42,26	42,72	42,77	+ 1,36	+ 1,23
41,60	41,90	41,95	+ 1,50	+ 1,34
42,04	42,37	42,33	+ 1,37	+ 1,28
41,42	41,77	41,81	+ 1,48	+ 1,10
38,59	39,19	39,28	+ 2,23	+ 1,50
37,82	38,27	38,36	+ 1,49	+ 1,27
37,99	38,20	38,23	+ 0,96	+ 0,95
37,53	37,70	37,73	+ 0,31	+ 0,31
37,00	37,22	37,27	- 0,25	- 0,25
37,72	37,80	37,84	- 0,45	- 0,45
38,30	38,45	38,44	- 0,45	- 0,45

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 4 AOUT 1986 au 9 JANVIER 1987

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,1139	2,37833	7,81701	2,11083	1476,95	6,87316	0,764976
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64200	18,5430	5,00700	3637,40	16,3045	1,81470
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,70	15,9419	1,77431
		5,39350	17,7270	4,78700	3226,30	15,5870	1,73480
100 florins Pays-Bas	1854,05	—	336,160	90,7700	65941,0	295,570	32,8940
	1812,78		328,676	88,7526	62100,2	288,991	32,1644
	1772,45		321,360	86,7800	58480,0	282,560	31,4465
100 couronnes danoises	564,100	31,1175	—	27,6150	20062,0	89,9250	10,0087
	551,536	30,4251		27,0028	18894,0	87,9257	9,78604
	539,300	29,7475		26,4000	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2089,00	115,235	378,760	—	74295,0	333,030	37,0644
	2042,52	112,673	370,332		69970,6	325,617	36,2405
	1997,20	110,168	362,090		65898,0	318,370	35,4358
100 liras italiennes	3,10000	0,171000	0,562000	0,151750	—	0,494100	0,0549952
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917		0,465362	0,0517943
	2,74900	0,151650	0,498500	0,134600		0,438300	0,0487799
100 francs français	641,550	35,3900	116,320	31,4100	22817,0	—	11,3830
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6		11,1299
	613,350	33,8325	111,200	30,0300	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5764,20	318,000	1045,11	282,200	205003,0	918,900	—
	5635,98	310,903	1021,86	275,934	193071,0	898,480	
	5510,60	304,000	999,130	269,800	181834,0	878,500	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 12 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964
100 liras italiennes	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900	
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12
1985 2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1986 1 ^{er} trimestre	44,35	+ 1,99	+ 0,77	+ 2,15	+ 1,92	+ 2,00	+ 0,25	+ 68	- 26	+ 30	- 44	- 21	- 30	+ 52
2 ^e trimestre	43,93	+ 0,05	+ 0,07	+ 0,02	+ 1,92	+ 2,08	+ 1,16	+ 30	+ 28	+ 25	+ 40	- 25	- 79	- 24
3 ^e trimestre	43,65	+ 1,09	- 0,38	+ 1,18	+ 2,83	+ 1,36	+ 1,05	+ 44	- 9	+ 59	- 19	- 36	- 25	- 7
4 ^e trimestre	43,29	+ 1,45	- 0,15	+ 1,73	+ 2,79	+ 1,13	+ 0,43	+ 53	- 17	+ 56	- 44	- 36	- 2	+ 29
1987 1 ^{er} trimestre	42,87	+ 0,41	+ 1,30	+ 0,59	+ 1,76	+ 1,01	- 0,05	+ 37	+ 18	- 27	+ 12	- 17	- 13	+ 37
2 ^e trimestre	43,04	+ 0,46	+ 1,81	+ 0,51	+ 0,64	+ 1,01	+ 0,37	+ 39	+ 16	- 45	+ 20	+ 12	- 12	+ 19
1986 Juillet	43,88	+ 0,78	- 0,22	+ 0,78	+ 2,71	+ 1,94	+ 0,60	+ 41	+ 3	+ 48	+ 4	- 37	- 59	+ 11
Août	43,61	+ 1,31	- 0,25	+ 1,37	+ 3,00	+ 1,24	+ 1,63	+ 51	- 13	+ 59	- 22	- 34	- 11	- 26
Septembre	43,45	+ 1,22	- 0,68	+ 1,42	+ 2,79	+ 0,85	+ 0,98	+ 41	- 19	+ 70	- 39	- 36	- 1	- 7
Octobre	43,25	+ 1,34	- 0,10	+ 1,64	+ 2,78	+ 1,11	+ 0,37	+ 50	- 15	+ 51	- 41	- 37	- 4	+ 29
Novembre	43,33	+ 1,46	- 0,13	+ 1,73	+ 2,85	+ 1,29	+ 0,47	+ 54	- 17	+ 56	- 41	- 36	- 10	+ 29
Décembre	43,29	+ 1,55	- 0,21	+ 1,82	+ 2,75	+ 1,00	+ 0,46	+ 54	- 21	+ 60	- 49	- 35	+ 7	+ 30
1987 Janvier	42,87	+ 0,85	+ 0,69	+ 0,96	+ 1,82	+ 0,73	- 0,08	+ 38	- 3	- 4	- 12	- 22	+ 2	+ 38
Février	42,73	+ 0,20	+ 1,42	+ 0,39	+ 1,70	+ 1,08	- 0,24	+ 31	+ 21	- 36	+ 16	- 19	- 25	+ 39
Mars	42,99	+ 0,19	+ 1,77	+ 0,42	+ 1,75	+ 1,20	+ 0,14	+ 43	+ 34	- 40	+ 31	- 9	- 18	+ 33
Avril	43,05	+ 0,33	+ 1,66	+ 0,46	+ 1,49	+ 1,17	+ 0,21	+ 43	+ 27	- 35	+ 28	- 2	- 16	+ 30
Mai	43,06	+ 0,52	+ 1,95	+ 0,54	+ 0,33	+ 0,90	+ 0,40	+ 38	+ 12	- 53	+ 15	+ 17	- 8	+ 16
Juin	43,01	+ 0,54	+ 1,82	+ 0,52	+ 0,11	+ 0,95	+ 0,50	+ 37	+ 10	- 48	+ 16	+ 20	- 11	+ 11
Juillet	43,05	+ 0,60	+ 1,07	+ 0,54	+ 0,11	+ 1,27	+ 0,56	+ 39	+ 10	- 13	+ 18	+ 21	- 26	+ 11

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)-Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 4 août 1986 au 9 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	
depuis le 12 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,6255	14,8297	34,93	1,46
Franc français	1,31	6,14977	8,0562	18,97	1,82
Livre sterling	0,0878	57,4058 ³	5,0402	11,87	—
Lire italienne	140	0,0286187	4,0066	9,44	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,3054	4,6862	11,04	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	9,07	2,05
Couronne danoise	0,219	5,40723	1,1842	2,79	2,19
Punt irlandais	0,00871	55,2545	0,4813	1,13	2,22
Drachme grecque	1,15	0,281568 ³	0,3238	0,76	—
Total ...			42,4582	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1985 2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1986 1 ^{er} trimestre	102,0	99,5	93,7	121,3	132,8	186,6	71,4	74,8	45,4	122,4	67,4	153,2	84,6	85,0
2 ^e trimestre	103,8	101,2	94,7	116,2	134,3	202,7	69,4	76,0	46,1	124,2	67,4	157,1	85,5	81,4
3 ^e trimestre	105,9	102,9	95,8	111,5	138,4	216,6	69,9	71,9	47,2	128,2	67,3	166,6	87,6	78,7
4 ^e trimestre	107,8	104,7	97,1	110,6	142,2	208,3	71,1	68,2	48,1	130,6	67,2	166,7	89,9	77,3
1987 1 ^{er} trimestre	110,9	107,8	99,9	104,3	147,3	210,3	72,3	69,9	48,3	134,9	67,9	170,9	93,3	78,1
2 ^e trimestre	*110,7	*107,9	99,7	101,1	146,6	223,0	72,0	72,8	47,4	134,8	68,4	173,4	93,1	79,8
1986 Juillet	104,9	101,4	95,0	113,1	136,1	214,8	69,6	74,0	46,7	126,4	67,4	163,6	86,4	78,8
Août	106,4	102,7	95,9	110,9	138,9	218,4	70,0	71,3	47,4	128,8	67,4	168,0	88,1	78,7
Septembre	107,1	103,3	96,4	110,5	140,0	216,7	70,1	70,4	47,6	129,4	67,3	168,2	88,3	78,7
Octobre	108,1	104,2	96,9	109,9	141,6	213,8	71,1	67,7	48,0	130,4	67,2	168,0	89,8	78,2
Novembre	107,8	104,0	97,0	111,5	141,9	206,0	71,1	68,4	48,0	130,3	67,2	165,6	89,7	77,1
Décembre	108,3	104,4	97,4	110,4	143,1	205,1	71,3	68,4	48,3	131,2	67,1	166,4	90,3	76,5
1987 Janvier	110,9	106,8	99,6	105,6	147,1	209,8	72,1	68,8	48,5	134,8	67,5	171,0	92,8	77,3
Février	111,8	107,9	100,3	104,1	147,9	209,4	72,6	69,0	48,5	135,4	67,7	170,8	93,9	78,3
Mars	110,9	107,2	99,8	103,3	146,8	211,7	72,2	71,8	48,0	134,4	68,4	171,0	93,2	78,7
Avril	110,8	107,2	99,6	101,1	146,3	222,8	72,0	72,3	47,8	134,3	68,4	172,8	92,8	79,2
Mai	111,0	107,6	100,0	100,4	146,9	225,4	72,1	73,3	47,3	135,3	68,5	174,9	93,6	80,0
Juin	*110,8	*107,6	99,6	101,9	146,5	220,9	71,9	72,7	47,2	134,8	68,3	172,4	92,9	80,3
Juillet	*110,5	*107,4												

Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 ⁵ 3 premiers mois	328,0	339,2	555,2	566,4	- 227,2	3,1	40,4	- 37,3	- 264,5
6 premiers mois	684,2	707,0	1.062,0	1.084,8	- 377,8	6,4	82,4	- 76,0	- 453,8
9 premiers mois	1.038,8	1.072,3	1.440,0	1.473,5	- 401,2	10,8	125,1	- 114,3	- 515,5
12 mois	1.414,9	1.459,9	1.760,2	1.805,2	- 345,3	15,4	180,0	- 164,6	- 509,9
1986 3 premiers mois	319,4	332,0	567,3	579,9	- 247,9	3,0	39,2	- 36,2	- 284,1
5 premiers mois	556,6	577,6	878,7	899,7	- 322,1	6,0	67,2	- 61,2	- 383,3
6 premiers mois	686,5	711,9	1.067,8	1.093,2	- 381,3	7,0	79,7	- 72,7	- 454,0
7 premiers mois	870,1	899,7	1.241,9	1.271,5	- 371,8	8,5	93,8	- 85,3	- 457,1
8 premiers mois	970,2	1.003,9	1.352,0	1.385,7	- 381,8	9,8	105,0	- 95,2	- 477,0
9 premiers mois	1.056,7	1.094,5	1.470,4	1.508,2	- 413,7	11,0	117,9	- 106,9	- 520,6
10 premiers mois	1.205,7	1.248,9	1.587,3	1.630,5	- 381,6	12,3	139,4	- 127,1	- 508,7
11 premiers mois	1.287,7	1.336,1	1.689,0	1.737,4	- 401,3	13,5	149,2	- 135,7	- 537,0
12 mois	1.440,6	1.494,3	1.809,9	1.863,6	- 369,3	14,9	195,7	- 180,8	- 550,1
1987 1 ^{er} mois	122,2	126,6	217,7	222,1	- 95,5	1,4	16,1	- 14,7	- 110,2
2 premiers mois	219,0	227,9	373,1	382,0	- 154,1	2,7	32,0	- 29,3	- 183,4
3 premiers mois	319,0	332,7	566,9	580,6	- 247,9	4,1	47,1	- 43,0	- 290,9
4 premiers mois	498,9	517,5	723,3	741,9	- 224,4	5,3	59,3	- 54,0	- 278,4
5 premiers mois	594,2	617,7	866,7	890,2	- 272,5	6,4	69,7	- 63,3	- 335,8

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés

Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

⁵ Depuis janvier 1985, les données sont élaborées selon la nouvelle méthodologie de la Trésorerie. Certains concepts ayant été modifiés, les données ne sont plus entièrement comparables à celles de 1984 et des années antérieures.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (13)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵				En monnaies étrangères	Divers ⁷	Total (13) = (7) à (12)
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières		Comptes de chèques postaux des particuliers			
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	Fonds des Rentes (8)	Autres ⁶ (9)	(10)	(11)	(12)			
1978	-178,7	+ 1,8	—	- 56,9	- 233,8	+194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	—	- 79,3	- 284,8	+209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	—	- 80,4	- 371,4	+212,0	0,0	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981	-435,0	- 2,1	—	- 89,6	- 526,7	+177,2	0,0	+ 74,8	+134,8	+ 3,0	+135,6	+ 1,3	+349,5
1982	-486,8	- 8,8	—	-110,1	- 605,7	+277,4	0,0	+ 40,5	+183,6	- 1,0	+104,3	+ 0,9	+328,3
1983	-510,0	+ 4,8	—	- 96,0	- 601,2	+409,3	0,0	- 4,0	+122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+191,9
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	—	- 48,5	- 457,9	+243,2	0,0	+ 44,3	+133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+214,7
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	—	- 71,8	- 575,5	+282,0	0,0	+ 47,1	+242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+293,5
12 mois	-491,4	+ 14,5	—	- 94,2	- 571,1	+389,8	0,0	+ 30,9	+169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+181,3
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 12,8	- 21,3	- 295,6	+203,4	0,0	- 53,2	+138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
6 premiers mois	-453,8	- 1,7	- 17,2	- 42,2	- 514,9	+328,8	0,0	- 37,7	.	+ 25,8	- 10,0	.	+186,1
8 premiers mois	-473,3	+ 6,7	- 17,4	- 63,0	- 547,0	+316,2	0,0	- 33,5	.	+ 20,3	+ 4,8	.	+230,8
9 premiers mois	-515,5	+ 5,9	- 17,5	- 74,0	- 601,1	+427,0	0,0	- 28,4	.	+ 11,9	+ 12,0	.	+174,1
10 premiers mois	-525,1	+ 13,9	- 17,8	- 84,6	- 613,6	+430,4	0,0	- 16,8	.	+ 23,9	+ 13,5	.	+183,2
11 premiers mois	-550,1	- 4,2	- 17,8	- 89,8	- 661,9	+445,8	0,0	- 5,6	.	+ 14,3	+ 14,7	.	+216,1
12 mois	-509,9	- 13,5	- 17,7	- 95,8	- 636,9	+492,9	0,0	- 20,3	.	+ 13,6	+ 37,3	.	+144,0
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+ 17,8	0,0	- 9,6	- 100,9	- 1,7	0,0	- 22,9	.	+ 32,7	+ 44,4	.	+102,6
2 premiers mois	-184,4	+ 4,1	- 1,4	- 14,6	- 196,3	+ 92,1	0,0	- 12,3	.	- 0,4	+ 93,6	.	+104,2
3 premiers mois	-284,1	+ 8,7	- 1,4	- 16,3	- 293,1	+123,0	0,0	+ 9,6	.	+ 11,5	+113,7	.	+170,1
4 premiers mois	-297,2	+ 19,7	- 2,0	- 17,9	- 297,4	+164,9	0,0	- 2,9	.	+ 26,3	+100,9	.	+132,5
5 premiers mois	-383,3	+ 9,1	- 2,0	- 20,0	- 396,2	+164,6	0,0	- 50,6	.	+ 32,9	+ 65,2	.	+231,6
6 premiers mois	-454,0	+ 12,6	- 11,6	- 21,5	- 474,5	+163,2	0,0	- 23,4	.	+ 13,5	+ 39,2	.	+311,3
7 premiers mois	-457,1	+ 3,6	- 14,3	- 29,1	- 496,9	+171,2	0,0	- 24,1	.	+ 16,6	+ 29,2	.	+325,7
8 premiers mois	-477,0	+ 3,1	- 14,8	- 30,8	- 519,5	+150,2	0,0	- 1,7	.	+ 13,8	+ 48,1	.	+369,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

⁷ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public.

⁸ Cf. tableau XI-1, note 5.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3, 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	- 182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	- 211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	- 296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	-17,8 ⁸	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
6 premiers mois	-453,8	-33,7	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
8 premiers mois	-473,3	-28,3	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois	-515,5	-35,4	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois	-525,1	-29,8	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois	-550,1	-49,0	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois	-509,9	-61,2	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+16,3	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9
2 premiers mois	-184,4	+ 0,5	-183,9	+112,7	+ 24,0	+136,7	0,0	-13,4	+ 60,6	+ 47,2
3 premiers mois	-284,1	+14,9	-269,2	+112,0	+ 70,0	+182,0	0,0	-13,6	+100,8	+ 87,2
4 premiers mois	-297,2	+ 4,0	-293,2	+169,0	+ 47,7	+216,7	0,0	-16,1	+ 92,6	+ 76,5
5 premiers mois	-383,3	- 6,6	-389,9	+166,9	+210,4	+377,3	0,0	-44,0	+ 56,6	+ 12,6
6 premiers mois	-454,0	-13,2	-467,2	+167,0	+278,7	+445,7	0,0	- 6,6	+ 28,1	+ 21,5
7 premiers mois	-457,1	-25,3	-482,4	+163,3	+303,8	+467,1	0,0	- 7,3	+ 22,6	+ 15,3
8 premiers mois	-477,0	-27,2	-504,2	+162,5	+312,4	+474,9	0,0	+ 8,8	+ 20,5	+ 29,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé [colonnes (2) et (3) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

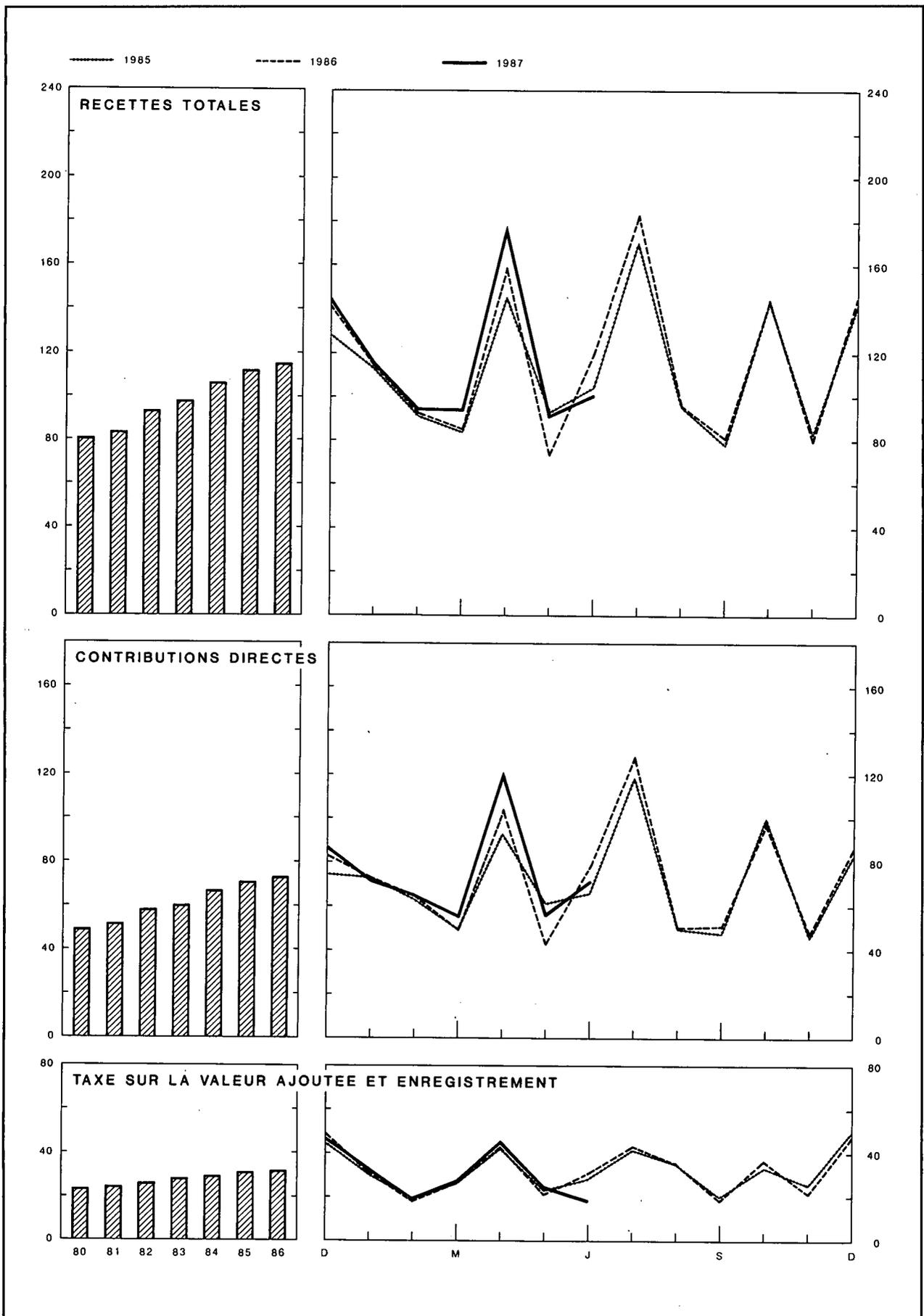
⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3) + (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10) = (1) + (8) + (9)	(11) = (6) + (10)
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,0	1.333,1	12,3	1.345,4	129,1	398,0	1.378,1	1.390,4
1986	874,6	179,6	109,9	378,1	1.362,6	13,3	1.375,9	131,4	410,3	1.416,3	1.429,6
1985 2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	109,5	364,8	3,2	368,0	31,9	115,4	376,2	379,4
1986 1 ^{er} trimestre	187,0	3,0	26,5	76,0	289,5	2,9	292,4	31,8	83,2	302,0	304,9
2 ^e trimestre	225,4	51,9	28,3	96,1	349,8	2,9	352,7	34,0	103,3	362,7	365,6
3 ^e trimestre	231,1	46,9	27,8	98,7	357,6	3,7	361,3	33,0	105,9	370,0	373,7
4 ^e trimestre	231,1	77,8	27,3	107,3	365,7	3,8	369,5	32,6	117,9	381,6	385,4
1987 1 ^{er} trimestre	193,1	4,6	28,4	80,0	301,5	3,5	305,0	33,7	88,4	315,2	318,7
2 ^e trimestre	249,5	66,8	28,0	89,1	366,6	3,3	369,9	34,2	97,5	381,2	384,5
1986 Juin	77,6	1,3	10,0	31,3	118,9	1,0	119,9	12,0	33,7	123,3	124,3
Juillet	128,5	44,2	9,6	43,3	181,4	1,4	182,8	11,4	45,7	185,6	187,0
Août	50,8	0,4	8,7	36,1	95,6	1,1	96,7	10,4	38,5	99,7	100,8
Septembre	51,8	2,3	9,5	19,3	80,6	1,2	81,8	11,2	21,7	84,7	85,9
Octobre	97,2	41,9	9,0	37,0	143,2	1,3	144,5	10,9	40,5	148,6	149,9
Novembre	47,0	0,8	8,8	23,2	79,0	1,1	80,1	10,5	26,7	84,2	85,3
Décembre	86,9	35,1	9,5	47,1	143,5	1,4	144,9	11,2	50,7	148,8	150,2
1987 Janvier	71,9	2,9	9,7	32,9	114,5	1,1	115,6	11,3	35,7	118,9	120,0
Février	65,2	0,1	8,8	19,7	93,7	1,2	94,9	10,4	22,5	98,1	99,3
Mars	56,0	1,6	9,9	27,4	93,3	1,2	94,5	12,0	30,2	98,2	99,4
Avril	120,9	65,2	9,2	45,6	175,7	1,2	176,9	11,3	48,4	180,6	181,8
Mai	57,1	0,1	8,9	25,0	91,0	1,0	92,0	11,0	27,8	95,9	96,9
Juin	71,5	1,5	9,9	18,5	99,9	1,1	101,0	11,9	21,3	104,7	105,8

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de douane et, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres

aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1986			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1986			1987		
				Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	874,6	.	.	104,8	43,0	77,6	120,9	57,1	71,5
précompte immobilier	1,9	.	.	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
précompte mobilier	134,2	136,1	- 1,9	12,2	11,1	19,4	14,9	11,8	17,9
versements anticipés	179,6	191,9	-12,3	50,2	0,4	1,3	65,2	0,1	1,5
impôts de sociétés (rôles)	-13,7	- 9,3	- 4,4	0,1	- 7,6	- 0,5	1,0	0,3	- 5,8
impôts de personnes physiques (rôles)	14,9	16,2	- 1,3	1,2	- 1,9	0,5	0,9	- 1,0	- 0,4
précompte professionnel	534,6	535,5	- 0,9	38,8	39,4	56,3	36,8	44,1	55,3
divers	23,1	.	.	2,2	1,6	0,5	2,1	1,8	2,9
II. Douanes et accises	109,9	.	.	9,7	8,6	10,0	9,2	8,9	9,9
III. T.V.A. et enregistrement	378,1	.	.	43,3	21,5	31,3	45,6	25,0	18,5
B. Recettes en capital³	13,3	.	.	1,1	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1
Total ² ...	1.375,9	.	.	158,9	73,9	119,9	176,9	92,0	101,0
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.429,6	.	.	163,2	78,1	124,3	181,8	96,9	105,8

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome 1, n^o 5, mai 1974, 1^e année, tome 1, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	21,8	1,5	—	—	—	1,1	228,5	—	36,7	9,4	0,7	4,4	282,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	80,6	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	816,3	—	17,9	23,8	—	0,0	879,8
Obligations	—	0,4	—	0,0	2,7	—	15,3	—	30,8	0,0	66,2	0,0	200,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	10,9	75,1	0,0	223,0	—	0,0	—	591,0	740,1	176,8	0,0	1.511,0
Divers	—	—	—	—	—	—	0,0	—	1,2	0,4	4,7	0,0	315,3
(Actions et parts)	(1.095,4)	(10,8)	(54,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(6,9)	(0,1)	(29,7)	(0,0)	(1.202,9)
Total ...	102,4	12,8	75,1	0,0	225,7	8,7	1.060,1	—	677,6	773,7	248,4	4,4	3.188,9
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,4	—	0,0	1,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	5,2	—	0,0	9,2	0,0	0,0	17,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	41,9	1,3	0,0	0,3	0,5	0,0	23,8	2,6	22,6	4,6	11,3	0,0	108,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	46,8	39,1	0,0	15,0	29,9	7,5	10,0	148,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0	—	0,0	—	14,5	6,6	—	0,8	94,0	0,6	0,0	116,6
Divers	31,3	1,0	17,8	1,2	1,4	6,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	20,4	79,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(43,5)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,6)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(78,4)
Total ...	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	30,4	472,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	16,8	0,0	—	2,6	0,0	5,1	84,3	0,0	0,0	0,0	0,0	48,1	156,9
Certificats à un an au plus	—	7,7	—	0,4	0,7	348,0	517,8	188,4	163,8	119,1	0,0	0,0	1.345,9
Obligations accessibles à tout placeur	590,2	13,2	—	10,6	15,5	4,5	507,7	20,0	295,6	108,5	152,4	0,0	1.718,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,0	0,0	325,9	189,3	0,0	31,6	18,4	2,2	0,0	567,5
Divers	—	18,9	—	0,0	18,6	0,6	3,7	0,0	16,4	8,6	2,4	0,0	69,2
Total ...	607,0	39,9	—	13,6	34,8	684,1	1.302,8	208,4	507,4	254,6	157,0	48,1	3.857,7
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	70,5	—	0,0	50,0	0,0	0,0	120,5
Obligations accessibles à tout placeur	25,6	0,0	0,0	0,4	0,6	0,1	10,8	1,6	7,6	3,1	6,1	0,0	55,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6	57,7	0,0	23,9	14,4	3,3	6,6	131,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	12,0	—	—	—	—	0,0	—	56,0	424,3	0,0	0,0	492,3
Divers	12,6	2,0	25,4	—	0,0	—	3,8	—	0,0	24,9	0,0	0,0	68,7
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	25,7	142,8	1,6	87,5	516,7	9,4	6,6	868,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,4	—	0,0	—	—	—	4,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	15,9	0,0	23,2	6,0	7,1	0,0	56,0
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	—	35,3
Divers	127,1	0,4	14,3	0,0	0,0	0,2	0,7	—	0,5	0,0	2,6	49,7	195,5
Total ...	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	49,7	291,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,5	124,9	—	15,6	29,2	—	3,2	175,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	780,7	—	4,1	0,0	—	0,0	784,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.922,1	—	—	—	—	—	2.922,1
Obligations	25,9	0,0	0,0	0,6	0,0	—	139,3	0,0	24,6	3,1	10,3	0,0	203,8
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	110,7	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	134,4
Divers	—	13,0	24,8	—	1,9	—	17,4	—	46,0	1,5	0,0	0,0	104,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(.)	(.)	(—)	(30,1)	(—)	(0,4)	(—)	(9,0)	(0,0)	(43,0)
Total ...	25,9	13,2	135,5	0,6	1,9	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,8	10,3	3,2	4.326,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	846,3	10,1	2,6	38,2	4,3	—	0,0	21,1	3,0	5,4	0,0	931,0	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	11,5	8,9	0,0	0,0	—	0,0	21,2	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	4.505,9	—	—	0,0	—	—	4.505,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	128,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	128,8	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	423,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	423,7	
Autres dépôts à un an au plus	412,5	0,6	—	0,0	2,7	—	—	2,6	2,8	0,0	0,0	421,2	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	472,1	0,0	0,0	0,0	0,0	472,1	
Dépôts à plus d'un an	30,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,2	—	0,0	31,9	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	352,9	—	—	0,2	—	—	0,7	—	1,6	1,0	1,1	357,5	
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	29,4	10,7	0,0	501,7	
(Actions et parts)	(53,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(8,1)	(0,0)	(2,8)	(.)	(1,2)	(66,2)	
Total ...	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	460,7	7.795,0
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	202,0	—	—	0,0	0,0	—	202,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	2,9	2,6	—	9,2	0,5	—	15,2	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	3,7	
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	0,9	220,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	73,4	0,1	0,0	0,4	8,5	0,1	0,1	—	0,8	4,0	9,6	97,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	7,8	—	0,0	0,1	0,0	7,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	17,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	645,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	645,5	
Autres dépôts à un an au plus	70,5	2,4	0,4	0,6	7,1	6,7	0,0	—	0,0	2,0	17,3	107,0	
Dépôts à plus d'un an	95,6	0,0	—	—	0,0	0,9	—	—	—	—	—	96,5	
Bons de caisse à un an au plus	32,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	—	32,3	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	498,6	0,0	—	0,0	0,0	—	1,1	—	1,6	0,1	1,2	502,6	
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	
Divers	52,2	0,0	1,0	24,4	0,0	17,7	44,9	0,0	2,7	0,2	0,0	196,6	
(Actions et parts)	(5,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(5,1)	(.)	(2,5)	(13,0)	
Total ...	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	53,8	1.703,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	14,7	0,0	—	0,4	0,2	—	0,1	—	0,0	0,0	0,6	16,0	
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,6	0,0	0,0	1,1	0,7	—	2,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	—	0,0	15,7	0,0	16,1	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	161,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	161,9	
Autres dépôts à un an au plus	36,3	7,6	—	23,2	8,4	2,8	0,3	—	0,6	0,0	3,1	82,3	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	51,2	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	—	0,0	0,0	0,0	18,5	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	728,3	0,7	0,0	0,7	3,6	1,3	74,9	3,1	76,0	30,2	36,3	955,1	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,4	—	133,1	41,3	—	75,8	2,8	18,1	288,1	
Divers	1,9	0,2	84,6	0,0	0,0	7,5	45,8	—	1,3	1,6	0,0	270,8	
(Actions et parts)	(0,1)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(6,0)	
Total ...	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	144,5	1.862,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	66,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,6	
Réserves mathématiques	576,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	576,8	
Divers	7,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,4	0,0	0,0	11,6	
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(3,6)	
Total ...	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	2,6	655,0
Secteurs indéterminés et ajustements		24,4	0,0	0,0	9,9		334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	—	556,3
Total des créances	6.304,2	128,8	360,2	104,3	310,7	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,6	577,3	804,9	25.799,2

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents, du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,5	—	.	.	0,2	213,5	—	44,5	12,9	1,6	0,2	273,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	19,5	—	—	—	—	—	858,2	—	15,9	22,7	—	0,0	916,3
Obligations	85,7	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	14,1	—	31,2	0,2	58,5	0,0	198,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	0,3	—	0,0	3,1	—	0,0	—	583,4	772,5	185,8	0,0	1.545,1
Divers	0,0	9,4	75,3	—	260,3	—	0,0	—	2,8	0,6	4,9	0,0	353,3
(Actions et parts)	(1.203,2)	(11,2)	(56,1)	(.)	(0,2)	(0,0)	(4,6)	(—)	(7,2)	(0,3)	(33,6)	(0,0)	(1.316,4)
Total ...	105,2	10,2	75,3	0,0	263,4	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	0,2	3.286,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,4	—	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	—	0,0	4,5	2,3	—	0,0	6,8	0,0	0,0	13,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	1,1	0,0	0,2	0,4	0,0	23,6	1,9	19,3	6,4	11,4	0,0	98,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,0	0,0	56,1	41,9	0,0	21,0	26,4	7,9	14,9	168,3
Autres emprunts à plus d'un an	5,6	0,0	—	0,0	—	14,6	7,0	—	2,2	93,9	0,7	0,0	124,0
Divers	32,8	0,6	16,2	1,7	2,1	6,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,9	81,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(44,4)	(27,3)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(2,4)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(79,4)
Total ...	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	81,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	36,8	487,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	19,0	0,0	—	0,4	0,0	1,9	70,6	0,0	0,0	0,0	0,0	68,2	160,1
Certificats à un an au plus	—	6,7	—	6,0	0,9	362,2	518,5	219,3	177,5	180,2	0,0	0,0	1.471,3
Obligations accessibles à tout placeur	618,2	13,3	—	12,3	16,7	3,4	524,9	20,0	331,3	139,7	172,3	0,0	1.852,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	471,4	283,1	0,0	78,1	33,2	5,1	0,0	870,9
Divers	—	14,9	—	0,0	23,0	0,4	4,1	0,0	17,5	9,1	2,1	0,0	71,1
Total ...	637,2	34,9	—	18,7	40,6	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	68,2	4.425,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	94,3	—	0,0	8,7	0,0	0,0	103,0
Obligations accessibles à tout placeur	29,9	0,0	0,0	0,4	0,8	0,0	19,8	1,5	17,3	18,6	9,9	0,0	98,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,7	81,5	0,0	33,2	14,6	4,3	4,1	164,4
Autres emprunts à plus d'un an	—	11,9	—	—	—	—	0,0	—	66,0	458,7	0,0	0,0	536,6
Divers	12,9	2,4	28,9	—	0,0	—	4,0	—	0,0	20,3	0,0	0,0	68,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,8)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,8)
Total ...	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	26,7	199,6	1,5	116,5	520,9	14,2	4,1	970,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,0	—	0,0	—	—	—	4,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	14,9	0,0	22,6	6,0	6,9	0,0	53,8
Réserves de sécurité sociale	28,0	—	—	—	—	19,4	—	—	—	—	—	—	47,4
Divers	162,5	0,6	14,7	0,0	0,0	0,0	0,4	—	1,0	2,5	5,2	54,3	241,2
Total ...	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	54,3	346,4
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,7	127,8	—	16,8	30,0	—	2,6	180,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	920,9	—	6,8	0,0	—	0,0	927,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.505,4	—	—	—	—	—	3.505,4
Obligations	28,0	0,0	0,0	0,1	0,0	—	245,1	0,0	33,2	6,7	10,5	0,0	323,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	125,5	—	—	—	25,0	—	—	—	—	—	150,5
Divers	—	15,5	32,8	—	—	—	16,6	—	55,3	0,7	0,0	0,0	123,3
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,9)	(.)	(.)	(—)	(35,2)	(—)	(0,6)	(—)	(9,1)	(0,0)	(49,1)
Total ...	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	2,6	5.212,6

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	821,6	11,7	2,0	51,0	6,4	—	—	0,0	30,8	4,9	5,8	0,0	934,2
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	21,7	10,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	31,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.433,4	—	—	—	0,0	—	—	5.433,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	137,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	137,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	462,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	462,7
Autres dépôts à un an au plus	439,3	0,1	—	0,0	6,4	—	—	—	2,5	6,2	0,0	0,0	454,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	455,6	0,0	0,0	0,0	—	—	455,6
Dépôts à plus d'un an	30,8	—	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,7	—	0,0	0,0	32,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	389,1	—	—	0,0	—	—	0,8	—	2,4	1,0	1,8	0,0	395,1
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	20,4	10,2	0,0	545,4	576,9
(Actions et parts)	(56,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(7,9)	(0,0)	(2,7)	(.)	(1,5)	(.)	(68,8)
Total	2.281,8	11,8	2,5	51,0	12,8	5.455,1	466,6	0,0	57,8	22,3	7,6	545,4	8.914,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	3,6	1,5	—	0,3	0,0	—	0,0	5,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	200,6	—	0,0	0,0	—	—	200,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	5,0	—	—	16,9	0,0	—	—	41,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,0	3,8
Total	—	—	2,8	0,0	—	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	1,0	251,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	77,0	0,0	0,0	0,2	7,2	0,2	0,1	—	0,1	0,8	12,4	0,0	98,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	6,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,3	—	—	—	—	19,8	—	—	—	—	—	—	21,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	696,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	696,3
Autres dépôts à un an au plus	80,2	1,7	0,4	0,3	12,6	11,0	0,0	—	0,0	0,2	24,1	0,0	130,5
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	—	0,0	1,4	—	—	0,2	—	—	—	99,5
Bons de caisse à un an au plus	34,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	34,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	545,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	—	1,1	0,5	0,3	0,0	548,1
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	61,2	0,0	1,1	24,4	0,0	33,1	57,9	0,0	2,6	2,3	0,0	62,2	244,8
(Actions et parts)	(10,5)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(3,2)	(.)	(2,5)	(.)	(16,2)
Total	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	62,2	1.879,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	15,9	0,0	—	1,0	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	17,7
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,7	0,0	2,9	1,0	—	0,0	5,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	0,6	—	0,0	16,8	0,0	0,0	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	186,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	186,5
Autres dépôts à un an au plus	43,9	11,3	—	34,7	7,2	3,3	0,2	—	0,8	0,0	2,2	0,0	103,6
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	52,8	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	53,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	783,3	0,6	0,0	0,7	3,9	1,3	66,7	3,2	73,2	40,9	40,1	0,0	1.013,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	130,9	49,4	—	76,2	3,9	17,9	13,8	292,5
Divers	2,4	0,2	96,8	0,9	2,4	26,1	46,0	—	3,5	19,1	0,0	148,2	345,6
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,3)
Total	1.085,0	12,1	96,8	37,3	14,0	162,2	180,7	3,2	156,7	82,0	60,7	162,0	2.052,7
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	77,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	77,2
Réserves mathématiques	609,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	609,7
Divers	7,8	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,6	0,0	0,0	3,8	13,5
(Actions et parts)	(4,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(4,6)
Total	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	3,8	700,4
Secteurs indéterminés et ajustements		21,3	0,0	0,0	11,3		435,9	5,5	84,2	94,9	32,9	—	686,0
Total des créances	6.735,8	124,4	397,1	134,3	368,0	6.670,0	8.993,7	251,4	1.898,4	2.074,8	625,1	940,6	29.213,6

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹			
Secteurs nationaux non financiers														
<i>Entreprises privées et particulières</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 1,0	—			- 0,9	- 15,0	—	+ 7,8	+ 3,5	+ 0,9	- 4,2	- 8,9	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 2,3						+ 27,2	—	- 2,0	- 1,1		0,0	+ 21,8	
Obligations	+ 5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,7	- 1,2	—	+ 0,4	+ 0,2	- 7,7	0,0	- 2,5	
Autres emprunts à plus d'un an		- 0,1		0,0			0,0	—	- 7,6	+ 32,4	+ 9,0	0,0	+ 34,1	
Divers	0,0	- 1,5	+ 0,2		+ 37,3	+ 22,2	0,0	—	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,2	0,0	+ 60,2	
(Actions et parts)	(+ 89,9)	(+ 0,4)	(+ 1,4)	(.)	(0,0)	(- 2,8)	(- 0,5)	(-)	(+ 0,3)	(+ 0,2)	(+ 3,9)	(0,0)	(+ 92,8)	
Total ...	+ 2,8	- 2,6	+ 0,2	0,0	+ 37,7	+ 22,0	+ 11,0	—	+ 0,2	+ 35,2	+ 2,4	- 4,2	+ 104,7	
<i>Organismes publics d'exploitation</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 0,6	—	0,0	0,0		0,0	- 0,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,2	0,0	0,0		0,0	+ 1,6	- 2,9	—	0,0	- 2,4	0,0	0,0	- 3,9	
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	- 7,4	- 0,2	0,0	- 0,1	- 0,1	0,0	- 0,2	- 0,7	- 3,3	+ 1,8	+ 0,1	0,0	- 10,1	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	+ 9,3	+ 2,8	0,0	+ 6,0	- 3,5	+ 0,4	+ 4,9	+ 19,7	
Autres emprunts à plus d'un an	+ 5,5	0,0		0,0		+ 0,1	+ 0,4	—	+ 1,4	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 7,4	
Divers	+ 1,5	- 0,4	- 1,6	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 1,5	+ 2,8	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,9)	(- 0,7)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(+ 0,8)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,0)	
Total ...	- 0,6	- 0,6	- 1,6	+ 0,3	+ 0,5	+ 11,6	- 0,5	- 0,7	+ 4,1	- 4,2	+ 0,6	+ 6,4	+ 15,3	
<i>Etat (Trésor)</i>														
Fonds de tiers	+ 2,2	0,0	—	- 2,2	0,0	- 3,2	- 13,7	0,0	0,0	0,0		+ 20,1	+ 3,2	
Certificats à un an au plus		- 1,0	—	+ 5,6	+ 0,2	+ 7,9	+ 0,7	+ 30,9	+ 13,7	+ 61,1	0,0	0,0	+ 119,1	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 28,0	+ 0,1	—	+ 1,7	+ 1,2	+ 1,1	+ 17,2	0,0	+ 35,7	+ 31,2	+ 19,9	0,0	+ 133,9	
Obligations non accessibles à tout placeur		- 0,1	—	0,0	0,0	+ 117,5	+ 83,3	0,0	+ 46,5	+ 14,8	+ 2,9	0,0	+ 264,9	
Divers		- 4,0	—	0,0	+ 4,4	- 0,2	+ 0,4	0,0	+ 1,1	+ 0,5	- 0,3	0,0	+ 1,9	
Total ...	+ 30,2	- 5,0	—	+ 5,1	+ 5,8	+ 120,9	+ 87,9	+ 30,9	+ 97,0	+ 107,6	+ 22,5	+ 20,1	+ 523,0	
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances							+ 23,8	—	0,0	- 41,3	0,0	0,0	- 17,5	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,3	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	- 0,1	+ 9,0	- 0,1	+ 9,7	+ 15,5	+ 3,8	0,0	+ 42,3	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	+ 23,8	0,0	+ 9,3	+ 0,2	+ 1,0	- 2,5	+ 32,9	
Autres emprunts à plus d'un an		- 0,1					0,0	—	+ 10,0	+ 34,4	0,0	0,0	+ 44,3	
Divers	+ 0,3	+ 0,4	+ 3,5		0,0		+ 0,2	—	0,0	- 4,6	0,0	0,0	- 0,2	
(Actions et parts)	(-)	(-)	(+ 0,6)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(+ 0,6)	
Total ...	+ 4,6	+ 0,3	+ 3,5	0,0	+ 0,2	+ 1,0	+ 56,8	- 0,1	+ 29,0	+ 4,2	+ 4,8	- 2,5	+ 101,8	
<i>Sécurité sociale</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,4	—	0,0	—	—	—	- 0,4	
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,2	0,0	0,0	0,0	- 0,2	0,0	- 1,0	0,0	- 0,6	0,0	- 0,2	0,0	- 2,2	
Réserves de sécurité sociale	+ 10,8	—	—	—	—	+ 1,3 ²	—	—	—	—	—	—	+ 12,1	
Divers	+ 35,4	+ 0,2	+ 0,4	0,0	0,0	- 0,2	- 0,3	—	+ 0,5	+ 2,5	+ 2,6	+ 4,6	+ 45,7	
Total ...	+ 46,0	+ 0,2	+ 0,4	0,0	- 0,2	+ 1,1	- 1,7	0,0	- 0,1	+ 2,5	+ 2,4	+ 4,6	+ 55,2	
Etranger														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 0,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,5	
Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,0	—	—	—	+ 0,2	+ 2,9	—	+ 1,2	+ 0,8	—	- 0,6	+ 4,5	
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				+ 135,6	—	+ 2,7	0,0		0,0	+ 138,3	
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³							+ 580,5	—	—	—	—	—	+ 580,5	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 14,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 14,0	
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 53,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 53,8	
Obligations	+ 114,0 ⁴	0,0	0,0	- 0,5	0,0	—	+ 105,8	0,0	+ 8,6	+ 3,6	+ 0,2 ⁴	0,0	+ 231,7	
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 8,5	—	—	—	+ 1,3	—	—	—	—	+ 6,3	+ 16,1	
Divers	+ 15,5	+ 2,5	+ 8,0	—	+ 0,5	—	- 0,8	—	+ 9,3	- 0,8	0,0	+ 50,8	+ 85,0	
(Actions et parts)	(- 3,8) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,1)	(-)	(+ 0,2)	(-)	(+ 0,1) ⁴	(0,0)	(+ 2,3)	
Total ...	+ 169,3	+ 2,5	+ 16,5	- 0,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 825,8	0,0	+ 21,8	+ 3,6	+ 0,2	+ 56,5	+ 1.096,4	

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	- 24,7	+ 1,6	- 0,6	+ 12,8	+ 2,1	.	-	0,0	+ 9,7	+ 1,9	+ 0,4	0,0	+ 3,2
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 10,2	+ 1,3	0,0	- 0,8	0,0	-	0,0	+ 10,7
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 897,5	-	-	-	0,0	-	-	+ 897,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 4,2	.	-	.	.	-	-	-	-	-	-	+ 4,9	+ 9,1
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 39,0	-	-	.	.	-	-	-	-	-	-	-	+ 39,0
Autres dépôts à un an au plus	+ 26,8	- 0,5	-	0,0	+ 3,7	-	-	-	- 0,1	+ 3,4	0,0	0,0	+ 33,3
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	-	16,5	0,0	0,0	-	0,0	- 16,5
Dépôts à plus d'un an	+ 0,5	.	-	0,0	0,0	-	-	0,4	+ 0,5	-	0,0	0,0	+ 0,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 36,2	.	-	- 0,2	-	.	+ 0,1	-	+ 0,8	0,0	+ 0,7	0,0	+ 37,6
Divers	0,0	.	0,0	0,0	0,0	.	0,0	0,0	- 9,0	- 0,5	0,0	+ 115,3	+ 105,8
(Actions et parts)	(+ 2,6)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(- 0,2)	(0,0)	(- 0,1)	(.)	(+ 0,3)	(.)	(+ 2,6)
Total	+ 82,0	+ 1,1	- 0,6	+ 12,6	+ 5,8	+ 907,7	- 15,5	0,0	+ 1,1	+ 4,8	+ 1,1	+ 120,2	+ 1.120,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 3,6	+ 1,5	-	+ 0,3	0,0	-	0,0	+ 5,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 1,4	-	0,0	0,0	-	-	- 1,4
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	+ 2,1	+ 17,0	-	+ 7,7	- 0,5	-	-	+ 26,3
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,1	+ 0,1
Total	-	-	0,0	0,0	-	+ 5,7	+ 17,1	-	+ 8,0	- 0,5	-	+ 0,1	+ 30,4
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 3,6	- 0,1	0,0	- 0,2	- 1,3	+ 0,1	0,0	-	- 0,7	- 3,2	+ 2,8	- 0,3	+ 0,7
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	-	-	-	-	-	- 1,4	-	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 1,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 0,3	.	-	.	.	+ 3,1	-	-	-	-	-	0,0	+ 3,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 50,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 50,8
Autres dépôts à un an au plus	+ 9,7	- 0,7	0,0	- 0,3	+ 5,5	+ 4,3	0,0	-	0,0	- 1,8	+ 6,8	0,0	+ 23,5
Dépôts à plus d'un an	+ 2,3	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,5	-	-	+ 0,2	-	-	-	+ 3,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 2,4	0,0	-	0,0	0,0	.	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 46,7	0,0	-	0,0	0,0	.	- 0,2	-	- 0,5	+ 0,4	- 0,9	0,0	+ 45,5
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 9,0	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 15,4	+ 13,0	0,0	- 0,1	+ 2,1	0,0	+ 8,7	+ 48,2
(Actions et parts)	(+ 5,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(- 1,9)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 3,2)
Total	+ 124,8	- 0,8	+ 0,1	- 0,5	+ 4,2	+ 23,4	+ 11,4	0,0	- 1,1	- 2,6	+ 8,7	+ 8,4	+ 176,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,2	0,0	-	+ 0,6	- 0,1	.	0,0	-	+ 0,1	0,0	- 0,1	0,0	+ 1,7
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	- 0,3	+ 0,7	0,0	+ 1,8	+ 0,3	-	0,0	+ 2,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	.	0,0	0,0	+ 0,3	+ 0,2	-	0,0	+ 1,1	0,0	0,0	+ 1,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 24,6	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 24,6
Autres dépôts à un an au plus	+ 7,6	+ 3,7	.	+ 11,5	- 1,2	+ 0,5	- 0,1	-	+ 0,2	0,0	- 0,9	0,0	+ 21,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	.	0,0	-	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 1,9
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	.	1,5	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 55,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	- 8,2	+ 0,1	- 2,8	+ 10,7	+ 3,8	0,0	+ 58,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2	+ 8,1	-	+ 0,4	+ 1,1	- 0,2	- 2,8	+ 4,4
Divers	+ 0,5	0,0	+ 12,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 18,6	+ 0,2	-	+ 2,2	+ 17,5	0,0	+ 20,3	+ 74,8
(Actions et parts)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(+ 0,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,3)
Total	+ 90,7	+ 3,6	+ 12,2	+ 13,0	+ 1,4	+ 16,9	- 0,6	+ 0,1	+ 1,9	+ 30,8	+ 2,6	+ 17,5	+ 190,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 10,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 10,6
Réserves mathématiques	+ 32,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 32,9
Divers	+ 0,6	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	+ 0,2	0,0	0,0	+ 1,2	+ 1,9
(Actions et parts)	(+ 1,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,0)
Total	+ 44,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 1,2	+ 45,4
Secteurs indéterminés et ajustements		- 3,1	0,0	0,0	+ 1,4	+ 6,3	+ 134,6	+ 0,3	+ 15,5	+ 11,8	+ 2,5	-	+ 169,3
Total des créances	+ 593,9	- 4,4	+ 30,6	+ 30,0	+ 57,3	+ 1.116,8	+ 1.126,3	+ 30,5	+ 177,6	+ 193,2	+ 47,8	+ 228,3	+ 3.627,9

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	102,4	12,8	75,1	0,0	225,7	416,0	8,7	1.060,1	—	677,6	773,7	248,4	2.759,8	4,4	3.188,9
2. Organismes publics d'exploitation	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	97,6	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	273,8	30,4	472,0
3. Etat (Trésor)	607,0	39,9	—	13,6	34,8	695,3	684,1	1.302,8	208,4	507,4	254,6	157,0	2.430,2	48,1	3.857,7
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	78,6	25,7	142,8	1,6	87,5	516,7	9,4	758,0	6,6	868,9
5. Sécurité sociale	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	162,6	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	60,4	49,7	291,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	968,9	69,5	132,6	15,6	263,5	1.450,1	807,2	2.602,0	212,6	1.334,6	1.689,1	443,9	6.282,2	139,2	8.678,7
7. Etranger	25,9	13,2	135,5	0,6	1,9	177,1	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,8	10,3	4.144,0	3,2	4.326,8
8. Organismes principalement monétaires	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	2.254,1	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	562,8	460,7	7.795,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	214,3	0,9	220,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	1.514,5	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	93,5	53,8	1.703,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	1.124,3	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	448,5	144,5	1.862,6
12. Autres institutions ¹	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	651,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	1,4	2,6	655,0
13. Total des intermédiaires financiers	5.309,4	21,7	92,1	88,1	35,4	5.546,7	4.707,7	921,9	3,1	227,2	75,6	92,7	1.320,5	662,5	12.237,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	24,4	0,0	0,0	9,9	34,3	.	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	522,0	—	556,3
15. Total des créances	6.304,2	128,8	360,2	104,3	310,7	7.208,2	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,6	577,3	12.268,7	804,9	25.799,2
Solde des créances et des dettes...	3.115,3	-343,2	-3.497,5	-764,6	19,5	-1.470,5	1.190,6	73,1	0,0	16,9	19,0	-77,7	31,3	248,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	105,2	10,2	75,3	0,0	263,4	454,1	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	2.823,3	0,2	3.286,1
2. Organismes publics d'exploitation	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	95,6	81,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	273,1	36,8	487,3
3. Etat (Trésor)	637,2	34,9	—	18,7	40,6	731,4	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	2.786,6	68,2	4.425,5
4. Secteur public non compris ailleurs	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	87,2	26,7	199,6	1,5	116,5	520,9	14,2	852,7	4,1	970,7
5. Sécurité sociale	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	209,0	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	63,5	54,3	346,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.051,9	61,8	135,1	21,0	307,5	1.577,3	975,9	2.780,7	242,7	1.464,8	1.834,4	476,6	6.799,2	163,6	9.516,0
7. Etranger	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	204,5	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	5.002,8	2,6	5.212,6
8. Organismes principalement moné- taires	2.281,8	11,8	2,5	51,0	12,8	2.359,9	5.455,1	466,6	0,0	57,8	22,3	7,6	554,3	545,4	8.914,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	238,9	1,0	251,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capitalisation	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	1.642,3	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	109,9	62,2	1.879,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.085,0	12,1	96,8	37,3	14,0	1.245,2	162,2	180,7	3,2	156,7	82,0	60,7	483,3	162,0	2.052,7
12. Autres institutions ¹	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	695,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	1,6	3,8	700,4
13. Total des intermédiaires financiers	5.655,9	25,6	103,7	113,2	46,8	5.945,2	5.691,4	934,3	3,2	237,3	108,1	105,1	1.388,0	774,4	13.799,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	21,3	0,0	0,0	11,3	32,6	.	435,9	5,5	84,2	94,9	32,9	653,4	—	686,0
15. Total des créances	6.735,8	124,4	397,1	134,3	368,0	7.759,6	6.670,0	8.993,7	251,4	1.898,4	2.074,8	625,1	13.843,4	940,6	29.213,6
Solde des créances et des dettes ..	3.449,7	-362,9	-4.028,4	-836,4	21,6	-1.756,4	1.457,4	79,0	0,1	18,5	22,1	-75,3	44,4	254,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter-médiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 2,8	- 2,6	+ 0,2	0,0	+ 37,7	+ 38,1	+ 22,0	+ 11,0	—	+ 0,2	+ 35,2	+ 2,4	+ 48,8	- 4,2	+ 104,7
2. Organismes publics d'exploitation	- 0,6	- 0,6	- 1,6	+ 0,3	+ 0,5	- 2,0	+ 11,6	- 0,5	- 0,7	+ 4,1	- 4,2	+ 0,6	- 0,7	+ 6,4	+ 15,3
3. Etat (Trésor)	+ 30,2	- 5,0	—	+ 5,1	+ 5,8	+ 36,1	+ 120,9	+ 87,9	+ 30,9	+ 97,0	+ 107,6	+ 22,5	+ 345,9	+ 20,1	+ 523,0
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 4,6	+ 0,3	+ 3,5	0,0	+ 0,2	+ 8,6	+ 1,0	+ 56,8	- 0,1	+ 29,0	+ 4,2	+ 4,8	+ 94,7	- 2,5	+ 101,8
5. Sécurité sociale	+ 46,0	+ 0,2	+ 0,4	0,0	- 0,2	+ 46,4	+ 1,1	- 1,7	0,0	- 0,1	+ 2,5	+ 2,4	+ 3,1	+ 4,6	+ 55,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 83,0	- 7,7	+ 2,5	+ 5,4	+ 44,0	+ 127,2	+ 156,6	+ 153,5	+ 30,1	+ 130,2	+ 145,3	+ 32,7	+ 491,8	+ 24,4	+ 800,0
7. Etranger	+ 169,3	+ 2,5	+ 16,5	- 0,5	+ 0,5	+ 188,3	+ 0,2	+ 825,8	0,0	+ 21,8	+ 3,6	+ 0,2	+ 851,4	+ 56,5	+ 1.096,4
8. Organismes principalement monétaires	+ 82,0	+ 1,1	- 0,6	+ 12,6	+ 5,8	+ 100,9	+ 907,7	- 15,5	0,0	+ 1,1	+ 4,8	+ 1,1	- 8,5	+ 120,2	+ 1.120,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 5,7	+ 17,1	—	+ 8,0	- 0,5	—	+ 24,6	+ 0,1	+ 30,4
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 124,8	- 0,8	+ 0,1	- 0,5	+ 4,2	+ 127,8	+ 23,4	+ 11,4	0,0	- 1,1	- 2,6	+ 8,7	+ 16,4	+ 8,4	+ 176,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 90,7	+ 3,6	+ 12,2	+ 13,0	+ 1,4	+ 120,9	+ 16,9	- 0,6	+ 0,1	+ 1,9	+ 30,8	+ 2,6	+ 34,8	+ 17,5	+ 190,1
12. Autres institutions ¹	+ 44,1	0,0	- 0,1	0,0	+ 0,0	+ 44,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 0,2	+ 1,2	+ 45,4
13. Total des intermédiaires financiers	+ 341,6	+ 3,9	+ 11,6	+ 25,1	+ 11,4	+ 393,6	+ 953,7	+ 12,4	+ 0,1	+ 10,1	+ 32,5	+ 12,4	+ 67,5	+ 147,4	+ 1.562,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	- 3,1	0,0	0,0	+ 1,4	- 1,7	+ 6,3	+ 134,6	+ 0,3	+ 15,5	+ 11,8	+ 2,5	+ 164,7	—	+ 169,3
15. Total des créances	+ 593,9	- 4,4	+ 30,6	+ 30,0	+ 57,3	+ 707,4	+ 1.116,8	+ 1.126,3	+ 30,5	+ 177,6	+ 193,2	+ 47,8	+ 1.575,4	+ 228,3	+ 3.627,9
Solde des créances et des dettes ..	+ 489,2	- 19,7	- 492,4	- 71,8	+ 2,1	- 92,6	+ 20,4	+ 6,0	+ 0,1	+ 1,6	+ 3,1	+ 2,4	+ 13,2	+ 59,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 et 1970-1980* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985, LX^e année, tome II, octobre 1985. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	-127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	-226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	-224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	-195,7
1983	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	-200,2
1984 Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	-173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	1.555,4	159,9	1.108,9	1.116,6	56,5	165,1	4,2	222,3	-181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	1.615,6	190,9	1.146,7	1.154,5	52,7	169,8	12,5	224,5	-184,7
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,9	1.620,9	177,2	1.112,3	1.122,6	49,8	188,0	13,9	241,4	-237,6
Décembre	964,7	1.016,8	481,6	123,6	2.586,7	- 723,1	1.620,5	182,6	1.185,9	1.195,1	49,3	182,2	17,2	242,9	-170,8
1986 Mars	976,1	1.056,1	495,3	138,9	2.666,4	- 727,2	* 1.710,2	* 195,6	1.200,0	1.210,0	* 50,1	168,5	11,2	* 228,7	* -170,7
Juin	1.057,1	1.043,9	493,5	120,1	2.714,6	- 806,1	* 1.764,8	* 190,2	1.240,3	1.249,3	* 48,4	175,6	20,3	* 280,4	* -199,3
Septembre	1.001,8	1.095,0	489,1	128,4	2.714,3	- 843,7	* 1.767,3	* 193,8	1.226,4	1.233,7	* 49,6	191,4	15,9	* 277,5	* -163,9
Décembre	1.040,5	1.173,1	* 489,4	113,3	* 2.816,3	- 814,3	* 1.756,2	* 200,9	1.292,4	1.298,5	* 49,9	209,4	18,8	* 289,1	* -186,1
1987 Mars	1.042,8	1.219,2	* 491,9	119,5	* 2.873,4	- 863,5	* 1.899,6	* 201,1	1.323,4	1.332,9	* 46,0	184,4	27,6	* 307,2	* -252,4

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7
2. F.M.I. : — Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	22,4	20,9	20,4
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	22,3	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	13,6	13,7	12,5
— Autres	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	1,8	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	5,4
3. Ecus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	184,1	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	138,9	136,5	139,1
4. Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,7	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	2,4	2,7	2,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	22,1	6,9	31,1	31,6	29,6	10,7	11,2	9,3	15,5	8,2	8,5	2,6	2,0	0,5	7,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	30,5	24,0	29,4	30,1	58,9	35,7	34,7	45,5	108,4
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	265,7	339,4	286,3	262,9	321,3	323,8	333,7	312,2	303,7	287,8	314,5	272,8	278,1	283,8	353,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0	1,4	1,3
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	3,4	4,1	4,4	4,1	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9
c) sur les banques de dépôts	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,1	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	10,8	12,3	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3	14,3	17,4	17,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	12,0	5,7	13,2	10,5	7,3	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	46,4	34,4	41,2	42,3	46,2	0,0	0,0	0,0	7,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,3	0,5	0,1	0,4	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	165,1	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	209,4	184,4	136,3
b) autres	23,2	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	1,3	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	93,1	83,5	63,1	76,5	63,0	80,1	68,3	78,4	64,5	85,9	71,0	54,1	41,7	43,4	56,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	659,5	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	6,0	7,0	9,3	6,5	6,6	6,2	5,2	5,9	6,7	5,4	4,8	4,9	5,8	6,2	6,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	33,5	7,1	12,2	24,8	55,1	6,5	5,5	6,2	7,0	5,7	5,1	5,2	6,1	6,5	6,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,8	11,9	12,1	12,7	12,6	16,3	12,1	14,0	14,8	12,8	15,1	12,8	14,6	12,7	* 12,7
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,0	0,4	0,1	0,1	0,0	* 0,2	0,1	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	359,0	364,2	370,1	369,5	383,3	381,9	373,0	375,8	379,9	375,1	402,1	387,8	400,5	388,4	* 415,8
— monnaie scripturale ⁵	0,7	0,4	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1	0,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	172,0	253,2	246,0	254,6	278,8	292,1	267,8	275,2	250,8	248,1	238,5	208,2	202,8	202,1	* 208,6
TOTAL DU PASSIF ...	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	659,5	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-86	31-7-86	31-8-86	30-9-86	31-10-86	30-11-86	31-12-86	31-1-87	28-2-87	31-3-87	30-4-87	31-5-87	30-6-87
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,7	57,7
2. F.M.I. : — Participation	22,3	22,2	22,2	22,1	22,1	22,2	22,4	22,4	21,1	20,9	21,1	20,0	20,4
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	14,7	10,0	10,1	10,7	12,2	13,6	13,6	12,6	12,6	13,7	13,6	12,6	12,5
— Autres	6,0	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,7	5,7	5,4
3. Ecus	143,4	136,5	134,8	134,8	138,9	138,9	138,9	136,5	136,5	136,5	139,1	139,1	139,1
4. Accords internationaux	2,5	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,4	2,4	2,7	2,7	2,7	2,8	2,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	8,5	3,4	3,1	2,6	4,2	2,2	2,0	2,8	3,1	0,5	0,5	0,6	7,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	58,9	57,2	40,3	35,7	35,3	34,0	34,7	37,7	38,4	45,5	66,8	72,0	108,4
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	314,5	296,1	277,3	272,8	279,5	277,7	278,1	278,5	278,5	283,8	307,2	310,5	353,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,0	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,3
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,5	3,5	3,2	3,7	3,6	3,6	4,4	4,7	4,6	4,3	4,1	4,0	3,9
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	16,8	17,3	17,4	17,3	17,4	17,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	175,6	174,9	191,0	191,4	191,7	194,1	209,4	186,1	185,2	184,4	164,7	184,4	136,3
b) autres	5,9	1,0	0,0	1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	71,0	69,6	49,4	54,1	47,9	46,4	41,7	41,9	40,6	43,4	47,7	54,8	56,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	661,4	636,1	611,9	614,4	613,9	612,9	624,5	605,4	605,8	610,3	617,8	647,8	644,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-86	31-7-86	31-8-86	30-9-86	31-10-86	30-11-86	31-12-86	31-1-87	28-2-87	31-3-87	30-4-87	31-5-87	30-6-87
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	4,8	4,9	4,4	4,9	4,8	4,8	5,8	7,2	5,4	6,2	5,5	5,3	6,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	5,1	5,2	4,7	5,2	5,1	5,1	6,1	7,5	5,7	6,5	5,8	5,6	6,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	15,1	12,4	11,6	12,8	12,3	12,0	14,6	11,8	12,3	12,7	* 11,5	* 12,3	* 12,7
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,4	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	* 0,0	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	402,1	391,0	391,2	387,8	391,1	392,2	400,5	386,4	389,8	*388,4	*398,3	*416,0	*415,8
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	238,5	227,1	203,6	208,2	205,0	203,3	202,8	199,2	197,4	202,1	*201,7	*213,3	*208,6
TOTAL DU PASSIF ...	661,4	636,1	611,9	614,4	613,9	612,9	624,5	605,4	605,8	610,3	617,8	647,8	644,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	2,0	0,0	0,0	1,4	2,1	0,0	0,1	2,4	0,8	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,7	0,4	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	2,0	0,0	0,0	1,6	2,2	0,0	0,1	3,1	1,2	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,9	1,6	1,7	1,5	2,0	2,1	2,0	1,8	2,2	2,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	1,3	2,3	3,1	0,4	1,5	3,2	2,1	1,6	4,9	1,2
c) sur les banques de dépôts	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	4,3	2,7	4,8	1,1	3,6	6,1	3,7	6,8	3,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	70,6	91,0	96,2	82,3	83,6	96,8	99,8	87,8	94,6	*99,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	15,0	15,0	* 14,0	* 13,8	* 14,8	* 14,8	*13,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	62,0	34,4	58,1	42,4	47,1	46,5	45,9	51,3	45,7	49,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,3	0,0	0,0	0,8	2,7	0,0	0,1	1,1	0,3	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,4	1,3	0,0	0,3	2,7	4,9
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,7	0,5	0,0	1,0	0,2	0,5	3,9	1,9	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	11,8	15,9	13,9	14,6	11,3	15,2	14,5	* 16,1	* 15,3	*16,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7	188,7	190,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0	1,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,3	3,4	3,8	4,1	4,5	4,1	3,5	3,7	4,4	4,3
b) envers les organismes publics	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,4	2,3	3,1	2,3	1,5	3,2	2,1	1,6	4,9	1,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	4,7	3,1	11,6	6,7	6,5	10,0	10,2	10,7	7,5
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,6	15,5	15,1	14,3	14,4	14,3	14,7	14,9	15,1	14,5
— monnaie scripturale	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	86,8	102,5	109,5	95,6	102,2	*107,0	*120,5	*106,3	*112,8	*121,1
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	53,8	36,0	55,5	37,8	37,4	* 46,9	* 36,7	* 45,8	* 39,8	* 40,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7	188,7	190,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5	436,2	445,1
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	30,5	29,2	27,9	23,2	19,2	23,5	21,7	19,8	21,3	19,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.392,8	4.524,3	4.381,5	4.090,2	4.158,2	3.840,2	3.896,3	4.056,3	3.959,4
b) en francs belges	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	191,5	182,2	191,6	204,0	220,2	227,1	231,6	233,9	251,6	240,4
Total des créances sur l'étranger	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.882,5	5.064,1	4.936,1	4.664,9	4.787,1	4.488,3	4.570,5	4.765,4	4.664,4
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	14,4	10,5	11,8	12,5	12,8	10,7	13,1	11,0	12,4	10,6
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1
b) sur les organismes publics	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	4,6	3,1	11,5	6,8	6,5	10,0	10,2	10,7	7,5
c) sur les banques de dépôts	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	437,1	500,4	498,1	529,2	519,8	* 526,5	* 499,7	* 489,4	* 470,6	* 422,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	482,2	516,1	547,9	561,7	553,3	634,2	730,5	744,9	745,1	842,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	499,2	550,2	585,2	609,4	615,1	642,1	638,0	* 657,9	* 644,1	* 689,8
— autres	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	249,1	296,4	284,5	265,6	266,7	234,4	194,0	* 173,2	* 168,8	* 162,8
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	25,6	35,4	33,5	35,5	39,4	49,3	45,4	* 45,8	* 51,3	* 50,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	14,7	14,1	21,0	19,3	18,6	18,0	17,7	* 17,7	* 17,2	* 17,4
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	75,5	77,8	79,6	77,1	81,3	80,7	* 78,4	* 86,2	* 82,6
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	17,8	19,8	19,0	16,0	15,5	15,2	14,7	15,2	14,0	11,7
b) effets commerciaux	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	201,1	211,4	208,0	190,3	191,2	203,3	209,0	202,9	220,3	* 169,0
c) avances	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	904,9	877,6	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2	1.057,7	* 1.142,6
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	23,2	21,9	21,0	19,5	18,6	18,8	20,7	* 19,6	* 19,3	* 18,1
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	34,2	31,4	30,2	30,1	30,8	27,4	* 29,8	* 30,5	* 27,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	21,1	4,2	12,5	11,6	16,8	9,9	14,4	14,2	16,1	22,7
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	98,6	125,1	124,9	138,2	132,1	113,3	166,4	* 171,4	* 175,0	* 194,3
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	56,3	53,2	53,0	55,1	65,9	69,0	61,8	* 60,9	* 59,4	* 60,5
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	59,4	62,2	61,5	61,6	60,7	61,6	* 63,6	* 73,0	* 74,9
D. Autres	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	544,0	529,5	549,1	533,6	583,4	581,4	* 536,7	* 575,5	* 609,3	* 579,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	5.297,0	5.215,2
b) en francs belges ¹	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	459,1	491,7	531,4	505,3	531,0	507,8	569,7	583,0	555,9	590,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.818,8	6.076,7	5.900,5	5.686,9	5.796,4	5.603,9	5.684,8	5.852,9	5.805,2
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	4,3	2,7	2,9	1,1	3,6	6,1	3,7	6,8	3,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	* 0,7	* 0,8	* 0,8
— autres	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	436,3	499,5	497,2	528,3	519,1	* 525,7	* 498,9	* 488,6	* 469,8	* 421,5
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	393,3	386,1	431,1	413,3	427,9	* 431,4	* 481,5	* 444,9	* 470,0	* 475,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,7	1,6	1,5	2,0	1,9	* 1,1	* 1,1	* 1,7	* 2,1	* 2,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	607,3	626,1
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	505,5	462,0	471,6	484,6	* 514,9	* 490,4	* 524,6	* 565,8	* 593,1
— à plus d'un an :															
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	38,4	39,0
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,5	457,3	456,4	450,6	* 451,0	* 452,9
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	113,3	119,5
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	17,6	13,6	20,6	18,6	22,8
D. Autres	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	516,8	527,7	553,0	589,0	579,3	* 605,0	* 583,0	* 601,4	* 649,5	* 689,4
TOTAL DU PASSIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	
2. F.M.I. : — Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	22,4	20,9	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	13,6	13,7	
— Autres	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	
3. Ecus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	138,9	136,5	
4. Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	2,4	2,7	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5	436,2	445,1	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	40,9	27,2	51,0	49,8	50,7	43,2	40,4	43,0	33,9	36,8	31,7	30,3	24,8	24,1	20,0	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.405,5	4.119,6	4.188,3	3.899,1	3.932,0	4.091,0	4.004,9	
b) en francs belges	83,1	100,5	116,1	140,0	167,6	191,5	182,2	191,6	204,2	220,3	227,1	231,6	234,6	252,0	240,4	
Total des créances sur l'étranger	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.842,8	5.216,2	5.411,3	5.249,9	4.970,8	5.074,9	4.802,9	4.846,4	5.044,7	4.948,2	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,2	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	15,6	14,1	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	
b) sur les organismes publics	13,5	15,9	15,4	12,4	13,2	12,5	10,3	10,0	16,0	12,7	13,8	15,6	15,5	20,0	13,0	
c) sur les banques de dépôts	202,4	240,6	311,8	403,6	469,7	442,7	504,8	501,7	534,0	521,6	* 531,8	* 505,8	* 493,1	* 477,4	* 425,4	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat¹ :																
a) à un an au plus	180,4	258,9	365,3	461,2	602,4	589,8	644,1	681,1	681,0	673,9	768,0	867,3	869,7	876,7	* 978,4	(7)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	357,4	373,4	355,2	415,0	507,0	524,9	577,5	612,6	636,8	642,5	* 670,4	* 666,1	* 687,0	* 673,2	* 721,0	(7)
— autres	57,9	89,0	123,4	151,3	193,4	286,6	333,9	322,0	303,1	304,2	271,9	231,5	* 210,7	* 206,3	* 200,3	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics² :																
a) à un an au plus	63,1	65,6	55,4	63,3	65,7	87,6	69,8	91,6	77,9	86,5	95,8	91,3	* 97,1	* 97,0	* 100,6	(8)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	15,4	14,8	21,7	20,0	19,3	18,8	18,5	* 18,5	* 18,0	* 18,2	(8)
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	75,5	77,8	79,6	77,1	81,3	* 80,7	* 78,4	* 86,2	* 82,6	(8)
3. Sur les entreprises³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	26,1	22,3	29,5	27,2	20,8	18,1	19,8	19,0	16,3	17,6	15,2	14,7	15,2	14,0	11,7	(9)
b) effets commerciaux	208,8	207,4	203,7	203,7	213,8	201,4	211,4	208,0	191,1	201,7	203,5	209,1	204,0	220,6	* 169,0	(9)
c) avances	642,8	718,6	790,1	821,5	863,4	905,0	877,7	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2	1.057,7	* 1.142,6	(9)
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— obligations accessibles à tout placeur	17,8	15,4	16,4	17,7	23,8	23,6	22,3	21,3	19,7	18,8	* 19,0	* 20,9	* 19,8	* 19,5	* 18,3	(11)
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	34,2	32,8	30,2	30,1	30,8	27,4	* 29,8	* 30,5	* 27,6	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	209,4	184,4	(12)
b) autres	24,6	12,3	7,7	10,0	16,2	21,1	4,2	12,5	13,9	17,2	11,2	20,3	15,8	18,8	27,6	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers⁴ :																
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	9,6	17,9	63,3	74,3	96,5	99,3	125,6	125,0	139,2	132,3	113,8	170,3	* 173,3	* 175,0	* 194,3	(14)
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,7	68,4	71,1	75,7	65,1	56,6	53,5	53,3	55,4	66,2	69,3	62,1	61,2	* 59,7	* 60,8	(14)
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	59,4	62,2	61,5	61,6	60,7	61,6	63,6	* 73,0	* 74,9	(14)
D. Autres	318,6	313,3	385,8	467,2	515,4	635,9	613,7	631,1	626,6	659,2	682,5	622,2	645,7	* 666,3	* 639,2	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	5.297,0	5.215,2	
b) en francs belges ¹	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	465,3	496,9	536,7	511,2	537,7	513,2	574,5	587,9	561,7	596,2	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.824,3	6.082,3	5.906,7	5.693,9	5.802,1	5.609,0	5.690,0	5.859,0	5.811,7	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	15,6	* 14,1	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	6,5	3,5	4,7	4,1	5,2	5,9	3,5	3,7	4,4	4,3	
b) envers les organismes publics	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	4,8	6,6	5,8	5,2	2,6	6,8	8,2	5,3	11,7	4,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	* 0,7	* 0,8	* 0,8	
— autres	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	443,6	504,3	500,3	539,9	526,2	* 532,3	* 509,0	* 498,8	* 480,7	* 429,1	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	397,5	388,5	410,8	390,1	394,3	389,4	416,8	402,7	415,6	402,9	(1)
— monnaie scripturale ³	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	480,5	488,8	540,9	509,1	530,3	* 538,7	* 602,3	* 551,4	* 583,0	* 597,3	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	56,2	38,4	57,8	40,5	40,1	* 48,0	* 38,0	* 47,7	* 42,0	* 42,6	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	607,3	626,1	(2)
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	505,5	462,0	471,6	484,6	* 514,9	* 490,4	* 524,6	* 565,8	* 593,1	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	38,4	39,0	(3)
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,3	457,3	456,4	450,6	* 451,0	* 452,9	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	113,3	119,5	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	17,9	13,6	20,6	18,6	22,8	(14)
D. Autres	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	808,9	795,5	817,2	864,2	830,1	* 853,1	* 821,5	* 809,6	* 852,3	* 891,5	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

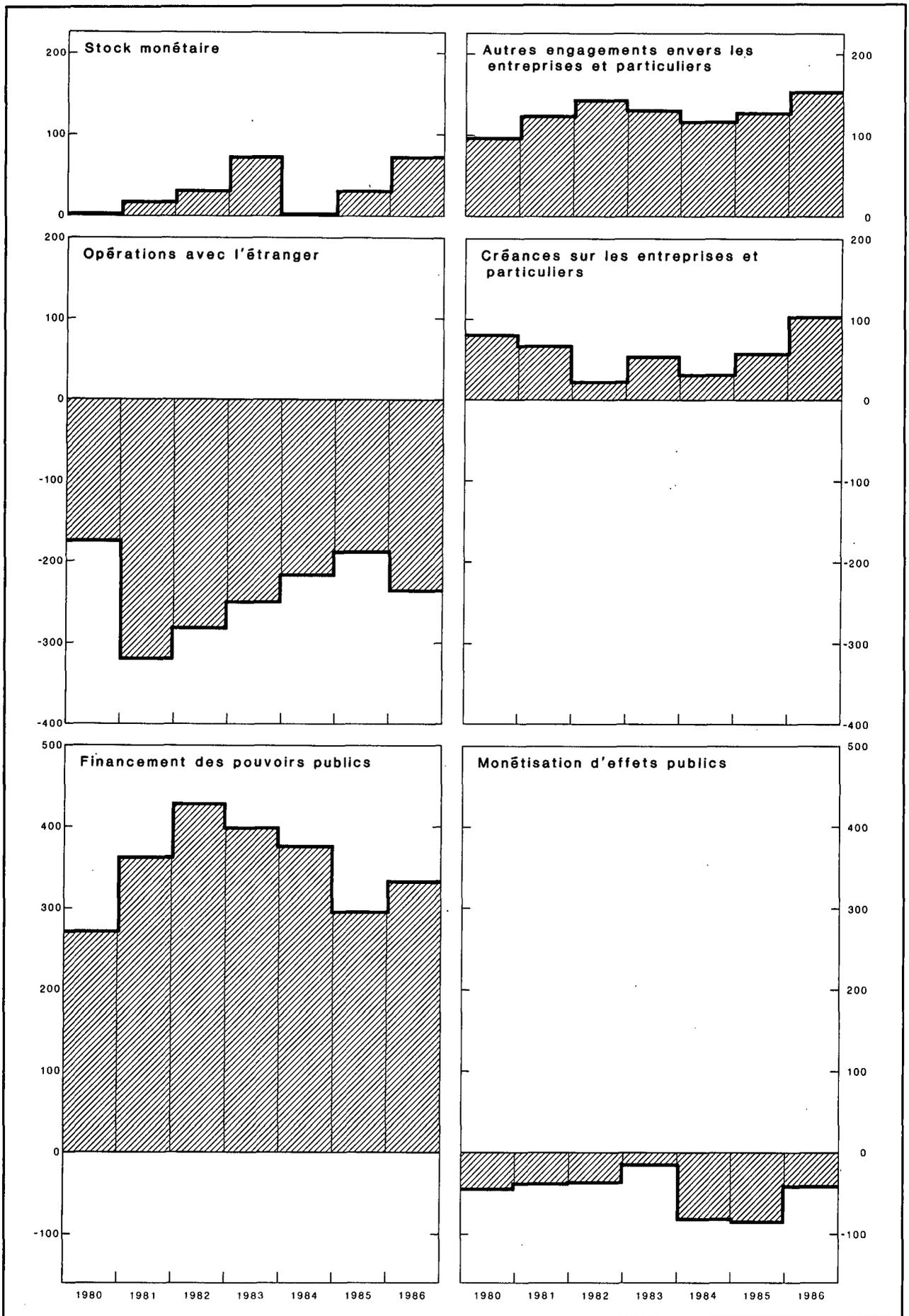
³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation: -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)														(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,9	+ 55,6	- 14,2	+ 158,9	- 188,2	+ 62,2	- 3,8	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 77,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,8	+ 156,3	+ 7,9	* - 10,3	* + 229,7	* - 235,3	+ 103,4	* + 1,9	+ 3,1	+ 3,1	* + 326,4	* + 8,3	* - 48,6	+ 7,1	* + 50,9	* + 9,4
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	- 36,3	- 16,4	+ 0,0	- 5,2	+ 0,8	+ 130,3	- 38,6	- 12,7	- 2,4	+ 18,1	+ 16,9
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	- 67,5	+ 37,9	- 2,9	+ 9,2	0,0	+ 116,8	+ 27,9	- 20,9	- 2,8	+ 4,3	- 27,4
3 ^e trimestre	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	- 54,2	- 31,9	- 0,9	+ 0,7	- 2,6	+ 52,0	- 11,5	- 25,6	+ 10,3	+ 17,2	- 1,4
4 ^e trimestre	+ 25,1	+ 44,4	+ 13,8	- 5,6	+ 77,7	- 30,2	+ 72,6	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 12,7	+ 6,4	- 18,4	- 11,6	+ 1,5	+ 37,6
1986 1 ^{er} trimestre	+ 11,4	+ 39,3	+ 13,8	+ 15,3	+ 79,8	- 52,3	+ 14,9	+ 0,7	- 4,1	- 0,8	* + 127,4	* + 12,2	* - 18,3	- 2,1	- 11,4	* + 13,6
2 ^e trimestre	+ 81,0	- 12,2	- 1,8	- 18,8	+ 48,2	- 114,7	+ 39,3	- 0,6	+ 5,7	+ 1,0	* + 84,2	* - 6,2	* - 10,9	+ 19,2	+ 52,4	* - 21,2
3 ^e trimestre	- 55,3	+ 51,1	- 4,5	+ 8,3	- 0,4	- 39,2	- 15,6	+ 1,1	+ 2,1	+ 1,7	* + 21,8	* + 3,4	* - 6,3	- 6,0	* - 2,9	* + 39,5
4 ^e trimestre	+ 38,7	+ 78,1	+ 0,4	* - 15,1	* + 102,1	* - 29,1	+ 64,8	* + 0,7	- 0,6	+ 1,2	* + 93,0	* - 1,1	* - 13,1	- 4,0	* + 12,8	* - 22,5
1987 1 ^{er} trimestre	+ 2,3	+ 46,1	+ 2,5	* + 6,2	* + 57,1	* - 44,6	+ 34,4	* - 2,7	+ 1,7	- 3,4	* + 120,8	* - 0,7	* - 8,8	- 12,9	* + 19,5	* - 46,2

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1977	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Décembre	14,4	394,7	394,3	0,2	102,2	*427,8	*530,2	*924,5	*40,2	964,7
1986 Mars	14,3	387,8	389,4	0,3	107,0	*431,4	*538,7	*928,1	*48,0	976,1
Avril	14,4	387,5	389,7	0,3	123,6	*432,4	*556,3	*946,0	*43,9	989,9
Mai	14,6	404,3	406,1	0,4	132,3	*441,4	*574,1	*980,2	*46,4	1.026,6
Juin	14,8	417,2	416,8	0,3	120,4	*481,5	*602,2	*1.019,0	*38,1	1.057,1
Juillet	14,9	403,3	405,8	0,2	116,0	*446,4	*562,6	*968,4	*44,8	1.013,2
Août	14,9	402,8	406,1	0,3	*116,4	*427,1	*543,8	*949,9	*45,9	995,8
Septembre	14,9	400,6	402,7	0,2	*106,4	*444,9	*551,5	*954,2	*47,6	1.001,8
Octobre	14,9	403,4	406,0	0,3	*117,2	*440,9	*558,4	*964,4	*51,9	1.016,3
Novembre	14,9	404,2	407,1	0,2	*113,7	*445,9	*559,8	*966,9	*52,9	1.019,8
Décembre	15,1	415,1	415,6	0,2	*112,9	*469,9	*583,0	*998,6	*41,9	1.040,5
1987 Janvier	14,9	398,3	401,4	0,3	*140,1	*466,9	*607,3	*1.008,7	*40,9	1.049,6
Février	14,5	402,1	404,3	0,5	*114,3	*448,0	*562,8	*967,1	*39,6	1.006,7
Mars	14,5	401,1	402,9	0,3	*118,2	*476,3	*594,8	*997,7	*45,1	1.042,8

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	auprès des organismes principalement monétaires	auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1977,	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Décembre	385,4	459,3	104,1	563,4	948,8	56,1	8,0	64,1	1.012,9
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,7	73,5	1.117,4
Septembre	382,3	489,2	118,4	607,6	989,9	40,5	13,7	54,2	1.044,1
Décembre	383,5	508,6	107,4	616,0	999,5	40,1	15,4	55,5	1.055,0
1986 Mars	379,2	515,3	103,3	618,6	997,8	48,0	12,8	60,8	1.058,6
Juin	405,8	580,0	121,6	701,6	1.107,4	38,0	18,9	56,9	1.164,3
Septembre	394,1	532,0	120,7	652,7	1.046,8	47,8	20,8	68,6	1.115,4
Décembre	404,1	562,7	116,8	679,5	1.083,6	42,0	14,8	56,8	1.140,4
1987 Mars	393,3	574,7	127,7	702,4	1.095,7	41,2	9,1	50,3	1.146,0

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(4)	(5)	(6)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	-120,0	-155,1	+ 15,3	- 7,8	-162,6	+ 32,6	-122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	-113,7	-101,9	+ 87,0	- 13,4	-175,5	+ 18,4	- 83,5
1981	274,1	- 505,1	-231,0	- 71,5	-103,2	-174,7	+138,7	+ 6,4	-319,8	+ 88,5	- 86,2
1982	238,1	- 592,3	-354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+191,5	- 2,9	-282,8	+ 89,4	- 4,8
1983	266,2	- 773,9	-507,7	- 24,2	-130,1	-154,3	+100,8	- 5,1	-250,0	+ 94,4	- 59,9
1984	317,3	- 929,6	-612,3	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5	+ 62,4	- 14,9
1985	296,7	-1.019,8	-723,1	- 3,5	-130,6	-134,1	+ 43,3	+ 10,8	-188,2	+ 87,5	- 46,6
1986	272,0	-1.086,3	-814,3	- 6,3	-109,6	-115,9	+ 16,3	+ 3,1	-235,3	+118,3	+ 2,4
1985 1 ^{er} trimestre .	328,2	- 936,3	-608,1	+ 8,3	- 29,7	- 21,4	+ 20,1	- 5,2	- 36,3	+ 24,7	+ 3,3
2 ^e trimestre .	341,6	-1.012,6	-671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	+ 19,9	+ 9,2	- 67,5	+ 11,7	- 26,7
3 ^e trimestre .	306,0	- 962,9	-656,9	- 32,2	- 5,1	- 37,3	+ 16,2	+ 0,7	- 54,2	- 1,5	- 38,8
4 ^e trimestre .	296,7	-1.019,8	-723,1	+ 5,9	- 42,9	- 37,0	- 12,9	+ 6,1	- 30,2	+ 52,6	+ 15,6
1986 1 ^{er} trimestre .	282,1	-1.009,3	-727,2	- 4,9	- 12,7	- 17,6	+ 38,8	- 4,1	- 52,3	+ 35,6	+ 18,0
2 ^e trimestre .	309,3	-1.115,4	-806,1	+ 28,2	-114,7	- 86,5	+ 22,5	+ 5,7	-114,7	+ 32,4	- 54,1
3 ^e trimestre .	267,6	-1.111,3	-843,7	- 30,6	- 11,0	- 41,6	- 4,5	+ 2,1	- 39,2	+ 65,7	+ 24,1
4 ^e trimestre .	272,0	-1.086,3	-814,3	+ 1,0	+ 28,8	+ 29,8	+ 59,5	- 0,6	*- 29,1	- 15,4	+ 14,4
1987 1 ^{er} trimestre .	277,4	-1.140,9	-863,5	+ 2,1	- 71,4	- 69,3	*- 26,4	+ 1,7	*- 44,6	+ 13,6	- 55,7

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période											Variations aux cours de change des transactions ⁸	
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷		Total des réserves de change nettes
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords inter- nationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)	(13)	
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	- 8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 7,2
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,7
3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,6
1986 1 ^{er} trimestre	58,2	43,3	145,4	30,1	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 2,4
2 ^e trimestre	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	- 152,4	124,9	+ 0,8
3 ^e trimestre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	+ 2,4
4 ^e trimestre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 1,6
1987 1 ^{er} trimestre	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	- 121,3	132,0	+ 0,7
1986 Juin	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	- 152,4	124,9	0,0
Juillet	58,2	38,2	136,5	57,2	2,5	292,6	5,2	0,0	23,6	28,8	- 140,2	123,6	+ 1,1
Août	58,2	38,2	134,8	40,3	2,7	274,2	4,7	0,0	23,6	28,3	- 121,7	124,2	+ 2,4
Septembre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	- 1,1
Octobre	58,2	40,2	138,9	35,3	2,7	275,3	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	125,9	+ 1,0
Novembre	58,2	41,7	138,9	34,0	2,7	275,5	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	126,1	+ 0,5
Décembre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 0,1
1987 Janvier	58,2	41,0	136,5	37,6	2,4	275,7	7,5	0,0	23,6	31,1	- 120,4	124,2	- 3,7
Février	58,2	39,5	136,5	38,4	2,7	275,3	5,7	0,0	23,6	29,3	- 118,3	127,7	+ 5,3
Mars	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	- 121,3	132,0	- 0,9
Avril	57,7	40,4	139,0	66,8	2,7	306,6	5,8	0,0	23,6	29,4	- 119,8	157,4	+ 27,4
Mai	57,7	38,3	139,1	72,0	2,8	309,9	5,6	0,0	23,6	29,2	- 119,4	161,3	+ 12,5
Juin	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	- 119,1	196,5	+ 31,0

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre ..	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	147,1	890,0	13,6	1.050,7	2.173,3
Décembre ...	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986 Mars	156,8	184,0	124,4	19,9	724,9	1.210,0	144,0	806,9	13,2	964,1	2.174,1
Juin	164,6	189,4	143,6	19,1	732,6	1.249,3	139,3	794,2	13,4	946,9	2.196,2
Septembre *	183,8	188,0	141,8	19,3	700,8	1.233,7	.	771,5	.	916,0	2.149,7
Décembre . *	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	.	764,4	.	910,1	2.208,6
1987 Mars	215,4	211,8	140,7	17,0	748,6	1.333,5	.	747,4	.	886,3	2.219,8

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,8	10,4	15,3	203,1	981,2	1.199,6	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	4,4	8,6	15,1	202,8	1.007,2	1.225,1	0,1
Décembre	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987 Mars ⁵	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	9,7	43,8	53,5	23,8	82,0	804,8	910,6	0,9
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	8,0	40,3	48,3	22,8	88,0	787,7	898,5	0,5
Septembre	26,8	130,2	759,0	916,0	5,6	37,1	42,7	21,2	93,1	759,0	873,3	0,3
Décembre	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,5	37,1	21,0	77,8	750,4	849,2	1,2
C. Total												
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	14,3	49,6	63,9	39,1	285,1	1.786,0	2.110,2	1,1
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	12,5	45,1	57,6	37,5	296,9	1.804,1	2.138,5	0,7
Septembre	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	9,8	41,5	51,3	36,3	295,9	1.766,2	2.098,4	0,4
Décembre	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987 Mars ⁵	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,8	46,8	32,7	246,7	1.893,6	2.173,0	1,3

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

⁵ Un transfert de 57,0 milliards a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,3	8,0	1,7	6,3	0,0	8,0	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
C. Total											
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,5	8,2	1,7	6,5	0,0	8,2	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3) (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) + (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,6	10,2	15,3	203,3	981,2	1.199,8	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	3,3	7,5	15,1	203,9	1.007,2	1.226,2	0,1
Décembre	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1
1987 Mars ⁵	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	8,0	37,5	45,5	25,5	88,3	804,8	918,6	1,2
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	4,3	35,6	39,9	26,5	92,7	787,7	906,9	0,6
Septembre	26,8	130,2	759,0	916,0	4,2	33,5	37,7	22,6	96,7	759,0	878,3	0,3
Décembre	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,0	36,6	21,0	78,3	750,4	849,7	1,2
C. Total												
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	12,6	43,1	55,7	40,8	291,6	1.786,0	2.118,4	1,4
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	8,8	40,4	49,2	41,2	301,6	1.804,1	2.146,9	0,8
Septembre	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	8,4	36,8	45,2	37,7	300,6	1.766,2	2.104,5	0,4
Décembre	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2
1987 Mars ⁵	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,3	46,3	32,7	247,2	1.893,6	2.173,5	1,3

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

⁵ Un transfert de 57,0 milliard a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.
Encaisse en or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5
Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6
Écus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9
Monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4
Autres	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0
Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4
Avances au F.M.I.	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—	—
Banques	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3
Fonds publics	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—
Comptes transitoires	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8
Total de l'actif	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.
Billets en circulation	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—	—
Valeurs à payer	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires ..	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7
Valeurs à payer	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4
Autres accords	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9
Réserve monétaire :									
Belgique	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—
Comptes transitoires	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0
Réserve extraordinaire	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1
Total du passif	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1986 7 avril	1987 6 avril	1986 5 mai	1987 4 mai	1986 9 juin	1987 5 juin	1986 7 juillet	1987 6 juillet
Encaisse en or	58,2	58,1	58,2	57,7	58,2	57,7	58,2	57,7
Fonds Monétaire International :								
Participation	22,5	20,9	22,5	20,0	22,3	20,0	22,3	20,4
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	14,8	13,7	14,5	13,0	14,7	12,5	14,7	10,5
Ecus	143,9	136,5	143,4	139,1	143,4	139,1	136,5	139,1
Monnaies étrangères	30,0	57,9	33,8	70,3	78,5	78,3	55,8	115,7
Monnaies étrangères et or¹ à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	18,1	18,6	18,0	20,7	18,0	20,7	18,4	20,7
Autres	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Accords internationaux	2,6	2,7	2,7	2,7	2,4	2,8	2,5	2,4
Avances au F.M.I.	6,0	5,9	6,0	5,7	5,9	5,7	5,9	5,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	—	2,8	—	46,9	—	24,5	—
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	0,0	3,1	2,8	1,0	46,9	0,6	24,5	0,8
Effets de commerce	17,7	0,5	7,0	0,5	8,2	3,9	12,0	1,1
Avances sur nantissement	23,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	15,5	0,0
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	144,4	178,6	182,5	167,5	150,6	172,7	169,3	150,1
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,1	1,3	1,0	1,2	1,0	1,1	1,0	1,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,0	4,3	3,8	4,0	3,7	4,0	3,3	3,9
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	16,2	19,2	16,2	19,2	16,2	19,2	16,2	19,2
Immeubles, matériel et mobilier	4,4	5,4	4,4	5,4	4,4	5,4	4,4	5,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .	21,4	—	21,5	—	—	—	—	—
Divers	16,5	16,4	19,4	20,6	30,6	21,2	17,1	19,8
	620,5	617,6	632,3	623,1	679,5	639,4	652,1	648,0
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ²	20,5	15,8	19,9	15,2	19,2	15,1	18,8	13,8
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ³	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Du 6 janvier 1986 au 23 juin 1986 : Monnaies étrangères, Ecus et or.

² Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

³ Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1986 7 avril	1987 6 avril	1986 5 mai	1987 4 mai	1986 9 juin	1987 5 juin	1986 7 juillet	1987 6 juillet
Billets en circulation	387,8	408,3	394,4	411,6	408,1	426,6	420,2	434,7
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	2,4	3,2	1,5	1,7	1,5	1,6	2,0	3,4
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,3	9,2	16,7	12,7	27,3	13,2	11,4	6,4
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,0	4,3	3,8	4,0	3,7	4,0	3,3	3,9
Autres accords	0,1	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	143,4	136,5	143,4	139,1	143,4	139,1	136,5	139,1
Autres	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or¹ à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0
Autres	1,1	3,3	2,8	0,7	46,9	0,7	24,5	0,9
Caisse de Pensions du Personnel	21,4	—	21,5	—	—	—	—	—
Divers	8,2	10,0	8,4	10,4	8,8	11,3	14,4	16,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	15,8	18,8	15,8	18,9	15,8	18,9	15,8	18,8
	620,5	617,6	632,3	623,1	679,5	639,4	652,1	648,0
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Éducation nationale²	20,5	15,8	19,9	15,2	19,2	15,1	18,8	13,8

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Du 6 janvier 1986 au 23 juin 1986 : Monnaies étrangères, Ecus et or.

² Avoirs pour compte des Ministres de l'Éducation nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,6	95,4	500,1	966,4	495,7	966,3	2.928,5	97
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1986 1 ^{er} trimestre	1.243	278,0	94,0	505,4	1.034,5	508,9	1.034,5	3.083,3	97
2 ^e trimestre	1.237	314,5	103,5	535,2	1.023,8	519,6	1.023,8	3.102,4	97
3 ^e trimestre	1.235	286,4	92,6	472,1	922,2	497,1	922,2	2.813,6	97
4 ^e trimestre	1.232	267,5	91,6	487,8	884,9	457,0	884,9	2.714,6	97
1987 1 ^{er} trimestre	1.209	305,8	99,8	523,0	1.097,7	539,1	1.097,7	3.257,5	97
1986 Mai	1.239	304,0	115,7	529,1	988,8	474,1	988,8	2.980,8	96
Juin	1.237	348,3	105,6	539,7	1.078,4	567,4	1.078,4	3.263,9	97
Juillet	1.237	331,5	92,0	551,3	1.052,6	575,9	1.052,6	3.232,4	98
Août	1.236	257,5	94,7	433,8	845,5	441,0	845,5	2.565,8	97
Septembre	1.235	270,1	91,0	431,2	868,5	474,3	868,5	2.642,5	97
Octobre	1.234	276,4	88,6	507,0	914,9	485,1	914,9	2.821,9	97
Novembre	1.233	243,7	93,6	446,2	882,9	425,6	882,9	2.637,6	97
Décembre	1.232	282,5	92,7	510,3	856,9	460,3	856,9	2.684,4	97
1987 Janvier	1.214	337,0	98,9	529,4	1.128,1	548,6	1.128,1	3.334,2	98
Février	1.211	287,1	104,0	532,8	1.100,2	557,6	1.100,2	3.290,8	97
Mars	1.209	293,2	96,5	507,0	1.064,6	511,2	1.064,6	3.147,4	97
Avril	1.208	311,5	98,1	550,4	1.013,1	537,7	1.013,1	3.114,3	98
Mai	1.207	281,0	104,8	544,3	1.032,3	541,6	1.032,3	3.150,5	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 30 avril	1987 30 avril	1986 31 mai	1987 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,2	18,5	16,2	15,9	13,1	13,6	14,1	15,1
Prêts au jour le jour	90,4	146,6	175,0	206,9	183,0	295,2	210,1	286,2
Banquiers	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.366,2	2.488,7	2.263,6	2.448,5	2.317,7
Maison-mère, succursales et filiales	949,9	1.133,1	1.338,9	1.509,1	1.405,2	1.506,5	1.315,8	1.601,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	49,4	64,2	68,4	70,7	88,4	83,7	83,2	92,0
Portefeuille-effets	823,5	885,9	938,1	1.185,0	1.033,8	1.182,2	1.104,2	1.210,9
a) Effets publics	562,9	569,7	644,5	843,6	720,2	908,9	783,3	937,0
b) Effets commerciaux ^a	260,6	316,2	293,6	341,4	313,6	273,3	320,9	273,9
Reports et avances sur titres	2,1	2,8	4,3	6,8	7,6	4,9	6,8	5,0
Débiteurs par acceptations	69,5	60,8	54,8	46,0	51,8	42,8	50,2	42,7
Débiteurs divers	1.844,4	2.059,5	1.974,1	1.930,7	1.905,8	2.081,6	1.949,3	2.096,8
Valeurs mobilières	914,7	1.122,7	1.423,1	1.567,6	1.497,4	1.604,8	1.509,0	1.605,0
a) Fonds publics belges	735,6	828,8	985,5	1.027,0	1.028,3	1.051,1	997,1	1.046,7
b) Autres titres d'emprunt	177,2	289,7	419,0	523,2	452,1	534,0	493,5	538,8
c) Actions et parts de sociétés	1,6	2,5	2,2	2,4	1,7	3,1	1,6	2,9
d) Autres valeurs mobilières	0,3	1,7	16,4	15,0	15,3	16,6	16,8	16,6
Valeurs de la réserve légale	3,3	3,7	3,8	4,7	4,5	5,0	4,5	5,1
Participations	43,3	47,2	33,4	36,9	34,5	41,9	34,2	42,8
a) Filiales	28,8	31,9	17,3	21,4	18,6	25,6	18,9	26,2
b) Autres participations	14,5	15,3	16,1	15,5	15,9	16,3	15,3	16,6
Frais de constitution et de premier établissement	1,6	1,9	2,2	2,4	2,3	2,6	2,3	2,6
Immeubles	24,4	24,6	25,7	26,9	26,5	27,5	26,7	27,5
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,9	1,8	2,0
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	6,9	8,4	10,0	10,7	10,2	11,2	10,5	11,4
Divers	193,2	264,6	266,8	258,2	245,9	238,3	229,5	233,3
Total de l'actif	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.246,6	9.000,6	9.407,4	9.000,8	9.597,4
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	123,9	83,7	82,3	57,3	69,2	52,8	63,9	53,9
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,5	1,4	0,5	0,6	0,3	0,7	0,6

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

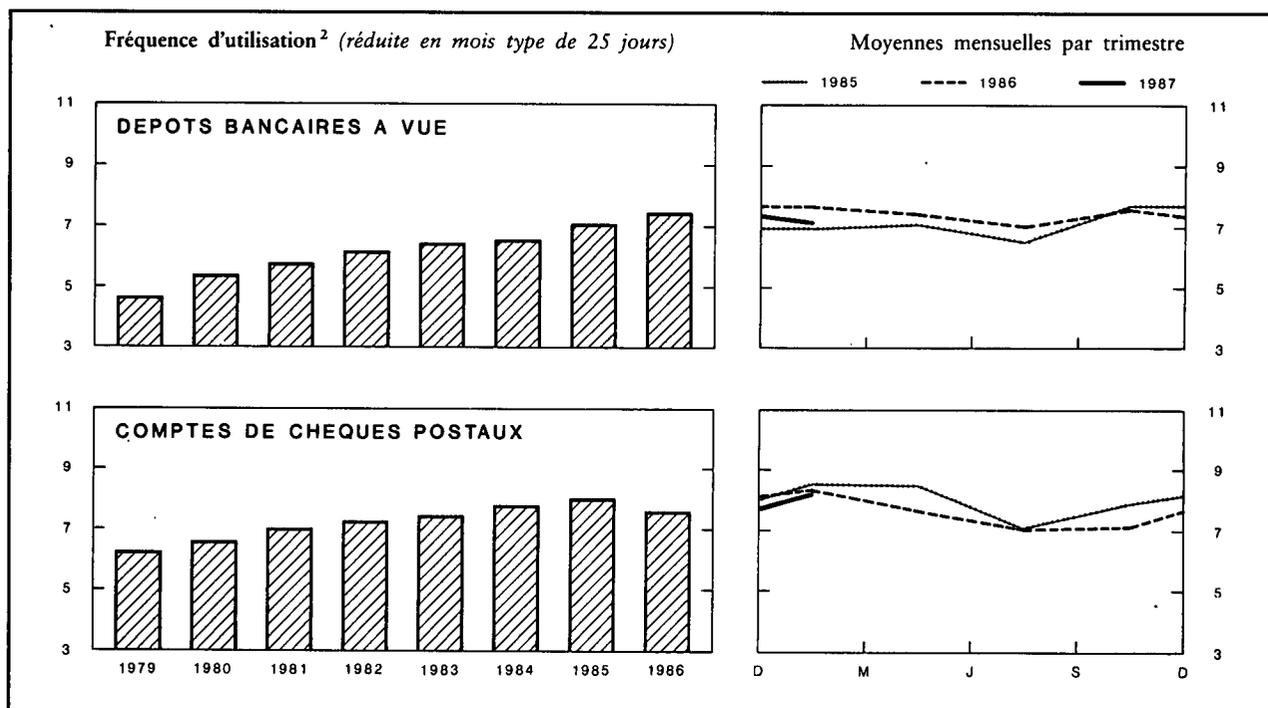
Passif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 30 avril	1987 30 avril	1986 31 mai	1987 31 mai
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	10,9	8,9	29,1	10,3	11,4	7,4	8,8
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	7,3	8,4	8,2	8,2	10,2	10,8	7,4	8,3
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,2	2,5	0,7	20,9	0,1	0,6	0,0	0,5
Emprunts au jour le jour	168,1	257,7	330,6	422,3	263,4	397,0	386,6	365,9
a) Couverts par des sûretés réelles	8,1	5,5	8,5	6,7	5,8	5,0	2,6	2,4
b) Non couverts par des sûretés réelles	160,0	252,2	322,1	415,6	257,6	392,0	384,0	363,5
Banquiers	3.595,4	4.142,7	4.354,7	4.433,3	4.506,4	4.405,7	4.429,7	4.504,8
Maison-mère, succursales et filiales	701,7	921,4	931,8	853,9	877,2	941,1	855,2	1.048,6
Acceptations	69,5	61,1	54,8	46,0	51,8	42,8	50,1	42,7
Autres valeurs à payer à court terme	39,3	51,5	61,9	81,7	90,1	79,8	69,9	82,0
Créditeurs pour effets à l'encaissement	6,2	8,1	7,4	5,6	7,2	5,6	6,9	5,8
Dépôts et comptes courants	1.845,5	2.015,9	2.164,3	2.399,2	2.229,4	2.534,3	2.230,8	2.549,1
a) A vue	489,6	504,5	557,8	618,5	590,5	659,7	600,8	673,5
b) A un mois au plus	403,1	485,1	495,0	580,2	523,4	615,7	524,4	608,4
c) A plus d'un mois	469,5	505,0	507,6	512,3	498,7	549,5	480,9	550,3
d) A plus d'un an	10,6	10,7	15,2	13,8	14,7	16,5	14,7	16,7
e) A plus de deux ans	44,4	42,7	49,8	58,0	55,5	58,0	59,8	58,2
f) Carnets de dépôts	426,8	466,4	536,9	613,2	544,6	631,3	548,0	638,4
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	1,5	2,0	3,2	2,0	3,6	2,2	3,6
Obligations et bons de caisse	352,3	390,8	444,0	450,3	458,1	453,7	456,0	453,2
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,7	1,4	1,3	1,6	1,3	1,7	1,3
Divers	201,1	259,1	304,1	289,9	299,6	290,9	290,6	288,0
<i>Total de l'exigible</i>	6.988,1	8.120,9	8.663,9	9.012,6	8.795,1	9.163,6	8.784,9	9.350,2
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	40,7	58,2	49,3	58,9	54,1	62,7	56,0	64,7
<i>Non exigible :</i>								
Capital	65,8	68,4	77,6	85,9	79,4	87,9	81,5	88,7
Fonds indisponible par prime d'émission	5,1	5,5	5,3	12,4	6,8	12,7	6,8	12,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	3,3	3,7	3,8	4,6	4,5	5,0	4,5	5,1
Réserve disponible	29,5	31,5	35,0	39,9	37,8	41,3	38,1	41,6
Autres réserves	11,3	11,7	11,5	20,4	11,9	21,7	17,9	21,7
Provisions	8,0	8,8	10,5	11,9	11,0	12,5	11,1	12,7
<i>Total du non exigible</i>	123,0	129,6	143,7	175,1	151,4	181,1	159,9	182,5
<i>Total du passif</i>	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.246,6	9.000,6	9.407,4	9.000,8	9.597,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1985 1 ^{er} trimestre	2.073,2	867,7	2.940,9	7,03	6,94	8,52
2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
4 ^e trimestre	2.495,8	772,4	3.268,2	7,79	7,70	7,88
1986 1 ^{er} trimestre	2.514,8	889,6	3.404,4	7,69	7,69	8,35
2 ^e trimestre	2.592,2	896,4	3.488,6	7,42	7,42	7,66
3 ^e trimestre	2.451,4	741,0	3.192,4	7,07	6,88	7,08
4 ^e trimestre	2.701,8	745,8	3.447,6	7,63	7,52	7,14
1987 1 ^{er} trimestre	2.607,8	933,3	3.541,1	7,18	7,10	8,21
1986 Mai	2.477,3	976,4	3.453,7	6,75	7,04	7,53
Juin	2.751,7	939,5	3.691,2	7,52	7,52	7,90
Juillet	2.576,0	781,8	3.357,8	7,28	7,00	7,53
Août	2.275,2	723,2	2.998,4	6,52	6,52	6,78
Septembre	2.503,1	718,0	3.221,1	7,40	7,11	6,92
Octobre	2.567,7	686,1	3.253,8	7,40	7,47	6,83
Novembre	2.532,3	844,7	3.377,0	6,61	7,18	7,93
Décembre	3.005,3	706,7	3.712,0	8,19	7,87	6,66
1987 Janvier	2.563,8	887,2	3.451,0	7,20	6,92	7,91
Février	2.695,8	1.034,6	3.730,4	7,03	7,32	8,72
Mars	2.563,8	878,1	3.441,9	7,33	7,05	7,97
Avril	2.920,4			7,80	7,80	
Mai	2.696,8			6,72	7,00	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.
 Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

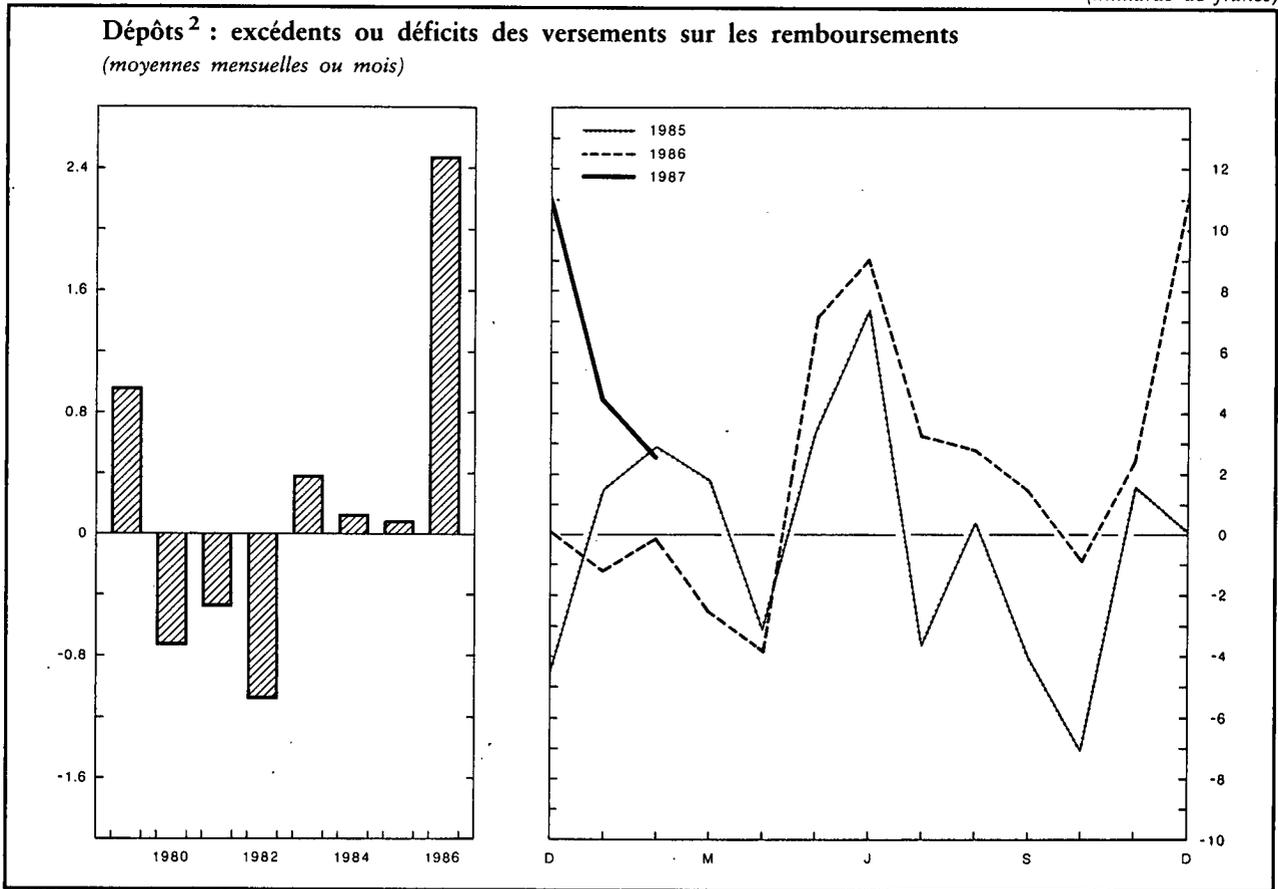
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1978	22,3	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Septembre	28,1	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Décembre	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Mars	28,4	166,1	0,0	0,0	25,5	0,1	0,0	165,1
Juin	24,6	181,7	0,0	0,0	27,8	0,0	0,0	169,8
Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 Janvier	26,6	176,1	0,0	0,0	40,0	0,0	0,0	160,6
Février	27,6	186,7	0,0	0,0	42,6	0,0	0,0	168,8
Mars	21,8	208,6	0,0	0,0	50,6	6,6	0,0	168,5
Avril	27,5	196,1	0,0	0,0	48,4	0,0	0,0	166,1
Mai	41,1	148,4	0,0	0,0	43,6	1,9	0,0	138,2
Juin	42,4	175,6	0,0	0,0	37,9	0,0	5,9	175,6
Juillet	38,1	174,9	0,0	0,0	36,2	0,7	1,1	174,9
Août	35,6	197,3	0,0	0,0	36,3	3,1	0,0	191,0
Septembre	42,0	191,4	0,0	0,0	35,7	1,6	1,3	191,4
Octobre	42,4	191,7	0,0	0,0	39,1	0,0	0,1	191,7
Novembre	43,7	197,5	0,0	0,0	41,6	0,3	0,0	194,1
Décembre	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période) (4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6
2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
3 ^e trimestre	367,8	375,1	- 7,3	496,3	253,1	749,4
4 ^e trimestre	424,4	429,8	- 5,4	515,0	254,4	769,4
1986 1 ^{er} trimestre	431,6	435,4	- 3,8	511,1	262,8	773,9
2 ^e trimestre	450,3	437,8	12,5	523,5	265,3	788,8
3 ^e trimestre	432,2	424,6	7,6	531,1	265,4	796,5
4 ^e trimestre	466,0	453,2	12,8	565,3	263,6	828,9
1987 1 ^{er} trimestre	505,6	494,1	11,5	576,8	267,8	844,6
1986 Mars	142,8	145,3	- 2,5	511,1	262,8	773,9
Avril	153,8	157,6	- 3,8	507,2	264,4	771,6
Mai	142,4	135,2	7,2	514,4	265,7	780,1
Juin	154,1	145,0	9,1	523,5	265,3	788,8
Juillet	152,6	149,3	3,3	526,8	265,2	792,0
Août	130,2	127,4	2,8	529,6	265,3	794,9
Septembre	149,4	147,9	1,5	531,1	265,4	796,5
Octobre	159,6	160,4	- 0,8	530,3	265,2	795,5
Novembre	138,9	136,5	2,4	532,7	265,2	797,9
Décembre	167,5	156,3	11,2	565,3	263,6	828,9
1987 Janvier	171,5	167,0	4,5	569,8	265,1	834,9
Février	166,4	163,8	2,6	572,4	267,0	839,4
Mars	167,7	163,3	4,4	576,8	267,8	844,6

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues ; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotaton et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1986 les intérêts capitalisés s'élèvent à 21,3 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1984	1985	1986
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	5,4	5,0	6,3
Prêts au jour le jour	1,2	6,1	2,7
Banquiers	57,2	71,9	119,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,8	2,3	2,2
Portefeuille-effets	139,4	148,0	179,0
a) effets publics	(124,0)	(135,8)	(168,9)
b) effets commerciaux	(15,4)	(12,2)	(10,1)
Reports et avances sur titres	0,6	0,6	0,7
Débiteurs par acceptation	0,1	0,0	0,2
Débiteurs divers	370,4	386,2	396,8
Valeurs mobilières	293,4	352,6	381,2
a) fonds publics belges	(281,2)	(333,1)	(354,1)
b) autres titres d'emprunts	(12,2)	(19,5)	(27,1)
c) autres valeurs mobilières	(—)	(—)	(0,0)
Participations	1,6	1,6	1,7
a) filiales	(0,7)	(0,7)	(0,9)
b) autres participations	(0,9)	(0,9)	(0,8)
Immeubles	9,4	11,4	12,1
Matériel et mobilier	0,8	1,0	1,5
Divers	42,8	46,1	45,8
Compte de résultats :			
perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	925,1	1.032,8	1.149,5
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,1	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,1)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour	—	1,3	3,3
Banquiers	69,8	99,7	133,6
Acceptations	0,1	0,0	0,2
Autres valeurs à payer à court terme	1,6	1,7	1,8
Dépôts et comptes courants	552,1	598,5	657,5
a) à vue et à un mois au plus	(469,0)	(505,8)	(561,0)
b) à plus d'un mois	(83,1)	(92,7)	(96,5)
Obligations et bons de caisse	230,8	255,0	265,3
Divers	50,4	55,7	65,7
Total de l'exigible ...	905,9	1.013,0	1.128,5
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	18,2	19,2	19,8
Comptes de résultats :			
bénéfice de l'exercice	1,0	0,6	1,2
Total du passif ...	925,1	1.032,8	1.149,5

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1984	1985	1986
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	—	—
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,2	0,4	0,6
— Titres à revenu fixe	33,7	33,7	59,2
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,1	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	0,0
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	22,7	24,8	28,2
— Avances sur contrats	0,1	0,1	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,4	1,2	1,1
— autres	1,0	1,6	3,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,2	0,2	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,1
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,3	1,3	0,8
Valeurs disponibles	0,1	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	2,3	2,5	4,6
Total de l'actif ...	64,6	67,6	99,7
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immobilisées	—	0,0	0,2
Réserves disponibles	12,7	13,8	14,3
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,7	0,8	0,8
Bénéfice reporté	0,1	—	—
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	34,6	37,6	69,4
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,2	0,2
Provisions pour prestations à régler	0,2	0,2	0,3
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,2	12,9	12,5
Autres provisions techniques	—	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,2	0,3	0,3
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,4	0,4	0,7
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,3	0,2	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	0,1	0,1	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	—	—	0,0
— Autres créiteurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,8	0,9	0,5
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	64,6	67,6	99,7

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT À L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0
2. garantis par banques et organismes financiers ..	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6
3. dont le risque est à charge de l'Institution	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1
Crédits commerciaux	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0
Autres ¹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3
2. autres ²	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,4
Débiteurs divers	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8
Divers	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1
Total de l'actif ...	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4
EXIGIBLE :									
Obligations	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6
Bons de caisse	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0
Dépôts et emprunts divers	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0
Effets réescomptés	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,3
Créditeurs divers	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4
Provisions pour charge et risques divers	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	—	—	—	0,4	1,2
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4
2. Autres ³	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3
Total du passif ...	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 30 avril	1987 30 avril	1986 31 mai	1987 31 mai
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	2,5	3,0	3,1	3,0	2,6	2,7	2,9	2,9
Prêts au jour le jour	2,3	5,7	2,5	3,7	1,0	2,5	0,6	4,5
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	36,3	42,5	41,8	64,8	50,2	57,8	44,9	65,1
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	4,6	8,2	7,4	7,3	4,7	5,1	4,8	5,0
Effets de commerce et factures	7,7	6,5	5,0	4,5	5,0	4,4	4,9	4,5
Débiteurs par acceptations	1,4	1,6	0,2	0,6	0,5	0,1	0,1	0,2
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	87,1	99,9	120,0	147,8	131,1	159,9	135,0	165,9
Portefeuille-titres et participations	442,8	518,3	608,4	683,6	635,3	711,6	647,4	717,8
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(48,3)	(71,2)	(66,6)	(71,6)	(56,6)	(62,3)	(63,4)	(65,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(187,1)	(220,6)	(281,0)	(321,7)	(311,0)	(357,9)	(312,0)	(356,4)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(155,9)	(168,0)	(180,5)	(192,5)	(183,6)	(186,9)	(189,9)	(187,2)
c) Obligations de sociétés belges	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(22,5)	(24,2)	(20,9)	(23,8)	(20,8)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(12,6)	(12,1)	(12,9)	(14,2)	(13,4)	(14,4)	(13,6)	(14,9)
e) Autres valeurs	(15,7)	(22,4)	(42,9)	(61,1)	(46,5)	(69,2)	(44,7)	(72,9)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	262,3	258,9	265,7	290,1	274,9	289,3	275,9	290,5
Actionnaires ou sociétaires	3,1	2,9	2,7	2,6	2,7	2,6	2,7	2,6
Débiteurs divers	5,2	7,4	6,9	6,3	6,5	8,0	5,9	7,1
Divers	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
Total du disponible et réalisable	855,7	955,3	1.064,0	1.214,6	1.114,8	1.244,4	1.125,4	1.266,4
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	7,9	8,5	9,2	9,0	9,6	9,0	9,6	9,1
Leasing immobilier	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5	0,9	0,5	1,0
Matériel et mobilier	1,2	1,6	1,9	2,4	2,0	2,5	2,0	2,5
Leasing mobilier	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	11,1	10,7	11,8	12,2	12,3	12,6	12,3	12,8
Comptes transitoires ¹	33,0	38,9	49,5	53,7	47,7	49,0	48,5	50,6
Total de l'actif	899,8	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.174,8	1.306,0	1.186,2	1.329,8
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	825,7	927,9	1.040,4	1.189,2	1.088,9	1.214,1	1.100,6	1.234,2
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	812,1	913,9	1.023,8	1.167,7	1.069,2	1.195,3	1.080,1	1.214,4

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 30 avril	1987 30 avril	1986 31 mai	1987 31 mai
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	475,3	544,9	506,2	605,0	520,1	633,7	529,4	646,3
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	112,6	127,7	142,1	149,1	151,6	154,4	151,3	155,8
c) de cinq ans ou plus	216,8	228,8	250,4	251,2	262,6	242,2	261,6	241,4
Réserves techniques	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,5	6,4	6,7	8,4	8,5	6,4	8,5	6,5
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,9	2,4	2,8	2,9	2,3	2,1	2,5	2,2
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,0	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,2
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	2,3	2,0	107,2	130,7	105,9	121,1	106,3	126,0
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Récomptes	5,0	0,0	0,6	0,2	0,6	0,0	0,0	0,2
Mobilisation d'actifs	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Autres engagements à un mois maximum	2,9	3,3	3,4	3,2	2,1	2,0	2,2	2,2
Créditeurs divers	1,7	2,0	2,3	2,9	3,6	4,5	3,3	3,9
Provisions pour charges	5,3	6,0	4,9	4,8	4,5	5,1	4,4	5,0
Divers	0,4	0,3	2,4	10,5	4,2	10,2	6,7	11,5
Total de l'exigible	831,3	924,2	1.029,4	1.169,0	1.066,7	1.182,0	1.077,1	1.201,3
Fonds propres :								
a) capital	14,1	16,7	20,9	22,8	21,7	23,5	21,7	23,6
b) réserve légale	1,0	1,2	1,3	1,5	1,3	1,5	1,5	1,6
c) autres réserves	13,9	15,6	18,8	24,7	19,3	25,5	19,8	26,2
Comptes de redressements d'actifs	6,6	8,0	9,9	12,2	9,9	12,3	9,9	12,3
Comptes transitoires ¹	32,9	39,2	45,0	50,3	55,9	61,2	56,2	64,8
Total du passif	899,8	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.174,8	1.306,0	1.186,2	1.329,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements			Prélèvements pour paiement de dépenses extraordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces					Créditeurs	Débiteurs	
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat		à fin de période						
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1985 3 ^e trimestre ...	8,2	1,2	3,8	11,0	21,2	576,7	18,0	22,0	52,3	198,4
4 ^e trimestre ...	8,6	1,1	3,6	12,8	19,7	579,7	16,3	23,5	52,5	143,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	6,7	1,7	4,0	11,9	19,6	570,7	14,3	21,6	50,0	193,2
2 ^e trimestre ...	6,3	1,0	3,9	9,3	21,4	567,2	14,4	22,5	51,6	150,7
3 ^e trimestre ...	6,5	1,1	4,7	13,5	20,2	561,7	14,0	24,6	53,2	208,7
4 ^e trimestre ...	9,1	1,4	5,0	11,9	21,6	560,5	15,4	22,6	52,6	239,1
1987 1 ^{er} trimestre ...	10,1	1,9	4,1	15,5	22,7	557,4	15,7	22,7	52,5	211,0
1986 Mai	1,8	0,1	1,1	2,5	21,3	565,4	15,2	23,1	52,2	42,3
Juin	2,7	0,4	1,3	4,1	21,4	567,2	14,4	24,7	49,9	49,6
Juillet	2,5	0,3	1,2	4,3	21,3	560,4	13,5	24,8	55,8	81,5
Août	1,3	0,4	1,3	3,9	20,4	562,0	14,2	21,6	50,9	53,4
Septembre	2,7	0,4	2,2	5,3	20,2	561,7	14,0	27,5	53,0	73,8
Octobre	2,9	0,6	1,8	5,0	20,6	556,6	15,7	20,1	62,3	79,8
Novembre	2,6	0,3	1,4	3,7	21,1	558,2	15,4	24,1	48,4	66,9
Décembre	3,6	0,5	1,8	3,2	21,6	560,5	15,4	23,6	47,3	92,4
1987 Janvier	3,3	0,5	2,0	5,8	21,5	550,3	14,5	28,0	54,7	100,8
Février	2,7	0,8	1,3	4,4	22,2	553,0	16,4	18,9	54,1	52,4
Mars	4,1	0,6	0,8	5,3	22,7	557,4	15,7	21,3	48,6	57,8
Avril	3,1	0,4	0,5	2,5	24,5	551,5	18,0	20,0	48,0	56,2
Mai	2,3	0,6	0,9	3,7	24,8	553,1	20,6	21,8	46,0	59,6

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE ¹

Etat récapitulatif des valeurs représentatifs des réserves ou provisions technique en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Actifs réglementaires ² :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	61,8	68,0	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4
Obligations organisations internationales	1,0	1,0	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	29,8	32,1	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,0	2,4	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3
Certificats immobiliers sociétés belges	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1
Actions sociétés belges	14,4	16,0	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0
Immeubles	24,8	28,0	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	79,3	89,9	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,0	0,2	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	2,2	2,2	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,2	0,1	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,1	1,6	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8
Certificats fonds communs de placement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,2	5,0	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5
Numéraire	0,9	3,0	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8
Avances sur polices	6,6	7,4	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	4,3	4,8	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8
Primes restant à encaisser	0,9	0,6	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4
Créances sur intermédiaires	0,3	1,0	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0
Total A	233,2	263,9	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,0	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2
Total B	3,0	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2
TOTAL GENERAL (A + B)	236,2	267,0	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1
Encaissement affaires directes	36,7	40,4	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6
Provisions techniques affaires directes	235,9	263,7	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7

¹ A partir de l'année 1978 la statistique a été adaptée, afin qu'elle corresponde aux chiffres publiés par l'office de Contrôle des Assurances.

² Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)		(5)	(7)				
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 489,0	+ 504,2	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 486,3	+ 477,9	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 598,9	+ 592,3	
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 587,6	+ 593,7	
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 696,6	+ 702,7	
1984	+ 9,7	+ 17,0	+ 5,3	+ 22,3	+ 3,3	+ 35,3	+ 552,0	+ 587,3	
1985	- 8,6	+ 16,8	- 4,9	+ 11,9	+ 2,3	+ 5,6	+ 734,9	+ 740,5	
1986	+ 1,3	+ 6,4	- 0,3	+ 6,1	+ 2,8	+ 10,2	+1.000,2	+1.010,4	
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 21,7	- 0,3	+ 21,4	+ 0,8	+ 11,8	+ 246,0	+ 257,8	
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,6	+ 16,8	+ 12,2	+ 0,2	+ 32,3	+ 274,8	+ 307,1	
3 ^e trimestre ...	- 19,4	+ 1,4	- 14,4	- 13,0	+ 0,6	- 31,8	+ 85,9	+ 54,1	
4 ^e trimestre ...	+ 1,3	- 1,7	- 7,0	- 8,7	+ 0,7	- 6,7	+ 128,2	+ 121,5	
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 5,3	+ 23,2	+ 3,0	+ 26,2	+ 0,0	+ 31,5	+ 316,6	+ 348,1	
2 ^e trimestre ...	- 3,9	- 4,1	- 2,7	- 6,8	+ 0,1	- 10,6	+ 358,6	+ 348,0	
3 ^e trimestre ...	+ 11,7	- 5,8	+ 0,2	- 5,6	+ 1,6	+ 7,7	+ 103,4	+ 111,1	
4 ^e trimestre ...	- 11,8	- 6,9	- 0,8	- 7,7	+ 1,1	- 18,4	+ 221,6	+ 203,2	
1987 1 ^{er} trimestre ...	- 6,5	+ 27,1	+ 0,4	+ 27,5	+ 0,0	+ 21,0	+ 293,6	+ 314,6	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)			(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1979	+ 25,8	+ 152,3	+ 209,4	+ 387,5	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 489,0
1980	+ 4,2	+ 111,8	+ 259,7	+ 375,7	+ 46,4	+ 23,6	+ 70,0	+ 40,6	+ 486,3
1981	+ 32,9	+ 108,1	+ 211,4	+ 352,4	+ 115,3	+ 39,7	+ 155,0	+ 91,5	+ 598,9
1982	+ 34,9	+ 138,5	+ 297,4	+ 470,8	+ 30,7	+ 51,3	+ 82,0	+ 34,8	+ 587,6
1983	+ 75,9	+ 146,3	+ 347,1	+ 569,3	- 13,8	+ 84,0	+ 70,2	+ 57,1	+ 696,6
1984	- 15,1	+ 233,4	+ 207,1	+ 425,4	- 9,4	+ 104,0	+ 94,6	+ 32,0	+ 552,0
1985	+ 50,7	+ 225,7	+ 292,3	+ 568,7	- 2,4	+ 89,0	+ 86,6	+ 79,6	+ 734,9
1986	+ 84,1	+ 368,5	+ 123,8	+ 576,4	+ 32,6	+ 128,5	+ 161,1	+ 262,7 ¹⁰	+ 1.000,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 110,0	+ 77,3	+ 187,1	+ 6,6	+ 13,9	+ 20,5	+ 38,4	+ 246,0
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 13,0	+ 99,9	+ 182,2	- 12,6	+ 28,3	+ 15,7	+ 76,9	+ 274,8
3 ^e trimestre	- 54,0	+ 49,5	+ 59,3	+ 54,8	+ 8,8	+ 22,3	+ 31,1	+ 0,0	+ 85,9
4 ^e trimestre	+ 9,6	+ 79,2	+ 55,8	+ 144,6	- 5,2	+ 24,5	+ 19,3	- 35,7	+ 128,2
1986 1 ^{er} trimestre	- 1,7	+ 84,6	+ 73,3	+ 156,2	+ 24,5	+ 27,3	+ 51,8	+ 108,6	+ 316,6
2 ^e trimestre	+ 109,6	+ 24,4	+ 46,0	+ 180,0	- 4,4	+ 44,3	+ 39,9	+ 138,7	+ 358,6
3 ^e trimestre	- 60,6	+ 109,8	+ 23,3	+ 72,5	+ 4,5	+ 35,3	+ 39,8	- 8,9 ¹¹	+ 103,4
4 ^e trimestre	+ 36,8	+ 149,7	- 18,8	+ 167,7	+ 8,0	+ 21,6	+ 29,6	+ 24,3 ¹¹	+ 221,6
1987 1 ^{er} trimestre	+ 12,1	+ 143,9	+ 34,0	+ 190,0	+ 24,8	+ 19,7	+ 44,5	+ 59,1 ¹¹	+ 293,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les six derniers mois non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³			Total général		
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}					Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4,6}	A l'étranger		Total	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total							dont : Auprès de organismes principalement monétaires ⁷
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 58,7	+ 5,7	+ 0,9	+ 180,6	+ 69,7	+ 52,8	+ 233,4	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 224,0
1985	+ 163,0	+ 20,4	+ 16,7	+ 2,2	+ 202,3	+ 88,8	+ 23,4	+ 225,7	- 1,3	- 1,1	- 2,4	+ 223,3
1986	+ 209,6	+ 81,5	+ 19,8	+ 6,5	+ 317,4	+ 132,4	+ 51,1	+ 368,5	- 0,5	+ 33,1	+ 32,6	+ 401,1
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 61,2	+ 1,9	+ 4,0	+ 91,3	+ 44,6	+ 18,7	+ 110,0	+ 7,4	- 0,8	+ 6,6	+ 116,6
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 58,6	+ 1,8	+ 3,1	- 25,6	- 23,9	+ 12,6	- 13,0	- 10,0	- 2,6	- 12,6	- 25,6
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,5	+ 5,5	0,0	+ 47,6	+ 28,2	+ 1,9	+ 49,5	+ 3,1	+ 5,7	+ 8,8	+ 58,3
4 ^e trimestre .	+ 89,1	- 2,7	+ 7,5	- 4,9	+ 89,0	+ 39,9	- 9,8	+ 79,2	- 1,8	- 3,4	- 5,2	+ 74,0
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 17,3	+ 45,3	+ 6,2	+ 4,9	+ 73,7	+ 35,9	+ 10,9	+ 84,6	+ 17,4	+ 7,1	+ 24,5	+ 109,1
2 ^e trimestre .	+ 34,2	- 37,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 5,9	- 14,6	+ 18,5	+ 24,4	- 16,6	+ 12,2	- 4,4	+ 20,0
3 ^e trimestre .	+ 37,8	+ 47,0	+ 4,9	- 0,6	+ 89,1	+ 57,2	+ 20,7	+ 109,8	+ 12,3	- 7,8	+ 4,5	+ 114,3
4 ^e trimestre .	+ 120,3	+ 26,3	+ 3,9	- 1,8	+ 148,7	+ 53,9	+ 1,0	+ 149,7	- 13,6	+ 21,6	+ 8,0	+ 157,7
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 40,2	+ 78,7	- 2,2	+ 1,1	+ 117,8	+ 64,2	+ 26,1	+ 143,9	+ 9,7	+ 15,1	+ 24,8	+ 168,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des banques d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984	1.362,0	606,9	87,5	11,8	2.068,2	909,6	139,2	2.207,4
1985 Mars	1.386,2	668,1	89,4	15,8	2.159,5	954,2	145,6	2.305,1
Juin	1.414,3	609,5	91,2	18,9	2.133,9	930,3	135,9	2.269,8
Septembre	1.435,9	630,0	96,7	18,9	2.181,5	958,5	131,8	2.313,3
Décembre	1.525,0	627,3	104,2	14,0	2.270,5	998,4	126,1	2.396,6
1986 Mars	1.542,3	672,6	110,4	18,9	2.344,2	1.034,3	141,6	2.485,8
Juin	1.576,5	635,5	115,2	22,9	2.350,1	1.019,7	122,8	2.472,9
Septembre	1.614,3	682,5	120,1	22,3	2.439,2	1.076,9	131,9	2.571,1
Décembre	1.734,6	708,8	124,0	20,5	2.587,9	1.130,8	116,0	2.703,9
1987 Mars	1.774,8	787,5	121,8	21,6	2.705,7	1.195,0	122,8	2.828,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des banques d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1979	+ 204,7	+ 3,8	+ 0,9	+ 209,4	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 220,4
1980	+ 256,9	+ 1,8	+ 1,0	+ 259,7	+ 30,5	- 6,9	+ 23,6	+ 283,3
1981	+ 207,8	+ 1,2	+ 2,4	+ 211,4	+ 44,2	- 4,5	+ 39,7	+ 251,1
1982	+ 280,4	+ 18,2	- 1,2	+ 297,4	+ 59,7	- 8,4	+ 51,3	+ 348,7
1983	+ 286,8	+ 47,4	+ 12,9	+ 347,1	+ 84,8	- 0,8	+ 84,0	+ 431,1
1984	+ 186,9	+ 21,3	- 1,1	+ 207,1	+ 111,2	- 7,2	+ 104,0	+ 311,1
1985	+ 283,4	+ 12,3	- 3,4	+ 292,3	+ 87,4	+ 1,6	+ 89,0	+ 381,3
1986	+ 118,5	+ 16,2	- 10,9	+ 123,8	+ 107,5	+ 21,0	+ 128,5	+ 252,3
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 76,2	+ 2,7	- 1,6	+ 77,3	+ 20,8	- 6,9	+ 13,9	+ 91,2
2 ^e trimestre ...	+ 93,5	+ 8,0	- 1,6	+ 99,9	+ 26,6	+ 1,7	+ 28,3	+ 128,2
3 ^e trimestre ...	+ 56,9	+ 0,8	+ 1,6	+ 59,3	+ 18,8	+ 3,5	+ 22,3	+ 81,6
4 ^e trimestre ...	+ 56,8	+ 0,8	- 1,8	+ 55,8	+ 21,2	+ 3,3	+ 24,5	+ 80,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 79,1	- 7,1	+ 1,3	+ 73,3	+ 16,8	+ 10,5	+ 27,3	+ 100,6
2 ^e trimestre ...	+ 28,9	+ 23,3	- 6,2	+ 46,0	+ 35,1	+ 9,2	+ 44,3	+ 90,3
3 ^e trimestre ...	+ 24,8	0,0	- 1,5	+ 23,3	+ 34,5	+ 0,8	+ 35,3	+ 58,6
4 ^e trimestre ...	- 14,3	0,0	- 4,5	- 18,8	+ 21,1	+ 0,5	+ 21,6	+ 2,8
1987 1 ^{er} trimestre ...	+ 39,1	- 3,3	- 1,8	+ 34,0	+ 19,4	+ 0,3	+ 19,7	+ 53,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 64,4	+ 37,4	+ 73,6	+ 70,4	+ 45,3	+ 27,8	+ 1,4	+ 170,1	+ 137,0	+ 307,1
1985	- 0,7	+ 13,9	+ 120,8	+ 53,6	+ 82,3	+ 74,7	+ 35,4	+ 35,2	+ 0,4	+ 251,7	+ 163,9	+ 415,6
1986	+ 19,9	+ 10,9	+ 175,4	+ 8,7	+ 100,3	+ 35,7	+ 94,4	+ 8,8	- 4,6	+ 400,9	+ 48,6	+ 449,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,0	+ 43,0	+ 10,9	+ 6,3	+ 8,8	+ 1,2	+ 98,5	+ 33,9	+ 132,4
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,5	+ 9,9	+ 22,4	+ 5,9	+ 34,4	+ 11,2	+ 11,1	- 0,7	+ 59,7	+ 67,2	+ 126,9
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,4	+ 14,0	+ 4,6	+ 12,5	+ 5,4	+ 0,9	+ 5,8	- 0,2	- 3,3	+ 15,6	+ 12,3
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 5,9	+ 51,9	+ 13,6	+ 20,9	+ 24,0	+ 17,0	+ 9,5	+ 0,1	+ 96,8	+ 47,2	+ 144,0
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 4,0	+ 55,5	+ 14,1	+ 24,3	+ 43,0	+ 9,7	+ 18,3	- 3,9	+ 89,4	+ 71,5	+ 160,9
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 12,3	+ 21,6	- 2,6	+ 12,7	+ 2,0	+ 26,5	- 0,1	- 0,4	+ 99,2	- 1,1	+ 98,1
3 ^e trimestre	- 11,8	- 11,5	+ 32,5	- 6,1	+ 19,4	- 5,0	+ 12,0	- 4,4	+ 0,2	+ 40,6	- 15,3	+ 25,3
4 ^e trimestre	+ 9,7	+ 6,1	+ 65,8	+ 3,3	+ 43,9	- 4,3	+ 46,2	- 5,0	- 0,5	+ 171,7	- 6,5	+ 165,2
1987 1 ^{er} trimestre	- 10,1	+ 8,8	+ 75,8	+ 2,6	+ 36,1	+ 29,7	+ 29,1	- 3,9	- 0,7	+ 139,7	+ 27,7	+ 167,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme banque d'épargne au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984	370,0	99,9	1.422,2	421,7	818,1	1.107,1	446,0	370,8	19,3	3.156,2	1.918,9	5.075,1
1985 Mars	361,3	112,8	1.466,2	434,7	861,1	1.118,0	452,3	379,6	20,5	3.253,7	1.952,8	5.206,5
Juin	385,5	121,3	1.476,4	457,1	867,0	1.152,4	463,5	390,7	19,8	3.313,7	2.020,0	5.333,7
Septembre	368,2	107,9	1.483,2	461,7	879,5	1.157,8	464,4	396,5	19,6	3.303,2	2.035,6	5.338,8
Décembre	369,3	113,8	1.531,2	475,3	900,4	1.181,8	481,4	406,0	19,7	3.396,1	2.082,8	5.478,9
1986 Mars	365,2	117,8	1.584,8	489,4	924,7	1.224,8	491,1	424,3	15,8	3.483,6	2.154,3	5.637,9
Juin	391,3	130,1	1.604,2	486,8	937,4	1.226,8	517,6	424,2	15,4	3.580,6	2.153,2	5.733,8
Septembre	379,5	118,6	1.633,5	480,7	956,8	1.221,8	529,6	419,8	15,6	3.618,0	2.137,9	5.755,9
Décembre	389,2	124,7	1.697,0	484,0	1.000,7	1.217,5	575,8	414,8	15,1	3.787,4	2.131,4	5.918,8
1987 Mars	379,1	133,5	1.769,9	486,6	1.036,8	1.247,2	604,9	410,9	14,4	3.924,2	2.159,1	6.083,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme banque d'épargne au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC⁷⁷

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5)+(8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3)+(4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6)-(7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1)-(2)							
		(1)	(2)	(3) = (1)-(2)	(4)	(5) = (3)+(4)	(6)	(7)	(8) = (6)-(7)			(9) = (5)+(8)	(10)
1. Etat (dette directe unique- ment)	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,5
	* 1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	70,9
* 1986	289,5	107,0	182,5	—	182,5	18,6	63,1	- 44,5	138,0	289,0	
2. Fonds autonomes et orga- nismes de sécurité sociale	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	42,7	6,2	36,5	86,1	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	* 1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	41,3	9,2	32,1	126,9	- 1,4
* 1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	26,6	16,0	10,6	59,4	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	* 1985	0,0	16,8	- 16,8	48,8	32,0	8,9	13,0	- 4,1	27,9	12,1
* 1986	0,0	12,7	- 12,7	12,8	0,1	30,7	13,1	17,6	17,7	12,2	
4. Pouvoirs subordonnés, In- tercommunales pour la construction des Autorou- tes et Crédit Communal de Belgique	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	* 1985	30,0	4,7	25,3	54,0	79,3	10,0	0,2	9,8	89,1	6,6
* 1986	0,0	10,8	- 10,8	42,8	32,0	20,0	0,2	19,8	51,8	- 10,2	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	—
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	—
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	* 1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	- 13,2	—
* 1986	30,0	19,5	10,5	—	10,5	3,1	10,0	- 6,9	3,6	—	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	—
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	—
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	130,6	23,5	107,1	465,2	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	* 1985	665,5	252,8	412,7	102,8	515,5	150,8	49,8	101,0	616,5	—
* 1986	404,7	186,4	218,3	55,6	273,9	99,0	102,4	- 3,4	270,5	—	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ...	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dette directe								Dette indirecte			Dette totale ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères			Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée ²	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)						(9) = (5) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8
Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9
Septembre	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0
Décembre	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6
1986 Mars	2.150,9	156,0	1.196,7	95,0	3.598,6	544,5	530,0	1.074,5	4.673,1	494,4	4,6	499,0	5.172,1
Juin	2.149,2	102,5	1.449,4	97,0	3.798,1	539,8	455,4	995,2	4.793,3	551,0	4,7	555,7	5.349,0
Juillet	2.146,8	101,2	1.472,1	100,1	3.820,2	540,3	445,4	985,7	4.805,9	550,2	4,7	554,9	5.360,8
Août	2.146,0	101,3	1.499,6	97,3	3.844,2	513,7	464,3	978,0	4.822,2	550,3	4,3	554,6	5.376,8
Septembre	2.239,8	100,0	1.467,7	87,4	3.894,9	498,3	477,6	975,9	4.870,8	549,9	4,3	554,2	5.425,0
Octobre	2.235,0	98,8	1.442,7	98,2	3.874,7	516,8	475,7	992,5	4.867,2	549,0	2,2	551,2	5.418,4
Novembre	2.229,8	98,8	1.460,5	93,5	3.882,6	509,9	483,5	993,4	4.876,0	548,2	2,2	550,4	5.426,4
Décembre	2.228,0	98,8	1.430,0	94,0	3.850,8	502,4	515,8	1.018,2	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3
1987 Janvier	2.344,8	76,4	1.356,6	123,0	3.900,8	487,8	565,3	1.053,1	4.953,9	545,5	2,2	547,7	5.501,6
Février	2.298,8	76,4	1.449,4	92,9	3.917,5	489,9	548,6	1.038,5	4.956,0	632,9	2,2	635,1	5.591,1
Mars	2.276,2	86,4	1.595,4	97,7	4.055,7	490,2	503,0	993,2	5.048,9	629,8	2,2	632,0	5.680,9
Avril	2.436,9	86,4	1.478,7	115,1	4.117,1	496,0	497,3	993,3	5.110,4	606,8	2,2	609,0	5.719,4
Mai	2.406,3	65,1	1.576,2	100,9	4.148,5	495,2	494,6	989,8	5.138,3	605,4	2,2	607,6	5.745,9
Juin	2.548,1	80,1	1.515,5	101,1	4.244,8	495,9	493,0	988,9	5.233,7	604,1	2,1	606,2	5.839,9

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² A partir de septembre 1986 y compris la dette née des opérations de régularisation d'une partie des intérêts de la dette publique (arrêté royal n° 466 du 20 août 1986).

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 7 premiers mois	+ 547,8	+ 2,3	- 30,5	+ 97,2 ⁴	+ 69,0 ⁴	+ 478,8
1986 7 premiers mois	+ 446,2	- 14,1	- 22,6	+ 0,5 ⁴	- 36,2 ⁴	+ 482,4
1985 8 premiers mois	+ 571,8	+ 2,6	- 30,7	+ 98,3 ⁴	+ 70,2 ⁴	+ 501,6
1986 8 premiers mois	+ 462,2	- 14,1	- 28,4	+ 0,5 ⁴	- 42,0 ⁴	+ 504,2

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B. ; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,2	—	131,5	1.313,5	3.793,2
Titres non accessibles à tout placeur						
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,5	80,8	55,8	84,7	146,6	495,4
1984	230,5	88,9	53,6	122,6	151,6	647,2
1985	433,2	82,3	52,3	139,9	147,4	855,1
Total						
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,4	189,7	55,8	140,6	1.298,3	3.529,8
1984	2.082,4	187,7	53,6	220,9	1.380,3	3.924,9
1985	2.689,2	174,5	52,3	271,4	1.460,9	4.648,3

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

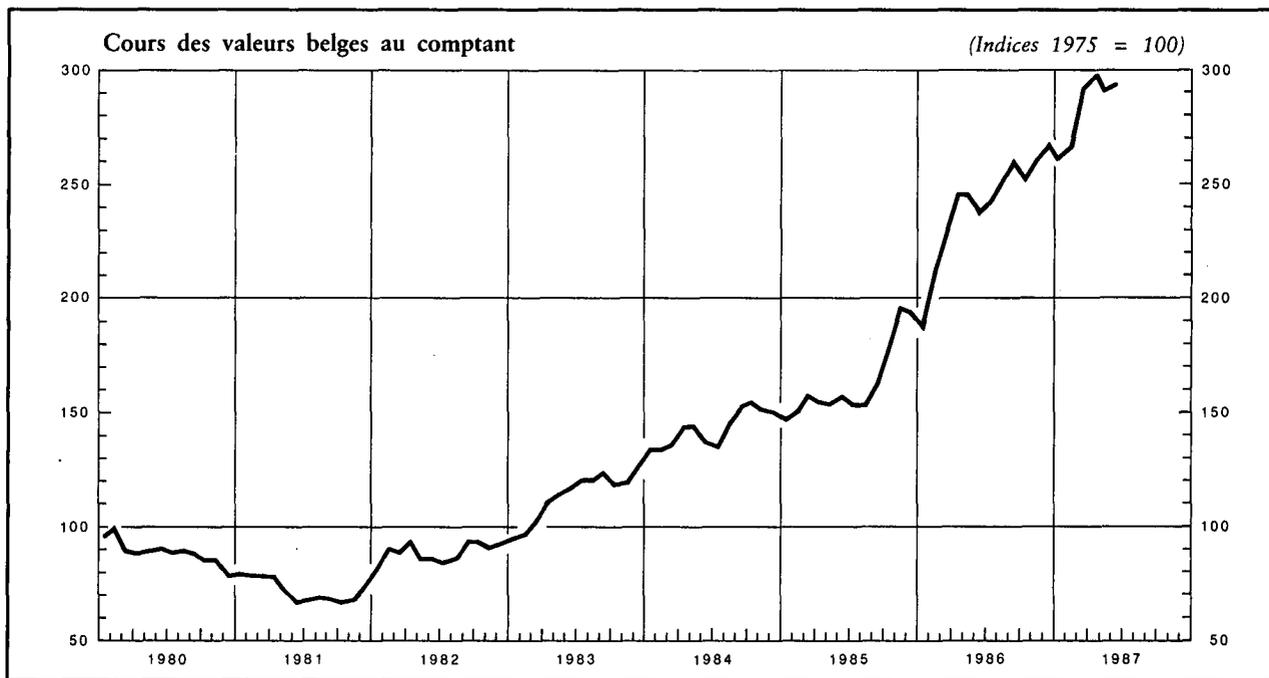
	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.684,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985 *	1.872,4	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,2
Titres non accessibles à tout placeur										
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	40,6	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,4
1984	41,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,2
1985 *	54,1	0,1	0,1	1,7	266,3	—	282,4	43,6	206,8	855,1
Total										
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.529,8
1984	1.730,9	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.924,9
1985 *	1.926,5	14,4	18,0	26,5	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.648,3

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.
³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOUSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1985 2 ^e trimestre	357	155	153	5,2	4,2	237	409
3 ^e trimestre	303	157	153	5,2	4,4	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	4,2	3,8	397	386
1986 1 ^{er} trimestre	770	210	204	3,8	3,6	516	423
2 ^e trimestre	890	244	233	3,6	3,4	482	441
3 ^e trimestre	663	252	240	3,6	3,4	367	426
4 ^e trimestre	844	261	246	3,4	3,2	287	424
1987 1 ^{er} trimestre	848	273	257	3,2	3,1	434	440
2 ^e trimestre		295	276	3,0	2,9		513
1986 Juin	702	239	226	3,7	3,5	333	429
Juillet	550	243	232	3,7	3,5	269	418
Août	658	253	241	3,5	3,3	376	419
Septembre	781	261	246	3,6	3,4	455	440
Octobre	723	253	238	3,5	3,3	296	419
Novembre	908	261	246	3,3	3,2	279	428
Décembre	902	268	254	3,3	3,1	287	425
1987 Janvier	601	261	247	3,4	3,2	343	426
Février	902	266	252	3,2	3,2	411	433
Mars	1.042	291	273	3,1	3,0	547	460
Avril	908	298	279	2,9	2,9	590	486
Mai	1.013	292	270	3,2	3,0	610	558
Juin		294	279	3,0	2,9		496

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	138,3	6,1	144,4
1984 4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	31,7	0,1	31,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1985 Décembre	23,8	15,3	0,3	15,6
1986 Janvier	26,5	14,4	0,0	14,4
Février	16,1	7,8	0,0	7,8
Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	8,8	0,0	8,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Banques d'épargne	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984 Décembre *	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.714,0	120,3
1985 Mars ⁵	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	426,3	348,8	365,5	376,3	2,0	1.518,9	2.691,7	118,2
Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,6	1.207,9	430,1	354,9	362,9	383,9	1,5	1.533,3	2.741,2	113,3
Septembre *	0,1	0,2	1.172,9	1.173,2	439,1	360,3	363,3	387,1	1,7	1.551,7	2.724,7	111,9
Décembre *	0,0	0,2	1.244,8	1.245,0	442,5	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,4	2.821,4	108,4
1986 Mars	0,1	0,2	1.260,2	1.260,5	440,8	370,6	371,8	400,4	1,3	1.584,9	2.845,4	107,6
Juin	0,1	0,2	1.298,0	1.298,3	445,5	375,7	378,5	414,6	2,8	1.617,1	2.915,4	112,2
Septembre *	.	0,2	1.283,9	1.284,1	447,4	382,1	375,8	421,2	2,8	1.629,3	2.913,4	110,2
Décembre *	.	0,2	1.347,2	1.347,4	454,1	385,5	383,4	433,0	3,2	1.669,1	3.016,5	109,9
1987 Mars .....	.	0,2	1.378,5	1.378,7	459,2	405,7	384,9	438,0	2,7	1.690,5	3.069,2	108,3

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2
3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5
1986 1 ^{er} trimestre	15,8
2 ^e trimestre	16,0
3 ^e trimestre	23,8
4 ^e trimestre	28,7
1987 1 ^{er} trimestre	28,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT¹

Période	Nombre de demandes (milliers)			Montant des demandes (milliards de francs)						
	Achat	Construction ou transformation		Total	Achat	Construction ou transformation		Total		
1979	60,9	44,5		105,4	90,1	70,0		160,1		
1980	44,7	30,7		75,4	61,8	46,6		108,4		
1981	42,4	26,8		69,2	53,6	39,7		93,3		
1982	37,8	20,1		57,9	44,1	27,5		71,6		
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1985 1 ^{er} trimestre ...	11,3	1,3	2,1	4,5	19,2	14,3	2,2	1,4	8,3	26,2
2 ^e trimestre ...	13,2	1,5	2,3	5,8	22,8	17,3	2,4	1,6	10,1	31,4
3 ^e trimestre ...	12,8	1,2	2,1	5,1	21,2	16,9	2,0	1,6	9,8	30,3
4 ^e trimestre ...	13,5	1,4	1,9	4,5	21,3	18,6	2,3	1,5	8,1	30,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	14,8	1,4	2,1	4,9	23,2	20,2	2,6	1,8	9,0	33,6
2 ^e trimestre ...	20,3	2,4	3,6	6,9	33,2	30,5	4,2	3,3	13,5	51,5
3 ^e trimestre ...	18,9	2,7	3,2	5,9	30,7	29,5	4,6	2,8	12,6	49,5
4 ^e trimestre ...	19,0	2,8	2,7	5,2	29,7	29,2	5,0	2,4	11,2	47,8
1987 1 ^{er} trimestre ...	17,4	2,7	2,8	6,9	29,8	27,4	4,7	2,4	15,5	50,0
1986 Mars	5,4	0,5	0,8	1,9	8,6	7,5	1,0	0,7	3,6	12,8
Avril	6,1	0,7	1,1	1,9	9,8	8,8	1,1	0,9	3,6	14,4
Mai	6,4	0,7	1,0	2,2	10,3	9,5	1,3	0,9	4,1	15,8
Juin	7,8	1,0	1,5	2,8	13,1	12,2	1,8	1,5	5,8	21,3
Juillet	6,8	1,0	1,2	2,3	11,3	10,8	1,7	1,1	5,1	18,7
Août	5,5	0,8	1,0	1,7	9,0	8,5	1,3	0,8	3,6	14,2
Septembre	6,6	0,9	1,0	1,9	10,4	10,2	1,6	0,9	3,9	16,6
Octobre	7,4	1,0	1,1	1,9	11,4	11,2	1,8	0,9	4,0	17,9
Novembre	5,7	0,9	0,8	1,5	8,9	8,9	1,5	0,7	3,0	14,1
Décembre	5,9	0,9	0,8	1,8	9,4	9,1	1,7	0,8	4,2	15,8
1987 Janvier	6,3	0,9	1,0	3,3	11,5	10,0	1,8	0,8	7,2	19,8
Février	5,2	0,8	0,8	1,8	8,6	8,0	1,3	0,7	3,9	13,9
Mars	5,9	1,0	1,0	1,8	9,7	9,4	1,6	0,9	4,4	16,3

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985	1982	1983	1984	1985
Communauté Economique Européenne ...	477,0	511,8	601,6	679,5	271,2	263,4	274,1	290,1
Royaume-Uni	97,7	127,7	210,3	286,7	36,5	29,3	74,3	104,8
République Fédérale d'Allemagne	181,3	137,8	132,9	119,2	105,1	78,1	46,0	41,7
France	73,0	90,5	95,7	91,1	42,1	60,6	65,7	52,3
Pays-Bas	42,6	48,4	52,8	77,2	18,4	18,7	20,3	29,2
Italie	43,1	55,3	65,9	61,1	35,8	41,9	45,1	33,8
Luxembourg	10,1	19,5	19,7	27,4	6,8	8,5	7,2	17,6
Danemark	17,5	18,7	12,3	6,1	15,5	14,4	6,7	2,9
Irlande	6,1	8,0	6,5	6,0	5,5	6,9	4,0	4,2
Grèce	5,6	5,9	5,5	4,7	5,5	5,0	4,8	3,6
Autre pays d'Europe	155,4	187,7	216,2	178,8	118,3	137,9	149,2	108,4
dont : Espagne	58,7	81,7	95,3	64,9	55,9	73,7	83,4	55,3
Suisse	38,3	40,4	50,6	48,4	12,4	11,1	13,3	11,9
Norvège	6,2	6,1	6,3	4,3	4,9	3,0	3,6	1,5
Suède	18,2	21,3	15,7	13,3	13,8	15,7	7,5	4,6
Etats-Unis et Canada	97,7	133,7	240,8	335,6	31,9	34,1	71,7	93,7
Pays exportateurs de pétrole	92,8	84,0	85,6	80,4	71,0	71,2	74,3	65,0
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	244,5	273,2	301,8	275,6	191,0	231,4	237,8	192,0
dont : Brésil	55,0	59,6	64,1	71,0	51,0	54,7	61,5	51,3
Mexique	64,6	78,4	79,5	58,7	59,4	72,7	76,9	54,3
Autres pays d'Afrique	50,0	58,9	65,4	54,5	37,7	41,8	50,0	39,0
dont : Afrique du Sud	6,6	6,1	6,3	4,1	3,1	4,3	4,8	3,6
République du Zaïre	8,7	8,5	13,2	15,9	8,7	6,3	11,2	11,5
Australie et Nouvelle Zélande	38,6	54,0	87,0	86,4	23,5	34,7	60,9	50,3
Autres pays d'Asie	58,5	78,9	137,2	154,6	35,1	43,5	59,2	49,9
dont : Japon	9,2	29,9	68,9	79,2	8,3	10,4	15,5	11,4
Total	1.214,5	1.382,2	1.735,6	1.845,4	779,7	858,0	977,2	888,4

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1985 2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1986 1 ^{er} trimestre	6,6	0,0	3,3	5,0	0,6	3,0	1,3	9,9
2 ^e trimestre	6,5	0,7	3,1	5,2	0,5	3,1	1,5	10,3
3 ^e trimestre	6,0	0,0	2,8	4,3	0,6	2,6	1,3	8,8
4 ^e trimestre	6,0	0,0	3,0	3,8	0,9	3,0	1,3	9,0
1987 1 ^{er} trimestre	6,1	0,1	2,8	4,8	0,9	2,0	1,3	9,0
2 ^e trimestre	6,5	0,0	3,1	4,3	1,2	2,8	1,3	9,6
1986 Juillet	5,9	0,0	2,7	4,5	0,1	2,8	1,2	8,6
Août	5,3	0,0	3,1	4,6	0,5	2,2	1,1	8,4
Septembre	6,7	0,0	2,7	3,9	1,1	2,8	1,6	9,4
Octobre	5,1	0,0	2,9	3,9	0,3	2,5	1,3	8,0
Novembre	4,9	0,0	3,1	3,5	0,4	3,1	1,0	8,0
Décembre	7,7	0,0	3,1	3,8	2,0	3,3	1,7	10,8
1987 Janvier	5,4	0,3	2,8	5,2	1,0	1,4	0,9	8,5
Février	6,2	0,1	2,6	4,9	0,7	1,8	1,5	8,9
Mars	6,8	0,0	3,0	4,4	1,3	2,7	1,4	9,8
Avril	5,7	0,0	3,2	4,2	0,8	2,5	1,4	8,9
Mai	6,6	0,0	3,2	4,0	2,0	2,4	1,4	9,8
Juin	7,1	0,0	2,8	4,6	0,6	3,5	1,2	9,9
Juillet	5,2	0,0	3,1	4,1	0,2	2,8	1,2	8,3

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8
1986 1 ^{er} trimestre	290,0	7,5	40,3	14,9	352,7
2 ^e trimestre	300,8	5,4	39,4	9,2	354,8
3 ^e trimestre	300,1	5,1	37,9	4,0	347,1
4 ^e trimestre	302,7	5,2	36,1	2,7	346,7
1987 1 ^{er} trimestre	307,9	3,3	34,5	3,3	349,0

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)			
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Mars	125,8	15,1	110,7	20,7	1,0	20,7	10,9	0,9	10,0	216,6	63,9	22,4
Juin	128,4	11,2	117,2	21,4	0,1	21,3	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Juillet	128,4	9,3	119,1	21,4	0,2	21,2	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Août	128,4	8,3	120,1	21,4	0,3	21,1	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Septembre ..	130,9	8,6	122,3	21,9	0,1	21,8	11,4	0,0	11,4	223,3	67,1	23,2
Octobre	130,9	8,0	122,9	21,9	0,7	21,2	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Novembre ..	130,9	7,4	123,5	21,9	0,3	21,6	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Janvier	134,7	5,2	129,5	22,4	0,0	22,4	11,7	0,0	11,7	229,0	69,4	23,9
Février	134,7	5,8	128,9	22,4	0,0	22,4	11,7	0,0	11,7	229,0	69,4	23,9
Mars	137,8	4,7	133,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Avril	137,8	5,5	132,3	23,1	0,1	23,0	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Mai	137,8	6,7	131,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,1	12,0	235,5	71,8	24,7
Juin	141,0	10,4	130,6	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires		Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers		Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles			données trimestrielles		à court terme	à long terme
	2 novembre 1977	1,3		2,5	3,3		5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie.

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épouser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1979 13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier ..	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet ...	7,25	7,50

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1980	13,00
1981 5 mars	14,00
25 mars	16,00
31 mars	20,00
16 avril	19,00
30 avril	18,00
28 mai	17,00
12 juin	16,00
11 décembre ...	18,00
30 décembre ...	17,50
1982 7 janvier *	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre....	9,00
23 décembre....	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1986	8,01
1985 1 ^{er} trimestre ...	8,74
2 ^e trimestre ...	8,91
3 ^e trimestre ...	8,67
4 ^e trimestre ...	8,51
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,06
2 ^e trimestre ...	7,61
3 ^e trimestre ...	8,04
4 ^e trimestre ...	8,01
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,00
2 ^e trimestre ...	7,35
1986 Juillet	8,14
Août	8,07
Septembre	8,04
Octobre	7,59
Novembre	8,02
Décembre	8,01
1987 Janvier	7,91
Février	8,23
Mars	7,00
Avril	6,93
Mai	6,93
Juin	7,35
Juillet	6,93

¹ Du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984	10,15	—	—
				1985 Mars	—	—	—
				Juin	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1986 Mars	—	—	—
				Juin	—	—	—
				Juillet	—	—	—
				Août	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Octobre	—	—	—
				Novembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1987 Janvier	—	—	—
				Février	7,37	—	—
				Mars	6,94	—	—
				Avril	—	—	—
				Mai	—	—	—
				Juin	—	—	—
				Juillet	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00				
1983	8,65	9,90	9,75				
1984	9,90	10,90	10,50				
1985 Mars	9,90	10,90	10,50				
Juin	8,15	9,15	8,75				
Septembre	8,40	9,40	8,75				
Décembre	8,65	9,65	9,25				
1986 Mars	8,65	9,65	9,25				
Juin	6,90	7,90	7,25				
Juillet	6,90	7,90	7,25				
Août	6,90	7,90	7,25				
Septembre	6,90	7,90	7,25				
Octobre	6,90	7,90	7,25				
Novembre	6,90	7,90	7,25				
Décembre	6,90	7,90	7,25				
1987 Janvier	7,40	8,40	7,75				
Février	7,40	8,40	7,75				
Mars	6,90	7,90	7,25				
Avril	6,90	7,90	7,25				
Mai	6,65	7,65	7,00				
Juin	6,40	7,40	6,75				
Juillet	6,15	7,15	6,55				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1979	7,96	1985 2 ^e trimestre	8,73	1986 Juillet	6,34
1980	11,11	3 ^e trimestre	7,61	Août	6,37
1981	11,41	4 ^e trimestre	7,51	Septembre	5,76
1982	11,41	1986 1 ^{er} trimestre	7,86	Octobre	6,26
1983	8,07	2 ^e trimestre	6,66	Novembre	5,81
1984	9,45	3 ^e trimestre	6,15	Décembre	5,09
1985	8,25	1987 1 ^{er} trimestre	6,46	1987 Janvier	6,82
1986	6,61	2 ^e trimestre	5,50	Février	6,90
				Mars	5,83
				Avril	5,65
				Mai	5,41
				Juin	5,42
				Juillet	5,62

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07				
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49				
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1980 9 décembre ...	6	6	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02				
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53				
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70				
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45				
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	1984 11 décembre ...	10,75	6	6
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,25	9,62				
2 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,30	7,84	1985 12 mars	6	6	6
3 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,25	7,30	11 juin	9,10	6	6
4 ^e trimestre ...	7,25	7,35	7,40	7,50	7,43	10 septembre ..	9,50	9,60	6
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,40	7,40	7,40	7,40	7,68	10 décembre ...	8,65	6	6
2 ^e trimestre ...	6,65	6,70	6,75	6,90	7,13	1986 11 mars	9,00	8,90	6
1986 Juillet	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30	10 juin	7,40	7,40	6
Août	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30	8 juillet	7,20	7,15	6
Septembre	7,35	7,35	7,35	7,25	7,27	12 août	7,20	7,15	6
Octobre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40	9 septembre ..	7,15	7,15	6
Novembre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40	14 octobre	7,25	7,25	6
Décembre	7,25	7,35	7,40	7,50	7,48	13 novembre ...	7,40	6	6
1987 Janvier	8,00	8,00	7,75	7,75	7,75	9 décembre ...	7,60	7,60	6
Février	7,75	7,75	7,75	7,70	7,74	1987 13 janvier	7,60	7,60	6
Mars	7,40	7,40	7,40	7,40	7,55	10 février	7,60	7,60	6
Avril	7,15	7,20	7,25	7,30	7,30	10 mars	7,60	7,60	7,60
Mai	6,95	7,00	7,05	7,20	7,24	14 avril	7,40	7,45	6
Juin	6,65	6,70	6,75	6,90	7,00	12 mai	7,40	7,45	7,50
Juillet	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70	9 juin	7,20	7,25	7,30
						14 juillet	6,85	7,00	7,15

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudgés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{er} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ¹	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1987	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
1985 Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	11,26
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Avril	8,33	8,44	8,41	8,51	8,40
Juillet	7,77	7,58	7,86	7,90	7,78
Août	7,30	7,30	7,47	7,57	7,40
Septembre	6,92	6,90	7,24	7,32	7,09
Octobre	7,02	7,15	7,36	7,53	7,24
Novembre	6,91	7,06	7,31	7,51	7,17
Décembre	6,91	7,05	7,41	7,61	7,21
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Février	7,17	7,21	7,57	7,64	7,38
Mars	7,17	7,21	7,57	7,64	7,38
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Mai	7,06	7,21	7,66	7,64	7,31
Juin	7,06	7,17	7,76	7,74	7,35
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Août	7,03	7,06	7,64	7,65	7,30

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1978	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1983 ...		8,50		4,00		12,00		20,00		5,50		4,00		5,00
1984 Février							15	19,00						
Avril	9	9,00			10	11,75	7	18,50						
Mai			29	4,50	21	11,50								
Juin					5	11,25								
Juillet					7	11,00	4	19,50						
Septembre ...	21	8,50			28	10,75								
Novembre ...														
Décembre ...	24	8,00												
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00					16	5,50				
Septembre ...					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre ...					18	8,75	8	18,00						
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50								
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00	7	5,00			10	4,00
Avril	21	6,50			15	7,75	25	13,00					21	3,50
Mai					2	7,50								
Mai					14	7,25	27	12,00						
Juin					16	7,00								
Juillet	11	6,00												
Août	21	5,50												
Novembre ...														
Décembre ...					16	7,25							1	3,00
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50	1	3,00
Février													1	3,00
Mars					10	7,75	13	11,50					23	2,50
Juillet					3	7,50								

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte	Taux d'intervention	Escompte
1983	9,00		9,96		1986 Juin	9,81		8,84	
1984	9,38		10,09		Juillet	9,81		8,51	
1985	11,31		9,49		Août	9,81		8,58	
1986	10,81		8,49		Septembre	9,81		8,60	
1984 3 ^e trimestre	10,38		12,27		Octobre	10,81		8,55	
4 ^e trimestre	9,38		10,09		Novembre	10,81		8,49	
1985 1 ^{er} trimestre	12,75		10,65		Décembre	10,81		8,49	
2 ^e trimestre	12,25		9,58		1987 Janvier	10,81		7,49	
3 ^e trimestre	11,31		9,00		Février	10,81		7,53	
4 ^e trimestre	11,31		9,49		Mars	9,81		7,05	
1986 1 ^{er} trimestre	11,31		10,44		Avril	9,31		8,33	
2 ^e trimestre	9,81		8,84		Mai	8,87		8,44	
3 ^e trimestre	9,81		8,60		Juin	8,87			
4 ^e trimestre	10,81		8,49						
1987 1 ^{er} trimestre	9,81		7,05						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*: LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers »

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Jusqu'au 24 avril 1986, le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte; ce taux était applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 5 juin	1987 4 juin	1986 10 juillet	1987 9 juillet
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	331,9	381,6	410,3	383,2	421,4	419,4	418,9	417,8
Or	247,0	259,0	256,9	210,2	210,2	218,3	200,1	221,3
Disponibilités à vue à l'étranger	13,6	27,4	62,3	87,0	128,6	123,5	132,4	114,9
Ecus	58,2	80,1	73,2	68,8	65,3	58,5	68,8	62,9
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	13,1	15,1	17,9	17,2	17,3	19,1	17,6	18,7
Créances sur le Trésor	5,8	11,9	18,4	30,5	33,6	40,6	33,6	40,8
Monnaies divisionnaires	0,6	0,8	0,8	0,7	1,2	1,3	1,1	1,3
Comptes courants postaux	0,8	0,3	0,5	0,1	0,2	0,3	0,2	0,4
Concours au Trésor Public ²	0,0	5,8	11,5	23,6	25,6	31,8	25,6	31,8
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer ³	4,4	5,0	5,6	6,1	6,6	7,2	6,7	7,3
Créances provenant d'opérations de refinancement	286,8	253,7	259,5	242,7	127,2	133,4	140,8	166,6
Effets escomptés ⁴	86,0	86,1	87,8	83,6	78,1	71,7	77,3	69,2
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴ ..	167,8	119,3	117,9	115,0	23,8	35,1	42,1	73,5
Avances sur titres	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Effets en cours de recouvrement	32,8	48,0	53,5	43,9	25,1	26,4	21,2	23,7
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	66,1	77,6	74,4	63,2	64,5	75,1	67,4	77,5
Divers	6,8	7,5	8,8	9,7	11,5	11,9	9,7	11,6
Total ..	697,4	732,3	771,4	729,3	658,2	680,4	670,4	714,3
PASSIF								
Billets en circulation	180,6	195,8	204,9	212,3	208,6	214,9	216,8	222,3
Comptes créditeurs extérieurs	10,3	12,6	14,7	11,6	13,0	12,1	13,1	11,6
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	2,3	3,1	4,5	2,7	4,0	3,6	4,2	3,2
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	8,0	9,5	10,2	8,9	9,0	8,5	8,9	8,4
Compte courant du Trésor public	81,6	46,8	64,8	78,9	21,0	20,2	34,7	36,3
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers ..	67,2	77,3	95,4	103,6	98,4	95,3	95,4	94,2
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	32,2	21,0	27,4	42,3	51,7	46,8	50,2	52,6
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	18,4	27,6	36,7	42,1	40,5	37,7	40,1	36,8
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	16,6	28,7	31,3	19,2	6,2	10,8	5,1	4,8
Ecus à livrer au FECOM	53,6	79,5	73,2	65,5	62,7	70,9	66,7	75,4
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	289,0	303,9	301,3	242,9	242,9	253,1	230,2	256,8
Capital et fonds de réserve	2,2	2,6	2,8	3,0	3,1	3,2	3,1	3,2
Divers	12,9	13,8	14,3	11,5	8,5	10,7	10,4	14,5
Total ..	697,4	732,3	771,4	729,3	658,2	680,4	670,4	714,3
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	6,5	11,4	12,3	10,4	10,4	11,5	10,8	11,2
Acquisition de droits de tirage spéciaux	6,6	3,7	5,6	6,8	6,9	7,6	6,8	7,5
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	0,0	5,8	11,5	23,6	25,6	31,8	25,6	31,8
³ Lois des 27 décembre 1974 et 11 juin 1985.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	33,4	56,7	62,9	25,0	6,5	22,2	9,6	48,1
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	87,1	87,4	88,7	85,1	79,4	74,2	78,8	71,7
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	86,0	86,1	87,8	83,7	78,2	71,7	77,3	69,2
— Autres crédits	1,1	1,3	0,9	1,4	1,2	2,5	1,5	2,5
Crédits à court terme	123,1	61,3	54,1	88,5	16,0	10,4	31,0	22,9
— Crédits à l'exportation	21,5	6,4	13,9	30,2	5,8	—	11,3	—
— Autres crédits	101,6	54,9	40,2	58,3	10,2	—	19,7	—

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1984 February 29	1985 February 28	1986 February 28	1987 February 28	1986 June 4	1987 June 10	1986 July 9	1987 July 8
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	11.5	12.0	12.3	12.9	12.3	12.9	12.5	13.2
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	11.5	12.0	12.3	12.9	12.3	12.9	12.5	13.2
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	2.0	2.0	2.0	1.3	4.8	11.1	3.4	6.5
Other Securities	9.5	10.0	10.3	11.6	7.5	1.8	9.1	6.7
Total ...	11.5	12.0	12.3	12.9	12.3	12.9	12.5	13.2
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	4.2	3.9	1.9	0.1	0.1	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.8	0.7	0.9	1.0	0.8	1.0	0.8	0.9
Reserves and Other Accounts	1.5	1.7	1.7	1.7	1.4	1.7	1.4	1.8
Total ...	2.5	6.6	6.5	4.6	2.3	2.8	2.3	2.8
Government Securities	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6	0.5	0.7
Advances and Other Accounts	0.5	1.0	0.7	1.2	0.9	0.8	0.7	1.1
Premises, Equipment and Other Securities	1.6	5.1	5.3	2.9	0.9	1.4	1.1	1.0
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.5	6.6	6.5	4.6	2.3	2.8	2.3	2.8

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1985 December 31	1986 June 4	1987 June 10	1986 July 9	1987 July 8
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.6	4.6	4.7	4.8	5.0	4.8	5.0
Coin	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.6
Loans and securities	151.0	162.2	173.2	194.3	191.9	215.1	193.1	218.4
<i>Loans</i>	0.7	0.9	3.6	3.1	1.1	0.6	0.5	0.6
<i>Acceptances</i>	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.5	8.9	8.8	9.9	8.1	7.7	8.6	7.7
<i>U.S. Government securities</i>	139.3	152.0	160.8	181.3	182.7	206.8	184.0	210.1
Cash items in process of collection	13.0	11.6	6.8	11.7	7.7	6.2	7.8	7.3
Other assets	9.9	8.7	12.4	15.3	15.6	15.0	16.1	15.7
Total assets ...	190.1	198.6	208.5	237.6	231.6	252.9	233.4	258.1
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	142.0	157.1	168.3	181.4	182.2	198.0	185.8	200.8
Deposits	34.3	26.1	28.3	39.5	36.8	42.6	35.0	45.0
<i>Depository institutions</i>	26.5	21.4	21.8	28.6	34.8	39.2	31.2	38.3
<i>U.S. Treasury-general account</i>	5.0	3.7	5.3	9.4	1.4	2.8	3.2	6.1
<i>Foreign-official accounts</i>	0.3	0.2	0.3	0.5	0.2	0.2	0.2	0.3
<i>Other</i>	2.5	0.8	0.9	1.0	0.4	0.4	0.4	0.3
Deferred availability cash items ³	8.8	10.0	6.0	10.7	6.7	5.8	6.5	5.9
Other liabilities and accrued dividends ...	2.3	2.5	2.7	2.4	2.2	2.3	2.1	2.2
Capital accounts	2.7	2.9	3.2	3.6	3.7	4.2	4.0	4.2
Total liabilities and capital accounts.....	190.1	198.6	208.5	237.6	231.6	252.9	233.4	258.1

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1985 dicembre	1986 dicembre	1986 gennaio	1987 gennaio	1986 febbraio	1987 febbraio
ATTIVO						
Oro	28,7	25,5	28,7	25,5	28,7	25,5
Crediti in oro (FECOM)	9,9	8,8	9,1	8,8	9,1	8,8
Cassa	0,7	0,1	1,6	0,0	2,9	0,0
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3
ammassi	1,9	2,0	1,9	2,0	2,0	2,1
anticipazioni : in conto corrente	0,6	1,9	1,4	1,5	1,6	1,6
a scadenza fissa	6,2	1,5	2,9	0,3	3,0	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	7,2	10,1	6,3	10,0	6,3	10,0
altre attività	6,0	1,9	3,7	2,0	5,6	2,0
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	1,3	2,0	1,2	2,0	1,2
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	11,0	14,2	10,8	13,5	9,5	17,6
conti speciali	3,5	3,2	3,4	3,1	3,4	3,1
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	48,2	52,7	45,6	55,0	50,6	54,2
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,6
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	62,9	71,4	72,4	76,9	64,8	71,6
altri titoli, azioni e partecipazioni	1,2	2,2	1,7	2,1	1,7	2,1
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Altri conti e partite varie	2,4	1,5	8,0	2,1	16,1	1,5
Ratei e risconti	2,5	2,5	2,4	2,3	1,6	1,6
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	0,2	0,2	0,3	0,3
Totale attivo	198,3	204,1	205,4	209,8	212,5	206,3
PASSIVO						
Circolazione	47,0	50,5	43,1	46,3	43,4	45,7
Vaglia cambiari	0,7	0,7	0,3	0,5	0,4	0,5
Altri debiti a vista	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Depositi in conto corrente liberi	3,4	0,7	0,6	0,7	0,5	0,4
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	75,8	84,8	84,6	94,6	83,3	92,8
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,5	3,2	3,4	3,2	3,4	3,1
Passività verso l'estero	0,2	0,2	0,1	0,5	0,2	0,2
Debiti in ECU (FECOM)	12,0	10,1	11,2	10,0	11,2	10,0
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	0,5	0,9	0,5	0,9	0,6	0,2
Accantonamenti diversi	49,8	46,8	49,1	44,8	49,0	44,8
Fondi ammortamento diversi	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Partite varie	0,5	1,3	8,6	4,2	16,6	4,3
Ratei e risconti	1,3	1,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,5	0,7	0,5	0,7	0,5	0,7
Fondo di riserva straordinario	1,8	2,0	1,8	2,0	1,8	2,0
Utile netto da ripartire	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	0,2	0,3	0,3	0,4
Totale passivo e patrimonio	198,3	204,1	205,4	209,8	212,5	206,3
Depositanti di titoli e altri valori	549,1	698,8	569,2	701,0	606,6	715,0

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1986 31. Dez.	1986 7. Juni	1987 7. Juni	1986 7. Juli	1987 7. Juli
AKTIVA								
Währungsreserven	81,5	81,6	83,6	91,6	81,3	109,7	82,1	108,7
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	14,6	16,1	13,2	11,4	13,0	11,2	12,9	11,1
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	15,4	14,3	17,2	16,3	14,1	21,7	13,8	23,4
Devisen und Sorten	37,8	37,5	39,5	50,2	40,5	63,1	41,7	60,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	85,5	96,3	105,3	96,4	93,8	82,4	95,2	82,0
Inlandswechsel	46,6	47,8	44,1	40,5	42,2	35,5	41,7	34,9
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	16,2	25,7	41,6	33,2	31,3	27,9	33,3	28,6
Auslandswechsel	9,4	14,8	17,3	20,3	20,3	18,9	20,1	18,5
Lombardforderungen	13,3	8,0	2,3	2,4	0,0	0,1	0,1	0,0
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9,6	11,1	8,9	11,6	12,7	11,9	9,8	12,1
Kassenkredite (Buchkredite)	0,9	2,4	0,2	2,9	4,0	3,2	1,1	3,4
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	7,8	4,3	4,1	5,2	4,7	4,7	5,0	4,7
Deutsche Scheidemünzen	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,7	0,9	0,7
Postgiro Guthaben	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sonstige Aktiva	9,0	11,3	11,3	12,5	5,4	6,2	4,4	7,1
Insgesamt ...	197,1	208,2	216,9	220,9	201,5	218,3	200,1	218,0
PASSIVA								
Banknotenumlauf	96,1	100,6	105,4	114,0	106,4	117,6	108,2	118,6
Einlagen von Kreditinstituten	52,7	54,3	55,8	55,9	45,7	57,0	42,1	52,9
auf Girokonten	52,7	54,3	55,8	55,9	45,7	57,0	42,1	52,9
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	2,1	1,0	2,3	1,1	1,2	1,0	2,3	2,7
Bund	1,5	0,4	1,2	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,6	0,5	1,1	0,7	1,1	0,9	2,1	2,5
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	3,2	2,8	1,6	3,3	2,2	2,5	3,7	3,5
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	2,6	2,1	0,7	2,4	1,7	1,9	3,0	2,9
Sonstige Einleger	0,6	0,7	0,9	0,9	0,5	0,6	0,7	0,6
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6,3	6,5	8,8	4,8	6,1	5,8	6,3	5,1
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	9,8	11,4	14,6	19,9	18,2	18,3	19,0	18,5
Einlagen ausländischer Einleger	9,8	11,4	14,6	19,9	18,2	18,3	18,9	18,5
Sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	0,8	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,5	3,7	3,3	2,9	3,3	2,9	3,3	2,9
Sonstige Passiva	23,4	27,9	25,1	19,0	17,6	13,2	15,2	13,8
Insgesamt ...	197,1	208,2	216,9	220,9	201,5	218,3	200,1	218,0

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1986 9 mai	1987 8 mai	1986 10 juin	1987 10 juin
ACTIF								
Encaisse-or	12,1	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	32,7	38,9	38,1	36,3	35,7	34,9	35,2	33,4
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	2,7	2,7	2,8	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,4	2,7	3,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
autres	1,5	1,7	1,7	2,0	1,8	2,0	1,8	2,0
Correspondants en Suisse	0,3	0,5	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,1	0,0	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4
Total	51,9	58,7	58,5	57,0	50,1	49,4	49,6	48,0
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,7	26,5	25,8	27,0	23,9	24,5	23,6	24,5
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,2	14,2	14,1	14,9	7,7	8,1	7,2	7,7
autres engagements à vue	1,0	1,2	2,6	1,1	1,9	2,4	2,1	1,3
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	11,9	16,7	15,9	13,9	16,5	14,3	16,6	14,4
Total	51,9	58,7	58,5	57,0	50,1	49,4	49,6	48,0

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1986 31 mai	1987 31 mai	1986 30 juin	1987 30 juin
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,0	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	1,2	0,9	0,4	0,4	0,4	0,5
Dépôts à terme et avances	18,0	16,8	19,2	19,6	18,7	20,4
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	16,4	15,0	16,6	16,6	16,5	17,3
à plus de 3 mois	1,6	1,7	2,5	2,9	2,1	3,0
Titres du secteur public et autres titres à terme	3,5	2,6	2,6	3,7	2,6	3,6
à 3 mois au maximum	2,4	1,5	1,4	2,2	1,4	2,1
à plus de 3 mois	1,1	1,1	1,2	1,5	1,2	1,5
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	27,8	25,4	27,3	28,8	26,7	29,6
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves						
Fonds de réserve légale	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
Dépôts (or)	4,4	4,5	4,4	4,6	4,4	4,5
Banques centrales :						
à vue	4,4	4,5	4,4	4,6	4,4	4,5
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	21,6	18,7	20,9	21,9	20,3	22,8
Banques centrales :						
à vue	0,8	1,3	1,0	1,7	1,3	1,6
à 3 mois au maximum	19,5	15,9	18,1	17,2	17,5	18,1
à plus de 3 mois	0,6	0,6	0,8	1,8	0,7	2,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,7	0,9	1,0	1,2	0,8	1,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système de prévoyance du personnel	—	—	—	0,1	—	0,1
Divers	0,6	1,0	0,8	1,0	0,8	0,9
Dividende payable le 1 ^{er} juillet 1987	—	—	—	—	—	0,0
<i>Total du passif</i>	27,8	25,4	27,3	28,8	26,7	29,6
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

MAI 1987

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

DROIT DE LA CONSOMMATION.

Centrale des crédits à la consommation.

Arrêté ministériel du 30 avril 1987 relatif aux frais de consultation des données recueillies par la Centrale des crédits à la consommation de la Banque Nationale de Belgique, *Moniteur* du 9 mai 1987, p. 6946.

Commission d'étude pour la réforme du droit de la consommation.

Arrêté royal du 29 avril 1987 portant création de la commission d'étude pour la réforme du droit de la consommation, *Moniteur* du 16 mai 1987, p. 7378.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT.

Sociétés de gestion.

Arrêté royal du 13 mai 1987 modifiant l'arrêté royal du 22 avril 1958 relatif à l'agrégation et aux modalités de contrôle des sociétés gérant des fonds communs de placement belges, *Moniteur* du 28 mai 1987, p. 8376.

Extrait.

Article 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté royal du 22 avril 1958 relatif à l'agrégation et aux modalités du contrôle des sociétés gérant des fonds communs de placement belges est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le capital libéré des sociétés de gestion doit être de vingt-cinq millions de francs au moins.

En outre, le capital souscrit et les réserves des sociétés de gestion doivent être au moins égaux au centième de la valeur globale des fonds communs de placement qu'elles gèrent ou administrent.

Toutefois, lorsque les engagements de la société de gestion à l'égard des participants aux fonds qu'elle gère sont solidairement garantis par le ou les dépositaires des valeurs mobilières et des avoirs en compte à vue ou à court terme formant le fonds commun de placement, la proportion visée à l'alinéa 2 est réduite à deux et demi pour mille. »

INSTITUTIONS FINANCIERES D'INTERET PUBLIC.

Institutions publiques de crédit. Cotisation de compensation.

Arrêté royal du 28 avril 1987 fixant pour l'année 1987 la part de chaque organisme financier du secteur public et de son personnel dans le montant à verser au Trésor conformément à l'article 31 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 15 mai 1987, p. 7298.

Société nationale d'Investissement.

Arrêté royal du 12 mai 1987 portant approbation des modifications aux statuts de la Société nationale d'Investissement, *Moniteur* du 23 mai 1987, p. 7993.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Revenus cadastraux. Coefficient de revalorisation.

Arrêté royal du 19 mai 1987 modifiant, en ce qui concerne le coefficient de revalorisation pour les revenus cadastraux, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur* du 27 mai 1987, p. 8276.

Extrait.

Article 1^{er}. — Dans le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, remplacé par l'arrêté royal du 15 avril 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 25 juin 1986, les colonnes de l'exercice d'imposition et du coefficient de revalorisation sont respectivement complétées par « 1988 » et « 2,50 ».

Art. 2. — Le présent arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1988.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DETTES DE L'ETAT.

Emprunt 8 p.c. 1987-1995.

Arrêté royal du 19 mai 1987 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 8 p.c. 1987-1995, 2^e série, *Moniteur* du 22 mai 1987, p. 7898.

Arrêté ministériel du 26 mai 1987 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 8 p.c. 1987-1995, 2^e série, *Moniteur* du 28 mai 1987, p. 8377.

GARANTIE DE L'ETAT.

Société nationale du logement.

Arrêté royal du 7 avril 1987 autorisant la Société nationale du logement à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant effectif de deux milliards de francs, *Moniteur* du 6 mai 1987, p. 6722.

Société nationale terrienne.

Arrêté royal du 21 avril 1987 modifiant l'arrêté royal du 9 mars 1987 autorisant la Société nationale terrienne à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant effectif total de 1.300.000.000 de francs, *Moniteur* du 8 mai 1987, p. 6877.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FLAMANDE.

Budget. 1987.

Décret du 27 mars 1987 contenant le budget des Voies et Moyens de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1987, *Moniteur* du 26 mai 1987, p. 8137.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

EMPLOI.

Secteur non-marchand.

Arrêté ministériel du 30 avril 1987 d'exécution des articles 3 et 10 de l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution des articles 13, alinéa 3, et 16 de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand, *Moniteur* du 22 mai 1987, p. 7915.

Travailleurs frontaliers. Chômage et licenciement.

Arrêté royal du 13 avril 1987 modifiant l'arrêté royal du 19 septembre 1980 relatif au droit aux allocations de chômage et aux indemnités complémentaires des travailleurs frontaliers âgés licenciés ou mis en chômage complet, *Moniteur* du 13 mai 1987, p. 7159.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX DE LA CEE.

Association européenne de libre échange. AELE.

Décision 87/267/CEE du Conseil, du 28 avril 1987, concernant la conclusion de la convention entre la Communauté économique européenne et la république d'Autriche, la république de Finlande, la république d'Islande, le royaume de Norvège, le royaume de Suède et la Confédération suisse sur la simplification des formalités dans les échanges de marchandises, *Journal officiel* n° L 134 du 22 mai 1987, p. 1.

Convention relative à la simplification des formalités dans les échanges de marchandises, *Journal officiel* n° L 134 du 22 mai 1987, p. 2.

Chine. Textile.

Décision 87/265/CEE du Conseil, du 11 mai 1987, concernant la conclusion du protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et la république populaire de Chine sur le commerce des produits textiles, faisant suite à l'adhésion du royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté, *Journal officiel* n° L 125 du 14 mai 1987, p. 42.

Protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et la république populaire de Chine sur le commerce des produits textiles, faisant suite à l'adhésion du royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté, *Journal officiel* n° L 125 du 14 mai 1987, p. 43.

IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — TRANSIT.

Surveillance communautaire. Produits originaires du Japon.

Règlement (CEE) n° 1245/87 de la Commission, du 4 mai 1987, instituant des mesures temporaires de surveillance communautaire préalable des importations de certains produits originaires du Japon, *Journal officiel* n° L 117 du 5 mai 1987, p. 17.

Extrait.

Article 1^{er}. — Les importations dans la Communauté :

- d'ordinateurs personnels relevant de la sous-position 84.53 ex B du tarif douanier commun et correspondant aux codes Nimexe 84.53-31 à 39,
- d'outillage électrique à main relevant de la position ex 85.05 du tarif douanier commun et correspondant aux codes Nimexe 85.05-11 à 29, 59, 80,
- d'appareils récepteurs de télévision en couleur relevant de la sous-position 85.15 A III b 2 ex cc) du tarif douanier commun et correspondant au code Nimexe 85.15-48, originaires du Japon,

sont soumises à une surveillance communautaire préalable selon les modalités prévues par les articles 11 et 14 du règlement (CEE) n° 288/82.

7. — DIVERS

FILIATION ET ADOPTION.

Loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation, *Moniteur* du 27 mai 1987, p. 8250.

Loi du 27 avril 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à l'adoption, *Moniteur* du 27 mai 1987, p. 8270.

Loi du 20 mai 1987 relative à l'abandon d'enfants mineurs, *Moniteur* du 27 mai 1987, p. 8274.

LEGISLATION ECONOMIQUE

JUIN 1987

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. *Généralités ;*
2. *Réglementation économique et financière ;*
3. *Réglementation fiscale ;*
4. *Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. *Communautés européennes ;*
 - 4.2. *Etat belge ;*
 - 4.3. *Communautés et Régions ;*
 - 4.4. *Pouvoirs locaux ;*
5. *Réglementation sociale ;*
 - 5.1. *Travail ;*
 - 5.2. *Sécurité et aide sociales ;*
6. *Relations économiques et financières extérieures ;*
7. *Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Acte unique européen.

Le Journal officiel n° L 169 de 29 juin 1987 publie l'Acte unique européen. Le Bulletin de la Banque de mars 1987 (chronique de législation de janvier 1987, p. 168 et 169) en a donné une brève présentation.

Sommaire.

★ Acte unique européen	1
TITRE I : Dispositions communes	4
TITRE II : Dispositions portant modifications des traités instituant les Communautés européennes	4
Chapitre I : Dispositions portant modifications du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier	4
Chapitre II : Dispositions portant modifications du traité instituant la Communauté économique européenne	5
Chapitre III : Dispositions portant modifications du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique	12
Chapitre IV : Dispositions générales	12
TITRE III : Dispositions sur la coopération européenne en matière de politique étrangère	13
TITRE IV : Dispositions générales et finales	14
Acte final	20
Déclarations	24
★ Avis relatif à la date d'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, signé à Luxembourg le 17 février 1986 et à La Haye le 28 février 1986	29

Les conditions requises pour l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen, signé à Luxembourg le 17 février 1986 et à La Haye le 28 février 1986, s'étant trouvées réunies le 24 juin 1987, ce traité entrera en vigueur, conformément à son article 33, le 1^{er} juillet 1987.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ASSURANCES.

Véhicules automoteurs.

Arrêté ministériel du 11 juin 1987 modifiant l'arrêté ministériel du 14 avril 1971 fixant des limites et des normes tarifaires applicables à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, *Moniteur*, 27 juin 1987, p. 10013.

Extrait.

Article 1. — Dans l'article 6, § 1^{er}, premier alinéa de l'arrêté ministériel du 14 avril 1971 les mots « de dix ans avec faculté de résiliation après cinq ans », sont remplacés par les mots « soit de trois ans, soit d'un an ».

Dans le deuxième alinéa de la même disposition les mots « de cinq à cinq ans » sont remplacés par les mots « d'année en année ».

Art. 2. — Dans l'annexe première à l'arrêté ministériel du 14 avril 1971, sous la section « Eléments à prendre en considération pour le calcul de la prime commerciale », l'intitulé sous I^{er} est remplacé par le texte suivant :

« I. Tarif afférent aux voitures automobiles à usage de tourisme et d'affaires ou à usage mixte (c.-à-d. affectés indifféremment au transport de choses ou au tourisme et d'affaires), pour des contrats souscrits par les garagistes pour des contrats d'une durée de dix ans ».

Art. 3. — Dans le tarif visé à l'article 2, sous C. Réductions, dont le texte actuel formera le 2^o, un 1^o est ajouté, rédigé comme suit :

« * 1^o Contrats de trois ans : réduction obligatoire de 3 p.c. ».

Art. 4. — Pour ce qui concerne les contrats souscrits avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les entreprises d'assurances doivent prendre les dispositions nécessaires pour limiter la reconduction tacite à un an.

Art. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1987.

DROITS INTELLECTUELS.

Brevets d'invention.

Arrêté royal du 25 mai 1987 modifiant l'arrêté royal du 2 décembre 1986 relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention, *Moniteur*, 4 juin 1987, p. 8638.

ENSEIGNEMENT.

Etablissements scientifiques de l'Etat.

Arrêté royal du 31 mars 1987 relatif au groupement des établissements scientifiques de l'Etat relevant des deux Ministres de l'Education nationale et aux modalités de leur organisation en tant que services à gestion séparée, *Moniteur*, 11 juin 1987, p. 8967.

Arrêté royal du 31 mars 1987 relatif à la gestion financière et matérielle des établissements scientifiques de l'Etat ou de leurs groupements, qui sont des services de l'Etat à gestion séparée, relevant des deux Ministres de l'Education nationale, *Moniteur*, 11 juin 1987, p. 8975.

Programme Erasmus.

Décision 87/327/CEE du Conseil, du 15 juin 1987, portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus), *Journal officiel* n° L 166 du 25 juin 1987, p. 20.

LOGEMENT.

Communauté flamande. Prime au logement.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 27 mai 1987 instaurant une prime au logement, *Moniteur*, 23 juin 1987, p. 9524.

Communauté flamande. Taux d'intérêt de prêts.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 5 novembre 1986 fixant le taux d'intérêt des prêts à accorder par le Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses, au moyen des capitaux provenant du Fonds B2, *Moniteur*, 13 juin 1987, p. 9094.

MARCHES PUBLICS.

Comité consultatif européen.

Décision 87/305/CEE de la Commission, du 26 mai 1987, relative à la création d'un comité consultatif pour l'ouverture des marchés publics, *Journal officiel* n° L 152 du 12 juin 1987, p. 32.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Intercommunales.

Loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, *Moniteur*, 26 juin 1987, p. 9909.

Cette loi remplace la législation antérieure prise en exécution de l'article 108 de la Constitution.

Plusieurs communes peuvent former des associations ayant des objets d'intérêt communal (article 1^{er}). Toutes autres personnes de droit public ou privé peuvent également faire partie des intercommunales à l'exception des personnes morales de droit public dont un organe exerce les tutelles d'approbation et d'annulation (article 2).

Les intercommunales sont des personnes morales de droit public, elles n'ont pas un caractère commercial (article 3). Cependant, les intercommunales adoptent la forme juridique soit de la société anonyme, soit de la société coopérative, soit de l'association sans but lucratif (article 5).

La durée de l'intercommunale ne peut excéder trente années. Elle peut être prolongée. Les statuts peuvent prévoir la possibilité pour une commune de se retirer avant le terme de la durée de l'intercommunale (articles 7, 8 et 21).

Chaque intercommunale comprend une assemblée générale, un conseil d'administration et un collège des commissaires. Un des commissaires au moins aura la qualité de membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises (articles 10 et 14).

La comptabilité de l'intercommunale est tenue selon la législation relative à la comptabilité des entreprises (article 24).

Les intercommunales sont soumises à la tutelle. Tout acte des organes de l'intercommunale qui viole la loi ou les statuts ou blesse l'intérêt général peut être annulé ou suspendu par l'autorité de tutelle (article 20).

Société wallonne des Distributions d'Eau. Statuts.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 décembre 1986 portant approbation des modifications statutaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau, *Moniteur*, 17 juin 1987, p. 9208.

SECTEURS ECONOMIQUES NATIONAUX.

Financement.

Arrêté royal du 4 juin 1987 relatif au financement des secteurs nationaux, *Moniteur*, 17 juin 1987, p. 9206.

Extraits.

Article 1. — A concurrence des produits financiers visés à l'article 24, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 31 mars 1984 relatif aux sociétés de financement pour la restructuration des secteurs économiques nationaux (A), remplacé par l'arrêté royal n^o 489 du 31 décembre 1986, la Société nationale pour la Restructuration des Secteurs nationaux (la « S.N.S.N. »), consentira des avances au « Fonds voor de herstructurering van de nationale sectoren in het Vlaamse Gewest » (le « F.N.S.V. ») et au « Fonds pour la restructuration des secteurs nationaux en Région wallonne » (le « F.S.N.W. »), aux conditions suivantes :

1^o le montant de ces avances doit être limité :

a) en ce qui concerne les produits financiers susvisés recueillis au cours de la période du 1^{er} juillet 1983 au 31 décembre 1986 à 5.274 millions de francs pour le F.S.N.W. et à 1.307 millions de francs pour le F.N.S.V. ;

b) en ce qui concerne les produits financiers susvisés recueillis à partir du 1^{er} janvier 1987 : aux sommes effectivement perçues par la S.N.S.N. ;

2^o par dérogation au paragraphe 1^o b), la S.N.S.N. est autorisée pour un délai de 6 mois à accorder une avance de 3.311 millions au F.N.S.V. à valoir sur la réalisation ou le remboursement de certaines participations dans ou de crédits accordés à des entreprises des secteurs nationaux situées en Région flamande ;

3^o les avances mentionnées sous 1^o ne portent pas d'intérêts et prennent fin au 31 mars de l'année qui suit celle au cours de laquelle elles ont été consenties, étant entendu qu'elles peuvent alors être reconduites d'année en année.

Art. 2. — Sur la demande du Fonds pour les secteurs nationaux en Région wallonne ou du Fonds pour les secteurs nationaux en Région flamande, selon le cas, la S.N.S.N. apportera ses créances du chef des avances visées à l'article 1^{er} au capital du F.S.N.W. et du F.N.S.V.

Art. 3. — Le F.N.S.V. et le F.S.N.W. peuvent introduire dans leurs statuts une disposition qui autorise leur conseil d'administration à augmenter en une ou plusieurs fois leur capital social respectif à concurrence de 14,8 milliards de francs pour le porter à 15 milliards de francs. Cette augmentation peut être effectuée par voie d'apports en numéraire ou en nature ainsi que par l'incorporation de réserves. Cette autorisation est valable pour cinq ans à dater de la publication de la modification des statuts et peut être renouvelée une ou plusieurs fois conformément à l'article 33 *bis*, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 4. — Les plafonds mentionnés à l'article 23, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal (A) du 31 mars 1984 sont majorés de 4,5 milliards pour le F.S.N.W. et de 7 milliards pour le F.N.S.V.

STATISTIQUES.

Recensements de la population.

Directive 87/287/CEE du Conseil, du 26 mai 1987, relative à la synchronisation des recensements généraux de la population en 1991, *Journal officiel* n° L 143 du 3 juin 1987, p. 33.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Précompte professionnel.

Arrêté royal du 18 juin 1987 modifiant, en matière de précompte professionnel, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, *Moniteur*, 26 juin 1987, p. 9924.

Modifications des barèmes du précompte professionnel.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget des Pensions. 1986. 1987.

Loi du 22 mai 1987 contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 25 juin 1987, p. 9838.

Loi du 22 mai 1987 contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 26 juin 1987, p. 9915.

Budget du Ministère des Finances. 1986. 1987.

Loi du 18 mai 1987 contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 27 juin 1987, p. 9990.

Loi du 18 mai 1987 contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 30 juin 1987, p. 10086.

DETTES DE L'ETAT.

Budget de la Dette publique. 1986.

Loi du 4 mai 1987 ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 6 juin 1987, p. 8797.

Service de la dette publique.

Arrêté royal du 3 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique, *Moniteur*, 19 juin 1987, p. 9348.

Extrait.

Article 1. — L'article 14 de l'arrêté royal du 6 août 1951 réglant le service de la dette publique est complété par l'alinéa suivant :

Toutefois, l'intitulé des inscriptions nominatives peut faire mention de clauses portant droit de gage en faveur de l'Etat belge, Ministère des Finances, ou en faveur de la Banque Nationale de Belgique ou de l'Institut de réescompte et de garantie.

PATRIMOINE DE L'ETAT.

Inventaire décennal.

Loi du 17 mars 1987 relative à l'établissement d'un inventaire décennal du patrimoine de l'Etat, *Moniteur*, 3 juin 1987, p. 8573.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FLAMANDE.

Budget 1987.

Décret du 27 mars 1987 contenant le budget de la Communauté flamande de l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 24 juin 1987, p. 9714.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

CONVENTION D'EMPLOI-FORMATION.

Cotisations de sécurité sociale. Cotisations patronales. Jeunes de 18 à 25 ans.

Arrêté royal du 22 mai 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, *Moniteur*, 16 juin 1987, p. 9141.

Arrêté royal du 22 mai 1987 portant reconnaissance des formations visées à l'article 1^{er}, a de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes, *Moniteur*, 16 juin 1987, p. 9147.

EMPLOI.

Nouveaux régimes de travail dans les entreprises.

Loi du 17 mars 1987 relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises, *Moniteur*, 12 juin 1987, p. 9031.

Arrêté royal du 18 juin 1987 rendant obligatoire la convention collective de travail (n° 42) du 2 juin 1987, conclue au sein du Conseil national du Travail, relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises, *Moniteur*, 26 juin 1987, p. 9939.

Faisant suite à l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises, la loi du 17 mars 1987 et la C.C.T. n° 42 du 2 juin 1987 prévoient différentes procédures en vue de permettre l'extension ou l'adaptation du temps d'exploitation de l'entreprise et de promouvoir l'emploi.

Une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire, une convention collective de travail conclue au sein de l'entreprise s'il existe une délégation syndicale ou le règlement de travail d'une entreprise où il n'existe pas de délégation syndicale pour autant qu'il soit accepté par la commission paritaire compétente peuvent déroger, dans certaines limites, aux dispositions légales concernant l'interdiction de travail le dimanche (article 11 de la loi du 16 mars 1971), le délai d'octroi du repos compensatoire (article 16 de la loi du 16 mars 1971), l'interdiction d'occuper les travailleurs masculins la nuit (article 37 de la loi du 16 mars 1971), les limites de la durée du travail à condition que la durée journalière ne dépasse pas douze heures (articles 19, 20, 20 bis et 27 de la loi du 16 mars 1971), l'interdiction de travailler les jours fériés (article 4 de la loi du 4 janvier 1974), l'obligation de remplacer les jours fériés coïncidants avec un dimanche ou un jour habituel d'inactivité par un jour normal d'activité (article 6 de la loi du 4 janvier 1974).

Ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} juillet 1987.

Travailleurs frontaliers. Fluctuations du taux de change.

Arrêté royal du 26 mai 1987 accordant une indemnité aux travailleurs frontaliers occupés en France en vue de compenser la perte de rémunération résultant des fluctuations du taux de change entre les monnaies belge et française, *Moniteur*, 26 juin 1987, p. 9929.

FONDS SOCIAL EUROPEEN.

Orientations de gestion.

Décision 87/329/CEE de la Commission du 29 avril 1987, concernant les orientations pour la gestion du Fonds social européen pour les exercices 1988 à 1990, *Journal officiel* n° L 167 du 26 juin 1987, p. 56.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

CHOMAGE.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 avril 1987 modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur*, 23 juin 1987, p. 9537.

Arrêté royal du 26 mai 1987 modifiant l'article 160, § 8, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur*, 6 juin 1987, p. 8807.

Arrêté ministériel du 26 mai 1987 modifiant l'article 83 ter de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, *Moniteur*, 6 juin 1987, p. 8808.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — TRANSIT.

Défense contre les pratiques commerciales illicites.

Règlement (CEE) n° 1761/87 du Conseil, du 22 juin 1987, modifiant le règlement (CEE) n° 2176/84 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique européenne, *Journal officiel* n° L 167 du 26 juin 1987, p. 9.

Transit communautaire.

Règlement (CEE) n° 1674/87 du Conseil, du 11 juin 1987, modifiant le règlement (CEE) n° 222/77 relatif au transit communautaire, *Journal officiel* n° L 157 du 17 juin 1987, p. 1.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

331.30

333.46 - 333.451.1 - 333.110.
333.741. - 333.602. - 333.831.0

APERCU...

Synthèse de l'évolution économique récente.

(In : *APERCU ECONOMIQUE TRIMESTRIEL-MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES*, Bruxelles, 1, 1987 01/03, p. 5-43.)

BE 98EF

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Evolutions monétaires et financières en 1986.

(Aspects et Documents, 59.)

Bruxelles, A.B.B., 1987, 63 p.

332.87

333.106.

ARCQ, E.

Les structures internes de la FGTB.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1155, 1987, p. 3-32.)

BE 28E

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

La position concurrentielle du secteur bancaire.

(Aspects et Documents, 60.)

Bruxelles, A.B.B., 1987, 25 p.

333.101. - 333.480. - 338.33

333.44 - 333.130.1

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Association Belge des Banques, 1936-1986.

Bruxelles, A.B.B., 1987, 74 p.

ASSOCIATION D'ECONOMETRIE APPLIQUEE.

Modèles monétaires et financiers. ERI : Méthode input-output dans l'intermédiation financière : des agrégats macroéconomiques au bilan d'une banque. (Etude présentée à la XXIe conférence de l'AEA tenue à Genève, 22-23 janvier 1987.)

Genève, A.E.A., 1987, 13 p.

333.101. - 333.480. - 333.50
347.734. - 333.139.2 - 333.130.1

334.151.25

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Le système bancaire belge.

(Aspects et Documents, 58.)

Bruxelles, A.B.B., 1987, 103 p.

ASSOCIATION DES BANQUES ET BANQUIERS LUXEMBOURG.

The coming of age of the Ecu. (In : Luxembourg in the news, II/86.)

Luxembourg, The Luxembourg Bankers Association, 1986, s. p.

333.662. - 334.151.25

333.20 - 333.101. - 333.480.
338.33

AUJOURD'HUI...

1981-1986 : bilan de six années d'émissions obligataires en Ecu.

(In : *AUJOURD'HUI L'ECU*, Lyon, Spec., 1987 03, p. 1-27.)

FR 2D

BELGISCHE SPAARBANKENVERENIGING/
GROUPEMENT BELGE DES BANQUES
D'EPARGNE.

25 jaren Belgische Spaarbankenvereniging - 1961-1986 - 25 années Groupement Belge des Banques d'Epargne. (Toespraken Academische Zitting - 11/12/1986 - Allocutions Séance Académique.)

Brussel/Bruxelles, Belgische Spaarbankenvereniging/ Groupement Belge des Banques d'Epargne, 1987, 44 p.

333.600. - 333.601.

336.451.

BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

Baudewyns, J. & Maes, G. : Organisation and regulation of the capital market in Belgium. (In : *Changes in the Organisation and Regulation of Capital Markets.*)

Basle, B.I.S., 1987, 16-23 p.

BENELUX.

Considérations et données sur le budget des institutions publiques dans les pays du Benelux pour les années 1985, 1986 et 1987.

Bruxelles, Commission spéciale de l'Union Economique Benelux, 1987, 77 + 5 p.

654.

333.104.

BARTHELEMY, J.

La loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. (III)

(In : *MOUVEMENT COMMUNAL*, Bruxelles, 615, 1987 01, p. 19-23.)

BE 107

BERTRAND, O. & NOYELLE, T.

L'emploi dans les banques et assurances : comparaison internationale et perspectives d'évolution.

(In : *ECONOMIE ET HUMANISME*, Lyon, 295, 1987 05/06, p. 14-24.)

FR 25

332.810. - 332.811.

338.8 - 339.12 - 382.241.
332.630.

BAYAR, A. & TOLLET, R.

La flexibilité sur le marché du travail : une approche par un modèle macrosectoriel pour la Belgique.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 113, 1987 01/03, p. 71-100.)

BE 44E

BLADES, D.

Biens et services dans les pays de l'OCDE.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE*, Paris, 8, 1987 01/06, p. 173-202.)

OCDE 13A

338.011. - 333.841. - 333.846.
336.61

347.724. - 657.45

BLANCHARD, O.J. & SUMMERS, L.

Why are world real interest rates so high?

(In : *THEMA - QUADERNI DI ECONOMIA E FINANZA*,
Torino, Suppl., 1985 07/12, p. 177-198.)

IT 23

BULLETIN...

La S.P.R.L : les rapports à établir.

(In : *BULLETIN FIDUCIAIRE*, *Bruxelles, 2, 1987 04*,
p. 9-16.)

BE 23

321.67 - 323.0 - 323.3

331.30

BLONDEL, J.

Ministerial careers and the nature of parliamentary
government : the cases of Austria and Belgium.

(In : *EUI WORKING PAPERS*, *Florence, 274, 1987*,
p. 1-52.)

IT 6A

BULLETIN...

Conjoncture belge : vers une croissance économi-
que plus équilibrée.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE*,
Bruxelles, 275, 1987 04, p. 1-5.)

BE 27CF

334.151.27 - 333.825. - 333.451.6
333.428. - 333.820.

333.46 - 339.311.3 - 336.301.
336.313. - 333.741.

BOS, M.

Het pond sterling tussen £M3 en EMS.

(In : *MAANDSCHRIFT ECONOMIE*, *Groningen, 2, 1987*
03/04, p. 81-96.)

NL 5

BULLETIN...

L'économie belge sur les plans monétaire et finan-
cier.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE*,
Bruxelles, 276, 1987 05, p. 6-12.)

BE 27CF

332.810. - 332.811.

657.33 - 347.728.1 - 334.154.32

BOYER, R.

Flexibilités du travail : des formes contrastées, des
effets mal connus.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, *Bruxel-*
les, 113, 1987 01/03, p. 207-245.)

BE 44E

BULLETIN...

Pour mieux comprendre les bilans consolidés des
entreprises.

(In : *BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE*,
Bruxelles, 276, 1987 05, p. 13-18.)

BE 27CF

BULLETIN...

Le commerce extérieur de la Belgique en 1986.
Conclusions : poursuite du redressement.

(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 9, 1987 05 14,
p. 731-741.)

BE 32

BULLETIN...

Evolutions récentes sur le marché de l'emploi en
Belgique.(I)

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK,
Bruxelles, 20, 1987 05 15, p. 1-7.)

BE 33

334.151.25 - 333.453. - 339.4

332.691.

BULLETIN...

L'usage commercial de l'ECU.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK,
Bruxelles, 16, 1987 04 17, p. 1-6.)

BE 33

BULLETIN...

Evolutions récentes sur le marché de l'emploi en
Belgique. (II)

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK,
Bruxelles, 21, 1987 05 22, p. 1-8.)

BE 33

338.043.

333.831.0 - 333.830.

BULLETIN...

Le PC ou ordinateur individuel. Un marché en
développement.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK,
Bruxelles, 17, 1987 04 24, p. 1-5.)

BE 33

BULLETIN...

Facteurs déterminants des taux d'intérêt en Belgi-
que.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK,
Bruxelles, 22, 1987 05 29, p. 1-8.)

BE 33

331.30

339.112.10

BULLETIN...

Conjoncture soutenue par les exportations.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK,
Bruxelles, 19, 1987 05 08, p. 1-9.)

BE 33

CAISSE HYPOTHECAIRE ANVERSOISE.

Valeur immobilière - 1987.

Antwerpen, AN-HYP, 1987, 67 p.

CANTILLON, B. et al.

Atlas van de sociale zekerheid : kostprijs, financiering, doelmatigheid.

Leuven, Acco, 1987, 308 p.

338.732.3 - 331.31 - 338.43

CAPRON, M.

Les charbonnages du Limbourg. (1)

(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1151-2, 1987 03 13, p. 3-49.)

BE 28E

338.732.3 - 331.31 - 338.43

CAPRON, M.

Les charbonnages du Limbourg. (2)

(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1153, 1987 03 13, p. 3-38.)

BE 28E

08 - 338.752.0 - 338.33

CARBONNELLE, Cl.

Un combat pour l'entreprise : Jacques de Staercke : 15 ans de politique de Fabrimetal. (Perspectives)

Gembloux, Edit. Duculot, 1987, 137 p.

CARNOY, F.

La structure professionnelle des secteurs secondaire et tertiaire.

(In : BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 114, 1987 04, p. 1-43.)

BE 33Z

332.630. - 332.811. BE - 332.11

CENTRALE...

L'interruption de la carrière professionnelle.

(In : CMB-INFORM, Bruxelles, 110, 1987 03/04, p. 1-121.)

BE 37F

338.43

CENTRE D'ETUDE DES INSTITUTIONS POLITIQUES.

Bruxelles aujourd'hui et demain/Brussel vandaag en morgen. (Compte-rendu du colloque tenu à Bruxelles le 06/12/86 - Verslag v/h colloquium dat op 06/12/1986 te Brussel werd gehouden.)

Bruxelles/Brussel, Centre d'Etude des Inst. Politiques/ Studiecentrum Politieke Instellingen, 1987, 29 p.

332.810. - 332.811. - 349.1
347.754. - 332.11

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION POUR L'AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL.

Flexibilités et réalités législatives.

Bruxelles, Chambre de Commerce de Bruxelles, 1987, 151 p.

CONSEIL...

Notes mensuelles sur la situation économique.

(In : *NOTES MENSUELLES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE - CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, Bruxelles, 1987 04, p. 1-28.*)

BE 36A

339.115. - 336.311.2

CONWAY, P.

Baker plan and international indebtedness.

(In : *THE WORLD ECONOMY, London, 2, 1987 06, p. 193-204.*)

GB 63

331.101. - 331.100.

COOMANS, G.

Perceptions et théorisations de la crise dans les milieux d'affaires en Belgique (1930-1936). (Thèse.)

Bruxelles, Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Economiques de l'U.L.B., 1984, 421 + 185 p.

339.325.1

COPPIETERS, B. & HENDRIX, G.

De koopkrachtevolutie van loontrekkenden in periodes van economische depressie : een vergelijking voor de jaren 1929-1939 en 1974-1984.

(In : *REVUE BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - BELGISCH TIJDSCHRIFT VOOR NIEUWSTE GESCHIEDENIS, Gand/Gent, 3-4, 1986 07/12, p. 275-308.*)

BE 135

COTTO, M.

L'ampliamento del clearing dell'Ecu.

(In : *BANCARIA - MENSILE DELL'ASSOCIAZIONE BANCARIA ITALIANA, Roma, 3, 1987 03, p. 19-24.*)

IT 16

380.23 - 306.12 - 342.55
305.3

DAEMS, H.

Concurrentievermogen en industriële structuur : structurele kenmerken van de Belgische regio's.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 2, 1987 04/06, p. 105-138.*)

BE 171

331.30 - 338.8 - 203.

DANCET, G. et al.

Sociale macro-economie in België. 2. Opbouw en afbraak van een groeispiraal.

Malle, De Sikkel, 1986, 127 p.

342.51

DAS, E.

Het Belgisch ministerieel carrièrepatroon. Proeve tot internationale vergelijking.

(In : *RES PUBLICA, Brussel/Bruxelles, 2, 1987 02, p. 207-229.*)

BE 131

DEBAR, J.

Exportsubsidies en ontwikkelingshulp in de Belgische uitvoer van kapitaalgoederen.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen*, 2, 1987 04, p. 163-180.)

BE 64B

DEFEYT, P.

L'avenir des pensions en Belgique.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve*, 113, 1987 03, p. 1-30.)

BE 33Z

333.605. - 333.820.

382.10 - 338.8 - 331.04
334.151.27

de BOISSIEU, C.

Quelques réflexions sur l'analyse économique des innovations financières.

(In : *ECONOMIE APPLIQUEE, Paris*, 3, 1986 07/09, p. 449-472.)

FR 23

DE GRAUWE, P.

International trade and economic growth in the European monetary system.

(In : *EUROPEAN ECONOMIC REVIEW, Amsterdam*, 1-2, 1987 02/03, p. 389-398.)

NL 14

368.611. - 338.041.

334.151.3

de BROQUEVILLE, M.

Risques commerciaux et assurance-crédit dans les transactions commerciales.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN, Bruxelles/Brussel*, 2-3, 1987 03, p. 117-124.)

BE 134

DE GUCHT, K.

Rapport fait au nom de la commission économique, monétaire et de la politique industrielle sur l'élimination des entraves fiscales à l'intérieur de la Communauté Européenne.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg*, 63, 1987 05 22, p. 1-39.)

EEC 4F

332.691. - 332.630.

334.150.0 - 334.150.7

DECANNIERE, L.

L'emploi en Belgique : bilan et perspectives.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles*, 1, 1987 01/02, p. 15-41.)

BE 149B

DEHOUSSE, F.

La réforme de l'Europe : l'Europe face à la crise économique mondiale. (1)

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles*, 1156, 1987, p. 1-37.)

BE 28E

334.150.0 - 334.150.7

332.691. - 330.543. - 338.047.

DEHOUSSE, F.

La réforme de l'Europe : la portée de l'acte unique. (2)

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1157, 1987, p. 1-35.)

BE 28E

DOR, E. & VAN DE VELDE, D.

La détermination de l'emploi dans dix entreprises publiques belges.

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 115, 1987 05, p. 1-33.)

BE 33Z

368.40 - 339.21

330.548.

DELEECK, H.

Sociale zekerheid en inkomensverdeling in België 1976-1985.

(In : *MAANDSCHRIFT ECONOMIE*, Groningen, 1, 1987, p. 67-75.)

NL 5

DRUMAUX, A.

Les facettes multiples de la privatisation.

(In : *GESTION 2000*, Louvain-la-Neuve, 5, 1986 09/10, p. 55-68.)

BE 10A

333.432.1 - 333.111.1 - 333.100.
333.111.40 - 334.151.27

051. - 338.43

DIAGONALES...

Guill, J. : Le statut et l'organisation monétaires actuels du Grand-Duché de Luxembourg. (In : *Diagonales à travers le droit luxembourgeois.*)

Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 1986, 287-338 p.

DYNAMISME...

Dynamisme wallon/Wallonia, a region on the move.

Bruxelles, Encres Couleurs, 1987, 152 p.

382.254. - 347.734.

332.691. - 338.43

DIAGONALES...

Harles, G. & Dupont, P. : Les syndicats d'euro-crédits : aspects juridiques. (In : *Diagonales à travers le droit luxembourgeois.*)

Luxembourg, Imprimerie Saint-Paul, 1986, 339-356 p.

ECONOMIE...

Evolutie van de tewerkstelling in de Limburgse industrie.

(In : *ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M.*, Hasselt, 1, 1987 01/03, p. 48-56.)

BE 93

334.151.25 - 334.151.27 - 333.662.
382.242.1 - 382.242.4

334.151.27 - 333.825.

ECU...

ECU : European Currency Unit.
London, Euromoney Publications, 1987, 172 p.

EUROPEAN...

Lomax, D.F. : The United Kingdom case. (In :
The European Monetary System.)
Leuven, Acco, 1987, 67-85 p.

332.811.

ELBAUM, M.

Qu'attendent les entreprises de la flexibilité de
l'emploi? Une comparaison France - Belgique -
Royaume-Uni.
(In : *ECONOMIE ET STATISTIQUE - INSEE, Paris,*
197, 1987 03, p. 41-52.)

FR 33A

334.151.20 - 334.151.27 - 334.154.2

EUROPEAN...

Louis, J.-V. : Aspects juridiques et institutionnels
de l'intégration monétaire. (In : The European
Monetary System.)
Leuven, Acco, 1987, 51-63 p.

334.151.27

EUROPEAN...

The European Monetary System : towards more
convergence and closer integration.
Leuven, Acco, 1987, 134 p.

334.151.25 - 334.151.27 - 334.151.20

EUROPEAN...

Rey, J.-J. : Les stratégies de progrès vers la mon-
naie européenne. (In : The European Monetary
System.)
Leuven, Acco, 1987, 117-126 p.

334.151.20 - 334.151.27

EUROPEAN...

De Grauwe, P. : European monetary cooperation
and financial stability. (In : The European Mon-
etary System.)
Leuven, Acco, 1987, 103-106 p.

334.151.27 - 334.151.25

EUROPEAN...

Scharrer, H.-E. : Current issues of the European
Monetary System; some remarks. (In : The Euro-
pean Monetary System.)
Leuven, Acco, 1987, 107-115 p.

EUROPEAN...

Steinherr, A. : Some basic issues. (In : The European Monetary System.)

Leuven, Acco, 1987, 37-50 p.

FEDERATION PROFESSIONNELLE DES PRODUCTEURS ET DISTRIBUTEURS D'ELECTRICITE DE BELGIQUE.

La distribution de l'énergie électrique ; situation au 31 décembre 1986 ; recensement de la population au 1er janvier 1986.

Bruxelles, F.P.E., 1987, 30 p.

EUROPEAN...

Van den Bempt, P. : The European Monetary System : towards more convergence and closer integration. (In : The European Monetary System.)

Leuven, Acco, 1987, 13-35 p.

FELDSTEIN, M.

International debt service and economic growth : some simple analytics.

(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 2076.)

Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1986, 33 p.

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE.

La Centrale des Bilans de la Banque Nationale et les entreprises.

(Série Economique, 11.)

Bruxelles, F.E.B., 1987, 58 p.

FONDATION ROI BAUDOIN.

Le débat pauvreté ; comprendre, définir, mesurer. (Pauvreté et Précarité, 1.)

Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1987, 85 p.

FEDERATION HYPOTHECAIRE AUPRES DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE.

Les aides publiques des pays de la C.E.E. aux logements destinés à l'occupation personnelle.

Bruxelles, Fédération Hypothécaire auprès de la Communauté Economique Européenne, 1987, 77 p.

FONDATION ROI BAUDOIN.

Aide sociale et Minimex. (Pauvreté et Précarité, 2.)

Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1987, 104 p.

306.14 - 658.43 - 338.041.
338.042.

334.151.25 - 334.151.27

FRANTZEN, D.J.

Cost shifting and the falling share of profits in manufacturing industry : a study for Belgium.

(In : *RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE ECONOMICHE E COMMERCIALI*, Padova, 1-2, 1987 01/02, p. 159-177.)

IT 22B

GALAVIELLE, C.

L'Ecu, une monnaie « en or »?

Paris, Edit. Cujas, 1987, 234 p.

336.301. - 336.451. - 336.311.2
336.61

371. - 331.32 - 338.70
385.320. - 337.553.

FRATIANNI, M.

Can Belgium borrow itself out of the budget deficit?

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN*, Louvain-la-Neuve, 1, 1987 01/03, p. 89-96.)

BE 34

GAY, F.J. & WAGRET, P.

L'économie des pays du Bénélux.

(Que sais-je?, 2310.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1987, 127 p.

331.13 - 331.12 - 338.751.1

334.151.27 - 333.451.1 - 333.450.

FREMDLING, R.

Technologischer Wandel und internationaler Handel im 18. und 19. Jahrhundert; die Eisenindustrien in Grossbritannien, Belgien, Frankreich und Deutschland.

(Schriften zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte, 35.)

Berlin, Duncker & Humblot, 1986, 493 p.

GIAVAZZI, F. & GIOVANNINI, A.

Asymmetries in Europe : the dollar and the European Monetary System.

(In : *THEMA - QUADERNI DI ECONOMIA E FINANZA*, Torino, Suppl., 1985 07/12, p. 77-105.)

IT 23

333.425. - 333.426. - 333.427.
333.731.

334.151.27 - 333.450. - 333.841.

FROMENT, E.

L'innovation dans les paiements. Analyse et limite.

(In : *BANQUE*, Paris, 471, 1987 04, p. 342-347.)

FR 6

GIAVAZZI, F. & PAGANO, M.

The advantage of tying one's hands : EMS discipline and central bank credibility.

(CEPR Discussion Paper, 135.)

London, Centre for Economic Policy Research, 1986, IV + 25 p.

336.201.

336.201. - 368.40 - 336.212.11
336.212.4 - 336.204. - 336.205.

GOBLET, P.

Vers une simplification et harmonisation de la fiscalité?

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 1, 1987 01/02, p. 51-61.)

BE 149B

HACKMAN, F.J.P.

International comparisons of taxes and social security contributions in 20 OECD countries 1973-1984.

(In : *ECONOMIC TRENDS*, London, 403, 1987 05, p. 82-91.)

GB 19A

338.43

334.150.0

GRODENT, J.-J.

Dynamiques sociales et initiative économique en région wallonne.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1154, 1987, p. 3-48.)

BE 28E

HEMVE, C.T.

L'Acte unique européen : un acte capital.

(In : *LA REVUE NOUVELLE*, Bruxelles, 5-6, 1987 05/06, p. 469-480.)

BE 149D

334.151.25 - 334.151.21 - 334.151.27
334.152.1

338.78 - 338.43

GUIMBRETIERE, P.

L'Ecu et les échanges intracommunautaires.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE*, Luxembourg, 8, 1987 05, p. 26-29.)

LU 4

HENROTTE, J.

L'économie wallonne des services.

(In : *WALLONIE* 87, Namur, 80, 03/04 1987, p. 61-82.)

BE 186

333.731.

338.40 - 336.834. - 336.207.
338.43

GUYOT, J.-C.

La carte à mémoire en l'an 2000.

(In : *BANCATIQUE*, Paris, 26, 1987 04, p. 192-197 + 216.)

FR 5Z

HERBIET, M.

Les mécanismes juridiques et financiers de l'expansion, de la reconversion et de la restructuration des entreprises en Belgique.

(In : *ADMINISTRATION PUBLIQUE - REVUE DU DROIT PUBLIC ET DES SCIENCES ADMINISTRATIVES*, Bruxelles, 1, 1987 01/03, p. 28-60.)

BE 508

HOGG, R.L.

Structural rigidities and policy inertia in inter-war Belgium.

(Verhandelingen van de Koninklijke Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, Klasse der Letteren, 118.)

Brussel, Paleis der Academiën, 1986, 203 p.

INTERNATIONAL FACTORS.

Guide du factoring.

Bruxelles, International Factors, 1987, 27 p.

343.535. - 347.736.

368.42

INFORMATIONS...

Faut-il réformer la faillite?

(In : *INFORMATIONS - INSTITUT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES CLASSES MOYENNES*, Bruxelles, 1-2, 1987, p. 3-47.)

BE 86BF

KESENNE, J.

De ziekteverzekering in de scanner. (II)

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 4, 1987 04, p. 335-349.)

BE 71

332.834.

332.20 - 336.212.10

INSTITUT BELGE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION.

Epargne du troisième âge ou épargne-pension.

Bruxelles, INBEL, 1987, 22 p.

KNOESTER, A. & van der WINDT, N.

Real wages and taxation in ten OECD countries.

(In : *OXFORD BULLETIN OF ECONOMICS AND STATISTICS*, Oxford, 1, 1987 02, p. 151-167.)

GB 10

339.21

339.115. - 338.340. - 338.341.1
333.432.8

INSTITUT EMILE VANDERVELDE.

Appel socialiste pour la solidarité dans la justice sociale. (Conférence de presse du P.S., Bruxelles, le 25 mars 1987.)

Bruxelles, Institut Emile Vandervelde, 1987, 30 p.

KOERNER, P. et al.

The IMF and the debt crisis; a guide to the Third World's dilemma.

London, Zed Books, 1986, 226 p.

KREDIETBANK...

De economische toestand in België en in de voornaamste industrielanden.

(In : *KREDIETBANK - DE ECONOMISCHE TOESTAND IN BELGIE EN IN DE VOORNAAMSTE INDUSTRIELANDEN*, Brussel, Spec., 1987 04/06, p. 1-27.)

BE 17Z

LEFEBVRE, O.

Conjoncture morose et déséquilibres mal gérés : vers un repli évitable.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES*, Louvain-la-Neuve, 1987 06, p. 1-24.)

BE 87

331.220. - 338.317.0 - 331.100.

KWANTEN, G.

Welstand door vereniging : de ontwikkeling van de christelijke arbeiderscoöperaties 1886-1986.

Brussel, *Landelijk Verbond van Christelijke Coöperaties*, 1987, 271 p.

341.246. - 382.256. - 382.254.
338.341.1

LEON GOMEZ, L.

Le statut juridique des prêts interétatiques dans la pratique belge.

(Collection de Droit International, 18.)

Bruxelles, Edit. Bruylant, 1986, VI + 374 p.

339.312.2

LAVEREN, E.

Beoordeling en selectie van investeringsprojecten : een praktijkonderzoek in Belgische ondernemingen.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 2, 1987 04, p. 183-209.)

BE 64B

338.021. - 339.234. - 332.620.
332.690.

LEROY, R. et al.

Le salaire des jeunes est-il flexible ?

(In : *BULLETIN DE L'I.R.E.S.*, Louvain-la-Neuve, 116, 1987 05, p. 1-58.)

BE 33Z

334.151.6

LE GUENNEC, J.

L'agriculture dans la C.E.E. Tome 1 : 25 ans de production.

(In : *LES COLLECTIONS DE L'INSEE - SERIE E « ENTREPRISES »*, Paris, 104, 1987 02, p. 1-163.)

FR 18BE

331.12 - 338.755.6

LONGTAIN, I.

Histoire de la machine textile verviétoise. Dictionnaire des constructeurs et fabricants d'accessoires.

Dolhain-Limbourg, Les Edit. Hexachordos, 1987, 236 p.

336.60 - 336.451. - 380.23
382.240.

334.151.25

LOWENTHAL, P.

Equilibres financiers et déséquilibres structureaux.
(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES, Lowain-la-Neuve, 1987 05, p. 1-17.*)

BE 87

MASERA, R.S.

An increasing role for the Ecu : a character in search of a script.

(Essays in International Finance, 167.)

Princeton, N.J., International Finance Section, 1987, VI + 50 p.

333.101. - 347.734. - 333.600.
336.201. - 333.662.

332.832. - 368.43 - 336.207.

LUXEMBOURG BANKERS' ASSOCIATION.

Luxembourg; a multinational financial centre.

Luxembourg, The Luxembourg Bankers' Association, 1987, 40 p.

MASSARD, D.

Les pensions extra-légales de retraite et de survie; les possibilités de déductions fiscales pour leur constitution. (Indicateur fiscal, édition spéciale.)

Bruxelles, CED-Samsom, 1987, 80 p.

334.151.51 - 338.046.2

368.40

MALOSSE, H.

Les actions de la Communauté Européenne intéressant les petites et moyennes entreprises; manuel pratique - 1986.

Luxembourg, Office des Publications Officielles des C.E., 1986, 214 p.

MATHIEU, R.

La Commission royale et l'avant projet de Code de la Sécurité Sociale.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE, Bruxelles, 1-2, 1987 01/02, p. 3-50.*)

BE 141

334.151.27

334.151.25 - 334.151.27 - 333.420.0

MARGARITA, A.

Risk premia and the foreign exchange market. The European Monetary System versus the « rest of the world ».

(In : *ECONOMICS LETTERS, Amsterdam, 1, 1987 01, p. 95-98.*)

NL 8

MENDA, J.-L.

Ecu privé. Evolution récente du marché. Incertitudes et perspectives.

(In : *BANQUE, Paris, 471, 1987 04, p. 360-368.*)

FR 6

336.201. - 307.351.

MESSERE, K.C. & OWENS, J.P.

Comparaisons internationales du niveau de la fiscalité : écueils et éclairages.

(In : *REVUE ECONOMIQUE DE L'OCDE, Paris, 8, 1987 01/06, p. 101-131.*)

OCDE 13A

339.115. - 338.341.1 - 336.311.2
382.254. - 382.256. - 333.164.0
333.432.8 - 333.109.

MILLER, M.

Coping is not enough! The international debt crisis and the roles of the World Bank and International Monetary Fund.

Homewood, Ill., Dow Jones-Irwin, 1986, XIII + 268 p.

332.810. - 332.811.

MEULDERS, D. & WILKIN, L.

La flexibilité des marchés du travail : prolégomènes à l'analyse d'un champ.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 113, 1987 01/03, p. 7-36.*)

BE 44E

338.721. - 338.43

MINISTERE DE L'AGRICULTURE.

Van Haeperen, J.-M. : Evolution comparée des structures de l'agriculture wallonne et flamande au cours de la période 1970-1985.

(Publications de l'I.E.A., 481.)

Bruxelles, Institut Economique Agricole, 1987, 36 p.

332.810. - 332.811.

MICHON, F.

Temps et flexibilité : le temps de travail dans le débat sur la flexibilité.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 113, 1987 01/03, p. 295-339.*)

BE 44E

339.231.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE.

La rentabilité de l'exploitation agricole en 1985-1986.

(Publications de l'I.E.A., 482.)

Bruxelles, Institut Economique Agricole, 1987, 71 p.

338.011. - 333.831.1 - 336.61

MICOSSI, S. & PADOA-SCHIOPPA, T.

Short-term interest rate linkages between the United States and Europe.

(In : *THEMA - QUADERNI DI ECONOMIA E FINANZA, Torino, Suppl., 1985 07/12, p. 127-144.*)

IT 23

332.821. - 368.41

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

Rapport relatif à l'exécution de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail - 1985.

Bruxelles, Ministère de la Prévoyance Sociale, 1986, 27 p.

MINISTERE DE LA REGION
BRUXELLOISE.

Acheter, construire, rénover ou moderniser moins cher. Faites-le à Bruxelles nous avons des primes pour vous.

Bruxelles, Exécutif de la Région Bruxelloise, 1987, 15 p.

NAERT, F.

Overheidsuitgaven en pressiegroepen in België.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 2, 1987 04/06, p. 165-187.*)

BE 171

339.113.

338.43

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE.

Interventions financières étrangères dans le capital des sociétés sises en région wallonne ; liste nominative des sociétés - 1985.

Bruxelles, Ministère de la Région Wallonne, 1986, 133 p.

NEESEN, V.

Werken aan de economische toekomst van Limburg.

(In : *ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M., Hasselt, 1, 1987 01/03, p. 35-47.*)

BE 93

338.722.0

333.139.2 - 333.78 - 347.734.
333.646. - 333.139.1 - 333.139.

MINISTERIE VAN LANDBOUW.

Van Haeperen, J.-M. : Studie van de interne wijzigingen in de landbouw.
(L.E.I.-Publikaties, 477.)

Brussel, Landbouw-Economisch Instituut, 1987, 37 p.

PACOLET, J.

De toezichhoudende instellingen, banken, spaarbanken en openbare kredietinstellingen over de deregulering van de deposito-instellingen.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIÉ-WEZEN, Bruxelles/Brussel, 4, 1987 04, p. 9-26.*)

BE 134

311.80 - 311.94 - 368.40

333.154. - 333.731. - 333.427.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN/MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES.

Beleidsnota van de Minister van Sociale Zaken « Demografische evolutie en sociale zekerheid ». Note politique du Ministre des Affaires Sociales « Evolution démographique et sécurité sociale ». (Begroting Sociale Voorzorg - 1987 - Budget Prévoyance Sociale.)

Brussel/Bruxelles, Kabinet v/de Minister van Sociale Zaken/ Cabinet du Min. des Affaires Sociales, 1987, 96 p.

PARIBAS...

La monnaie électronique en mouvement.

(In : *PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 72, 1987 03, p. 2-14.*)

BE 64DF

332.834. - 368.43 - 658.324.
332.834. - 333.52 - 368.03

331.20 - 331.100. - 331.12
331.31

PARIBAS...

PIASER, A.

L'épargne-pension ou troisième pilier.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES - NUMERO SPECIAL, Bruxelles, 37, 1987 01/03, p. 1-24.)

BE 64EF

Les mouvements longs du capitalisme belge ; révolutions technologiques, pression syndicale, vie politique, politiques sociales, politiques économiques.
Bruxelles, Vie Ouvrière, 1986, 397 p.

331.162.24 - 333.21

347.728.5 - 333.139.2 - 333.78

PARMENTIER, S.

PILLE, G.

Het liberaal staatsinterventionisme in de 19de eeuw. Een concreet geval : de oprichting van de A.S.L.K.

(In : REVUE BELGE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE - BELGISCH TIJDSCHRIFT VOOR NIEUWSTE GESCHIEDENIS, Gand/Gent, 3-4, 1986 07/12, p. 379-420.)

BE 135

Het Belgisch reglementair kader van de effectenverrichtingen.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIEREWEZEN, Bruxelles/Brussel, 4, 1987 04, p. 27-41.)

BE 134

338.047.

338.751.1 - 338.43

PAUWELS, J.-P.

POLITICS...

Nouvelles techniques de financement des entreprises et services publics.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIEREWEZEN, Bruxelles/Brussel, 1, 1987 01, p. 33-38.)

BE 134

The state, the regions and industrial redevelopment : the challenge of the Belgian steel crisis.
(In : The Politics of Steel : Western Europe and the Steel Industry in the Crisis Years.)
(European University Institute. C. Political and Social Sciences, 7.)

Berlin, W. de Gruyter, 1987, 692-790 p.

368.40

382.51 - 338.43

PEETERS, J.

POSTIAUX, J.M.

De crisisfinanciering in de sociale zekerheid : feiten en tendensen, 1975-1985.

(In : ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 2, 1987 04, p. 211-239.)

BE 64B

Les exportations wallonnes : tendances 81/85.

(In : WALLONIE 87, Namur, 80, 03/04 1987, p. 85-98.)

BE 186

POZO, S.

The Ecu as international money.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE*, Guildford (England), 2, 1987 06, p. 195-206.)

GB 29A

REUSS, C.

Marges de fluctuation et stabilité de l'Ecu.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE*, Luxembourg, 6-7, 1987 03/04, p. 39-45.)

LU 4

332.622.3 - 332.71 - 332.225.

333.139.2 - 333.78 - 347.734.
333.646. - 333.139.1 - 333.139.

QUINTIN, O.

New strategies in the EEC for equal opportunities in employment for men and women.

(In : *EUI WORKING PAPERS*, Florence, 261, 1987, p. 1-26.)

IT 6A

REVUE...

Deregulering en herregulering in de financiële sector.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERE WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 4, 1987 04, p. 1-104.)

BE 134

368.40

368.40

RECENTE...

Recente ontwikkelingen van de sociale zekerheid, 1980-1986.

(Reeks Sociaal Recht, 31.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1987, XIV + 678 p.

REVUE...

Evolution de la sécurité sociale des travailleurs salariés en Belgique au cours de l'année 1985.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE*, Bruxelles, 9-10, 1986 09/10, p. 817-895.)

BE 141

334.151.27

333.131.34 - 333.111.31

REGARDS...

Le Système Monétaire Européen : difficultés récentes et projets de réforme.

(In : *REGARDS SUR LES CHANGES*, Paris, 17, 1987 04, p. 2-5.)

FR 57B

ROGGEMANS, A.

La nécessaire relance de l'escompte.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERE WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 1, 1987 01, p. 45-47.)

BE 134

RUBERY, J. et al.

Flexibilité, commercialisation et organisation de la production.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 113, 1987 01/03, p. 247-293.*)

BE 44E

SCHIEMANN, J.

Ziele und Realität des europäischen Währungssystems.

(In : *ZEITSCHRIFT FUER WIRTSCHAFTSPOLITIK, Köln, 1, 1987, p. 59-68.*)

DE 31

334.151.25 - 334.151.27 - 333.111.8
334.151.21

334.151.26 - 334.154.1 - 333.613.

SALABELLE, S.

L'Ecu et les banques centrales.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE, Luxembourg, 8, 1987 05, p. 22-25.*)

LU 4

SCHMIDT, H.

Freiverkehrsmärkte an Europas Börsen.

(In : *DIE BANK, Köln, 6, 1987 06, p. 288-298.*)

DE 2

332.834.

052. - 334.154.1 - 338.78

SALIEN, V.

L'épargne-pension. (Indicateur fiscal, édition spéciale.)

Bruxelles, CED-Samsom, 1987, 64 p.

SOCIETE ROYALE D'ECONOMIE POLITIQUE DE BELGIQUE.

Palliser, M. : Free trade in services ; in the community and throughout the world. (Conférences, n° 446, novembre 1986.)

Charleroi, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, 1986, 38 p.

347.726.

333.721. - 339.324. - 347.751.3

SAMSOM...

De coöperatieve vennootschap : rechtsvorm van de toekomst?

(In : *SAMSOM ACCOUNTANCY ACTUALITEIT, Brussel, 4, 1987 05 27, p. 1-12.*)

BE 158H

STAP, E.K.L.

De EG-richtlijn consumentenkrediet.

(In : *BANK- EN EFFECTENBEDRIJF, Amsterdam, 320, 1987 04, p. 117-121.*)

NL 3A

334.151.25

STEENBERGEN, J.

L'Ecu : aspects juridiques de l'utilisation de l'unité monétaire européenne.

(In : *REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ECONOMIQUE*, 1050 Bruxelles, 1, 1987, p. 181-209.)

BE 773

333.825. - 334.825. - 334.151.27
333.451.1 - 338.011.

THEMA...

Europe and the dollar.

(In : *THEMA - QUADERNI DI ECONOMIA E FINANZA*, Torino, Suppl., 1985 07/12, p. 1-225.)

IT 23

336.32 - 333.631.

STOKX, J.

De financiering van de schuld en de markten van de overheidsschuldtitels.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN*, Bruxelles/Brussel, 1, 1987 01, p. 25-31.)

BE 134

339.112.12 - 338.43

THEYS, J.

Huisvestingsbehoeften in West-Vlaanderen, 1985-95.

(Facetten van West-Vlaanderen, 28.)

Brugge, Westvlaams Economisch Studie bureau, 1987, 76 p.

333.721. - 333.18 - 347.751.3

STUDIECENTRUM VOOR HET FINANCIERWEZEN.

Grasduinen in a-juridische aspecten van het afbetalingskrediet. (Studienamiddag 18 maart 1985.)

s.l., Studiecentrum voor het Financiewezen Oost-Vlaanderen, 1985, 78 p.

336.201.

TIBERGHEN, A.

Reagan réformera-t-il les impôts belges?

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 1, 1987 01/02, p. 43-50.)

BE 149B

312.1 - 311.91 - 332.602.2

TAVERNIER, M.

Quelques aspects et données de la politique d'immigration depuis son origine à nos jours.

Bruxelles, Ministère de l'Emploi et du Travail, 1986, 43 p.

338.047. - 338.043. - 330.510.

TULKENS, H.

The performance approach in public enterprise economics : an introduction and an example.

(In : *ANNALES DE L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE*, Liège, 4, 1986 10/12, p. 429-443.)

BE 5A

TULKENS, H.

La performance productive d'un service public.
Définitions, méthodes de mesure et application à
la Régie des Postes en Belgique.

(In : *L'ACTUALITE ECONOMIQUE*, Montréal, 2, 1986
06, p. 306-335.)

CA 1B

VANDER LINDEN, M.

Les informations financières et économiques aux
Conseils d'Entreprises.

(In : *LA VIE AU BUREAU*, Bruxelles, 4, 1987 04,
p. 57-62.)

BE 183A

334.151.25

332.622.1

van den BERG, C.C.A.

Enkele technische aspecten van de Ecu als valuta-
mandeendheid.

(Overdruk, 165.)

Amsterdam, *De Nederlandsche Bank*, 1986, 16 p.

VANHEERSWYNGHELIS, A.

Les jeunes, leurs chômages et leurs emplois.

(In : *LA REVUE NOUVELLE*, Bruxelles, 4, 1987 04,
p. 403-410.)

BE 149D

368.04

332.622.1

VAN DEN BERGHE, L.

Onderzoek naar de verklaringsgronden voor de
regulering van en de overheidsinterventie in het
verzekeringswezen.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-
WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 4, 1987 04, p. 45-59.)

BE 134

VAN PARIJS, P.

Le chômage des jeunes : sous les bévues, la rage.

(In : *LA REVUE NOUVELLE*, Bruxelles, 4, 1987 04,
p. 395-402.)

BE 149D

330.543. - 338.047.

332.691. - 333.844. - 333.841.
332.26 - 338.021. - 332.630.

VANDEN BROECK, L.

Entreprises publiques : l'incroyable patinage de
Martens VI.

(In : *SOCIALISME*, Bruxelles, 200, 1987 03/04, p. 95-
101.)

BE 155C

VAN POECK, A.

Labour market characteristics, stabilization policy
and real wage rigidity.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGE-
MENT*, Leuven, 2, 1987 04/06, p. 189-211.)

BE 171

336.01 - 336.82 - 331.062.
331.101.

333.48 - 333.30

VANTHEMSCHE, G.

De economische actie van de Belgische Staat tijdens de crisis van de jaren 1930.

(In : *RES PUBLICA*, Brussel/Bruxelles, 2, 1987 02, p. 127-151.)

BE 131

WEST-VLAANDEREN...

West-Vlaanderen in 1986.

(In : *WEST-VLAANDEREN WERKT*, Brugge, 2, 1987 03/04, p. 41-111.)

BE 188

332.814.

338.340.

VAN VAERENBERG, R.

Les vacances annuelles des travailleurs salariés.

(In : *ORIENTATIONS*, Bruxelles, 4, 1987 04, p. 97-124.)

BE 772

WINTERBEECK, C.

L'aide aux pays du Tiers Monde.

(In : *BULLETIN FEB*, Bruxelles, 9, 1987 05 14, p. 745-748.)

BE 32

331.31 - 321.2 - 332.810.
338.40 - 333.100.

333.131.4 - 331.162.22 - 333.162.22
333.130.1

VERENIGING VOOR ECONOMIE.

Sociaal-economische deregulering; deregulering of herregulering. Referaten. (18de Vlaams Wetenschappelijk Economisch Congres, Brussel, 8 en 9 mei 1987.)

Brussel, *Vereniging voor Economie*, 1987, 892 p.

ZOLLINGER, M.

Cycles de vie bancaires.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EUROPEENNE*, Luxembourg, 8, 1987 05, p. 10-19.)

LU 4

334.151.21 - 334.151.25

334.151.27 - 333.432.8 - 333.46
334.151.25 - 334.151.20

WAGNER, Y.

Quelle monnaie et quelle banque centrale pour l'Europe?

(In : *AUJOURD'HUI L'ECU*, Lyon, 16, 1987 04, p. 8-10.)

FR 2D

ZOLOTAS, X.

The European Monetary System, the dollar and the need for reform. (Lecture delivered at the British Hellenic Chamber of Commerce on 18 February 1987.)

(Papers and Lectures, 57.)

Athens, *Bank of Greece*, 1987, 29 p.

